



DEPARTEMENT FINANCES

# La réforme de la taxe professionnelle

volet 1 :  
la contribution  
économique territoriale (CET)

volet 2 :  
la cotisation  
foncière des entreprises (CFE)

juin 2012

# **La réforme de la taxe professionnelle et ses conséquences sur la fiscalité des communes et des communautés :**

l'ensemble des dispositions issues  
de la LF 2010, de la LF 2011, de la LFR 2010,  
des LFR 2011, de la LF 2012 et de la LFR 2012

- synthèse et premiers bilans
- **volets 1 et 2 : la contribution économique territoriale et la cotisation foncière des entreprises**
- volet 3 : la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)
- volet 4 : les impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (IFER)
- volets 5 et 6 : les règles d'affectation des ressources fiscales, les règles de fixation des taux, les délibérations fiscales
- volets 7 et 8 : le transfert d'impôts d'Etat (TaSCom, frais de gestion), la compensation-relais et les taux de référence 2010, les garanties de ressources et la péréquation horizontale
- volets 9 et 10 : les dispositions transitoires ou diverses (compensations, répartition volontaire des impôts, impôts des établissements publics fonciers et des syndicats à contributions fiscalisées) et la légistique

<b>VOLET 1</b>	
<b>LA CONTRIBUTION ÉCONOMIQUE TERRITORIALE (CET)</b>	
<b>Introduction</b>	<b>13</b>
<b>L'institution de la contribution économique territoriale</b> [art. 1447-0 du CGI]	<b>15</b>
<b>Le plafonnement de la CET à 3 % de la valeur ajoutée</b> [art. 1647 B sexies]	<b>15</b>
- l'application du nouveau PVA	15
- l'imputation du dégrèvement	16
- les dispositions diverses	16
<b>LE PLAFONNEMENT DE LA CET EN FONCTION DE LA VALEUR AJOUTEE</b> [instruction 6 E-6-11]	<b>17</b>
<b>Le champ d'application du plafonnement</b>	<b>17</b>
<b>Les modalités de détermination du montant du plafonnement en fonction de la valeur ajoutée (PVA)</b>	<b>17</b>
- la détermination de la cotisation plafonnée	17
- la détermination du plafond	18
· la détermination de la valeur ajoutée	18
· le taux retenu	20
· le calcul du plafond	20
<b>Les modalités d'application du dégrèvement calcul</b>	<b>20</b>
- la limitation du dégrèvement	20
- l'imputation du dégrèvement	20
· l'imputation du dégrèvement attendu par l'entreprise	20
· l'imputation du dégrèvement à accorder à l'entreprise	21
· le cas où le plafond de CET est inférieur à la cotisation minimum de CVAE	21
- l'articulation avec les autres dégrèvements	21
<b>Les obligations déclaratives</b>	<b>22</b>
<b>L'entrée en vigueur</b>	<b>22</b>
<b>La participation au plafonnement de la CET à 3 % de la VA</b> [art. 1647-0-B septies]	<b>23</b>
- la mise à la charge des communes et des EPCI d'une fraction du PVA de la CET	23
- le calcul du montant de la participation globale à répartir entre les communes et les EPCI	23
- la répartition de la participation globale entre les EPCI à CFU et les communes non membres d'un tel EPCI	23
- les modalités de calcul de l'écart de taux de CFE entre celui de l'année N - 2 et celui de 2010	23
- les modalités de calcul de l'éventuelle réduction de la participation mise à la charge de la commune ou de l'EPCI	24
- le prélèvement du ticket modérateur sur les douzièmes mensuels de fiscalité directe locale	24
- le versement obligatoire, sauf délibérations contraires concordantes, d'une attribution de compensation, correspondant au ticket modérateur payé par les communes membres d'un EPCI à fiscalité additionnelle	24
- la communication par l'EPCI, avant le 15 février de chaque année, du montant prévisionnel de l'AC	24
- la fixation par décret des modalités d'application	24
<b>LA PARTICIPATION AU FINANCEMENT DU PLAFONNEMENT DE LA CET AU TITRE DE 2010</b> [instr. 6 A-2-11]	<b>25</b>
<b>La participation des collectivités et des EPCI à fiscalité propre au financement du plafonnement</b>	<b>25</b>
<b>La détermination de la participation au financement du PVA en cas d'évolution prenant effet en 2010</b>	<b>26</b>
<b>La suppression du dispositif de participation au financement du PVA à compter de 2011</b>	<b>26</b>
- la fixation du montant de la participation au PVA 2010 [art. 85 (III.C.2.10 <sup>ème</sup> al.) LF 2006]	27
<b>Le maintien, en 2010, du prélèvement au titre du ticket modérateur</b> [art. 85 [III. C. 2. 11 <sup>ème</sup> al.] de la LF 2006]	<b>27</b>
<b>Le dégrèvement temporaire de la CET en cas d'augmentation des impôts</b> [art. 1647 C quinquies B]	<b>27</b>
- les conditions d'application du dégrèvement	27
- les modalités de calcul du dégrèvement	27

<b>LE DEGREVEMENT TRANSITOIRE DE LA CET</b>	<b>[instr. 6 E-4-11]</b>	<b>28</b>
<b>Le champ d'application du dégrèvement transitoire</b>		<b>28</b>
<b>Les modalités d'application du dégrèvement transitoire</b>		<b>29</b>
- les principes		29
- le calcul du dégrèvement transitoire		29
· les cotisations retenues pour le calcul de la différence		29
<b>Précisions sur la période de référence de la TP et sur les exonérations, réductions, abattements, dégrèvements et crédits d'impôt</b>		<b>30</b>
· les taux retenus		31
- l'imputation du dégrèvement transitoire sur les cotisations éligibles		32
- l'articulation du dégrèvement transitoire avec les dispositions existantes		32
· l'articulation du dégrèvement transitoire avec le crédit d'impôt et les autres dégrèvements de CET		32
· l'articulation du dégrèvement transitoire avec les cotisations minimum de CET		33
<b>Les obligations déclaratives</b>		<b>33</b>
<b>L'entrée en vigueur</b>		<b>33</b>
<b>La compensation des pertes de ressources de CET et de RDM</b>	<b>[3. de l'art. 78 LF 2010]</b>	<b>34</b>
- l'institution, à compter de 2012, d'un PSR compensant une perte importante de base de CFE et de produit de CET		34
· les recettes fiscales prises en compte pour le calcul de la perte		34
· les cas de non-compensation		34
- l'institution d'un PSR compensant aux départements et régions une perte importante de produit de CVAE		34
- l'assiette de la compensation pour les communes, les EPCI, les départements et les régions		35
- les montants versés pendant 3 ans		35
- la prolongation à 5 ans en cas de politique de conversion industrielle		35
- l'institution d'un PSR compensant aux communes et EPCI une perte importante de redevance des mines		35
- les recettes fiscales prises en compte pour le calcul de la perte de redevance des mines		35
- l'institution d'un PSR compensant aux communes et EPCI une perte importante de CFE en 2011		36
· les communes et EPCI bénéficiaires		36
· les modalités de calcul de la perte de produit de CFE		36
· les montants versés pendant 3 ans		36
· la prolongation à 5 ans en cas de politique de conversion industrielle		36
- la fixation par décret en Conseil d'État des conditions d'application		36
<b>LE PROJET DE DECRET RELATIF A LA COMPENSATION DES PERTES DE CET OU DE RDM .</b>		<b>37</b>
<b>La compensation de pertes de produit de contribution économique territoriale (CET)</b>		<b>37</b>
- les conditions d'éligibilité des communes et EPCI à la compensation des pertes de CET		37
- la perte de produit de CFE au moins égale à 10 % de celui de l'année précédente		37
- la perte de produit de CVAE au moins égale à 5 % (2 % ?) du produit fiscal de l'année précédente		37
- la perte de référence prise en compte pour le calcul de la compensation		37
- le versement à l'EPCI à FPU de la compensation en cas de perte de CFE subie par une commune entrante		38
- les conditions d'éligibilité des départements et des régions à la compensation des pertes de CVAE		38
<b>La compensation de pertes de ressources de redevances des mines RDM</b>		<b>38</b>
- les conditions d'éligibilité des communes et EPCI à la compensation des pertes de RDM		38
- le versement à l'EPCI à FPU de la compensation en cas de perte de RDM subie par une commune entrante		38
<b>Les conditions d'éligibilité des communes et EPCI à la compensation des pertes de CFE entre 2010 et 2011</b>		<b>38</b>

<b>VOLET 2</b>	
<b>LA COTISATION FONCIÈRE DES ENTREPRISES (CFE)</b>	
<b>Introduction</b>	<b>39</b>
<b>La cotisation foncière des entreprises (CFE) affectée aux communes et EPCI</b> [art. 1467 du CGI]	<b>41</b>
- le cas général : la valeur locative foncière comme base de la CFE	41
- la diminution de 30 % de la valeur locative des immobilisations industrielles, applicable à la seule base de la CFE	41
- le cas spécifique des titulaires de BNC (ex : professions libérales)	41
- l'arrondi des bases à l'euro le plus proche	42
- l'application de la CFE à compter de 2010	42
<b>L'évaluation des valeurs locatives des locaux commerciaux et biens divers</b> [art. 1498]	<b>43</b>
- l'évaluation en fonction de la valeur de location à des conditions de prix normales	43
- l'évaluation par comparaison	43
- l'évaluation par voie d'appréciation directe	43
<b>L'évaluation des VL des immobilisations industrielles (selon la méthode comptable)</b> [art. 1499]	<b>43</b>
<b>L'évaluation des bâtiments et terrains industriels</b> [art. 1500]	<b>44</b>
<b>L'ÉVALUATION DES TERRAINS ET DES BATIMENTS INDUSTRIELS : CONDITIONS D'APPLICATION DE LA METHODE COMPTABLE ET DE LA METHODE PARTICULIERE</b> [instr. 6 C-4-12]	<b>44</b>
<b>Les conditions d'application de la méthode comptable</b>	<b>44</b>
- la condition tenant au bien qui doit faire l'objet d'une inscription à l'actif d'un bilan	44
- la condition tenant au propriétaire ou à l'exploitant qui doit être soumis aux obligations de l'article 53 A	45
<b>Les conditions d'application de la méthode particulière</b>	<b>45</b>
<b>L'entrée en vigueur</b>	<b>45</b>
<b>La valeur locative minimum applicable à la base de CFE</b> [art. 1518 B]	<b>46</b>
- les modalités de calcul en cas d'apports, de scissions ou de fusions de sociétés	46
- l'application des mêmes dispositions en cas de transmissions universelles de patrimoine (TUP)	46
- les différentes exceptions	46
- l'application des dispositions aux terrains et constructions	47
- l'application en 2010 de la VL en cas d'apports, de scissions, de fusions ou de TUP [6.1.33 art. 2 LF 2010]	47
<b>Le lieu d'établissement de la CFE</b> [art. 1473]	<b>47</b>
<b>La période de référence retenue pour déterminer les bases de la CFE</b> [art. 1467 A]	<b>47</b>
<b>LA BASE D'IMPOSITION À LA CFE</b> [instr. 6 E-7-11]	<b>48</b>
<b>La valeur locative des biens passibles d'une taxe foncière, seul élément de la base taxable</b>	<b>48</b>
<b>Les biens compris dans la base d'imposition</b>	<b>48</b>
- la condition liée à la nature des biens	48
· les biens visés aux 11° et 12° de l'art. 1382 exclus de la base de CFE	48
· les immobilisations destinées à la production d'électricité d'origine photovoltaïque	48
· les biens destinés à la fourniture et à la distribution d'eau exclus, sous certaines conditions	49
- la condition liée à la disposition des biens	49
- la condition liée à l'affectation à l'usage professionnel	49
· les principes	49
· les redevables de la CFE exerçant conjointement une activité imposable et une activité exonérée	50
<b>La détermination de la valeur locative</b>	<b>50</b>
- le cas général	50
- les cas des établissements industriels	50
· la valeur locative « plancher »	51

<b>L'établissement de la CFE au nom de ceux qui exerçant l'activité imposable ou du gérant</b>	<b>[art. 1476]</b>	<b>52</b>
<b>La répartition entre les communes des VL des ouvrages hydro-électriques</b>	<b>[art. 1475]</b>	<b>52</b>
<b>Le champ d'application de la CFE</b>	<b>[art. 1447]</b>	<b>52</b>
- les personnes et activités imposables à la CFE		52
- les activités de location ou de sous-location d'immeubles		53
- les modalités d'application en cas de période de référence inférieure ou égale à 12 mois		53
- les cas de non-soumission à la CFE		53
<b>L'annualité de la CFE</b>	<b>[art. 1478]</b>	<b>53</b>
- la période d'activité pour laquelle est due la CFE		53
- les conséquences d'une émission au titre d'un autre contribuable		53
- l'exonération l'année de création d'un établissement		53
- la base d'imposition pour les 2 années suivant la création		53
- la réduction de moitié de la base en cas de création d'établissement		53
<b>LES PERSONNES PASSIBLES DE LA COTISATION FONCIÈRE DES ENTREPRISES</b>	<b>[instruction 6 E-7-11]</b>	<b>54</b>
<b>Les personnes physiques ou morales</b>		<b>54</b>
<b>Les organismes non dotés de la personnalité morale</b>		<b>54</b>
- le cas où l'organisme non doté de la personnalité morale n'est pas une société		54
- le cas où l'organisme non doté de la personnalité morale est une société		54
<b>Le cas des sociétés civiles professionnelles, des sociétés civiles de moyens et des groupements réunissant des membres de professions libérales dotés ou non de la personnalité morale</b>		<b>54</b>
<b>LES ACTIVITES PASSIBLES DE LA CFE</b>	<b>[instruction 6 E-7-11]</b>	<b>55</b>
<b>Les caractéristiques des activités imposables</b>		<b>55</b>
- l'activité professionnelle non salariée exercée à titre habituel		55
· le caractère habituel		55
· le caractère professionnel		55
· l'activité non salariée		55
- l'activité de location ou de sous location d'immeubles nus à usage autre que l'habitation		56
· l'imposition des activités de location ou de sous-location de locaux meublés		56
· les nouvelles règles relatives à la location ou la sous-location d'immeubles nus		56
· les opérations imposables à la CFE		56
· les modalités d'appréciation des recettes ou du chiffre d'affaires tirés de l'activité de location ou de sous-location		57
· les modalités d'appréciation des recettes ou du chiffre d'affaires des entreprises relevant du régime général		58
<b>La territorialité</b>		<b>58</b>
<b>LA PÉRIODE DE RÉFÉRENCE</b>	<b>[instruction 6 E-7-11]</b>	<b>59</b>
<b>Le cas général</b>		<b>59</b>
<b>Le cas de la création d'un établissement</b>		<b>59</b>
<b>Le cas du changement d'exploitant</b>		<b>59</b>
- l'assujettissement des établissements produisant de l'énergie électrique	<b>[art. 1478]</b>	60
- la base d'imposition en cas de changement d'établissement		60
- la correction de la base en cas d'activité saisonnière		60
- les conditions d'assujettissement des associations devenant redevables de l'I.S.		60
<b>Les exonérations de la CFE pour les ouvriers, travaillant à façon ou pour leur compte</b>	<b>[art. 1452]</b>	<b>60</b>
<b>L'exonération de CFE en faveur des activités liées à la presse</b>	<b>[art. 1458]</b>	<b>61</b>
<b>L'exonération de CFE, pendant 2 ans, applicable aux auto-entrepreneurs</b>	<b>[art. 1464 K]</b>	<b>61</b>
<b>Les autres exonérations catégorielles, de plein droit, de la CFE</b>	<b>[divers articles du CGI]</b>	<b>62</b>
<b>Les réductions de base de CFE</b>	<b>[art. 1468]</b>	<b>62</b>

<b>LES RÉDUCTIONS DE LA BASE D'IMPOSITION</b>	<b>[instr. 6 E-7-11]</b>	<b>63</b>
<b>Les réductions et abattements maintenus</b>		<b>63</b>
- l'actualisation et la clarification de la réduction de la base d'imposition applicable aux artisans		63
· les chefs d'entreprises immatriculés ou dispensés d'immatriculation au répertoire des métiers		63
· les entreprises inscrites au registre de la batellerie artisanale		63
- les réductions et abattements maintenus		64
· les réductions et abattements de plein droit		64
· les réductions et abattements facultatifs		64
<b>Les réductions et abattements supprimés</b>		<b>64</b>
- les réductions, abattements et exonérations portant sur les équipements et biens mobiliers (EBM)		64
- l'abattement général à la base de 16 % supprimé (art. 1472 A bis)		65
- la réduction d'un tiers de la valeur locative des usines nucléaires supprimée		65
<b>Les modalités de déclaration des éléments servant à l'établissement de la CFE</b>	<b>[art.1477]</b>	<b>65</b>
<b>Les exonérations applicables en zones urbaines, BER et ZRD</b>	<b>[art. 1466 A]</b>	<b>65</b>
- l'exonération facultative dans les zones urbaines sensibles (ZUS)		65
<b>L'ACTUALISATION DES PLAFONDS D'EXONERATIONS DE CFE EN ZUS, ZRU ET ZFU</b>	<b>[instr. 6 E-8-11]</b>	<b>66</b>
<b>Les zones urbaines sensibles et les zones de redynamisation urbaine (art. 1466 A I et I ter)</b>		<b>66</b>
<b>Les zones franches urbaines (art. 1466 A I quater, I quinquies et I sexies)</b>		<b>66</b>
- l'exonération de droit, sauf délibération contraire, dans les bassins d'emploi à redynamiser (BER)	<b>[art. 1466 A]</b>	67
- l'exonération facultative dans les zones de restructuration de la défense (ZRD)		67
- l'exonération de droit, sauf délibération contraire, dans les zones franches urbaines (ZFU)		68
- l'obligation de déclaration annuelle des éléments entrant dans le champ de l'exonération		69
- l'option, irrévocable, pour l'un des régimes d'exonération		69
- les modalités d'application des exonérations		69
- la fixation par décret des obligations déclaratives		69
- les limites de VA par établissement pour bénéficier des exonérations et abattements	<b>[article 108-II-G LF 2011]</b>	69
<b>LA PROROGATION DES EXONERATIONS DE TFB, DE CFE ET DE CVAE POUR LES ENTREPRISES EN ZFU</b>	<b>[instr. 4 A-7-12]</b>	<b>70</b>
<b>Introduction</b>		<b>70</b>
<b>L'exonération de CET : CFE et CVAE</b>		<b>70</b>
<b>L'exonération de TFPB</b>		<b>71</b>
<b>L'encadrement des exonérations</b>		<b>71</b>
<b>Les obligations déclaratives en matière de CET</b>		<b>71</b>
<b>La date d'entrée en vigueur du dispositif</b>		<b>71</b>
<b>Tableau des exonérations fiscales en ZFU - régime unifié</b>	<b>[art. 44 octies A, 1383 C bis et 1466 A I sexies]</b>	<b>72</b>
<b>LES EXONÉRATIONS DE CFE</b>	<b>[instr. 6 E-7-11]</b>	<b>73</b>
<b>Les mesures d'exonérations de plein droit de CFE</b>		<b>73</b>
- les exonérations de plein droit permanentes		73
· les exonérations de TP transposées à la CFE		73
· les modifications apportées à certaines de ces exonérations		73
- les exonérations de plein droit temporaires		75
· les exonérations de TP transposées à la CFE		75
· les modifications apportées à l'exonération en faveur des auto-entrepreneurs		75
<b>Les mesures d'exonérations ou d'abattements facultatifs</b>		<b>77</b>
- les généralités		77
· les anciennes mesures d'exonérations ou d'abattements facultatifs reprises en matière de CFE		77
· le maintien des délibérations prises avant 2010		78
- la modification de certaines mesures d'exonérations ou d'abattements facultatifs		79
· l'exonération facultative en faveur des établissements de spectacles cinématographiques		79
· l'exonération facultative en faveur des entreprises nouvelles		80
· l'exonération facultative en faveur des caisses de crédit municipal		80
- le maintien des exonérations et des abattements en cours		81
· les mesures visées		81
· les conditions d'application du maintien et portée		81
- le cas des exonérations ou abattements plafonnés en base		82

<b>La suppression de l'abattement d'un tiers applicable aux VL des usines nucléaires</b>	<b>[art. 1518 A]</b>	<b>82</b>
<b>Le dégrèvement 2010 et 2011 en cas de hausse des contributions fiscalisées</b>	<b>[art. 1647 C quinquies C]</b>	<b>83</b>
- les conditions d'obtention du dégrèvement		84
- les modalités de calcul du dégrèvement		84
- les modalités d'ordonnancement, de reversement, de réclamation et d'information		84
<b>LE DEGREVEMENT TEMPORAIRE DE CFE EN FAVEUR DES CONTRIBUABLES AYANT SUBI DES HAUSSES DE COTISATIONS AU PROFIT DES SYNDICATS A CONTRIBUTIONS FISCALISEES</b>	<b>[instr. 6 E-1-12]</b>	<b>84</b>
<b>Le champ d'application du dégrèvement temporaire</b>		<b>84</b>
<b>Les modalités d'application du dégrèvement temporaire</b>		<b>85</b>
- les principes		85
- le calcul du dégrèvement temporaire		85
· les cotisations retenues pour le calcul de la différence		85
· les exemples de calcul		87
- l'imputation du dégrèvement temporaire sur les cotisations éligibles		88
- l'articulation du dégrèvement avec le crédit d'impôt dans les ZRD et les autres dégrèvements		88
<b>Les obligations déclaratives</b>		<b>89</b>
<b>L'entrée en vigueur</b>		<b>89</b>
<b>Les cotisations minimum (bases à fixer par le conseil municipal ou communautaire)</b>	<b>[art. 1647 D]</b>	<b>92</b>
- les deux bases de cotisations minimum applicables		92
- les trois possibilités de réduction de moitié des montants de base minimum		92
- la fixation de bases minimum par un EPCI à FPU ou à FPZ		93
- la revalorisation annuelle des montants pris en compte pour le calcul de la base minimum		93
- l'application du montant de la base minimum de TP 2009 en cas d'absence de délibération		93
- la possibilité, jusqu'au 31 décembre, de réduire le montant de la base minimum		93
- l'assujettissement à la cotisation minimum de certains redevables		94
<b>Délibération du conseil municipal [ou communautaire] relative à la réduction, de moitié au plus, de la base minimum de CFE des redevables réalisant moins de 10.000 euros de chiffre d'affaires</b>		<b>95</b>
<b>L'EX-COTISATION DE PÉRÉQUATION DE LA TP ET LA COTISATION MINIMUM DE CFE</b>	<b>[instr. 6 E-7-11]</b>	<b>96</b>
<b>La cotisation de péréquation de la TP (abrogée)</b>		<b>96</b>
<b>La cotisation minimum</b>		<b>96</b>
- les principes		96
- la notion de principal établissement		96
- le calcul de la cotisation minimum		96
<b>Le dégrèvement de la CFE en cas de diminution des bases de CFE</b>	<b>[art. 1647 bis]</b>	<b>97</b>
- les modalités de calcul du dégrèvement		97
- l'application du dégrèvement en 2010	<b>[6.1.30 art. 2 LF 2010]</b>	97
- l'application du dégrèvement en 2011		97
<b>Le crédit d'impôt (750 euros par salarié) en ZRD</b>	<b>[art. 1647 C septies]</b>	<b>97</b>
- les bénéficiaires du crédit d'impôt		97
- les conditions d'obtention du crédit d'impôt		97
- l'application du crédit d'impôt pendant 3 ans		97
- la déclaration du nombre de salariés		97
- l'imputation du crédit d'impôt sur l'avis d'imposition de CFE		98
- les modalités d'application et l'éventuel reversement		98
- l'application du crédit d'impôt en 2010		98
- l'ordonnancement, la réduction possible des soldes, l'imputation et, le cas échéant, la restitution du dégrèvement		98
<b>LES RÉDUCTIONS DE CFE</b>	<b>[instr. 6 E-7-11]</b>	<b>99</b>
<b>L'ajustement, les dégrèvements et le crédit d'impôt applicables en CFE</b>		<b>99</b>
- l'ajustement en cas de cessation d'activité		99
- le crédit de CFE dans les zones de restructuration de la défense (ZRD)		99
- le dégrèvement en cas de diminution des bases d'imposition (ou « DRA »)		99
· les généralités		99
· l'absence d'incidence des modifications d'assiette décidées par le législateur		99
· l'articulation avec les dégrèvements de CET		100
<b>Les dégrèvements et le crédit d'impôt abrogés</b>		<b>100</b>

<b>Le recouvrement de la CFE et des taxes additionnelles</b>	<b>[art. 1679 quinquies]</b>	<b>101</b>
- le recouvrement par voie de rôle		101
- le versement obligatoire d'un acompte de 50 %		101
- les conditions et modalités de réduction de l'acompte		101
- le versement du solde		101
<b>La non application d'intérêts de retard, en cas d'erreur de l'administration</b>	<b>[art. 1727 (II. 2 ter)]</b>	<b>101</b>
<b>LES OBLIGATIONS DECLARATIVES, LE PAIEMENT ET LE CONTENTIEUX</b>	<b>[instruction 6 E-7-11]</b>	<b>102</b>
<b>Les obligations déclaratives</b>		<b>102</b>
- la déclaration 1447 C		102
- la déclaration 1447 M		102
- les obligations déclaratives à remplir à compter de 2011 (impositions établies au titre de 2012)		102
<b>Le paiement</b>		<b>103</b>
- le versement d'un acompte		103
· le montant de l'acompte		103
· la réduction du montant de l'acompte		103
· la date du paiement de l'acompte		103
- l'option pour le prélèvement mensuel		103
- le solde		103
- les modes de paiement		104
<b>La majoration pour déclarations ou paiements tardifs ou insuffisants</b>		<b>104</b>
<b>Les réclamations</b>		<b>104</b>
<b>Le droit de contrôle et de reprise</b>		<b>104</b>
<b>L'exonération facultative pour les établissements de spectacles cinématographiques</b>	<b>[art. 1464 A]</b>	<b>105</b>
<b>La portée des délibérations prises en 2009 par les communes et EPCI (exonérations des librairies indépendantes de référence et des établissements implantés en ZRD)</b>	<b>[art. 108-VII-1<sup>er</sup> al. LF 2011]</b>	<b>105</b>
<b>La portée des délibérations prises en 2009 par les conseils généraux et régionaux (exonérations des librairies indépendantes de référence et des établissements en ZRD)</b>	<b>[art. 108-VII-2<sup>ème</sup> al. LF 2011]</b>	<b>105</b>
<b>La revalorisation forfaitaire des valeurs locatives foncières en 2012</b>	<b>[art. 1518 bis]</b>	<b>106</b>
<b>LA TRANSMISSION PAR LA DGFIP DES DONNÉES FISCALES RELATIVES À LA CFE ET AUX IFER</b>		<b>107</b>
<b>Le fondement légal de la transmission des informations communiquées aux collectivités locales</b>		<b>107</b>
<b>Les supports de transmission des informations individualisées aux collectivités affectataires</b>		<b>107</b>
- le cédérom Visu DGFIP CFE et IFER		107
- le cédérom Fichier CFE et IFER		107
<b>Le calendrier prévisionnel 2012</b>		<b>107</b>
<b>La communication des données fiscales relatives à la CFE</b>		<b>108</b>
- l'état récapitulatif des bases prévisionnelles n° 1081 A CFE année 2012		108
- les exonérations		110
- les bases spécifiques de France Télécom		111

### Les codes couleurs

Les **dispositions législatives** issues des **lois de finances 2010 et 2011** (ou de **textes antérieurs**) figurent en **noir** dans le document

Les **dispositions législatives nouvelles**, introduites par les **1<sup>ère</sup> et 4<sup>ème</sup> lois de finances rectificatives pour 2011**, la **loi de finances initiale pour 2012** et la **1<sup>ère</sup> loi de finances rectificative pour 2012** figurent en **rouge**

Les **dispositions réglementaires** sont présentées dans des cadres **bleus**

Les principales informations figurant dans les différentes **instructions** de la **DGFIP** sont présentées dans des cadres **verts**

Les **éléments d'informations transmis** par la **DGFIP** sur les différents impôts figurent en **marron** dans des cadres **jaunes**

INDEX NUMÉRIQUE

n° article du CGI	volet	page
article 1379	5	12
article 1379 0-bis	5	16
article 1411	5	13
article 1414 A	9	13
article 1447	2	52
article 1447-0	1	15
article 1452	2	60
article 1458	2	61
article 1464 A	2	105
article 1464 K	2	61
article 1466 A	2	65
article 1467	2	41
article 1467 A	2	47
article 1468	2	62
article 1473	2	47
article 1475	2	52
article 1476	2	52
article 1477	2	65
article 1478	2	53
article 1498	2	43
article 1499	2	43
article 1500	2	44
article 1518 bis	2	106
article 1518 A	2	82
article 1518 B	2	46
article 1519 D	4	11
article 1519 E	4	16
article 1519 F	4	19
article 1519 G	4	21
article 1519 H	4	24
article 1519 HA	4	31
article 1519 I	5	19
article 1586	5	38
article 1586 ter	3	13
article 1586 quater	3	15
article 1586 quinquies	3	19
article 1586 sexies	3	26
article 1586 septies	3	63
article 1586 octies	3	63
article 1586 nonies	3	90
article 1599 bis	5	38
article 1599 quater A	4	39
article 1599 quater A bis	4	46
article 1599 quater B	4	35
article 1600	9	37
article 1607 ter	9	33
article 1609 quater	5	23
article 1609 quinquies BA	5	24
article 1609 quinquies C	5	26
article 1609 nonies C	5	28
article 1635 sexies	9	11
article 1635-0 quinquies	4	10
article 1636 B sexies	6	40
article 1636 B octies [I et II]	9	15
article 1636 B octies [III et IV]	9	17
article 1636 B decies	6	46

n° article du CGI	volet	page
article 1636 B undecies	6	48
article 1636 C	9	32
article 1638 quater	6	54
article 1638 quinquies	6	56
article 1638-0 bis	6	50
article 1639 A bis	6	56
article 1639 A ter	6	58
article 1639 A quater	6	60
article 1640 B	8	36
article 1640 C	8	40
article 1641	7	14
article 1644	7	16
article 1647	3	102
article 1647 bis	2	97
article 1647 B sexies	1	15
article 1647 C quinquies B	1	27
article 1647 C quinquies C	2	83
article 1647 C septies	2	97
article 1647 D	2	92
article 1647-0-B septies	1	23
article 1648 A	8	61
article 1648 AC	8	65
article 1649 A ter	4	45
article 1649 A quater	4	21
article 1649 quater B quater	3	100
article 1679 quinquies	2	101
article 1679 septies	3	101
article 1681 septies	3	102
article 1727	2	101
article 1736	4	21
article 1770 decies	3	102

n° article du CGCT	volet	page
article L. 1613-1	9	14
article L. 2333-2	3	109
article L. 2334-4	10	54
article L. 2334-7	7	19
article L. 2336-1	8	69
article L. 2336-2	8	69
article L. 2336-3	8	73
article L. 2336-4	8	86
article L. 2336-5	8	86
article L. 2336-6	8	90
article L. 2336-7	8	90
article L. 5211-28-1	7	19
article L. 5215-32	10	55
article L. 5216-8	10	54
article L. 5216-23	10	53
article R. 2336-1	8	91
article R. 2336-2	8	91
article R. 2336-3	8	92
article R. 2336-4	8	92
article R. 2336-5	8	92
article R. 2336-6	8	92

article 2 de la LF 2010	volet	page
[2.1.2.]	3	99
[2.1.8.]	3	101
[5.3.1.]	9	10
[5.3.2.]	9	10
[5.3.5.]	9	15
[6.1.30.]	2	97
[6.1.33.]	2	47
[6.1.34.]	10	51
[6.2.1.I.]	9	16
[6.2.1.II.]	9	17
[6.2.1.III.]	9	16
[6.2.1.IV.]	9	17
[7.]	10	51

article 77 de la LF 2010	volet	page
[1.1.]	0	38
[1.2.4.1.]	7	16
[1.2.4.2.]	7	19
[1.2.5.]	7	14
[8.]	9	44

article 78 de la LF 2010	volet	page
[1.1.]	8	49
[1.4.]	8	58
[2.1.]	8	54
[2 bis.]	8	58
[3.]	1	34
[4.1.I.]	8	64
[4.1.II.]	8	65
[4.1.III.]	8	65
[4.2.]	8	65

LFR 2010	volet	page
article 41	9	39

LF 2011	volet	page
article 51	9	41
article 108-II-G	2	69
article 108-VII	2	105
article 108-XVI-A	8	51
article 108-XIX	10	53
article 108-XXI	10	55
article 108-XXII	10	56
article 112-III	4	36
article 122	8	64

1 <sup>ère</sup> LFR 2011	volet	page
article 21-I	9	18

4 <sup>ème</sup> LFR 2011	volet	page
article 44	9	40

LF 2012	volet	page
article 40	8	59
article 144	8	91

textes réglementaires	volet	page
arrêté du 14 avril 2008	4	41
arrêté du 28 juin 2010	4	44
décret n°95-85 du 26 janvier 1995	7	20
décret n°2012-712 du 7 mai 2012	8	91
décret perte CET ou RDM	1	37
décret actualis. modal. dét. CET	10	57

articles non codifiés	volet	page
article 3 loi n°72-657	7	17
article 4 loi n°72-657	7	18
article 6 loi n°72-657	7	18
article 7 loi n°72-657	7	19
article 11 loi n°80-10	9	33
article 29 loi n°80-10	9	35
article 21 LF 1992	9	44
article 42 loi n°95-115	9	12
article 43 LF 2000	4	50
article 29 LF 2003	9	14
article 53-I LF 2004	9	48
article 46 LF 2006	9	49
article 85 LF 2006	1	27

articles annexe 3 au CGI	volet	page
article 328- bis	3	66
article 328 G ter	3	66
article 328 G quater	3	67
article 328 G quinquies	3	67
article 328 P	4	21
article 328 Q	4	36
article 344 duodecies	3	71
article 344 terdecies	3	71
article 344 quaterdecies	3	72

n° article du LPF	volet	page
article L. 135 B	3	102
article L. 235 ter XA	4	30
article L. 235 ter Z	4	30

instructions DGFiP	volet	page
instruction n°4 A-7-12	3	70
instruction n°6 A-2-11	1	25
instruction n°6 C-4-12	2	44
instruction n°6 E-1-10	3	32
instruction n°6 E-1-12	2	84
instruction n°6 E-2-11	4	14
instruction n°6 E-2-12	4	36
instruction n°6 E-3-11	3	65
instruction n°6 E-4-11	1	28
instruction n°6 E-4-12	3	21
instruction n°6 E-5-11	3	41
instruction n°6 E-6-11	1	17
instruction n°6 E-7-11	2	48
instruction n°6 E-8-11	2	66
instruction n°6 F-1-11	5	20
instruction n°6 F-2-11	9	21
instruction n°6 F-2-12	7	23

circulaire DGCL	volet	page
FPIC n°COT/B/12/20938/C	8	95



## LA CONTRIBUTION ECONOMIQUE TERRITORIALE (CET)

- Le volet 1 comporte la disposition fondatrice de la réforme : le remplacement de l'actuelle taxe professionnelle par une contribution économique territoriale (CET), composée de deux parts :
    - une cotisation foncière des entreprises (CFE), basée sur les valeurs locatives foncières destinée au bloc local (communes et EPCI),
    - une cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), basée sur la valeur ajoutée, destinée initialement aux seuls départements et aux régions, mais qui, dans la version définitive, revient également , à hauteur de 26,5 %, aux communes et aux EPCI.
  - Après les travaux menés conjointement par l'Association des Maires de France, l'Assemblée des départements de France et l'Association des régions de France, le Bureau de l'AMF, ainsi que les instances des différentes associations représentant les maires et les présidents de communautés, avaient demandé à plusieurs reprises :
    - que le bloc communes-communautés - ou pour le moins, les communautés - perçoive également une part de la cotisation sur la valeur ajoutée, répartie en fonction de critères à déterminer (et que les départements puissent bénéficier en contrepartie, par exemple, d'une fraction de la CSG),
    - que le lien fiscal entre territoires et entreprises soit maintenu, de même que l'équilibre global entre les impôts ménages et économiques,
    - que soit saisie cette occasion, unique et historique, pour mettre en place, au niveau national, une véritable péréquation,
    - que la réforme de la taxe professionnelle soit la première étape d'une réforme d'ensemble de la fiscalité locale.
  - La CET est plafonnée à 3 % de la valeur ajoutée produite par les entreprises. Les communes et les EPCI seront appelés à participer, dans certains cas, au financement de ce dégrèvement. Le ticket modérateur a finalement été rétabli, à la suite d'un amendement (n° 27) déposé par le Gouvernement après la commission mixte paritaire, qui avait quant à elle maintenu sa suppression, décidée par le Sénat.
  - Ce ticket modérateur avait fait l'objet des plus vives critiques, tant à l'Assemblée qu'au Sénat :
    - la commission des finances de l'AN s'était interrogée *« si l'enjeu budgétaire dérisoire du ticket modérateur (69 millions en 2015, pour environ 1,3 milliard d'euros antérieurement) ne méritait pas que le législateur en fasse l'économie »*, notamment à la lecture des modalités d'application prévues *« dont la complexité confine à la perversion »*,
    - malgré la suppression de l'article correspondant par la commission, l'AN a rétabli, en vertu d'un sous-amendement présenté par le Gouvernement, le principe du ticket modérateur, en l'adaptant afin de *« limiter la refacturation du PVA au montant des dégrèvements accordés aux entreprises structurellement plafonnées en fonction de la valeur ajoutée »*. Il s'agissait en fait de ne refacturer une partie du coût du dégrèvement que lorsque l'entreprise bénéficie du plafonnement deux années de suite,
    - le Sénat avait décidé la suppression de ce ticket modérateur, compte tenu :
      - de ses implications financières marginales,
      - de la *« complexité excessive »* de l'article correspondant (voire son *« illisibilité »*),
      - de ses *« effets pervers »*, dans la mesure où, par exemple, son application pouvait découler d'autres
      - facteurs que l'augmentation par la collectivité concernée de son taux de CFE.
  - ☞ *Bien que plusieurs sénateurs aient exprimé une position favorable au maintien du ticket modérateur (« dans la mesure où l'on doit raisonner à droit constant... », « il s'agit d'une soupape de sécurité nécessaire » ou d'un « mécanisme vertueux »), le Gouvernement avait retiré le sous-amendement correspondant à son rétablissement tout en fixant un nouveau rendez-vous en commission mixte paritaire.*
- Ce rendez-vous n'a pas eu lieu en CMP (qui avait maintenu la suppression), mais après, lors du vote final de la LF 2010, par le vote d'un amendement, déposé par le Gouvernement, rétablissant le principe du ticket modérateur.

▪ L'article 1647 C *quinquies* B du CGI a institué, pour les impositions établies au titre des années 2010 à 2013, un dégrèvement de contribution économique territoriale et de taxes annexes. Ce dégrèvement est égal à la différence entre :

- |   |   |
|---|---|
| <ul style="list-style-type: none"><li>- d'une part, les cotisations de contribution économique territoriale (<i>cotisation foncière des entreprises et cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises</i>), de taxes pour frais de chambres de commerce et d'industrie et pour frais de chambres de métiers et de l'artisanat et d'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux de 2010,</li><li>- et, d'autre part, les cotisations de taxe professionnelle (<i>dont la cotisation minimale de taxe professionnelle</i>) et de taxes pour frais de chambres de commerce et d'industrie et pour frais de chambres de métiers et de l'artisanat, majorées de 10 %, qui auraient été dues en 2010 en absence de réforme.</li></ul> | } multipliée par un taux égal à :   |
|   | <ul style="list-style-type: none"><li>- 100 % pour 2010,</li><li>- 75 % pour 2011,</li><li>- 50 % pour 2012,;</li><li>- 25 % pour 2013.</li></ul> |

Ce nouveau dégrèvement est demandé sur réclamation. Il est calculé après les autres dégrèvements contentieux.

▪ La suppression de la TP a nécessité la mise en place d'un nouveau système de compensation des pertes de ressources de contribution économique territoriale (CET) ou de redevance des mines (RDM) subies par les collectivités territoriales et les EPCI.

C'est l'objet de l'article 78 de la LF 2010, **modifié par l'article 44 de la 4<sup>ème</sup> LFR 2011.**

Le point 3 de l'article 78 de la LF 2010 maintient, à compter de 2012, un prélèvement sur les recettes de l'État permettant de verser une compensation aux communes, aux EPCI, aux départements et aux régions qui enregistrent d'une année sur l'autre une diminution des bases d'imposition à la CET.

**Le [IV.] de l'article 44 de la LFR 2011 introduit la notion de perte de produit pour la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE). Le choix a été fait de :**

- **ne compenser les pertes de produit de CVAE qu'en cas de diminution des bases de CFE, la CVAE étant par essence un impôt cyclique,**
- **et de prévoir la prise en compte de la perte sur 2 années compte tenu des modalités de reversement de la CVAE aux collectivités.**

**Le cas des départements et des régions a été traité de façon spécifique, dans la mesure où ils ne perçoivent pas de CFE.**

Enfin, le dispositif envisagé initialement débutait au 1<sup>er</sup> janvier 2012, par comparaison entre l'année 2011 et l'année 2012. Toutefois, en cas de départ d'une entreprise en 2010, aucun dispositif n'existait pour lisser la perte.

**Le [IV.] de l'article 44 de la LFR 2011 a donc introduit ce cas, en le limitant à la seule perte de CFE en l'absence de différence entre la CVAE de 2010 et celle perçue par les collectivités en 2011.**

**Un décret, examiné par le comité des finances locales le 7 février 2012, précise à quelles conditions et selon quelles modalités les collectivités ou les EPCI peuvent bénéficier du dispositif de compensation des pertes de bases d'imposition à la CET et de produits de RDM :**

- **la perte de produit de CFE doit être au moins égale à 10 % de celui de l'année précédente,**
- **la perte de produit de CVAE doit être au moins égale à 5 % (voire 2 %, si la demande du CFL est retenue) du produit fiscal de l'année précédente,**
- **la perte de référence prise en compte pour le calcul de la compensation résulte de la somme des pertes de CFE et de CVAE l'année au cours de laquelle cette perte globale rend la collectivité éligible,**
- **sont éligibles à la compensation de pertes de ressources de redevances des mines RDM les communes et EPCI qui ont enregistré, par rapport à l'année précédente, une perte de RDM représentant au moins 5 % (voire 2 % si la demande du CFL est retenue) du produit fiscal global.**

## [article 1447-0 du CGI]

- [1°] Il est institué, une **contribution économique territoriale (CET)**, qui remplace l'actuelle taxe professionnelle, et composée de **deux parts** :
  - une **cotisation foncière des entreprises (CFE)**, correspondant à l'actuelle part de cotisation de taxe professionnelle basée sur les **valeurs foncières (diminuées de 30 % en ce qui concerne les immobilisations industrielles)**,
    - ☞ Cette part est réservée au bloc local (communes et EPCI).
  - une **cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)**, calculée en fonction de la **valeur ajoutée**.
    - ☞ Cette part, dans la rédaction initiale du PLF, était réservée aux départements (3/4) et aux régions (1/4). Le Sénat a fixé une nouvelle répartition (reprise par la commission mixte paritaire) :
      - 26,5 % au bloc communal (l'Assemblée nationale avait fixé un taux de 20 %),
      - 48,5 % aux départements (l'Assemblée nationale avait fixé un taux de 55 %),
      - 25 % aux régions.
    - ☞ C'est le Sénat qui a décidé une modification de l'appellation des deux composantes de la CET :
      - la cotisation locale d'activité (appellation initiale) s'appelle désormais la « cotisation foncière des entreprises » (CFE). Cette appellation a l'inconvénient d'un risque de confusion entre la taxe foncière (payée par le propriétaire) et cette nouvelle cotisation, payée par l'entreprise occupant les locaux. L'ancienne appellation, qui retenait la notion d'activité, avait le mérite de bien faire la différence avec la taxation du foncier supportée par le propriétaire (comme, pour les particuliers, la distinction existe entre la taxe foncière - payée par le propriétaire - et la taxe d'habitation - payée par l'occupant -).
      - la cotisation complémentaire (appellation initiale) s'appelle la « cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises » (CVAE).

## LE PLAFONNEMENT DE LA CONTRIBUTION ECONOMIQUE TERRITORIALE A 3 % DE LA VALEUR AJOUTEE

## [article 1647 B sexies du CGI]

## L'APPLICATION DU NOUVEAU PVA

- [I.] Sur **demande** du redevable (effectuée dans le **délaï légal de réclamation** prévu pour la **CFE**), la **contribution économique territoriale (CET)** de chaque entreprise est **plafonnée** en fonction de sa **valeur ajoutée**.
  - ☞ Le plafonnement s'applique au total formé par la cotisation foncière des entreprises (CFE) et la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), les deux composantes de la nouvelle contribution économique territoriale (CET).

Cette **valeur ajoutée** est :

- **[a.]** pour les **contribuables** soumis à un **régime d'imposition** défini au **[I.]** de l'**article 50-0 (micro-entreprises)** ou à l'**article 102 ter (recettes annuelles n'excédant pas 27.000 euros)**, égale à **80 %** de la **différence** entre :
  - le montant des **recettes**,
  - et, le cas échéant, celui des **achats** réalisés au cours de l'**année d'imposition**,
- **[b.]** pour les **autres contribuables**, celle définie à l'**article 1586 quinquies**.
- La **valeur ajoutée** prise en compte est celle **produite** au cours de la **période** mentionnée au **[I.]** de l'**article 1586 quater**.

En l'**absence** de **cession** ou de **cessation d'entreprise** au cours de l'**année d'imposition**, le **montant** de la **valeur ajoutée** mentionnée au **[b.]** ci-dessus est **corrigé** pour correspondre à une **année pleine**.

- Le **taux de plafonnement** est fixé à **3 %** de la **valeur ajoutée**.
- **[II.]** Le **plafonnement** prévu au **[I.]** ci-dessus s'applique sur la **cotisation foncière des entreprises** et la **cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, diminuées**, le cas échéant, de l'ensemble des **réductions** et **dégrèvements** dont ces cotisations peuvent faire l'objet, à l'**exception** :
  - du **crédit d'impôt** prévu à l'**article 1647 C septies**,
  - et des **dégrèvements** prévus aux **articles 1647 C quinquies B et 1647 C quinquies C**.
    - ☞ Il s'agit du dégrèvement pour écrêtement des pertes, qui s'applique après le PVA (il ne doit donc pas être pris en compte dans le calcul du plafonnement).

- Il ne s'applique pas :
  - aux **taxes** visées aux **articles 1600 à 1601 B (taxes pour frais de chambres de commerce et d'industrie, et de chambres de métiers)**,
  - aux **prélèvements** opérés par l'**État sur ces taxes** en application de l'**article 1641 (frais de gestion)**,
  - à la **cotisation minimum** prévue à l'**article 1647 D (cotisation minimum à fixer par l'assemblée délibérante)**.

▪ La **CFE** s'entend de la **somme des cotisations de chaque établissement** établies au titre de l'**année d'imposition**.

La **cotisation de chaque établissement** est **majorée** du montant des **taxes spéciales d'équipement** additionnelles à la **CFE** - calculées dans les **mêmes conditions** - prévues aux **articles** :

- **1607 bis** (en vue de financer les acquisitions foncières et immobilières des établissements publics fonciers),
- **1607 ter** (en vue de financer les interventions foncières des établissements publics fonciers),
- **1608** (en vue de financer les acquisitions foncières et les travaux d'intérêt régional de l'EPF de Normandie),
- **1609 à 1609 F** (EPF ou agences de Lorraine, Guyane, Guadeloupe, Martinique, PACA).

▪ En cas de **transmission universelle du patrimoine** mentionnée à l'**article 1844-5 du code civil**, de **cession** ou de **cessation d'entreprise** au cours de l'**année d'imposition**, le **montant de la CFE de l'entreprise dissoute** est **ajusté** en fonction du **rapport** entre :

- la **durée de la période de référence** mentionnée à l'**article 1586 quinquies**,
- et l'**année civile**.

☞ *Ainsi, le plafonnement en fonction de la valeur ajoutée est modifié : en cas d'opérations de restructurations, pour l'application du plafonnement chez l'apporteuse (ou l'absorbée), le montant de la cotisation de CFE faisant l'objet du plafonnement est corrigé pour correspondre à la même durée que celle retenue pour la CVAE.*

#### L'IMPUTATION DU DEGREVEMENT

- **[III.]** Le dégrèvement **s'impute** sur la **CFE**.

#### LES DISPOSITIONS DIVERSES

▪ **[IV.]** Le **dégrèvement** ne peut **pas** avoir pour **effet** de ramener la **CET** à un **montant inférieur** à celui résultant de l'**article 1647 D** ci-dessus (**cotisation minimum** de CET, dont la base est à fixer par l'**assemblée délibérante**).

▪ **[V.]** Le **reversement** des **sommes indûment restituées** est **demandé** selon les **mêmes règles de procédure** et sous les **mêmes sanctions** qu'en matière de **CFE**.

Les **réclamations** sont **présentées, instruites** et **jugées** selon les **mêmes règles de procédure** applicables en matière de **CFE**.

**La participation des communes et des EPCI au financement de ce dégrèvement (dénommée « ticket modérateur ») a finalement été décidée [voir article ci-après].**

# LE PLAFONNEMENT DE LA CONTRIBUTION ECONOMIQUE TERRITORIALE EN FONCTION DE LA VALEUR AJOUTEE.

[extrait de l'instruction DGFIP n° 6 E-6-11 du 14 juin 2011]

## INTRODUCTION

- L'article 1647 B *sexies* du code général des impôts issu de l'article 2 de la loi de finances pour 2010 et modifié par l'article 108 de la loi de finances pour 2011, institue à partir de l'année 2010, un **dégrèvement** pour les **entreprises** dont la **CET** est **supérieure à 3 %** de leur **valeur ajoutée**.

Le **dégrèvement** au titre du plafonnement de la valeur ajoutée **s'applique sur la cotisation foncière des entreprises (CFE) et la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)**, diminués le cas échéant de l'ensemble des **réductions et dégrèvements** dont ces cotisations peuvent faire l'objet, à l'**exception** du **crédit d'impôt** en faveur des **entreprises** implantées dans des **zones de restructuration de la défense** et du **dégrèvement transitoire prévu par l'article 1647 C quinquies B** du code général des impôts.

Le **dégrèvement** est **demandé sur réclamation**.

- Par souci de simplification, la **valeur ajoutée**, le **dégrèvement** afférent au plafonnement en fonction de la valeur ajoutée et la **contribution économique territoriale** sont dénommés respectivement « **VA** », « **PVA** » et « **CET** » dans le corps de l'instruction.

Sauf mention contraire, les **articles cités** sont ceux du **code général des impôts** ou de ses **annexes**.

## LE CHAMP D'APPLICATION DU PLAFONNEMENT

- Le **PVA** s'applique à toutes les **personnes physiques ou morales**, ainsi qu'aux **sociétés non dotées de la personnalité morale** ou aux **fiduciaires** pour leur activité exercée en vertu d'un **contrat de fiducie**, assujetties à la **CET**.

La **CET** est composée de la **cotisation foncière des entreprises (CFE)** et de la **cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)**.

- Le **dégrèvement** ne concerne que les **personnes effectivement redevables**, même partiellement, de la **CET**.

## LES MODALITES DE DETERMINATION DU MONTANT DU PLAFONNEMENT EN FONCTION DE LA VALEUR AJOUTEE (PVA)

### LA DETERMINATION DE LA COTISATION PLAFONNEE

- La **cotisation de l'entreprise** servant au calcul du **PVA** s'entend de la **somme** de la **cotisation foncière des entreprises (CFE)** et de la **cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) effectivement dues**, diminuée le cas échéant de l'ensemble des **réductions et dégrèvements**, à l'**exception** du **dégrèvement transitoire pour écrêtement des pertes** et du **crédit d'impôt** en faveur des **entreprises implantées dans des zones de restructuration de la défense**, mentionnés respectivement aux **articles 1647 C quinquies B et 1647 C septies**.

Il est **admis** que le **dégrèvement pour cessation d'activité** prévu à l'article 1478 ne soit **pas pris en compte** pour le calcul de la **cotisation** servant au **calcul du PVA**.

- Le **PVA** porte sur la **CET effectivement mise à la charge de l'entreprise**. Il convient donc de **tenir compte** des **impositions supplémentaires** établies pour l'**année** au titre de laquelle le **PVA** est **demandé**.

- La **CFE** du **redevable concerné** s'entend de l'**ensemble des cotisations de chaque établissement** établies au titre de l'**année d'imposition**. La **cotisation** de chaque établissement est **majorée** du montant des **taxes spéciales d'équipement additionnelles** à la **cotisation foncière des entreprises** prévues aux **articles 1607 bis, 1607 ter, 1608, 1609 à 1609 G**.

- La **cotisation plafonnée** comprend les **frais de dégrèvement**, de **non-valeurs**, d'**assiette** et de **recouvrement** prévus à l'article 1641.

- En revanche, ne font **pas l'objet** d'un **plafonnement** les **taxes consulaires** mentionnées aux **articles 1600 à 1601 B**, c'est-à-dire :

- les **taxes pour frais de chambres de commerce et d'industrie** et pour **frais de chambres de métiers et de l'artisanat**,
- ainsi que les **frais de dégrèvement**, de **non-valeurs** et les **frais d'assiette** et de **recouvrement** prélevés par l'**État** sur ces deux taxes en application de l'article 1641.

Les **dégrèvements** relatifs aux **taxes consulaires** ne doivent **pas venir en diminution** de la **cotisation** utilisée pour le **calcul du PVA**.

- Le **plafonnement ne s'applique pas** non plus à la **cotisation minimum** établie au lieu du **principal établissement** prévue à l'**article 1647 D**. Cette dernière est **exclue** du **calcul du montant à plafonner**.
- **A compter** de l'année **2011**, en cas de **transmission universelle du patrimoine** mentionnée à l'**article 1844-5** du **code civil**, de **cession** ou de **cessation d'entreprise** au cours de l'année d'imposition, le **montant** de la **CFE** de l'**entreprise dissoute** est **ajusté** en fonction du **rappor** entre :
  - la **durée** de la **période de référence** mentionnée à l'**article 1586 quinquies**,
  - et l'**année civile**.

Cette **disposition**, vise à **retenir** pour l'**entreprise dissoute**, une **cotisation de CFE** correspondant à la **période de référence** retenue pour **apprécier la VA**.

Les **opérations visées** s'entendent notamment des **transmissions universelles du patrimoine**, des **fusions acquisitions**, des **fusions-réunion** et des **scissions**.

Le **montant** de la **CFE** de l'**entreprise dissoute** servant au **calcul du PVA** s'entend **avant prise en compte** de l'éventuel **dégrèvement pour cessation d'activité** prévu par le **2<sup>ème</sup> alinéa** du [ I.] de l'**article 1478**.

#### EXEMPLE

- La **société A** fait l'objet d'une **absorption** le **30 juin N**. Le **montant** de la **CFE** de **N** est de **16.000 €**.
- Elle n'a **pas de CVAE à acquitter** au titre de cette **année N** et sa **VA** est égale à **200.000 €**. La **période de référence** retenue pour **déterminer la VA** est du **1<sup>er</sup> janvier au 30 juin**. Le **plafonnement** est de :  $200.000 \text{ €} \times 3 \% = 6.000 \text{ €}$
- La **société A** pourra donc **bénéficier** du **PVA** à hauteur de :  $[(16.000 \text{ €} \times 1/2) - 6.000 \text{ €}] = 2.000 \text{ €}$
- Si le **montant** de **CFE** n'avait pas été **ajusté**, le **bénéfice** du **PVA** aurait été **plus important** ( $16.000 \text{ €} - 6.000 \text{ €} = 10.000 \text{ €}$ ).

#### LA DETERMINATION DU PLAFOND

##### La détermination de la valeur ajoutée

##### La période de référence

##### *les principes*

- La **valeur ajoutée retenue** est celle **produite** au cours de la **période** mentionnée au [ I ] de l'**article 1586 quinquies** et **généralement utilisée** pour le **calcul** de la **CVAE**.
- Il s'agit :
  - de l'**année** au titre de laquelle l'**imposition** est **établie**, lorsque l'**exercice comptable** coïncide avec l'**année civile**,
  - du **dernier exercice** de **12 mois clos** au cours de l'**année**, lorsque cet **exercice** ne coïncide pas avec l'**année civile**.

Pour les **entreprises** qui ne sont **pas tenues** de **constater** leurs **opérations** au sein d'un **exercice comptable** (*titulaires de bénéfices non commerciaux par exemple*), la période de référence

- En revanche, ne font **pas l'objet** d'un **plafonnement** les **taxes consulaires** mentionnées aux **articles 1600 à 1601 B**, c'est-à-dire :
  - les **taxes pour frais de chambres de commerce et d'industrie** et pour **frais de chambres de métiers et de l'artisanat**,
  - ainsi que les **frais de dégrèvement**, de **non-valeurs** et les **frais d'assiette** et de **recouvrement** prélevés par l'**État** sur ces deux taxes en application de l'**article 1641**.nécessairement constituée par l'**année civile**.

### Exemple

Une entreprise a clôturé le 30 juin de l'année N un exercice de 12 mois.  
La valeur ajoutée prise en compte sera celle produite entre le 1er juillet N-1 et le 30 juin N.

#### les cas particuliers

- Pour l'entreprise qui clôture un exercice unique de plus ou moins de 12 mois au cours de l'année d'imposition à la CVAE, la période de référence correspond à la durée de l'exercice clos au cours de cette année.
- Si l'entreprise ne clôture aucun exercice au cours de l'année d'imposition à la CVAE, la période de référence s'étend :
  - du 1<sup>er</sup> jour suivant la fin de la période retenue pour le calcul de la CVAE de l'année précédente,
  - au 31 décembre de l'année d'imposition.
- Si l'entreprise clôture plusieurs exercices au cours de l'année d'imposition à la CVAE, la période de référence correspond à la durée de l'ensemble des exercices clos durant cette année, quelles que soient leurs durées respectives.
  - Toutefois, au cas où une fraction d'un exercice retenu pour le calcul du PVA se rapporterait à une période retenue pour le calcul du PVA de l'année précédente, il ne serait pas tenu compte de la VA correspondant à la période déjà retenue.
- Si la période retenue en application des dispositions figurant dans les 5 alinéas ci-dessus est différente de 12 mois, le montant de la valeur ajoutée est corrigé pour correspondre à une année pleine, sauf en cas de cession ou de cessation d'entreprise au cours de l'année d'imposition.

Tout mois commencé est considéré comme 1 mois entier d'activité.

### Exemple 1

Une entreprise clôture le 31/10/N-1 un exercice de 12 mois. Sans faire l'objet de restructuration, elle ne clôture aucun exercice en N et poursuit son activité en N+1.

La valeur ajoutée prise en compte sera celle produite entre le 1/11/N-1 et le 31/12/N.

La valeur ajoutée produite au cours de cette période, d'un montant de 500.000 €, sera donc ajustée comme suit :  
 $500.000 \text{ €} \times 12/14^{\text{ème}} = 428.571 \text{ €}$ .

### Exemple 2

Une entreprise qui réalise habituellement des exercices de 12 mois coïncidant avec l'année civile, cesse définitivement son activité le 31/08/N.

La valeur ajoutée prise en compte pour le calcul du PVA sera celle produite entre le 1/01/N et le 31/08/N.

#### Le montant de la valeur ajoutée

##### *la généralité des contribuables*

- Pour les contribuables ne relevant pas du régime d'imposition des micro-entreprises, la valeur ajoutée est celle définie à l'article 1586 sexies.

Pour plus de précisions sur les modalités de calcul de la valeur ajoutée, il convient de se reporter aux instructions n° 6 E-1-10, n° 6 E-5-11 [insérées dans le volet 3].

##### *les contribuables relevant du régime des micro-entreprises*

- Pour les redevables relevant du régime des micro-entreprises ou du régime déclaratif spécial, respectivement définis à l'article 50-0 (*micro bénéfices industriels et commerciaux*) et à l'article 102 ter (*micro bénéfices non commerciaux*), la valeur ajoutée est égale à 80 % de la différence entre :
  - le montant des recettes,
  - et, le cas échéant, celui des achats réalisés au cours de l'année d'imposition.

Le montant des achats est celui qui figure sur le registre tenu par les redevables soumis au régime des micro-entreprises en application du [5.] de l'article 50-0.

S'agissant des redevables non soumis à ces obligations (*cas des titulaires de bénéfices non commerciaux non assujettis à la TVA*), il leur appartient de tenir à la disposition de l'Administration toutes justifications nécessaires à la détermination des achats.

### Le taux retenu

- Le **taux de plafonnement** appliqué à la **valeur ajoutée** est **fixé à 3 %** pour l'**ensemble des entreprises**.

### Le calcul du plafond

- Le **plafond** est **égal** au résultat du **produit** entre :
  - la **valeur ajoutée**, déterminée comme indiqué ci-dessus,
  - le **taux** de **3 %**.

## LES MODALITES D'APPLICATION DU DEGREVEMENT CALCUL

- Le **dégrèvement** est **égal** à la **différence positive** entre les deux termes suivants :
  - d'une part, la **CET à plafonner** (voir ci-dessus),
  - d'autre part, le **plafond**.

### LA LIMITATION DU DEGREVEMENT

- **Contrairement** au **dégrèvement** accordé au titre du **plafonnement de la taxe professionnelle** en fonction de la valeur ajoutée, dont le **montant** ne pouvait **pas excéder 76.225.000 €**, le **montant du dégrèvement** résultant du **plafonnement de la CET** n'est **pas limité**.
- Cependant, le **dégrèvement** ne peut **pas** avoir pour **effet** de **ramener** la **CET** de l'entreprise à un **montant inférieur** à celui qui résulterait de la **cotisation minimum** prévue à l'**article 1647 D**.

### Exemple

- Une **entreprise** présente les **caractéristiques** suivantes :
  - **Chiffre d'affaires** = 400.000 €,
  - **VA** = 15.000 €,
  - **CFE** = 600 €.

**Cotisation minimum de CFE** prévue par l'**article 1647 D** = 500 €.

L'entreprise ne paie **pas de CVAE**.

Le **plafond de CET** est égal à : 15.000 € x 3 % = **450 €**.

Le **PVA calculé**, abstraction faite de toute limitation, est donc de : 600 € - 450 € = **150 €**.

Cependant, la **CET due après PVA** ne pouvant **pas être inférieure** à la **cotisation minimum de CFE**, le **montant du PVA** (600 € - 450 € = **150 €**) à accorder à l'entreprise ne peut **pas excéder** la **différence** entre le **montant de la CET** et celui de la **cotisation minimum** précitée, soit : 600 € - 500 € = **100 €**.

### L'IMPUTATION DU DEGREVEMENT

#### L'imputation du dégrèvement attendu par l'entreprise

- Le **redevable** est **autorisé** à **réduire** le **montant** de son **acompte**, lorsqu'il a **demandé** le **plafonnement** de ses **cotisations de CET** de l'**année précédente**.

Dans cette hypothèse, il peut **déduire** du **montant global des acomptes** qui lui sont **réclamés** pour l'**ensemble** de ses **établissements**, une **somme égale** à la **moitié** des **dégrèvements** obtenus ou attendus au titre de ce plafonnement.

Cette **déduction** est **effectuée** sous sa **responsabilité**.

**Sauf** lorsque le **contribuable définit** un **ordre d'imputation** des **acomptes** en présence de **plusieurs établissements**, elle doit être **affectée en priorité** sur l'**acompte dû** pour l'**établissement principal** et le **solde éventuel** sur les **autres acomptes dus**, dans l'**ordre décroissant** de leur **importance**.

- Le **contribuable** doit adresser à chacun des **comptables du Trésor** chargés du recouvrement des **acomptes ainsi réduits** :
  - un **état** indiquant le **montant global des réductions d'acomptes**,
  - ainsi que le **détail des imputations effectuées**.

▪ En **application** de l'article 1679 *quinquies*, le **montant du solde de CFE** peut être **réduit**, sous la **responsabilité des redevables**, du **montant du PVA attendu**.

**Sauf** lorsque le **contribuable définit un ordre d'imputation du solde** en présence de **plusieurs établissements**, cette **réduction** doit être **affectée** :

- **en priorité** sur le **solde dû** pour l'**établissement principal**,
- puis sur les **soldes des autres établissements**, dans l'**ordre décroissant** de leur **importance**.

Le **redevable** concerné doit **remettre** au **comptable du Trésor** chargé du recouvrement de la CFE du lieu d'imposition une **déclaration datée et signée**.

Cette **déclaration** précise les **motifs** pour lesquels la **cotisation n'est pas soldée** et le **mode de calcul des imputations**.

▪ Pour les **redevables** disposant de **plusieurs établissements** et **assujettis** à la **cotisation minimum** prévue par l'article 1647 D, la **réduction des acomptes** ou des **soldes** se fait **prioritairement** sur l'**acompte** ou le **solde dû** au titre de l'**établissement** dont la **cotisation est la plus élevée**, sans tenir compte de l'**établissement principal**.

▪ Lorsque le **contribuable** a réduit son **acompte** ou son **solde** et qu'il apparaît par la suite que cette **réduction** est **inexacte** de **plus d'1/10<sup>ème</sup>** la **majoration** prévue au [1.] de l'article 1730 s'applique sur les **sommes non réglées**.

S'agissant du **solde non réglé**, la **pénalité** est **applicable** sur la **fraction** qui **excède** le **dégrèvement** obtenu au titre de l'**année précédente**.

#### **L'imputation du dégrèvement à accorder à l'entreprise**

- Le **dégrèvement** s'impute **uniquement** sur la **CFE**.
- **Sauf** lorsque le **contribuable définit un ordre d'imputation** de la **CFE**, en présence de **plusieurs établissements**, le **PVA** est **affecté** :
  - **en priorité** sur la **cotisation** de l'**établissement principal**,
  - puis sur celles des **autres établissements**, dans l'**ordre décroissant** de leur **importance**.

#### **Le cas où le plafond de CET est inférieur à la cotisation minimum de CVAE**

- Pour **certains contribuables**, le **montant du PVA** peut être **supérieur** à la **cotisation de CFE**. Il s'agit des **contribuables** :
  - qui sont soumis à la **cotisation minimum de CVAE** prévue par l'article 1586 *septies*,
  - et dont la **valeur ajoutée multipliée par 3 %** est **inférieure** à la **cotisation minimum** précitée (soit **253 €**, frais de gestion inclus).

Dans ce cas, il est **admis** que la **part du PVA** qui n'a **pas** pu être **imputée** sur le **montant de la CFE** soit **imputée sur la CVAE**.

#### **L'ARTICULATION AVEC LES AUTRES DEGREVEMENTS**

- Le **dégrèvement** s'applique **après application** des **dégrèvements** suivants :
  - **dégrèvement de CVAE (art. 1586 quater)**,
  - **dégrèvement de CFE pour réduction d'activité (art. 1647 bis)**.
- Les **cotisations de CFE** à retenir pour le **calcul du dégrèvement transitoire** (article 1647 C *quinquies* B) et du **crédit d'impôt** en faveur des entreprises implantées dans des **zones de restructuration de la défense** (article 1647 C *septies*) s'entendent **après application** du **dégrèvement PVA**.
- Dans le cas où l'**entreprise**, au titre d'une **même année**, bénéficierait du **dégrèvement transitoire** avant que le **PVA** ait pu lui être **accordé**, le **montant du dégrèvement transitoire** doit être **recalculé** pour **tenir compte du PVA** obtenu.

## LES OBLIGATIONS DECLARATIVES

- Le **dégrèvement** est **accordé sur réclamation**, dans les **conditions** applicables en matière de **CFE** (**article R. 196-2** ou, le cas échéant, **article R.196-3** du **livre des procédures fiscales**).
- La **demande de dégrèvement** est **effectuée chaque année** sur un **imprimé** prévu à cet effet (**imprimé n° 1327-CET-SD**). Les **contribuables** doivent notamment **indiquer** :
  - le montant des **cotisations dues** au titre de l'**année d'imposition**,
  - le montant de la **valeur ajoutée retenue** pour le **calcul du plafonnement**, **déterminée** de façon différente **selon le régime déclaratif** dont relève le contribuable,
  - le montant du **plafond**,
  - le montant du **dégrèvement**,
  - la **limitation du dégrèvement** permettant de déterminer le dégrèvement accordé,
  - les **imputations effectuées au titre du PVA** lors du **règlement de l'acompte** et du **solde de CFE**.
- La **demande de dégrèvement** doit être **déposée** auprès du **service des impôts** dont relève le **principal établissement** de l'entreprise, c'est-à-dire celui à retenir pour la **déclaration de liquidation et de régularisation** de la **CVAE (n° 1329-DEF)**.
- Le **dégrèvement**, lorsqu'il est accordé, est **ordonné par l'administration dans les 6 mois** suivant la date de **dépôt** de la **demande**.

## L'ENTREE EN VIGUEUR

- Le **dégrèvement** s'applique **à compter des impositions établies** au titre de l'année **2010**.

**LA PARTICIPATION DES COMMUNES ET DES EPCI AU PLAFONNEMENT DE LA CET A 3 % DE LA VALEUR AJOUTEE) :**  
**LE NOUVEAU « TICKET MODERATEUR »**

[article 1647-0-B septies du CGI]

**LA MISE A LA CHARGE DES COMMUNES ET DES EPCI D'UNE FRACTION DU PVA DE LA CET**  
**(A PARTIR DE LA 2<sup>EME</sup> ANNEE SUIVANT CELLE AU TITRE DE LAQUELLE LE DEGREVEMENT EST ACCORDE)**

- [I.] A compter de 2013, une fraction du montant du dégrèvement de la contribution économique territoriale (CET) en fonction de la valeur ajoutée (prévu à l'article 1647 B sexies) est mise à la charge des communes et des EPCI à fiscalité propre.

Cette participation est calculée la 2<sup>ème</sup> année suivant celle au titre de laquelle le dégrèvement est accordé.

**LE CALCUL DU MONTANT DE LA PARTICIPATION GLOBALE A REPARTIR ENTRE LES COMMUNES ET LES EPCI**

- [II.] La participation globale à répartir entre les communes et les EPCI à fiscalité propre est égale à la différence suivante :

montant total du dégrèvement  
accordé aux entreprises ayant bénéficié  
de celui-ci l'année précédente

-

montant total du dégrèvement accordé, au titre de 2010,  
aux entreprises ayant bénéficié, au titre de 2009,  
du dégrèvement prévu par l'article 1647 B sexies  
(dans sa rédaction en vigueur au 31 décembre 2009)

☞ Le calcul de la participation globale à répartir est ainsi effectué par comparaison entre le total du dégrèvement accordé aux entreprises ayant bénéficié de celui-ci l'année précédente et celui accordé en 2010 (aux entreprises ayant bénéficié au titre de 2009 de l'ancien plafonnement de la TP à 3,5 % de la valeur ajoutée).

**LA REPARTITION DE LA PARTICIPATION GLOBALE ENTRE LES EPCI A CET UNIQUE**  
**ET LES COMMUNES NON MEMBRES D'UN TEL EPCI**

- [III.] La participation globale des communes et des EPCI est répartie entre :
  - les EPCI levant la fiscalité professionnelle unique,
  - et les communes non membres d'un tel EPCI.

La répartition s'effectue au prorata du produit suivant :

bases de cotisation foncière des entreprises  
(CFE) des entreprises bénéficiaires du  
dégrèvement pour la 2<sup>ème</sup> année consécutive

x

écart de taux de CFE défini au [IV] ci-dessous

**LES MODALITES DE CALCUL DE L'ECART DE TAUX DE CFE ENTRE CELUI DE L'ANNEE N-2 ET CELUI DE 2010,**  
**POUR CHAQUE COMMUNE OU EPCI LEVANT LA FPU**

- [IV.] Pour chaque commune ou EPCI levant la fiscalité professionnelle unique (mentionné au [III] ci-dessus), l'écart de taux est égal à la différence positive suivante :

moyenne, sur le territoire de cet EPCI  
ou de cette commune :

- de la somme des taux communal et intercommunal de CFE applicables la 2<sup>ème</sup> année précédant celle pour laquelle la répartition est calculée,
- et, le cas échéant, du taux additionnel de CFE de la même année (en cas de contribution fiscalisée perçue par un syndicat).

Cette moyenne est pondérée par les bases communales de CFE.

-

moyenne, sur le territoire de cet EPCI  
ou de cette commune :

- de la somme des taux communal et intercommunal (CFE) de référence 2010 ([I.] de l'article 1640 C),
- et, le cas échéant, du taux additionnel de CFE de la même année, (en cas de contribution fiscalisée perçue par un syndicat).

Cette moyenne est pondérée par les bases de CFE imposées au titre de 2010.

**LES MODALITES DE CALCUL DE L'EVENTUELLE REDUCTION DE LA PARTICIPATION  
MISE A LA CHARGE DE LA COMMUNE OU DE L'EPCI**

- [V.] Pour **chaque commune** ou **EPCI levant la fiscalité professionnelle unique**, la **participation** mise à la charge de la **commune** ou de l'EPCI est **réduite**, si la **différence** suivante est **positive** :

<p><b>1,5 %</b> X assiette de la CVAE imposée au titre de 2010 et afférente au territoire de la commune ou de l'EPCI (déterminée conformément au [III.] de l'article 1586 octies)</p>	-	<p><b>1,5 %</b> X assiette de la CVAE afférente au territoire de la commune ou de l'EPCI (déterminée conformément au [III.] de l'article 1586 octies)</p>
---	---	---

Le **montant** de la **réduction** de la **participation** mise à la charge de cette **commune** ou **EPCI** est **égal** à cette **différence**, **multipliée** par le **rapport** suivant :

<b>bases de CFE des entreprises bénéficiaires du dégrèvement pour la 2<sup>ème</sup> année consécutive</b>
<b>bases de CFE imposées au profit de la commune ou de l'EPCI</b>

**LE PRELEVEMENT DU TICKET MODERATEUR SUR LES DOUZIEMES MENSUELS DE FISCALITE DIRECTE LOCALE**

- [VI.] La **participation** de **chaque commune** ou **EPCI à fiscalité propre** vient en **diminution** de ses **attributions mensuelles** des **taxes et impositions** perçues par voie de rôle.

Toutefois, s'il est **inférieur à 50 euros**, elle n'est **pas mise à la charge** de cette commune ou de cet EPCI.

**LE VERSEMENT OBLIGATOIRE, SAUF DELIBERATIONS CONTRAIRES CONCORDANTES,  
D'UNE ATTRIBUTION DE COMPENSATION, CORRESPONDANT AU TICKET MODERATEUR  
PAYE PAR LES COMMUNES MEMBRES D'UN EPCI A FISCALITE ADDITIONNELLE**

- [VII.] L'EPCI à **fiscalité propre** ne levant **pas** la **FPU** (*ceux percevant la **fiscalité additionnelle***) verse à **chacune** des **ses communes membres** une **attribution de compensation** égale au **produit** suivant :

<b>participation acquittée par la commune (« ticket modérateur »)</b>	x	<table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="text-align: center; padding: 5px;"><b>produits intercommunaux de CFE de l'année précédant celle pour laquelle la participation est calculée et afférents au territoire de la commune</b></td> </tr> <tr> <td style="border-top: 1px solid black; text-align: center; padding: 5px;"><b>produits communaux de CFE de l'année précédant celle pour laquelle la participation est calculée et afférents au territoire de la commune</b></td> </tr> </table>	<b>produits intercommunaux de CFE de l'année précédant celle pour laquelle la participation est calculée et afférents au territoire de la commune</b>	<b>produits communaux de CFE de l'année précédant celle pour laquelle la participation est calculée et afférents au territoire de la commune</b>
<b>produits intercommunaux de CFE de l'année précédant celle pour laquelle la participation est calculée et afférents au territoire de la commune</b>				
<b>produits communaux de CFE de l'année précédant celle pour laquelle la participation est calculée et afférents au territoire de la commune</b>				

- DEL** ▪ La **commune** et l'**EPCI** peuvent, par **délibérations concordantes** :
- **diminuer** le montant de cette **attribution de compensation**,
  - ou la **supprimer**.

Ces **attributions de compensation** constituent une **dépense obligatoire** pour l'EPCI.

**LA COMMUNICATION PAR L'EPCI, AVANT LE 15 FEVRIER DE CHAQUE ANNEE,  
DU MONTANT PREVISIONNEL DE L'ATTRIBUTION DE COMPENSATION**

Le **Conseil** de l'EPCI **communique** aux **communes membres**, **avant le 15 février** de **chaque année**, le **montant prévisionnel** de cette **attribution**.

☞ *Le mode d'information de l'EPCI sur le montant de la participation acquittée par la commune n'est pas précisé.*

**LA FIXATION PAR DECRET DES MODALITES D'APPLICATION**

- [VIII.] Les **modalités d'application** du présent article sont **fixées** par **décret**.

## LA PARTICIPATION AU FINANCEMENT DU PLAFONNEMENT DE LA CET EN FONCTION DE LA VALEUR AJOUTÉE AU TITRE DE 2010

[extrait de l'instruction de la DGFIP N° 6 A-2-11 du 19 avril 2011]

- Jusqu'en 2009, les entreprises, quel que soit leur chiffre d'affaires, étaient assurées, sous réserve du **plafond de 76,225 M€**, que le **montant de leur cotisation de taxe professionnelle** calculée sur le taux de l'année d'imposition **n'excéderait pas** :
  - **3,5 % de leur valeur ajoutée,**
  - ou, pour les **entreprises de travaux agricoles, ruraux et forestiers (ETARF)**, **1,5 % de leur valeur ajoutée.**
- Cette mesure était **prise en charge pour l'essentiel par l'État**, qui finançait la part du dégrèvement correspondant à la **différence** entre :
  - la **cotisation de taxe professionnelle** telle qu'elle aurait **résulté des taux applicables en 2005** (dans la **limite des taux 2004 majorés de 5,5 %** pour les **communes** et les **EPCI**, de **7,3 %** pour les **départements** et de **5,1 %** pour les **régions**) et **3,5 % de la valeur ajoutée.**
- Le **mécanisme de la participation des collectivités et des EPCI** dotés d'une fiscalité propre au **plafonnement en fonction de la valeur ajoutée** a été mis en place par l'**article 85 de la loi de finances pour 2006** (n° 2005-1719 du 30 décembre 2005) (cf. BOI 6 E-3-07 du 30 mars 2007).
- La **participation des collectivités et des EPCI** au coût du plafonnement prend la forme d'un **prélèvement** qui vient en **diminution des attributions mensuelles** de taxes et impositions perçues par voie de rôle.
- L'**article 2 de la loi de finances pour 2010** transforme le dispositif de plafonnement en fonction de la valeur ajoutée de la taxe professionnelle en un **dispositif de plafonnement en fonction de la valeur ajoutée de la CET**. Les **taux du plafonnement** de 3,5 % et de 1,5 % sont fixés à **3 % de la valeur ajoutée.**
- Ces **modifications** ont nécessité pour **2010** un **aménagement du mécanisme de participation** institué par l'**article 85 de la loi de finances pour 2006.**

### LA PARTICIPATION AU TITRE DE 2010 DES COLLECTIVITES ET DES EPCI A FISCALITE PROPRE AU FINANCEMENT DU PLAFONNEMENT EN FONCTION DE LA VALEUR AJOUTEE

- Au titre de l'**année 2010**, la **participation des collectivités territoriales** et des **EPCI dotés d'une fiscalité propre** au **coût du plafonnement** a été **maintenue**. Elle sera **égale** à celle de **2009**.
- Le **point [5.3.3.] de l'article 2 de la loi de finances pour 2010** prévoit, en effet, qu'au titre de l'**année 2010**, vient en **diminution des attributions mensuelles** un **montant égal** au **montant maximum de prélèvement** calculé au titre de l'**année 2009**.
- Pour leur **cotisation de taxe professionnelle 2009**, les **entreprises** pouvaient **demande le plafonnement en fonction de la valeur ajoutée jusqu'au 31 décembre** suivant l'année de mise en recouvrement, en vertu de l'**article R 196-2 du livre des procédures fiscales**, soit, **jusqu'au 31 décembre 2010**.
- Compte tenu du **dégrèvement réellement ordonnancé par l'État** à la demande du contribuable, cette **participation des collectivités** ou des **EPCI à fiscalité propre** sera **ajustée en 2011** selon les **modalités** suivantes :
  - si le **plafond de participation** est *in fine* **supérieur** au **montant réel à la charge des collectivités territoriales**, l'**État** effectue un **versement** à ces dernières à **hauteur de la différence**,
  - si le **plafond de participation** est *in fine* **inférieur** au **montant réel à la charge des collectivités territoriales**, l'**État** n'effectue **aucun prélèvement supplémentaire**.
- En **2012**, les **collectivités** ou **EPCI** ayant bénéficié en 2011 d'un **versement au titre de 2009**, verront leur **participation prélevée** au titre de **2010 régularisée** à hauteur d'un **versement de montant identique**.

**LA DETERMINATION DE LA PARTICIPATION AU FINANCEMENT DU PLAFONNEMENT EN FONCTION DE LA VALEUR AJOUTEE EN CAS D'EVOLUTION DE STRUCTURES PRENANT EFFET SUR LE PLAN FISCAL EN 2010**

- En cas d'évolution de structures ou de régime fiscal prenant effet au 1er janvier 2010, la participation due est déterminée selon les principes suivants.
- En cas de rattachement d'une commune à un EPCI à fiscalité professionnelle unique avec effet au 1er janvier 2010, la participation au plafonnement en fonction de la valeur ajoutée de l'EPCI au titre de 2010 s'entend de la somme :
  - de la participation au titre de 2009 de l'EPCI,
  - et de la participation au titre de 2009 de la commune rattachée.
- Lorsqu'une commune s'est retirée d'un EPCI à fiscalité professionnelle unique avec effet au 1er janvier 2010, la participation au plafonnement en fonction de la valeur ajoutée de l'EPCI au titre de 2010 est, le cas échéant, réduite au prorata des bases de taxe professionnelle 2009 de l'EPCI relevant d'entreprises ayant bénéficié du plafonnement situées sur le territoire de la commune sortante. Cette part de participation est mise à la charge de la commune qui s'est retirée de l'EPCI au titre de 2010.
- En cas de création d'un EPCI à fiscalité professionnelle unique avec effet fiscal au 1er janvier 2010, la participation au plafonnement en fonction de la valeur ajoutée au titre de 2010 de cet EPCI s'entend de la somme des participations mises à la charge de chacune des communes membres au titre de 2009.
- En présence d'un EPCI à fiscalité additionnelle ayant opté pour le régime de la fiscalité professionnelle unique avec effet au 1er janvier 2010, sa participation au plafonnement en fonction de la valeur ajoutée au titre de 2010 est égale à la somme :
  - de la participation de l'EPCI au titre de 2009,
  - et des participations au titre de 2009 de chacune des communes membres de l'EPCI.
- En cas de fusion d'EPCI prenant effet fiscalement au 1er janvier 2010, la participation au titre de 2010 est égale à la somme des participations au plafonnement en fonction de la valeur ajoutée au titre de l'année 2009 des EPCI préexistants et le cas échéant de celles des communes isolées qui seraient rattachées.

**LA SUPPRESSION DU DISPOSITIF DE PARTICIPATION AU FINANCEMENT DU PLAFONNEMENT EN FONCTION DE LA VALEUR AJOUTEE INSTITUE PAR L'ARTICLE 85 DE LA LOI DE FINANCES POUR 2010 A COMPTER DE 2011**

- Le point [3.1.] de l'article 77 de la loi de finances pour 2010 prévoit que la participation actuelle des collectivités territoriales et des EPCI à fiscalité propre au régime de plafonnement en fonction de la valeur ajoutée des entreprises s'applique jusqu'aux impositions établies au titre de 2010.
- A compter des impositions établies au titre de 2011, les dispositions de l'article 85 précité ne s'appliquent plus. En conséquence, au titre des années 2011 et 2012, aucune participation ne sera due par les collectivités territoriales et leurs EPCI à fiscalité propre.
- A compter de 2013, un nouveau dispositif de participation au financement du plafonnement de la CET en fonction de la valeur ajoutée est institué, en application de l'article 1647-0 B septies issu du point [3.2] de l'article 77 de la loi de finances pour 2010.
- A la différence du dispositif actuel, la participation d'une année sera calculée à partir des données de dégrèvements au titre de la pénultième année, soit les données du plafonnement accordé au titre de 2011 pour la première participation mise à la charge des collectivités et de leurs groupements dotés d'une fiscalité propre en 2013.
- Cette participation sera de plus mise à la charge des seules communes et EPCI dotés d'une fiscalité propre.
- Elle sera fonction de l'augmentation du coût depuis 2010 du dégrèvement au titre du plafonnement en fonction de la valeur ajoutée de la CET, pour les seules entreprises durablement plafonnées (2 années de suite). Les dégrèvements au titre du plafonnement liés à des difficultés passagères des entreprises seront quant à eux pris en charge par l'État.

Ce nouveau dispositif sera commenté dans une instruction qui sera publiée ultérieurement.

**LA FIXATION DU MONTANT DE LA PARTICIPATION AU PVA 2010 (EGALE A CELLE DE 2009)**

**[article 85 (III.C.2.10<sup>ème</sup> alinéa) de la LF 2006 n° 2005-1719]**

- Au titre de l'année **2010**, par **exception** aux dispositions du **1<sup>er</sup> alinéa** du **[II.]** de l'**article 85** de la **LF 2006** et du **9<sup>ème</sup> alinéa** du **[III.C.2.]**, vient en **diminution** des **attributions mensuelles** de taxes et impositions perçues par voie de rôle un **montant égal** au **montant maximum de prélèvement** calculé au titre de **2009**.

La **collectivité territoriale** ou l'**EPCI à fiscalité propre** bénéficie le cas échéant en **2012** d'un **versement** dont le **montant** est **égal** à celui du **versement** dont elle ou il a **bénéficié** au titre de **2009**.

**LE MAINTIEN, EN 2010, DU PRELEVEMENT AU TITRE DU TICKET MODERATEUR, EGAL A CELUI DE 2009**

**[article 85 [III. C. 2. 11<sup>ème</sup> alinéa] de la LF 2006]**

- Au titre de **2010**, par exception aux dispositions des **1<sup>er</sup>** et du **10<sup>ème</sup> alinéas** du **[III.C.2.]**, vient en **diminution** des **attributions mensuelles de taxes et impositions** perçues par voie de rôle (« *douzièmes* ») un **montant égal** au **montant maximum de prélèvement** (mentionné au **1<sup>er</sup> alinéa**), calculé au titre de **2009**.

La **collectivité territoriale** ou l'**EPCI** bénéficie le cas échéant, en **2012**, d'un **versement** dont le **montant** est **égal** à celui du **versement** dont elle ou il a **bénéficié** au titre de **2009** en application du **10<sup>ème</sup> alinéa**.

☞ *Le sous-amendement correspondant (Sénat n° 539) vise à aménager le dispositif existant du ticket modérateur, qui correspond à la prise en charge par les collectivités d'une partie du coût de plafonnement de la TP, pour lui permettre de perdurer en 2010, malgré la disparition de la TP.*

**LE DEGREVEMENT TEMPORAIRE (2010 A 2013) ET DEGRESSIF DE LA CONTRIBUTION ECONOMIQUE TERRITORIALE EN CAS D'AUGMENTATION GLOBALE DES IMPOTS ECONOMIQUES LOCAUX**

**[article 1647 C quinquies B du CGI]**

**LES CONDITIONS D'APPLICATION DU DEGREVEMENT**

- Sur **demande du contribuable**, effectuée dans le **délaï légal de réclamation** prévu pour la **CFE**, la **contribution économique territoriale (CET)** due par l'entreprise au titre des **années 2010 à 2013** fait l'objet d'un **dégrèvement** lorsque :

contribution économique territoriale 2010  
+  
taxes 2010 pour frais de chambres  
de commerce et d'industrie  
et pour frais de chambres de métiers  
et de l'artisanat  
+  
imposition forfaitaire  
sur les entreprises de réseaux 2010

supérieures  
de 500 euros  
et de 10 %  
à :

taxe professionnelle (dont la cotisation minimale)  
+  
taxes pour frais de chambres de commerce  
et d'industrie et pour frais de chambres de métiers et  
de l'artisanat  
  
(qui auraient été dues en 2010 en application des  
dispositions du CGI en vigueur en 2009,  
à l'exception des coefficients forfaitaires de  
revalorisation qui sont, dans tous les cas,  
ceux fixés au titre de 2010, soit + 1,20 %)

☞ *Ce dégrèvement est demandé sur réclamation contentieuse. Il est calculé après les dégrèvements contentieux.*

**LES MODALITES DE CALCUL DU DEGREVEMENT**

- Le **dégrèvement** s'applique sur la **différence** entre :
  - la **somme** de la **CET**, des **taxes consulaires** et de l'**IFER**, dues au titre de l'année **2010**,
  - et la **somme, majorée de 10 %**, des **cotisations de TP** et des **taxes consulaires** qui auraient été dues en **2010** en application des dispositions du **CGI** en vigueur au **31 décembre 2009**, à l'**exception** des **coefficients forfaitaires** déterminés en application de l'**article 1518 bis**, qui sont, dans tous les cas, ceux fixés au titre de **2010**.
- Il est **égal** à un **pourcentage** de cette **différence**, fixé à :
  - **100 %**, pour les impositions établies au titre de **2010**,
  - **75 %** pour **2011**,
  - **50 %** pour **2012**,
  - **25 %** pour **2013**.

## LE DEGREVEMENT TRANSITOIRE DE LA CONTRIBUTION ECONOMIQUE TERRITORIALE

[extrait de l'instruction de la DGFIP n° 6 E-4-11 du 10 mai 2011]

### INTRODUCTION

▪ L'article 1647 C *quinquies* B du CGI issu de l'article 2 de la loi de finances pour 2010 institue, pour les impositions établies au titre des années 2010 à 2013, un dégrèvement de contribution économique territoriale et de taxes annexes.

Ce dégrèvement est égal à la différence entre :

- d'une part, les cotisations de contribution économique territoriale (*cotisation foncière des entreprises et cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises*), de taxes pour frais de chambres de commerce et d'industrie et pour frais de chambres de métiers et de l'artisanat et d'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux de 2010,
- et d'autre part, les cotisations de taxe professionnelle (*dont la cotisation minimale de taxe professionnelle*) et de taxes pour frais de chambres de commerce et d'industrie et pour frais de chambres de métiers et de l'artisanat, majorées de 10 %, qui auraient été dues en 2010 en absence de réforme.

multipliée par un taux égal à :

- 100 % pour 2010,
- 75 % pour 2011,
- 50 % pour 2012,;
- 25 % pour 2013.

Le nouveau dégrèvement est demandé sur réclamation contentieuse. Il est calculé après les autres dégrèvements contentieux.

### LE CHAMP D'APPLICATION DU DEGREVEMENT TRANSITOIRE

▪ Le dégrèvement transitoire s'applique à toutes les personnes physiques ou morales, ainsi qu'aux sociétés non dotées de la personnalité morale, assujetties à la CET, à l'IFER, ou à l'une des taxes pour frais de chambre ou la taxe spéciale d'équipement.

▪ Le dégrèvement transitoire ne concerne que les personnes effectivement redevables, même partiellement, de la CET ou de l'IFER au titre de l'année d'imposition 2010.

Ainsi, les entreprises qui, au titre de l'année d'imposition 2010, sont placées en totalité hors du champ d'application de ces deux impôts ou qui en sont totalement exonérées, de plein droit ou de manière facultative, ne peuvent pas bénéficier du dégrèvement transitoire pour l'ensemble de la période comprise entre 2010 et 2013.

En outre, les entreprises qui, au titre de l'une des années d'imposition comprises entre 2011 et 2013, ne sont pas redevables de la CET ou de l'IFER ne peuvent pas bénéficier du dégrèvement transitoire au titre de l'année ou des années considérées (*exemple : entreprise dont l'activité est la location d'immeubles nus à usage professionnel et qui en retire, au titre d'une de ces années, des recettes inférieures à 100 000 euros*).

▪ Le dégrèvement transitoire ne peut pas être « transmis » en cas de restructurations.

Le principe selon lequel seules les entreprises redevables en 2010 de la CET (ou de l'IFER) bénéficient du dégrèvement transitoire trouve les conséquences suivantes en cas de restructuration (*une « entreprise écrêtée » est une entreprise qui a commencé de bénéficier du dégrèvement transitoire en 2010*) :

Opération réalisée (entre 2011 et 2013)	Conséquences sur le dégrèvement transitoire
Absorption d'une entreprise écrêtée A par une entreprise non écrêtée B	B ne peut pas bénéficier du dégrèvement transitoire de A, qui a disparu
Absorption d'une entreprise non écrêtée A par une entreprise écrêtée B	Pas de conséquence : le droit au dégrèvement transitoire de B n'est pas modifié
Fusion de deux entreprises écrêtées A et B par création d'une personne morale nouvelle C	C ne peut pas bénéficier du dégrèvement transitoire
Apport partiel d'actifs réalisé par A, écrêtée, au profit de B, non écrêtée	Si A continue d'exister, elle conserve son dégrèvement transitoire

## LES MODALITES D'APPLICATION DU DEGREVEMENT TRANSITOIRE

### LES PRINCIPES

▪ Le **dégrèvement transitoire** est égal au **produit** d'un **taux** et de la **différence positive** entre les **deux termes suivants** :

- d'une part, les **cotisations réelles dues** au titre de l'année **2010**,
- d'autre part, les **cotisations qui auraient été dues** au titre de **2010** en application du **CGI en vigueur au 31 décembre 2009**, majorées de **10 %**.

▪ Le **dégrèvement transitoire** n'est susceptible d'être **accordé** à l'entreprise que **si** la **différence** entre les deux termes susvisés est **positive et supérieure à 500 euros**.

Le **bénéfice** du **dégrèvement transitoire** est donc soumis à la **double condition** de voir la **cotisation** du redevable **augmenter de 10 % et de 500 euros**.

▪ La **différence entre les deux termes** susvisés n'est **calculée qu'une seule fois** ; ainsi, le **montant de la différence retenu** pour le calcul du **dégrèvement transitoire au titre de l'année 2010** est **figé dans le temps** pour le **calcul du dégrèvement transitoire des années 2011 à 2013** (*toutefois, voir plus loin les cas de minoration ou de majoration*).

### LE CALCUL DU DEGREVEMENT TRANSITOIRE

▪ Le **dégrèvement transitoire** est égal au **produit** d'un **taux** et de la **différence** entre :

- les **cotisations réelles dues** au titre de l'année **2010** (*dénommées « cotisations réelles 2010 »*),
- et **110 % des cotisations qui auraient été dues** au titre de la **même année** si la **législation en vigueur** au titre de **2009** s'était appliquée au titre de **2010** (*dénommées « cotisations théoriques 2010 »*).

▪ Le **calcul du dégrèvement transitoire** peut être **résumé** par la **formule** suivante :

$$\text{dégrèvement transitoire} = [ \text{cotisations réelles 2010} - 1,10 \times \text{cotisations théoriques 2010} ] \times \text{taux}$$

#### Les cotisations retenues pour le calcul de la différence

##### Le premier membre de la différence

▪ Les **cotisations réelles 2010** s'entendent de **celles** que l'**entreprise** doit **effectivement acquitter** au titre de **2010** et **sur lesquelles** le **dégrèvement accordé** au titre de la **même année** est susceptible de **s'imputer**.

En pratique, il s'agit de la **somme des cotisations** figurant sur les **avis d'imposition** ou les **relevés de solde** de **CET** et d'**IFER**, diminuées de l'**ensemble des dégrèvements** et **crédits d'impôt accordés sur réclamation contentieuse**.

▪ Les **cotisations réelles 2010** sont donc **constituées** par les **cotisations dues** au titre de cette **même année** et **afférentes** aux **impôts** suivants :

- la **CET (art. 1447-0)**, qui est composée de la **CFE (art. 1447)** et de la **CVAE (art. 1586 ter)**,
- la **taxe pour frais de chambres de commerce et d'industrie (art. 1600)**,
- la **taxe pour frais de chambres de métiers et de l'artisanat (art. 1601, 1601 A et 1601 B)**,
- la **taxe spéciale d'équipement (art. 1607 bis à 1609 F)**,
- l'**IFER (art. 1519 D à 1519 H et 1599 quater A à 1599 quater B)**.

Ces **cotisations** sont **minorées** ou **majorées** des **éventuels correctifs** (*par exemple, un rôle supplémentaire de CFE*) établis au titre de l'année **2010**.

Le **dégrèvement transitoire** peut donc être **minoré** en cas de **diminution** de ces **cotisations**.

A l'inverse, à la **demande du redevable**, le **dégrèvement transitoire** peut être **majoré** en cas d'**augmentation** de ces **cotisations**.

▪ Les **impôts susvisés** incluent les **frais de dégrèvement**, d'**assiette** et de **recouvrement** de la fiscalité directe locale y **afférents**.

S'agissant plus particulièrement de la **CET**, celle-ci s'entend pour son **montant net des exonérations, abattements, réductions, dégrèvements et crédit d'impôt** visés aux **articles 1449 à 1466 F, 1468, 1469 A quater, 1518 A, 1518 A bis, 1586 ter, 1586 quater, 1586 nonies, 1647 bis, 1647 B sexies et 1647 C septies**.

▪ Le **crédit d'impôt** en faveur des **entreprises** situées dans les **zones de restructuration de la défense** prévu par l'**article 1647 C septies** correspond à celui **effectivement accordé** à l'entreprise au titre de l'année **2010** en matière de **CFE**.

### Le second membre de la différence

▪ Les **cotisations théoriques 2010** sont celles qui auraient été **afférentes** aux **impôts** suivants s'ils avaient été **maintenus** dans la **législation applicable en 2009** :

- la **taxe professionnelle** proprement dite (**art. 1447**), laquelle **inclut** néanmoins également le **montant** correspondant à la **revalorisation des biens passibles de taxe foncière** prévue par l'**article 1518 bis** applicable au titre de **2010**,
- la **cotisation minimale assise sur la valeur ajoutée** (**art. 1647 E**),
- les **taxes annexes et additionnelles**.

### *La taxe professionnelle proprement dite*

▪ Les **cotisations de taxe professionnelle retenues** dans le **second membre** de la **différence** correspondent aux **cotisations de taxe professionnelle proprement dite**, c'est-à-dire celles établies **au profit des collectivités territoriales** et de leurs **établissements publics de coopération intercommunale** :

- **augmentées** :
    - des **frais de dégrèvement, d'assiette** et de **recouvrement** de la fiscalité directe locale,
    - ainsi que des **éventuels rôles supplémentaires**,
  - et **diminuées** des **dégrèvements** et **crédits d'impôt** accordés **sur réclamation contentieuse**.
- En plus des **biens passibles** d'une **taxe foncière**, le **montant des cotisations de taxe professionnelle à prendre en compte** dans le calcul du **second terme** de la différence tient compte :
- d'une part, de la **valeur locative** des **équipements et biens mobiliers** (*y compris les biens visés au 11° et au 12° de l'article 1382*) qui étaient **imposables** avant la **suppression** de la **taxe professionnelle**,
  - et d'autre part, des **exonérations, réductions, abattements, dégrèvements** et **crédits d'impôt** qui auraient été **susceptibles de s'appliquer** si la **législation** n'avait **pas** été **modifiée à compter de 2010**.

### **Précisions sur la période de référence de la taxe professionnelle et sur les exonérations, réductions, abattements, dégrèvements et crédits d'impôt**

▪ La **valeur locative imposable** à la **taxe professionnelle** des **équipements et biens mobiliers** s'entend de celle afférente aux **biens** dont l'**entreprise dispose** au cours de la **période de référence 2008** (*ou 2009 en cas de création d'établissement ou de changement d'exploitant au cours de cette même année, sous réserve du cas particulier des entreprises visées à l'article 1478-III*).

▪ Les **exonérations, abattements** et **réductions de taxe professionnelle** s'entendent de **ceux** qui se seraient **appliqués** en l'**absence** de **suppression** de la **taxe professionnelle**, dès lors qu'ils ont été **valablement demandés** par l'**entreprise** dans sa **déclaration de taxe professionnelle** au titre de **2010** déposée au cours de l'année 2009.

Ces **exonérations, abattements** et **réductions** sont **pris en compte** dans la **limite des plafonds communautaires** lorsqu'ils sont prévus par la législation applicable en 2009.

Il s'agit de l'**ensemble des dispositifs d'exonération, d'abattement** ou de **réduction de taxe professionnelle**, qu'ils soient **repris ou non** en matière de **CFE** (*sont repris en matière de CFE les dispositifs visés aux articles 1449 à 1464 D, 1464 H à 1466 F, 1468, 1469 A quater, 1472 A ter, 1518 A et 1518 A bis. En revanche, les dispositifs non repris en matière de CFE sont ceux prévus aux articles 1464 E, 1464 F, 1469-3° bis, 1469-3° ter à 1469-6° et 1469 B à 1472 A bis*).

- Les **dégrèvements de taxe professionnelle** s'entendent :
  - de **ceux visés aux articles 1647 B nonies, et 1647 C à 1647 C quinquies A**, dès lors qu'ils ont été **valablement demandés** par l'**entreprise** dans sa **déclaration de taxe professionnelle** au titre de **2010** déposée au cours de l'année **2009**,
  - du **plafonnement en fonction de la valeur ajoutée** qui aurait été **accordé** au taux de **3,5 %** (*ou de 1,5 % pour les entreprises de travaux agricoles, ruraux et forestiers*) sur la **base** des **cotisations de taxe professionnelle** telles que définies par le **[I bis]** de l'**article 1647 B sexies** en vigueur au titre de l'**année d'imposition 2009** (*le plafonnement en fonction de la valeur ajoutée qui s'appliquait en 2009 portait sur la cotisation de taxe professionnelle diminuée de l'ensemble des réductions et dégrèvements dont cette cotisation peut faire l'objet, à l'exception des dispositions de l'article 1647 C et de celles de l'article 1647 C sexies mais ne visait pas les taxes consulaires et les frais de gestion de la fiscalité directe locale qui s'y rapportent. Il ne s'appliquait pas non plus à la cotisation minimum*),
  - du **dégrèvement de taxe professionnelle pour réduction d'activité** prévu par l'**article 1647 bis** qui aurait été **accordé** en prenant en compte, dans sa formule de calcul, une **cotisation nette de tous dégrèvements** et des **bases d'imposition** incluant la **valeur locative** des **équipements et biens mobiliers**.

▪ Un **montant représentatif du crédit de taxe professionnelle** prévu à l'article **1647 C sexies** peut être pris en compte par :

- les **entreprises** implantées dans les **zones d'emploi reconnues en grande difficulté** au titre de **2009** (cf. les arrêtés du 24 juin 2009 journal officiel du 3 juillet 2009, pages 11070 et 11075).
- les **entreprises** qui, bien qu'implantées dans des **zones d'emploi non reconnues en grande difficulté** au titre de **2009**, auraient pu bénéficier, au titre de **2010** et conformément à la **législation en vigueur en 2009**, du **crédit de taxe professionnelle** en application de la **clause de garantie** prévue au **4<sup>ème</sup> alinéa** du [II.] de l'article **1647 C sexies**.

Le **montant à prendre en compte** est déterminé en application de la **législation 2009**, d'après le **nombre de salariés employés** depuis au moins **1 an** au **1<sup>er</sup> janvier 2010** :

- à la **condition** que le **crédit de taxe professionnelle** ait été **valablement demandé** par l'entreprise dans sa **déclaration de taxe professionnelle** déposée au cours de l'année **2009**,
- et sous réserve du **respect du plafond communautaire afférant** aux **aides de minimis**.

#### **La cotisation minimale de taxe professionnelle assise sur la valeur ajoutée**

- La **cotisation minimale de taxe professionnelle** est celle calculée d'après la **valeur ajoutée produite en 2010**.

#### **Les taxes annexes et additionnelles**

- Les **taxes annexes et additionnelles à prendre en compte** pour le **calcul du second terme de la différence** sont les suivantes :

- **taxe spéciale d'équipement** mentionnée aux **articles 1599 quinquies et 1607 bis à 1609 F**,
- **cotisation de péréquation** visée par l'ancien **article 1648 D**,
- **taxe pour frais de chambres de commerce et d'industrie**,
- **taxe pour frais de chambres de métiers et de l'artisanat**.

#### **Les taux retenus**

- Le **taux est fixé à** :
  - **100 % pour 2010** ;
  - **75 % pour 2011** ;
  - **50 % pour 2012** ;
  - **25 % pour 2013**.

**Exemple de calcul** : une **entreprise, imposable à la CET et à l'IFER** au titre de **2010**, acquitte les **cotisations** suivantes (**frais de gestion de la fiscalité locale inclus, lorsque ces frais s'appliquent**) :

<b>2010</b>	
Cotisation théorique TP	100 000 €
Cotisation théorique CMTP	85 000 €
<b>Total cotisations théoriques</b>	<b>185 000 €</b>
Cotisation CFE	90 000 €
Cotisation CVAE	150 000 €
Cotisation IFER	18 000 €
<b>Total cotisations réelles</b>	<b>258 000 €</b>

Le **montant de la différence** entre les **cotisations réelles** de l'année **2010** dues par l'entreprise et **110 %** de ses **cotisations théoriques** de la **même année** s'élève à :  $258.000 \text{ €} - (1,1 \times 185.000 \text{ €}) = 54.500 \text{ €}$ .

Le montant du **dégrèvement transitoire** dont peut bénéficier l'entreprise de **2010 à 2013** est obtenu comme suit :

	2010	2011	2012	2013
<b>Taux</b>	<b>100 %</b>	<b>75 %</b>	<b>50 %</b>	<b>25 %</b>
<b>Écrêtement</b>	<b>54 500 €</b>	<b>40 875 €</b>	<b>27 250 €</b>	<b>13 625 €</b>

Le **montant** de la **différence** entre les **cotisations réelles 2010** et les **cotisations théoriques 2010** étant **supérieur à 10 %** du montant de ces dernières et à **500 euros**, l'entreprise pourra **bénéficier du dégrèvement transitoire** au titre de **chacune des années 2010 à 2013**.

#### L'IMPUTATION DU DEGREVEMENT TRANSITOIRE SUR LES COTISATIONS ELIGIBLES

▪ Le **dégrèvement transitoire** s'impute sur les **cotisations effectivement dues** de **CET** et d'**IFER** de l'**année d'imposition**. Ces **cotisations** sont **déterminées** de la **même manière** que les **cotisations** figurant au **1<sup>er</sup> terme** de la **différence** à retenir pour le calcul du dégrèvement.

Ainsi, pour **2010**, les **cotisations sur lesquelles** le **dégrèvement transitoire** s'impute s'entendent des **cotisations réelles 2010**.

▪ Le **dégrèvement transitoire** n'est **susceptible de s'imputer** que sur les **cotisations éligibles dues** par l'entreprise au titre de chacune des **années 2010 à 2013**. Il ne constitue **pas un crédit d'impôt** et ne peut donc **pas donner lieu à restitution** lorsque son **montant** est **supérieur** à celui de la **cotisation de l'année d'imposition**.

Le **dégrèvement transitoire** s'impute sur les **cotisations** de **CET** et d'**IFER** dans l'ordre suivant :

- **1° CFE,**
- **2° CVAE,**
- **3° IFER.**

▪ En application de l'article **1647 C quinquies B**, les **soldes** de ces **impôts** peuvent être **réduits**, sous la **responsabilité** des **redevables**, du **montant du dégrèvement transitoire attendu**.

Toutefois, en cas d'**erreur de plus de 10 %**, la **majoration de 10 %** prévue au **[1.]** de l'article **1730** s'applique à la **CFE** et à l'**IFER non payées dans les délais**, après ordonnancement du dégrèvement transitoire.

▪ Les **redevables** sont **autorisés, sous leur responsabilité, à réduire** le **montant des acomptes** de **CFE** et d'**IFER** dues au titre des **années 2011 à 2013** de la **moitié du montant du dégrèvement transitoire** attendu à la date du paiement de l'acompte.

**En cas d'erreur de plus de 10 %**, la **majoration de 10 %** prévue au **[1.]** de l'article **1730** s'applique à la **CFE** et à l'**IFER non payées dans les délais**, après ordonnancement du dégrèvement transitoire.

S'agissant de la **réduction du montant des acomptes de CVAE** en cas de **dégrèvement transitoire attendu**, il convient de se reporter au **BOI 6 E-3-10**.

☞ *Les entreprises qui ne sont redevables, après la réforme, que de l'IFER et qui n'étaient redevables, avant la réforme, ni de la taxe professionnelle, ni de la cotisation minimale assise sur la valeur ajoutée, bénéficient du dégrèvement transitoire et ne sont donc pas tenues d'acquitter le montant de l'IFER au titre de l'année 2010.*

*Elles ne sont toutefois pas dispensées du dépôt, d'une demande contentieuse de dégrèvement transitoire dans le délai de réclamation prévu pour la CFE.*

#### L'ARTICULATION DU DEGREVEMENT TRANSITOIRE AVEC LES DISPOSITIONS EXISTANTES

##### L'articulation du dégrèvement transitoire avec le crédit d'impôt et les autres dégrèvements de CET

- Le **dégrèvement transitoire** s'applique **après application** des **dispositifs** de **CET** suivants :
  - **dégrèvement de CVAE (art. 1586 quater),**
  - **crédit de CFE** dans les **zones de restructuration de la défense (art. 1647 C septies),**
  - **dégrèvement de CFE** pour **réduction d'activité (art. 1647 bis),**
  - **plafonnement des cotisations de CET** en fonction de la **valeur ajoutée (art. 1647 B sexies).**

- Ainsi, les **cotisations de CET** sur lesquelles le **dégrèvement transitoire** est susceptible de s'imputer s'entendent des **cotisations après application du crédit d'impôt** et des **dégrèvements susvisés**.
- De même, les **cotisations de CET** à retenir pour le **calcul du dégrèvement de CFE pour réduction d'activité** et du **plafonnement des cotisations de CET** en fonction de la **valeur ajoutée (PVA)** s'entendent **avant application du dégrèvement transitoire**.
- Dans le cas où l'**entreprise**, au titre d'une **même année**, bénéficie du **dégrèvement transitoire avant** que le **PVA** ait pu lui être **accordé**, le **montant du dégrèvement transitoire** doit être **recalculé** puisqu'il convient, pour sa détermination, de **prendre en compte le montant du PVA dans chacun des deux membres de la différence**.

#### L'articulation du dégrèvement transitoire avec les cotisations minimum de CET

- Le **dégrèvement transitoire** est susceptible de s'appliquer à la **cotisation minimum foncière des entreprises** prévue par l'**article 1647 D** et à la **cotisation minimum sur la valeur ajoutée des entreprises** mentionnée à l'**article 1586 septies**.

#### LES OBLIGATIONS DECLARATIVES

- Le **dégrèvement transitoire** est **accordé sur demande du contribuable** effectuée dans le **délaï légal de réclamation** prévu pour la **CFE (articles R. 196-2, le cas échéant, article R. 196-3 du LPF)**.
- Pour **bénéficier du dégrèvement transitoire**, les **contribuables** doivent en **faire la demande chaque année** dans un **imprimé** prévu à cet effet (*imprimés n° 1332-CET-SD pour les redevables relevant du régime du bénéfice réel et 1332-S-CET-SD pour les redevables relevant des régimes « micro-entreprises » ou « déclaratif spécial »*). Ils doivent notamment **indiquer** :
  - le **montant des cotisations réelles** dues au titre de l'**année 2010**,
  - le **montant des cotisations qui auraient été dues** au titre de **2010** en application de la **législation en vigueur en 2009**, mais en tenant compte de la **revalorisation annuelle** prévue par l'**article 1518 bis** pour **2010**.

S'agissant plus particulièrement des **cotisations théoriques 2010**, l'**entreprise** doit **mentionner** (*sur papier libre lorsque l'imprimé ne le permet pas*) :

- les **éléments de calcul** des **exonérations, abattements et réductions** applicables sous l'empire de la **taxe professionnelle** et qui ne sont **pas repris** en matière de **CFE**,
- les **éléments de calcul** des **exonérations, abattements et réductions** applicables sous l'empire de la **taxe professionnelle** et qui sont **repris** en matière de **CFE**,
- le **nombre de salariés** qui auraient été **susceptibles d'ouvrir droit au crédit d'impôt** prévu par l'**article 1647 C sexies** (*et plus précisément par la clause de garantie prévue à cet article*), en tenant compte, le cas échéant, du **plafond communautaire**,
- les **éléments de calcul** des **dégrèvements** prévus aux **articles 1647 C à 1647 C quinquies A**, lorsque l'**entreprise** a **demandé à bénéficier** de ces **dispositifs** dans la **déclaration au titre de 2010 déposée** au cours de l'**année 2009** ;
- les **éléments de calcul** du **plafonnement en fonction de la valeur ajoutée** et du **dégrèvement pour réduction d'activité** qui auraient été **accordés** en l'**absence de suppression de la taxe professionnelle**.
- La **demande de dégrèvement transitoire** doit être **déposée** auprès du **service des impôts** dont relève le **principal établissement** de l'**entreprise**, c'est-à-dire celui à retenir pour la **déclaration de CVAE**.
- Le **dégrèvement transitoire**, lorsqu'il est accordé, est **ordonné par l'administration dans les 6 mois** suivant la **date de dépôt** de la demande.

Pour les **redevables soumis à la CVAE**, la **demande contentieuse** ne peut être déposée qu'à l'**expiration du délai** prévu au **dernier alinéa** de l'**article 1679 septies**.

#### L'ENTREE EN VIGUEUR

- Le **dégrèvement transitoire** s'applique au titre des **années d'imposition 2010 à 2013**.

**LES DISPOSITIONS DE COMPENSATION DES PERTES DE RESSOURCES  
DE CONTRIBUTION ECONOMIQUE TERRITORIALES (CET) ET DE REDEVANCE DES MINES (RDM)**

**[3. de l'article 78 de la LF 2010, modifié par l'article 44-IV de la 4<sup>ème</sup> LFR 2011]**

**L'INSTITUTION, A COMPTE DE 2012, D'UN PSR COMPENSANT AUX COMMUNES ET EPCI  
UNE PERTE IMPORTANTE DE BASE DE CFE ET DE PRODUIT DE CET**

- **[3.I.] Il est institué à compter de 2012 un prélèvement sur les recettes de l'Etat permettant de verser une compensation aux :**
  - **[1°] aux communes et EPCI à fiscalité propre** qui enregistrent **d'une année sur l'autre :**
    - une **perte importante de base de cotisation foncière des entreprises (CFE)**,
    - et une **perte, importante au regard de leurs recettes fiscales, de produit de contribution économique territoriale (CET) afférent aux entreprises à l'origine de la perte de base de CFE.**

**Les recettes fiscales prises en compte pour le calcul de la perte**

Pour l'application du 1<sup>er</sup> alinéa., les **recettes fiscales** s'entendent :

- des **impositions** mentionnées au [I.] de l'article 1379 du CGI,
    - ☞ Il s'agit de : TH, TFB, TFNB, *taxe additionnelle à la TFNB*, CFE, CVAE, redevance des mines, imposition forfaitaire sur les pylônes, *taxe annuelle sur les éoliennes maritimes*, IFER (*éoliennes, hydroliennes, installations de production électrique, centrales photovoltaïques ou hydrauliques, transformateurs électriques, stations radioélectriques, installations de gaz naturel, stations de compression, stockages souterrains et canalisations de transport*),
  - et de la **taxe sur les surfaces commerciales (TaSCom)** prévue à l'article 3 de la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972,
- } **majorées ou minorées des ressources perçues ou prélevées au titre du [2.] du présent article (FNGIR).**

**Les cas de non-compensation**

Ne donnent **pas** lieu à **compensation** les **pertes de base ou de produit** liées :

- au **rattachement d'une commune à un EPCI à fiscalité propre**,
  - au **changement de périmètre ou de régime fiscal d'un EPCI à fiscalité propre**,
  - ou à la **modification de la fraction de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)** revenant, suivant le cas, à la **commune** ou à l'**EPCI** en application de l'**article 1609 quinquiés BA** du CGI.
- ☞ *En vertu de l'article 1609 quinquiés BA, les EPCI à fiscalité additionnelle et leurs communes membres peuvent modifier la répartition de la CVAE, sur délibérations concordantes prises à la majorité qualifiée prévue au 1<sup>er</sup> alinéa du [II.] de l'article L. 5211-5 du CGCT :*
- *avant le 15 octobre 2010, pour une application de la nouvelle répartition à compter de 2011,*
  - *avant le 15 octobre 2011, pour une application de ladite répartition à compter de 2012,*
  - *ou avant le 1<sup>er</sup> octobre à l'occasion d'un nouveau transfert de charge.*

**L'INSTITUTION D'UN PSR COMPENSANT AUX DEPARTEMENTS ET REGIONS UNE PERTE IMPORTANTE DE PRODUIT DE CVAE**

- **[2°] aux départements et régions** qui comprennent **sur leur territoire au moins une commune** ou un **EPCI** doté d'une **fiscalité propre** qui **bénéficie** de la **compensation** prévue au **[3.I.1°]**, sous réserve qu'ils enregistrent la **même année**, par rapport à l'année précédente, une **perte importante**, au regard de leurs **recettes fiscales, de produit de CVAE** afférent aux **entreprises** situées sur le **territoire** de ces **communes** ou **EPCI** dotés d'une **fiscalité propre** et à l'**origine** de la **perte de base de CFE**.

Pour l'application du 1<sup>er</sup> alinéa du présent **[3.I.2°]**, sont **prises en compte** les **impositions** mentionnées respectivement, pour les **départements** et les **régions**, aux **articles 1586 et 1599 bis** du CGI, **majorées** ou **minorées** des **ressources perçues ou prélevées** au titre du **[2.]** du présent article (**FNGIR**).

## L'ASSIETTE DE LA COMPENSATION POUR LES COMMUNES, LES EPCI, LES DEPARTEMENTS ET LES REGIONS

- **[3.II.] La compensation prévue au [3.I.] est assise :**
    - **[1°]** pour les **communes** et les **EPCI** dotés d'une **fiscalité propre**, sur la **perte de produit de CET** ou ~~des IFER~~ **calculée** conformément aux **dispositions** du **[3.I.1°]** ;
    - **[2°]** pour les **départements**, sur le **montant** de la **perte de produit de CVAE** constatée la **même année** par les **communes** et les **EPCI** situés sur leur **territoire** et ayant ouvert **droit à compensation**, multiplié par un **rapport égal à 48,5 sur 26,5** ;
    - **[3°]** pour les **régions**, sur le **montant** de la **perte de produit de CVAE** constatée la **même année** par les **communes** et les **EPCI** situés sur leur **territoire** et ayant ouvert **droit à compensation**, multiplié par un **rapport égal à 25 sur 26,5**.
- ☞ *Le Sénat avait étendu ce dispositif de compensation aux pertes de bases d'IFER. Le rapporteur général de la commission des finances de l'Assemblée nationale a proposé de remplacer cette extension par une demande de rapport sur l'évolution comparée de l'assiette des IFER et de celle de l'ex-taxe professionnelle.*

### LES MONTANTS VERSES PENDANT 3 ANS

- Cette **compensation** est **égale** à :
  - la **1<sup>ère</sup> année**, à **90 %** de la **perte de produit** calculé conformément aux **[1°]** à **[3°]** du présent **[3.II.]** ;
  - la **2<sup>ème</sup> année**, à **75 %** de la **compensation reçue** l'**année précédente** ;
  - la **3<sup>ème</sup> année**, à **50 %** de la **compensation reçue** la **1<sup>ère</sup> année**.
- Pour les **communes** et les **EPCI** dotés d'une **fiscalité propre**, les **compensations versées** les **2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> années** sont, le cas échéant, **majorées** d'un **montant** tenant compte de la **perte de produit de CVAE** afférent aux **entreprises à l'origine** de la **perte de base de CFE** ayant déclenché l'**application** de la **compensation** la **1<sup>ère</sup> année** et constatée l'**année suivante**.

### LA PROLONGATION A 5 ANS EN CAS DE POLITIQUE DE CONVERSION INDUSTRIELLE

- La **durée de compensation** est portée à **5 ans** pour les **communes** et les **EPCI à fiscalité propre** situés dans les **cantons** où l'**Etat** anime une **politique de conversion industrielle** et dont la **liste** est **fixée par décret**.

Dans ce cas, les **taux** de la **compensation** sont fixés à :

- **90 %** la **1<sup>ère</sup> année**,
  - **80 %** la **2<sup>ème</sup> année**,
  - **60 %** la **3<sup>ème</sup> année**,
  - **40 %** la **4<sup>ème</sup> année**,
  - **20 %** la **5<sup>ème</sup> année**.
- Pour les **communes** et les **EPCI** dotés d'une **fiscalité propre**, les **compensations versées** de la **2<sup>ème</sup> à la 5<sup>ème</sup> année** sont, le cas échéant, **majorées** d'un **montant** tenant compte de la **perte de produit de CVAE** afférent aux **entreprises à l'origine** de la **perte de base de CFE** ayant déclenché l'**application** de la **compensation** la **1<sup>ère</sup> année** et constatée l'**année suivante**.

☞ *Le coût pour l'État de la mise en œuvre de la compensation est évalué, dans les voies et moyens annexés au PLF 2012, à 50 millions d'euros, dont 4 au titre du reliquat de l'ancienne compensation des pertes de bases de TP. Cette somme est inférieure au tiers de la compensation versée en 2009 au titre de la compensation des pertes de bases de TP, ce qui s'explique par la moindre importance des ressources issues de la CFE et de la CVAE par rapport à celles de l'ancienne TP.*

### L'INSTITUTION D'UN PSR COMPENSANT AUX COMMUNES ET EPCI UNE PERTE IMPORTANTE DE REDEVANCE DES MINES

- **[3.III.]** A compter de **2012**, ce **prélèvement sur les recettes (PSR)** de l'**Etat** permet également de **verser** une **compensation** aux **communes** et **EPCI à fiscalité propre** qui **enregistrent** d'une année sur l'autre une **perte importante**, au regard de leurs **recettes fiscales**, de **redevance communale des mines** mentionnée à l'**article 1519** du CGI.

### LES RECETTES FISCALES PRISES EN COMPTE POUR LE CALCUL DE LA PERTE DE REDEVANCE DES MINES

- Pour l'**application** du **1<sup>er</sup> alinéa** du présent **[3. III.]**, les **recettes fiscales** s'entendent :
    - des **impositions** mentionnées au **[I.]** de l'**article 1379** du CGI,
    - et de la **taxe sur les surfaces commerciales (TaSCom)** prévue par l'**article 3** de la loi n° **72-657** du 13 juillet 1972
- } **majorées ou minorées** des **ressources** perçues ou prélevées au titre du **[2.]** du présent article (**FNGIR**)

- Cette **compensation** est égale à :
  - la **1<sup>ère</sup> année**, à **90 %** de la **perte de produit** ;
  - la **2<sup>ème</sup> année**, à **75 %** de la **compensation** reçue l'**année précédente** ;
  - la **3<sup>ème</sup> année**, à **50 %** de la **compensation** reçue la **1<sup>ère</sup> année**.

#### L'INSTITUTION D'UN PSR COMPENSANT AUX COMMUNES ET EPCI UNE PERTE IMPORTANTE DE CFE EN 2011

- **[3.IV]** Il est institué un **prélèvement sur les recettes de l'État (PSR)** permettant de **verser une compensation** aux **communes** et aux **EPCI** dotés d'une **fiscalité propre** qui enregistrent **entre 2010 et 2011** une **perte de bases d'imposition de CFE**.

#### Les communes et EPCI bénéficiaires

- Sont **éligibles** à cette **compensation** :
  - **[1°]** les **communes** et les **EPCI** soumis au **régime fiscal** défini aux **[I.]** et **[II.]** de l'**article 1609 quinquies C** du CGI (**EPCI à FPZ**) qui ont **enregistré, par rapport à l'année précédente**, une **perte importante** de produit de **CFE** entraînant une **perte importante** de leurs **ressources fiscales par rapport au produit global** de la **TH**, des **TF** et de la **compensation relais perçues au titre de l'année 2010** ;
  - **[2°]** les **EPCI** soumis au **régime fiscal** prévu à l'**article 1609 nonies C** du CGI (**EPCI à FPU**) qui ont **enregistré, par rapport à l'année précédente**, une **perte importante** de produit de **CFE** entraînant une **perte importante** de leurs **ressources fiscales par rapport au produit de la compensation relais perçue au titre de l'année 2010**.

#### Les modalités de calcul de la perte de produit de CFE

- Le **montant** de la **perte de produit de CFE** est **obtenu** en appliquant aux **bases d'imposition** résultant des **rôles généraux** de chacune des **2 années** considérées le **taux relais**.
- Ne donnent **pas lieu à compensation** les **pertes de produit** liées :
  - au **rattachement d'une commune** à un **EPCI à fiscalité propre**,
  - au **changement de périmètre** ou de **régime fiscal** d'un **EPCI à fiscalité propre**.

#### Les montants versés pendant 3 ans

- Les **communes** et les **EPCI éligibles** à la **compensation au titre de l'année 2011** bénéficient d'une **attribution égale** :
  - la **1<sup>ère</sup> année**, à **90 %** de la **perte de produit** enregistrée en **2011**,
  - la **2<sup>ème</sup> année**, à **75 %** de l'**attribution reçue** la **1<sup>ère</sup> année**,
  - la **3<sup>ème</sup> année**, à **50 %** de l'**attribution reçue** la **1<sup>ère</sup> année**.

#### La prolongation à 5 ans en cas de politique de conversion industrielle

- Toutefois la **durée de compensation** est portée à **5 ans** pour les **communes** et les **EPCI à fiscalité propre** situés dans les **cantons** où l'**État** anime une **politique de conversion industrielle** et dont la **liste** est **fixée par décret**.

Dans ce cas, les **taux** de la **compensation** sont fixés à :

- **90 %** la **1<sup>ère</sup> année**,
- **80 %** la **2<sup>ème</sup> année**,
- **60 %** la **3<sup>ème</sup> année**,
- **40 %** la **4<sup>ème</sup> année**,
- **20 %** la **5<sup>ème</sup> année**.

☞ L'Assemblée Nationale a adopté cet amendement du gouvernement, qui introduit un dispositif de compensation des pertes de produit fiscal pour les pertes de produit fiscal subies entre 2010 et 2011. Ce dispositif est calqué sur celui proposé par le nouveau [3.I.] de l'article 78, qui n'entrera en vigueur qu'à compter de 2012.

#### LA FIXATION PAR DECRET EN CONSEIL D'ETAT DES CONDITIONS D'APPLICATION

- Les **conditions d'application** des **[I.]** à **[III.]** du présent **[3.]** sont **fixées par décret en Conseil d'État**.
- ☞ Le projet de décret correspondant, examiné le 7 février 2012 par le comité des finances locales, est présenté ci-après.

# LE PROJET DE DECRET RELATIF AUX MODALITES DE COMPENSATION DES PERTES DE RESSOURCES DE C.E.T. OU DE REDEVANCE DES MINES

[examiné par le comité des finances locales le 7 février 2012]

## LA COMPENSATION DE PERTES DE PRODUIT DE CONTRIBUTION ECONOMIQUE TERRITORIALE

### LES CONDITIONS D'ELIGIBILITE DES COMMUNES ET EPCI A LA COMPENSATION DES PERTES DE CET

▪ **Article 1<sup>er</sup> [I.]** : Sont éligibles à la compensation des pertes de ressources de contribution économique territoriale (CET) prévue par le [3.I.] de l'article 78 de la LF 2010 n° 2009-1673 du 30 décembre 2009, les communes et les EPCI à fiscalité propre qui répondent aux conditions cumulatives fixées aux II. et III.

### LA PERTE DE PRODUIT DE CFE DOIT ETRE AU MOINS EGALE A 10 % DE CELUI DE L'ANNEE PRECEDENTE

▪ **[II.]** La perte de produit de cotisation foncière des entreprises (CFE) par rapport au produit de l'année précédente doit être supérieure ou égale à 10 % du produit de la CFE de l'année précédente.

Le montant de la perte de produit de CFE est obtenu en appliquant aux bases d'imposition résultant des rôles généraux de chacune des 2 années considérées le taux en vigueur l'année qui précède celle où est constatée la perte.

Pour l'application du précédent alinéa, les bases d'imposition incluent :

- les bases exonérées sur décision des communes et des EPCI,
- et les bases exonérées de plein droit dans certaines zones du territoire en application de l'art. 1465 A, de l'art. 1466 C, de l'art. 1466 F et des I ter, I quater et I quinquies de l'art. 1466 A du CGI dans sa version en vigueur au 31 décembre 2009, du I sexies de l'art. 1466 A et du II. de l'art. 2 de la loi n°94 -1131 portant statut fiscal de la Corse.

### LA PERTE DE PRODUIT DE CVAE DOIT ETRE AU MOINS EGALE A 5 % (2 % ?) DU PRODUIT FISCAL DE L'ANNEE PRECEDENTE

▪ **[III.]** L'année de constatation de la perte mentionnée au II. ou l'année qui suit, la somme de cette perte et de la perte de produit de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) doit être supérieure ou égale à 5 % (le CFL ayant demandé que ce seuil soit abaissé à 2 %) de la somme globale du produit fiscal :

- des impositions mentionnées au [I.] de l'article 1379 du CGI, perçues l'année précédant celle où est constatée la perte de produit mentionnée au II. ;
- de la taxe sur les surfaces commerciales (TaSCom) prévue par la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972 perçue l'année qui précède la constatation de la perte de produit mentionnée au II. ;
- de la majoration ou la minoration des ressources perçue ou prélevée l'année précédant celle où est constatée la perte de produit mentionnée au II. au titre du 2. de l'article 78 de la loi LF 2010.

Le montant de la perte de produit de CVAE mentionnée au 1<sup>er</sup> alinéa est déterminé l'année de constatation de la perte de produit mentionnée au II. et l'année suivante. Il est obtenu par différence entre :

- la somme des produits de CVAE des établissements générant la perte de bases de CFE l'année précédant la constatation de la perte de produit mentionnée au [II.],
- la somme des produits de CVAE de ces mêmes établissements respectivement chacune des 2 années suivantes.

☞ L'éligibilité exige que 2 conditions cumulatives soient remplies :

- 1<sup>ère</sup> condition : une baisse de produit de CFE de 10% au moins par rapport à l'année précédente ; cette condition doit être l'élément déclencheur car cette baisse importante des bases de l'assiette d'imposition de la CFE traduit la disparition dans cette assiette de bâtiments taxables par fermeture ou réduction importante d'un ou plusieurs établissements.
- 2<sup>ème</sup> condition : la somme de cette baisse de CFE et du différentiel de CVAE, la même année ou l'année suivante, doit représenter plus de 5% (le CFL ayant demandé que ce seuil soit abaissé à 2 %) des recettes fiscales de l'année précédant la baisse de produit de CFE. Cette condition demande une surveillance sur 2 ans (l'année où la 1<sup>ère</sup> condition est constatée et l'année suivante) de la somme définie précédemment.

### LA PERTE DE REFERENCE PRISE EN COMPTE POUR LE CALCUL DE LA COMPENSATION

▪ **Article 2 [I.]** : La perte de référence retenue pour le calcul de la compensation de perte de ressources de CET résulte de la somme de la perte définie au II. de l'article 1 et de la perte de produit de CVAE définie au III. du même article l'année au cours de laquelle cette perte globale rend éligible à la compensation, en application des dispositions de l'article 1, la commune ou l'EPCI.

▪ **[II.]** Dans le cas où les 2 conditions mentionnées à l'article 1 sont remplies dès l'année de constatation de la perte définie au II. du même article, si la différence entre le produit de la CVAE de l'année de sa constatation afférent aux établissements à l'origine de la perte de base de CFE et celui de l'année suivante est positive, la perte de référence est majorée d'une perte complémentaire égale à cette différence.

La compensation versée conformément aux dispositions du 3 de l'article 78 de la LF 2010 susvisée l'année suivant la constatation de la perte définie au II. de l'article 1 est majorée d'un montant équivalent au rattrapage de la 1<sup>ère</sup> année de compensation de cette perte complémentaire de produit de CVAE.

**LE VERSEMENT A L'EPCI A FPU DE LA COMPENSATION  
EN CAS DE PERTE DE PRODUIT DE CFE SUBIE PAR UNE COMMUNE ENTRANTE**

▪ **Article 3 :** Dans le cas où, au cours de l'année précédant celle de la constatation de la perte de produit mentionné au II. de l'article 1, une commune adhère à un EPCI soumis au régime fiscal prévu par l'article 1609 *nonies C* du CGI, seul cet EPCI, sous réserve de respecter les conditions prévues à l'article 1 du présent décret, peut bénéficier, à compter de l'année de constatation de la perte, de la compensation définie au 3 de l'article 78 de la LF 2010 susvisée.

**LES CONDITIONS D'ELIGIBILITE DES DEPARTEMENTS ET DES REGIONS A LA COMPENSATION DES PERTES DE CVAE**

▪ **Article 4 :** Sont éligibles à la compensation de pertes de ressources de CVAE prévue par le 3 de l'article 78 de la LF 2010 susvisée les départements et les régions qui répondent aux conditions cumulatives fixées aux 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> suivants :

- [1<sup>o</sup>] au moins une commune ou un EPCI doté d'une fiscalité propre situés sur leur territoire bénéficient d'une compensation de pertes de ressources de CET prévu à l'article 78 précité ;
- [2<sup>o</sup>] l'année où débute la compensation pour cette ou ces communes ou cet ou ces EPCI, la différence, si elle est positive, entre les produits de CVAE perçue par le département ou la région au titre des entreprises générant la perte de produits compensée pour la commune ou l'EPCI l'année précédente et l'année même, doit être supérieure à 5 % (le CFL ayant demandé que ce seuil soit abaissé à 2 %) de la somme du produit fiscal :
  - des impositions mentionnées respectivement à l'article 1586 et 1599 *bis* du CGI ;
  - de la majoration ou la minoration des ressources perçue ou prélevée au titre du 2 de l'article 78 de la LF 2010.

**LA COMPENSATION DE PERTES DE RESSOURCES DE REDEVANCES DES MINES**

**LES CONDITIONS D'ELIGIBILITE DES COMMUNES ET EPCI A LA COMPENSATION DES PERTES DE RDM**

▪ **Article 5 :** Sont éligibles à la compensation des pertes de ressources de redevance des mines (RDM) prévue par le 3 de l'article 78 de la LF 2010 susvisée, les communes et les EPCI à fiscalité propre qui ont enregistré, par rapport à l'année précédente une perte de ressources de RDM à condition qu'elle représente au moins 5 % (le CFL ayant demandé que ce seuil soit abaissé à 2 %) du produit fiscal global :

- de la RDM de l'année précédant celle où intervient la perte de ressources de RDM ;
- des impositions mentionnées au [I.] de l'article 1379 du CGI l'année précédant celle où est constatée la perte de ressources de RDM ;
- de la TaSCom prévue par la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972 perçue l'année qui précède la constatation de la perte de ressources de RDM ;
- de la majoration ou la minoration des ressources perçue ou prélevée au titre du [2.] de l'article 78 de la LF2010.

**LE VERSEMENT A L'EPCI A FPU DE LA COMPENSATION  
EN CAS DE PERTE DE PRODUIT DE RDM SUBIE PAR UNE COMMUNE ENTRANTE**

▪ **Article 6 :** Dans le cas où, au cours de l'année précédant celle de la constatation de la perte de ressources de RDM, une commune adhère à un EPCI soumis au régime fiscal prévu par l'article 1609 *nonies C* du CGI, seul cet EPCI, sous réserve de respecter les conditions prévues à l'article 6 (?) du présent décret, peut bénéficier, à compter de l'année de constatation de la perte, de la compensation définie au 3 de l'article 78 de la LF 2010.

**LES CONDITIONS D'ELIGIBILITE DES COMMUNES ET EPCI A LA COMPENSATION DES PERTES DE CFE ENTRE 2010 ET 2011**

▪ **Article 7 :** Sont éligibles à la compensation des pertes de bases de CFE 2011 prévue au [3.IV.] de l'art. 78 de la LF 2010 :

- les communes et les EPCI soumis au régime fiscal défini au I. et II. de l'article 1609 *quinquies C* du CGI dont la perte de produits de CFE 2011 est supérieure ou égale à 5% (le CFL ayant demandé que ce seuil soit abaissé à 2 %) de la somme globale du produit fiscal de la taxe d'habitation, des taxes foncières et de la compensation-relais perçue au titre de l'année 2010
- les EPCI soumis au régime fiscal de l'article 1609 *nonies C* du CGI dont la perte de produits de CFE 2011 est supérieure ou égale à 5% (le CFL ayant demandé que ce seuil soit abaissé à 2 %) de la compensation-relais perçue au titre de l'année 2010.

▪ Le montant de la perte de produit de CFE 2011 est obtenu selon les mêmes modalités que celles décrites au [II.] de l'article 1.

## LA COTISATION FONCIERE DES ENTREPRISES (CFE)

▪ La cotisation foncière des entreprises (CFE), détaillée dans le présent volet, correspond à la part foncière de l'ancienne taxe professionnelle. Elle ne bénéficie plus de l'abattement général de 16 %, mais les taux de référence de la CFE ont été ajustés en conséquence : en 2011, ont été repris les taux de TP 2010, auxquels sera appliqué un coefficient de 0,84.

La base imposable de CFE est donc déterminée à partir de la valeur locative des biens, calculée comme en matière de taxe foncière sur les propriétés bâties et de taxe foncière sur les propriétés non bâties, mais :

- sans tenir compte de l'actualisation des valeurs locatives opérée en 1980,
- et sans déduction de l'abattement de 50 % ou de 20 % appliqué pour le calcul du revenu cadastral servant de base aux TFB et TFNB.

En revanche, les revalorisations forfaitaires annuelles prévues à l'article 1518 *bis* sont applicables. Pour le calcul de cette CFE, la valeur locative des immobilisations industrielles bénéficie d'un abattement de 30 %.

▪ La cotisation foncière des entreprises est due chaque année par les personnes physiques ou morales ou par les sociétés non dotées de la personnalité morale (*ex : régies municipales non dotées de la personnalité morale, indivisions, sociétés de fait*) ou les fiduciaires, pour leur activité exercée en vertu d'un contrat de fiducie, qui exercent à titre habituel une activité professionnelle non salariée.

Pour l'établissement de la CFE, les activités de location ou de sous-location d'immeubles (*autres que les activités de location ou sous-location d'immeubles nus à usage d'habitation*) sont réputées exercées à titre professionnel. Toutefois, la CFE n'est pas due lorsque l'activité de location ou de sous-location d'immeubles nus est exercée par des personnes qui en retirent des recettes brutes HT inférieures à 100.000 euros.

▪ En ce qui concerne les titulaires de bénéfices non commerciaux employant moins de 5 salariés, leur imposition spécifique, confirmée initialement dans le projet de loi, a été censurée par le Conseil constitutionnel. Pour celui-ci, la difficulté :

- ne portait pas (comme cela avait été soulevé lors des débats au Sénat, notamment lors de la discussion du sous-amendement 484) sur la différence de traitement entre les titulaires de BNC et les titulaires de bénéfices industriels et commerciaux (BIC),
- mais reposait sur la « *différence de traitement entre des contribuables placés objectivement dans une même situation, la seule différence résultant du nombre de salariés* ».

« *Ainsi, le rapprochement du droit commun et du régime particulier a permis de souligner une différence de situation pour des titulaires de BNC, les agents d'affaires, les fiduciaires pour l'accomplissement de leur mission et les intermédiaires de commerce au chiffre d'affaires inférieur à 500.000 euros, dès lors qu'ils emploient plus ou moins de 5 salariés. Certes, dans les deux cas, ils auraient été exonérés de CVAE. Mais ceux employant moins de 5 salariés auraient été soumis à une CFE dont la base ajoute 5,5 % des recettes à la valeur locative des biens passibles d'une taxe foncière. Au contraire, ceux qui emploient plus de 4 salariés n'auraient été soumis qu'à la CFE, fondée sur la seule valeur locative des biens* ».

Le Conseil constitutionnel a jugé que le fait d'imposer davantage, parmi les contribuables visés ci-dessus réalisant moins de 500.000 euros de CA, ceux qui emploient moins de 5 salariés constitue une rupture caractérisée du principe d'égalité devant l'impôt.

☞ *Il résulte de cette censure une perte de produit de CFE d'environ 840 millions d'euros, dont le coût est supporté par l'État. Certes, les titulaires de bénéfices non commerciaux sont soumis à la cotisation sur la valeur ajoutée quel que soit le nombre de leur salariés, à partir de 152.500 euros de CA, mais le mode de calcul du dégrèvement dégressif de cette cotisation [voir volet 3] fait que, en pratique, le paiement d'une cotisation réelle ne s'effectue qu'à compter de 500.000 euros de CA.*

▪ Le [II.] de l'article 21 de la 1<sup>ère</sup> LFR 2011 a institué, pour les impositions établies au titre des années 2010 et 2011, un dégrèvement temporaire de CFE en faveur des contribuables ayant subi des hausses de cotisation au profit des syndicats de communes à contributions fiscalisées. Ce dégrèvement (accordé sur demande) est égal à la différence positive, entre :

- le montant de la CFE émis au profit des syndicats de communes, dû au titre de 2010,
- et le montant de TP émis au profit de ces syndicats, qui aurait été dû au titre de 2010 en l'absence de réforme.

▪ Tous les redevables de la cotisation foncière des entreprises (CFE) sont assujettis à une cotisation minimum, établie au lieu de leur principal établissement. Cette cotisation est établie à partir d'une base dont le montant, fixé par le conseil municipal (ou communautaire), doit être compris :

- entre 206 et 2.065 euros, pour les contribuables dont le montant du chiffre d'affaires ou des recettes hors-taxes est inférieur à 100.000 euros,
- entre 206 et 6.102 euros, pour les autres contribuables.

**À défaut de délibération pour les 2 premières catégories de redevables ou pour l'une d'entre elles seulement, le montant de la base minimum est égal au montant de la base minimum de TP appliqué en 2009. Toutefois, lorsque le montant de la base minimum de CFE est supérieur aux plafonds de 2.030 ou de 6.000 euros pour ces 2 catégories de redevables ou pour l'une d'entre elles seulement, les communes et les EPCI peuvent réduire le montant de la base minimum.**

Les conseils municipaux ont la faculté de réduire le montant des bases minimum de CFE (ou celui de la base minimum de TP appliqué en 2009), de moitié au plus :

- pour les assujettis n'exerçant leur activité professionnelle qu'à temps partiel ou pendant moins de 9 mois de l'année,
- **et pour les assujettis dont le montant HT des recettes ou du chiffre d'affaires est inférieur à 10 000 euros.**

**Toutes ces délibérations peuvent être prises jusqu'au 31 décembre, pour une application à compter de l'année suivante.**

▪ Le crédit d'impôt (égal à 750 euros par salarié) prévu à l'article 1647 C *septies* en faveur des entreprises implantées dans les zones de restructuration de la défense (ZRD) est rendu applicable à la CFE, sans modification.

▪ Le dégrèvement en cas de diminution des bases d'imposition, dit également « dégrèvement pour réduction d'activité » (DRA) prévu à l'article 1647 *bis* est rendu applicable à la CFE, sans modification majeure.

▪ A la différence de la TP, les redevables de la CFE ne sont pas tenus de déclarer chaque année leurs bases d'imposition à la CFE. Toutefois, 2 catégories de situations donnent lieu au dépôt d'une déclaration :

- 1447 C, en cas de création ou changement d'exploitant,
- 1447 M, en cas de variation de la consistance des locaux ou de modification d'un quelconque des éléments de la déclaration précédemment déposée, s'agissant de la CFE, de la CVAE ou de l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER).

▪ L'exigibilité et le paiement de la CFE sont régis par les mêmes dispositions qu'en matière de TP. Ainsi, la CFE et les taxes additionnelles sont recouvrées par voie de rôles, suivant les modalités et sous les garanties et sanctions prévues en matière de contributions directes (article 1679 *quinquies*). Ces cotisations donnent lieu au versement d'un acompte par les redevables les plus importants.

La CFE est due, au plus tard, au 15 décembre de l'année d'imposition. Elle donne lieu au versement d'un acompte (égal à 50 % du montant de la CFE et des taxes additionnelles mis en recouvrement au titre de l'année précédente) lorsque :

- la cotisation de l'année précédente est au moins égale à 3.000 €,
- et que le redevable n'a pas demandé le paiement mensualisé prévu à l'article 1681 *quater A*.

Le solde, exigible à compter du 1<sup>er</sup> décembre de l'année d'imposition, est dû au plus tard le 15 décembre de la même année.

▪ Aux termes de l'article L.135 du livre des procédures fiscales (LPF), la DGFIP transmet chaque année aux collectivités locales les rôles généraux des impôts directs locaux comportant les impositions émises à leur profit.

La DGFIP transmet également des cédérom en fonction des options formulées en juin par les collectivités. A défaut de réponse à cette date, c'est le cédérom Visu DGFIP CFE-IFER qui est transmis.

Le cédérom Visu DGFIP version CFE et IFER est un outil de visualisation des données du rôle des CFE (et des IFER). Il s'agit donc d'un simple outil de consultation, dont les données ne sont accessibles qu'en visualisation et ne sont pas modifiables, alors que le cédérom Fichier CFE (et IFER) permet, au moyen d'un logiciel externe, de restituer les données et d'effectuer, le cas échéant, des requêtes.

Toutes les communes et EPCI souhaitant disposer du cédérom fichier CFE et IFER, permettant d'effectuer des requêtes, doivent impérativement en faire la demande aux services de la DGFIP avant la fin du mois de juin.

▪ Enfin, pour 2012, les valeurs locatives foncières de l'ensemble des propriétés (non-bâties et bâties, industrielles ou non) sont revalorisées forfaitairement de + 1,80 %.

[article 1467 du CGI]

LE CAS GENERAL : LA VALEUR LOCATIVE FONCIERE COMME BASE DE LA CFE

▪ [1°] La cotisation foncière des entreprises a pour base la valeur locative des biens passibles d'une taxe foncière situés en France, à l'exclusion des biens exonérés de taxe foncière sur les propriétés bâties en vertu des [11°] et [12°] de l'article 1382.

☞ Les 11° et 12° de l'article 1382 concernent les outillages et autres installations et moyens matériels d'exploitation des établissements industriels, ainsi que les immobilisations destinées à la production d'électricité d'origine photovoltaïque.

Les biens taxés sont ceux dont le redevable a disposé pour les besoins de son activité professionnelle pendant la période de référence définie aux articles 1467 A et 1478 (pour les immobilisations et les recettes imposables, il s'agit du dernier exercice de 12 mois clos au cours de l'avant-dernière année précédant celle de l'imposition, lorsque l'exercice ne coïncide pas avec l'année civile), à l'exception de ceux qui ont été détruits ou cédés au cours de la même période.

☞ L'assiette de la CFE ne comporte que les valeurs foncières, et non plus, comme celle de la TP, les équipements et biens mobiliers

▪ Toutefois, ne sont pas compris dans la base de la CFE :

- [1°] les biens destinés à la fourniture et à la distribution de l'eau lorsqu'ils sont utilisés pour l'irrigation (pour les 9/10<sup>èmes</sup> au moins de leur capacité),
- [2°] les parties communes des immeubles dont dispose l'entreprise qui exerce une activité de location ou de sous-location d'immeubles.

☞ Cette modification est justifiée par la difficulté d'établissement des rôles correspondants.

▪ La valeur locative des biens passibles d'une taxe foncière est calculée suivant les règles fixées pour l'établissement de cette taxe.

LA DIMINUTION DE 30 % DE LA VALEUR LOCATIVE DES IMMOBILISATIONS INDUSTRIELLES, APPLICABLE A LA SEULE BASE DE LA CFE

▪ Pour le calcul de l'impôt, la valeur locative des immobilisations industrielles définie à l'article 1499 (évaluée selon la méthode comptable) est diminuée de 30 %.

☞ Le Sénat s'est interrogé sur la pertinence de prévoir un abattement applicable à la fois à la CFE et à la taxe foncière sur les propriétés bâties.

Un sous-amendement (Sénat n° 544) a limité cette diminution à la seule CFE, mais avait porté son taux de 15 % à 35 %. La commission mixte paritaire a quant à elle fixé le taux de cet abattement à 30 %.

LE CAS SPECIFIQUE DES TITULAIRES DE BNC (EX : PROFESSIONS LIBERALES)

▪ [2°] Dans le cas des titulaires de bénéfices non commerciaux (BNC), des agents d'affaires, des fiduciaires pour l'accomplissement de leur mission et des intermédiaires de commerce, employant moins de 5 salariés et n'étant pas soumis à l'impôt sur les sociétés, la base de la CFE correspond :

- à 5,5 % (au lieu de 6 % actuellement) des recettes,
- et à la valeur locative des biens passibles d'une taxe foncière (déterminée conformément au [1°] ci-dessus) dont le contribuable a disposé pour les besoins de son activité professionnelle pendant la période de référence.

☞ Il s'agit des mêmes redevables que ceux soumis actuellement à la TP « fraction recettes », avec les mêmes bases et un taux de prise en compte des recettes abaissé de 6 % à 5,5 %.

Le sous-amendement n° 484 (Sénat) à l'origine de l'abaissement du taux de prise en compte des recettes précise que « le poids de la TP supportée par les entreprises est plus faible dans le nouveau dispositif ».

Dès lors, concernant l'imposition des contribuables titulaires de BNC (ex : cabinets d'avocats employant moins de 5 salariés), la part des recettes imposées doit également être revue à la baisse, afin qu'ils ne soient pas, « une fois de plus, les oubliés de la réforme de la TP ».

Un autre sous-amendement (n° 101), ayant le même objectif, indiquait que « ces redevables sont comparativement désavantagés par rapport à ceux qui relèvent du régime des bénéfices industriels et commerciaux (BIC) et du droit commun de la TP (qui bénéficieront du barème progressif de la cotisation sur la valeur ajoutée, dont le montant sera nul pour ceux dont le chiffre d'affaires est inférieur à 500.000 euros). « Ainsi, le professionnel libéral qui emploie 6 salariés bénéficiera de la réforme, mais pas celui qui emploie 4 personnes ».

Ce sous-amendement avait pour objectif de « limiter les disparités de traitement avec celui des BIC, dans l'attente d'un rapprochement des deux régimes ».

Les associations d'élus locaux ont demandé à plusieurs reprises que l'imposition spécifique (environ 800 millions d'euros) soit remplacée par une autre imposition, et non pas par une dotation de compensation, prise en charge par l'État (et figée).

Or, rien dans le PLF 2011, ne prévoyait le remplacement de l'impôt censuré par une nouvelle imposition.

Un amendement, présenté par le rapporteur général de la commission des finances de l'Assemblée nationale, a proposé un mécanisme qui permet une taxation minimum spécifique pour les redevables ayant un chiffre d'affaires supérieur à 100.000 euro (voir l'article 1647 D.1).

Cette disposition n'aura toutefois pas un impact suffisant pour compenser la diminution très importante des cotisations de CFE des titulaires de bénéfices non commerciaux.

#### L'ARRONDI DES BASES A L'EURO LE PLUS PROCHE

- Les **éléments** servant à la détermination des **bases** de la **CFE** (et des taxes additionnelles) sont **arrondis à l'euro le plus proche**. La fraction d'euro égale à **0,50** est **comptée pour 1**.

#### L'APPLICATION DE LA CFE A COMPTER DE 2010

- Les **dispositions** du nouvel **article 1467** s'appliquent à compter des **impositions** établies au titre de l'**année 2010**.

#### L'analyse de la commission des finances de l'Assemblée Nationale sur cette disposition (ayant pour origine la suppression, par le Conseil Constitutionnel, de l'assiette recettes)

- Le **Gouvernement** a décidé de **prendre acte** de cette **décision**, sans chercher à compenser la perte de produit fiscal en résultant et **propose**, en conséquence, des **dispositions** qui sont **essentiellement de coordination**.
- Une **modification** proposée est toutefois **substantielle**. Elle concerne les **modalités de taxation des sociétés civiles professionnelles, des sociétés civiles de moyens et des groupements réunissant des membres de professions libérales**.
- Ces **sociétés et groupements** étaient **transparents en matière de taxe professionnelle**. La taxe professionnelle était **établie au nom de chacun de leurs membres au prorata des droits dans la société ou dans le groupement**, modalité d'imposition qui n'avait **pas, a priori, de conséquence sur le montant total d'impôt dû**. Il en était de même dans la réforme votée par le Parlement. La **suppression de l'assiette recettes** par la décision du Conseil constitutionnel aboutit toutefois désormais à une **situation différente**.
- **En CFE, la suppression de l'assiette recettes réduit fortement l'impôt dû. La transparence des sociétés et groupements** devient, en conséquence, susceptible de **rendre chacun des membres de la société ou du groupement redevable de la cotisation minimale** (sous réserve du montant de cotisation due après répartition de la valeur locative des immeubles). La **transparence** devient donc **potentiellement défavorable** aux **contribuables** concernés.
- Par ailleurs, la **suppression de l'assiette recettes** a également pour **effet de rendre les contribuables concernés redevables de la CVAE** (impôt dont ils étaient exonérés dans la réforme telle que votée par le Parlement). Or, pour cet impôt et compte tenu de sa progressivité, **la transparence restreint le champ des redevables** (en excluant ceux qui réalisent, individuellement, moins de 152 500 euros de chiffre d'affaires) **et diminue le montant de l'impôt payé** par ceux qui sont redevables de l'impôt (en augmentant le « dégrèvement barémique » et en « repoussant » l'assujettissement effectif à la CVAE minimale de 250 euros).
- Le Gouvernement a proposé de **supprimer la transparence des sociétés et groupements en rendant individuellement redevables de la CFE leurs associés et membres**, modification qui emporte leur **assujettissement** dans les **mêmes conditions** à la CVAE. Cette suppression est figure dans le [L.] de l'**article 108** (lequel supprime, en outre, une disposition indépendante, relative aux fiduciaires, déplacée).
- Pour les **collectivités locales prises globalement**, la mesure a sans doute pour effet de **majorer les recettes fiscales**. C'est clairement le cas pour les **régions** et les **départements** qui ne perçoivent que la CVAE. Cela l'est **sans doute également pour le bloc communal**, bien que la mesure puisse être défavorable à des contribuables ayant des niveaux de cotisation minimale élevés ou à des contribuables ne franchissant pas le seuil d'assujettissement à la CVAE même après « imposition commune » des associés.
- **Pour l'État, la mesure est probablement coûteuse**. Elle produira une **augmentation du « dégrèvement barémique » plus importante** que le **supplément de CVAE** effectivement payé.
- Pour les **contribuables**, elle est **théoriquement** :
  - **défavorable aux plus grandes structures** qui se trouveront effectivement redevables de la CVAE après « dégrèvement barémique »,
  - **et favorable aux petites structures** aux VLF faibles et sises dans des communes ou EPCI avec des cotisations minimales élevées.

## L'ÉVALUATION DES VALEURS LOCATIVES DES LOCAUX COMMERCIAUX ET BIENS DIVERS

[article 1498 du CGI]

- La **valeur locative** de tous les **biens autres** que les **locaux** visés au [I.] de l'article 1496 (*locaux servant à l'exercice d'une activité salariée à domicile et d'une activité professionnelle non commerciale*) et que les **établissements industriels** visés à l'article 1499 est **déterminée** au moyen de **l'une des méthodes** indiquées ci-après :

### L'ÉVALUATION EN FONCTION DE LA VALEUR DE LOCATION A DES CONDITIONS DE PRIX NORMALES

- [1°] pour les **biens donnés en location** à des **conditions de prix normales**, la **valeur locative** est celle qui ressort de cette **location** ;

### L'ÉVALUATION PAR COMPARAISON

- [2°a.] pour les **biens loués** à des **conditions de prix anormales** ou **occupés** par leur **propriétaire**, **occupés** par un **tiers à un autre titre que la location**, **vacants** ou **concedés à titre gratuit**, la **valeur locative** est **déterminée** par **comparaison**.

Les **termes de comparaison** sont **choisis** dans la **commune**. Ils peuvent être choisis **hors de la commune** pour procéder à l'évaluation des **immeubles d'un caractère particulier ou exceptionnel** ;

- [2°b.] la **valeur locative** des **termes de comparaison** est **arrêtée** :
  - soit **en partant du bail** en cours à la **date de référence** de la **révision** lorsque l'**immeuble type** était **loué normalement** à cette date,
  - soit, dans le **cas contraire**, par **comparaison** avec des **immeubles similaires** situés dans la **commune** ou dans une **localité** présentant, du point de vue économique, une **situation analogue** à celle de la commune en cause et qui faisaient l'objet à cette date de **locations** consenties à des **conditions de prix normales** ;

### L'ÉVALUATION PAR VOIE D'APPRECIATION DIRECTE

- [3°] à **défaut** de ces bases, la **valeur locative** est déterminée **par voie d'appréciation directe**.

## L'ÉVALUATION DES VALEURS LOCATIVES DES IMMOBILISATIONS INDUSTRIELLES (SELON LA METHODE COMPTABLE)

[article 1499 du CGI]

- La **valeur locative** des **immobilisations industrielles** passibles de la taxe foncière sur les propriétés bâties est ainsi déterminée :

$$\boxed{\begin{array}{l} \text{prix de revient des différents éléments (revalorisé à l'aide} \\ \text{des coefficients prévus pour la révision des bilans)} \\ \text{(article 21 de l'annexe 3 du CGI)} \end{array}} \times \boxed{\begin{array}{l} \text{taux d'intérêt fixés par décret} \\ \text{en Conseil d'État} \\ \text{(articles 310 L et M de l'annexe II)} \end{array}}$$

- Avant application** éventuelle de ces **coefficients** le **prix de revient** des **sols et terrains** est **majoré de 3 %** pour **chaque année** écoulée depuis l'entrée du bien dans le patrimoine du propriétaire.

- Un **décret en Conseil d'État** fixe les **taux d'abattement** applicables à la **valeur locative** des **constructions et installations** afin de tenir compte de la date de leur entrée dans l'actif de l'entreprise (**article 310 I bis** de l'**annexe II**).

- Une **déduction complémentaire** est, en outre, accordée à **certaines catégories d'établissements**, en raison de leur **caractère exceptionnel**, apprécié d'après la nature des opérations qui y sont faites ; ces **catégories d'établissements** sont **déterminés** par un **décret en Conseil d'État**, qui fixe également les **limites et conditions d'application** de la **déduction** (**article 310 K** de l'**annexe II**).

☞ L'**abattement de 30 %** vise à **corriger la différence** entre :

- la **VL** des **établissements industriels** qui a évolué avec leur **valeur réelle**,
- et celle des **autres locaux**, qui est devenue en partie **obsolète**.

[article 1500 du CGI]

- Les **bâtiments et terrains industriels** sont **évalués** :
  - [1°] selon les **règles** fixées à l'**article 1499** lorsqu'ils figurent à l'**actif du bilan** de leur **propriétaire** ou de leur **exploitant**, et que celui-ci est **soumis** aux **obligations** définies à l'**article 53 A** ;
  - [2°] selon les **règles** fixées à l'**article 1498** lorsque les **conditions** prévues au [1°] ne sont **pas satisfaites**.

## L'ÉVALUATION DES TERRAINS ET DES BATIMENTS INDUSTRIELS : LES CONDITIONS D'APPLICATION DE LA METHODE COMPTABLE ET DE LA METHODE PARTICULIERE

[extrait de l'instruction DGFIP n° 6 C 4-12 du 9 mars 2012]

### LES CONDITIONS D'APPLICATION DE LA METHODE COMPTABLE

- Il résulte des **dispositions** de l'**article 1500** du CGI que les **bâtiments et terrains industriels** sont **évalués** selon les **règles** fixées à l'**article 1499** du CGI lorsque :
  - ils figurent à l'**actif du bilan** de leur **propriétaire** ou de leur **exploitant**,
  - et que celui-ci est **soumis** aux **obligations** définies à l'**article 53 A** du CGI.

☞ *La méthode comptable consiste à appliquer au prix de revient de leurs différents éléments, revalorisé à l'aide des coefficients qui avaient été prévus pour la révision des bilans, des taux d'intérêt fixés par décret en Conseil d'État.*
- Deux **conditions cumulatives** doivent donc être **satisfaites** pour que les **bâtiments et terrains industriels** soient **évalués** selon la **méthode comptable** prévue à l'**article 1499** du CGI :
  - le **bien** doit être **inscrit** à l'**actif d'un bilan**,
  - le **propriétaire** ou l'**exploitant** doit être **soumis** aux **obligations** de l'**article 53 A** du CGI.

#### LA CONDITION TENANT AU BIEN QUI DOIT FAIRE L'OBJET D'UNE INSCRIPTION A L'ACTIF D'UN BILAN

- Les **bâtiments et terrains industriels** doivent être **inscrits à l'actif du bilan** soit de leur **propriétaire**, soit de leur **exploitant**.

Lorsque le **bien** n'est **pas inscrit** à l'**actif du bilan** du **propriétaire** ou de l'**exploitant**, la **méthode comptable** n'est donc **pas applicable**.

- Lorsque les **biens** visés sont **exploités par le propriétaire**, la **condition d'inscription à l'actif du bilan** s'**apprécie** par rapport à sa **situation**.
- Lorsque le **propriétaire n'exploite pas lui-même son bien**, la **condition d'inscription à l'actif du bilan** doit être **satisfaite** :
  - soit par le **propriétaire**,
  - soit par l'**exploitant**.

Cette **situation** se rencontre notamment en présence d'**installations affectées à un service public** (*installations aéroportuaires, installations de production et de distribution d'eau potable, etc.*) :

- **appartenant** à une **collectivité publique** (*État, collectivités territoriales...*),
- et **mises à la disposition** d'une **personne morale délégataire** dans le cadre d'un **contrat de concession**.

Dans ce cas, en **application** de l'**article 393-1** du **plan comptable général**, le **cessionnaire** doit **inscrire** les **biens exploités** à l'**actif** de son **bilan**.

En revanche, dans le cas d'un **service public exploité sous forme de régie intéressée**, le **régisseur** ne peut **pas inscrire** le **bien exploité** à son **actif** dès lors que, **sur le plan comptable** (*Bulletin CNC n° 86, 1991*), le **contrat** est **traité** comme un **contrat de mandat**.

Dans ces conditions, l'**évaluation** des **biens mis en régie** doit donc être **opérée** par **application** de la **méthode particulière** (*CE 28 février 2007, n° 279 624, SA Saur France*), **sous réserve** de l'**application** de la **méthode** prévue au [I.] de l'**article 1501** du CGI pour les **biens acquis ou créés avant le 1<sup>er</sup> janvier 1974**.

**LA CONDITION TENANT AU PROPRIETAIRE OU A L'EXPLOITANT  
QUI DOIT ETRE SOUMIS AUX OBLIGATIONS DE L'ARTICLE 53 A DU CGI**

- Cette seconde **condition** doit être **appréciée au regard** de la **personne** qui a **inscrit les terrains et bâtiments industriels** à l'**actif** de son **bilan**.

La **nature industrielle ou commerciale** de l'**activité** du **contribuable** ayant inscrit ces immobilisations industrielles à son actif est **désormais sans influence** sur l'**application** des **dispositions** de l'**article 1500** du CGI.

Les **contribuables concernés** par les **obligations** prévues à l'**article 53 A** du CGI sont **ceux soumis à l'impôt sur les bénéfiques** (*impôt sur le revenu, pour les titulaires de bénéfiques industriels et commerciaux et les titulaires de bénéfiques agricoles, ou impôt sur les sociétés*) selon un **régime réel d'imposition**.

Il en est ainsi d'une **société civile immobilière** qui :

- **opte** pour son **assujettissement** à l'**impôt sur les sociétés**,
- et **entre** dans le **champ d'application** de l'**article 53 A** du CGI.

Par conséquent, un **immeuble inscrit** au **bilan** d'une **société civile immobilière** qui a **opté** pour l'**impôt sur les sociétés** pourra être **évalué** selon la **méthode comptable**, dès lors qu'il **fait partie** d'un **établissement industriel**.

Est **sans incidence** sur l'**application** de la **méthode comptable** la **circonstance** :

- que l'**immeuble** soit **loué nu** par la **société civile immobilière**,
- et que les **aménagements** soient **réalisés** par le **locataire**.
- Sont **exclues** du **champ d'application** de la **méthode comptable** les **immobilisations appartenant** à des **entreprises** ou **utilisées** par des **exploitants** relevant du **régime micro-entreprise** prévu à l'**article 50-0** du CGI.

A cet égard, une **option éventuelle** pour un **régime de bénéfice réel** reste **sans incidence** sur la **méthode comptable**, dès lors que l'**entreprise relève normalement du forfait**.

- L'**article 54** du CGI fait **obligation** aux **contribuables** mentionnés à l'**article 53 A** de **présenter** une **comptabilité commerciale complète**, comportant notamment un **bilan** faisant état des **immobilisations corporelles**.

**LES CONDITIONS D'APPLICATION DE LA METHODE PARTICULIERE**

- La **méthode particulière** s'applique aux **terrains et constructions** constituant un **établissement industriel**, lorsque le **propriétaire** ou l'**exploitant** n'est **pas astreint** aux **obligations** définies à l'**article 53 A**.
- Elle **s'applique** également lorsque les **bâtiments et terrains industriels** appartiennent à des **propriétaires** ou sont **utilisés** par des **exploitants** qui sont **astreints** aux **obligations** de l'**article 53 A**, lorsque ces **biens** ne figurent **pas** à l'**actif** de leur **bilan**.
- La **circonstance** qu'une **immobilisation totalement amortie** ne comporte plus qu'une **valeur comptable nette nulle** ne saurait conduire à **considérer** qu'elle a **disparu du bilan** et à **rendre applicable** à la **méthode particulière**.
- La **méthode d'évaluation particulière**, définie à l'**article 1498** du CGI et prévue pour l'**évaluation** des **locaux commerciaux et biens divers**, comporte **3 modalités d'évaluation différentes** :
  - à partir du **bail**, **sous réserve** que les **locaux** aient été **loués** à des **conditions de prix normales** au **1<sup>er</sup> janvier 1970** (**article 1498-1°**),
  - à **défaut**, **par comparaison** avec un **local-type** pour les **biens** qui n'étaient **pas loués** à des **conditions normales** au **1<sup>er</sup> janvier 1970** (**article 1498-2°**),
  - **par voie d'appréciation directe**, sur la **base** de la **valeur vénale** si les deux **méthodes précédentes font défaut** (**article 1498-3°**).

**L'ENTREE EN VIGUEUR**

- L'**article 1500** dans sa **rédaction** issue des dispositions de l'**article 101** de la **loi de finances rectificative pour 2008** s'**applique** depuis les **impositions établies au titre de 2009**.

Ces **règles** s'appliquent donc pour la **détermination** des **bases** retenues pour les **impositions de taxe foncière sur les propriétés bâties**, de **taxe professionnelle**, de **cotisation foncière des entreprises** et de **taxes annexes** établies sur les **mêmes bases** au titre des **années 2009 et suivantes**.

- Il convient de **régler** les **litiges en cours ou à venir** afférents aux **années antérieures à 2009**, en matière de **taxe professionnelle**, de **taxe foncière** sur les propriétés bâties ou de **taxes annexes**, en faisant **application** de la **jurisprudence précitée du Conseil d'État**.

[article 1518 B du CGI]

LES MODALITES DE CALCUL EN CAS D'APPORTS, DE SCISSIONS OU DE FUSIONS DE SOCIETES

- **A compter du 1er janvier 1980, la valeur locative des immobilisations corporelles acquises à la suite d'apports, de scissions, de fusions de sociétés ou de cessions d'établissements réalisés à partir du 1er janvier 1976 ne peut pas être inférieure aux 2/3 de la valeur locative retenue l'année précédant l'apport, la scission, la fusion ou la cession.**
- Les dispositions du 1<sup>er</sup> alinéa s'appliquent aux seules immobilisations corporelles directement concernées par l'opération d'apport, de scission, de fusion ou de cession, dont la valeur locative a été retenue au titre de l'année précédant l'opération.
- Les valeurs locatives des biens passibles d'une taxe foncière déterminées conformément au présent article sont majorées dans les conditions prévues à l'article 1518 bis.
- **A compter du 1er janvier 1992, la valeur locative des immobilisations corporelles acquises à la suite d'opérations mentionnées au 1<sup>er</sup> alinéa réalisées à compter du 1er janvier 1989 et jusqu'au 31 décembre 1991 ne peut pas être inférieure à 85 % de la valeur locative retenue l'année précédant l'opération lorsque les bases des établissements concernés par une opération représentaient la même année plus de 20 % des bases de taxe professionnelle imposées au profit de la commune d'implantation.**
- Pour les opérations mentionnées au 1<sup>er</sup> alinéa réalisées à compter du 1er janvier 1992, la valeur locative des immobilisations corporelles ne peut pas être inférieure aux 4/5<sup>ème</sup> de son montant avant l'opération.

L'APPLICATION DES MEMES DISPOSITIONS EN CAS DE TRANSMISSIONS UNIVERSELLES DE PATRIMOINE

- Il en est de même pour les transmissions universelles du patrimoine mentionnées à l'article 1844-5 du code civil et réalisées à compter du 1er janvier 2010, pour la valeur locative des seules immobilisations corporelles directement concernées par ces opérations.

LES DIFFERENTES EXCEPTIONS

- **Par exception aux dispositions du 5<sup>ème</sup> alinéa, pour les opérations mentionnées au 1<sup>er</sup> alinéa réalisées à compter du 1er janvier 2005 de reprise d'immobilisations d'une entreprise faisant l'objet d'une procédure de redressement judiciaire, la valeur locative des immobilisations corporelles ne peut pas, pendant la procédure et dans les 2 années suivant la clôture de celle-ci, être inférieure à 50 % de son montant avant l'opération.**
- **Par exception aux 5<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup> alinéas, pour les opérations mentionnées au 1<sup>er</sup> alinéa réalisées à compter du 1er janvier 2006 et pour les opérations mentionnées au 6<sup>ème</sup> alinéa, la valeur locative des immobilisations corporelles ne peut pas être inférieure à :**
  - [a.] 90 % de son montant avant l'opération pour les opérations entre sociétés membres d'un groupe au sens de l'article 223 A,
  - [b.] sous réserve des dispositions du [a.], 50 % de son montant avant l'opération pour les opérations de reprise d'immobilisations prévue par un plan de cession ou comprises dans une cession d'actifs en sauvegarde, en redressement ou en liquidation judiciaire, jusqu'à la 2<sup>ème</sup> année suivant celle du jugement ordonnant la cession ou autorisant la cession d'actifs en cours de période d'observation.
- **Par exception aux 5<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup> alinéas, pour les opérations réalisées à compter du 1er janvier 2011 et mentionnées au 1<sup>er</sup> ou au 6<sup>ème</sup> alinéa, la valeur locative des immobilisations corporelles ne peut pas être inférieure à :**
  - [1°] 100 % de son montant avant l'opération lorsque, directement ou indirectement, l'entreprise cessionnaire contrôle l'entreprise cédante ou est contrôlée par elle, ou ces deux entreprises sont contrôlées par la même entreprise,
  - [2°] 90 % de son montant avant l'opération, pour les opérations autres que celles mentionnées au [1°] entre sociétés membres d'un groupe au sens de l'article 223 A,
  - [3°] sous réserve des dispositions des [1°] et [2°], 50 % de son montant avant l'opération pour les opérations de reprise d'immobilisations prévue par un plan de cession ou comprises dans une cession d'actifs en sauvegarde, en redressement ou en liquidation judiciaire, jusqu'à la 2<sup>ème</sup> année suivant celle du jugement ordonnant la cession ou autorisant la cession d'actifs en cours de période d'observation.

▪ Par exception aux 5<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup> alinéas, la valeur locative d'une immobilisation corporelle cédée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011 et rattachée au même établissement avant et après la cession ne peut pas être inférieure à 100 % de son montant avant l'opération lorsque, directement ou indirectement, l'entreprise cessionnaire :

- contrôle l'entreprise cédante,
- ou est contrôlée par elle,
- ou lorsque ces deux entreprises sont contrôlées par la même entreprise.

#### L'APPLICATION DES DISPOSITIONS AUX TERRAINS ET CONSTRUCTIONS

▪ Le présent article s'applique distinctement aux 2 catégories d'immobilisations suivantes : terrains et constructions.

▪ Pour la détermination de la valeur locative servant de base à la CFE :

- les dispositions de l'article 1518 B telles qu'elles résultent des dispositions ci-dessus s'appliquent des dispositions ci-dessus s'appliquent à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010,
- et les dispositions résultant de l'avant-dernier alinéa (relatif à la VL d'une immobilisation corporelle cédée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011) s'appliquent aux immobilisations cédées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010.

☞ Le dispositif anti-abus est ainsi inscrit au sein de l'article relatif aux valeurs locatives servant de base à la fois à la CFE et aux taxes foncières.

#### L'APPLICATION EN 2010 DE LA VALEUR LOCATIVE EN CAS D'APPORTS, DE SCISSIONS, DE FUSIONS OU DE TRANSMISSIONS UNIVERSELLES DE PATRIMOINE

##### [6.1.33 de l'article 2 de la LF 2010]

▪ Pour l'application de l'article 1518 B en 2010, la valeur locative des immobilisations corporelles retenue l'année précédant l'une des opérations mentionnées à cet article s'entend :

- de la valeur locative retenue pour le calcul de la TP des seuls biens passibles de taxe foncière,
- à l'exclusion des biens exonérés de TFB en application des [11°] et [12°] de l'article 1382 (outillages et autres installations et moyens matériels d'exploitation des établissements industriels).

#### LE LIEU D'ETABLISSEMENT DE LA CFE

##### [article 1473 du CGI]

▪ La CFE (comme la TP) est établie dans chaque commune où le redevable dispose de locaux ou de terrains, en raison de la valeur locative des biens qui y sont situés [voir article 310 HK de l'annexe [II.] du CGI].

▪ La CFE due à raison des activités de remplacement au lieu du principal établissement mentionné par les intéressés sur leur déclaration de résultats lorsqu'ils ne disposent pas de locaux ou de terrains.

☞ Le 3<sup>ème</sup> alinéa de l'ancien article 1473 (faisant référence à l'abattement de 3.800 euros, prévu au [4°] de l'article 1469, en faveur de certains redevables sédentaires) a été supprimé.

#### LA PERIODE DE REFERENCE RETENUE POUR DETERMINER LES BASES DE LA CFE

##### [article 1467 A du CGI]

▪ Sous réserve des [II.] (création d'établissement), [III.] (établissement produisant de l'énergie électrique), [IV.] (changement d'exploitant), et [VI] (associations non soumises à l'impôt sur les sociétés) de l'article 1478, la période de référence retenue pour déterminer les bases de la cotisation foncière des entreprises est :

- l'avant-dernière année précédant celle de l'imposition,
- ou le dernier exercice de 12 mois clos au cours de cette même année (lorsque cet exercice ne coïncide pas avec l'année civile).

## LA BASE D'IMPOSITION À LA CFE

[extraits de l'instruction de la DGFIP n° 6 E-7-11 du 8 juillet 2011]

- Aux termes de l'article 1467, la CFE a pour **base la valeur locative des biens passibles d'une taxe foncière situés en France**, à l'exclusion des **biens exonérés de taxe foncière** sur les propriétés bâties en vertu des [11°] et [12°] de l'article 1382, dont le redevable a disposé pour les **besoins** de son **activité professionnelle** pendant la **période de référence**, à l'**exception** de ceux qui ont été **détruits** (*l'immeuble en cause peut être détruit volontairement démolition pour reconstruction*) ou **involontairement la suite d'un sinistre** : *inondation, incendie, séisme...*) ou **cédés** au cours de la **même période**.
- Toutefois, ne sont **pas compris** dans la **base d'imposition à la CFE** les **biens destinés à la fourniture** et à la **distribution d'eau** lorsqu'ils sont **utilisés pour l'irrigation** pour les **9/10<sup>ème</sup>** au moins de leur **capacité**.
- De plus, pour le **calcul de la CFE**, la **valeur locative des immobilisations industrielles** définie à l'article 1499 est **diminuée de 30 %**.
- Enfin, compte tenu de la **décision du Conseil constitutionnel 2009-599 DC du 29 décembre 2009**, les **titulaires de bénéfices non commerciaux**, les **agents d'affaires**, les **fiduciaires** pour l'accomplissement de leur mission et les **intermédiaires de commerce** employant **moins de 5 salariés** et n'étant **pas soumis** de plein droit ou sur option à l'**impôt sur les sociétés** ne sont **pas imposés à la CFE** sur une **fraction de leurs recettes**.

Comme l'ensemble des redevables de la CFE, la **base d'imposition** de ces contribuables ne comprend que la **valeur locative des biens passibles d'une taxe foncière**.

### LA VALEUR LOCATIVE DES BIENS PASSIBLES D'UNE TAXE FONCIERE, SEUL ELEMENT DE LA BASE TAXABLE

- Sont **compris** dans la **base d'imposition à la CFE** les **biens passibles d'une taxe foncière** dont le redevable a disposé pour les **besoins** de son **activité professionnelle** pendant la **période de référence** à l'**exception** de ceux qui ont été **détruits** ou **cédés** au cours de la même période et de ceux qui font l'objet d'une **exonération expresse**.

### LES BIENS COMPRIS DANS LA BASE D'IMPOSITION

#### LA CONDITION LIEE A LA NATURE DES BIENS

- Les seuls **biens susceptibles d'être pris en compte** dans la **base d'imposition à la CFE** sont désormais les **biens passibles d'une taxe foncière**, à l'exclusion :
  - des **biens** qui sont **exonérés** de taxe foncière sur les propriétés bâties en application des [11°] et [12°] de l'article 1382 ; ces **biens** étaient **évalués** et **imposés** (*par application du 1° de l'article 1469*) à la **TP** dans les **mêmes conditions** que les **équipements et biens mobiliers** ;
  - des **biens destinés à la fourniture et à la distribution d'eau** lorsqu'ils sont utilisés pour l'**irrigation** pour les **9/10<sup>èmes</sup>** au moins de leur capacité ; ces biens étaient **également exonérés de TP**.

Les **biens passibles d'une taxe foncière** pris en compte dans la **base d'imposition à la CFE** sont donc les **mêmes** que ceux qui étaient **imposés** en tant que tels en matière de **TP**.

#### Les biens visés aux 11° et 12° de l'article 1382 exclus de la base de CFE

- Ne sont notamment **pas imposables** les **biens d'équipement spécialisés**, c'est-à-dire les **immobilisations** qui sont **intégrées** directement et matériellement dans le **processus** de **fabrication**, de **transformation** ou de **manutention** et qui servent **spécifiquement** à l'exercice de l'**activité professionnelle** (cf. DB 6 C-124).

Il s'agit des **outillages** et autres **moyens matériels d'exploitation** des **établissements industriels** visés au [11°] de l'article 1382.

#### Les immobilisations destinées à la production d'électricité d'origine photovoltaïque

- Les **immobilisations** destinées à la **production d'électricité d'origine photovoltaïque** visées au [12°] de l'article 1382 sont **exclues** de la **base de CFE**.

### Les biens destinés à la fourniture et à la distribution d'eau exclus, sous certaines conditions

- Sont **exclus** les **terrains et constructions** destinés à la **fourniture** et à la **distribution d'eau** lorsqu'ils sont utilisés pour l'**irrigation** pour les **9/10<sup>ème</sup>** au moins de leur **capacité**.
- Pour **apprécier** la proportion des **9/10<sup>ème</sup>**, il convient de **rapprocher**, pour chaque réseau, les **quantités totales d'eau livrées** annuellement à **l'ensemble des utilisateurs**, de celles **fournies** à des **exploitants agricoles**.

#### LA CONDITION LIEE A LA DISPOSITION DES BIENS

- Les **seuls biens susceptibles** d'être **pris en compte** dans la **base d'imposition à la CFE** sont les **biens** dont dispose le **redevable** pour les **besoins de son activité professionnelle**, c'est-à-dire :
  - **les biens placés sous le contrôle de l'intéressé** (*critère du contrôle du bien*),
  - **et utilisés par lui matériellement** (*critère de l'utilisation matérielle*) pour la **réalisation des opérations qu'il effectue** (*critère de la finalité de l'utilisation*).
- Dans la **généralité des cas**, les **biens donnés en location, en crédit-bail ou mis à disposition d'une autre personne à titre gratuit** sont **imposables** respectivement chez le **locataire**, le **crédit-preneur** ou l'**utilisateur à titre gratuit**.

Dans certaines hypothèses, le **critère de l'utilisation matérielle** n'est **pas pertinent** et peut donc être **écarté**. Tel est le cas des **locaux donnés en location ou sous-location** pour une **courte durée** qui sont, de ce fait, considérés comme **demeurant sous le contrôle du fournisseur de l'hébergement** au sens de l'**article 1467**.

☞ Par un arrêt en date du 27 juillet 2001 (SA UFB Locabail, n° 219281), le Conseil d'État a énoncé que « la valeur locative des biens, qui, pendant la durée d'exécution du contrat, entre, selon les modalités définies au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 1469, dans les bases de la TP due par le preneur, sous le contrôle duquel ils sont placés et qui les utilise matériellement, ne saurait, si, par l'effet d'une résiliation du contrat ou d'un défaut de levée de l'option d'achat, le contrôle desdits biens vient à échoir au crédit-bailleur, être, de ce seul fait, intégrée dans les bases de la TP dont celui-ci est redevable ».

Il résulte ainsi de cet arrêt que les biens remis par le preneur au crédit-bailleur, à la suite de la rupture du contrat et conservés sans être utilisés par ce dernier jusqu'au 31 décembre de la période de référence, sont considérés comme n'étant pas à la disposition de celui-ci au sens de l'article 1467-1° a) et sont dès lors exclus de la base d'imposition à la TP due par le crédit-bailleur. Ces biens échappent donc à toute taxation.

L'administration s'est ralliée à cette jurisprudence qui est transposable à la CFE.

Les bases taxables d'une SCM comprennent la valeur locative des locaux à usage non privatif des membres de la SCM (comme par exemple, le local du secrétariat et de la salle d'attente servant à l'ensemble des membres de la SCM), pour lesquels le critère de l'utilisation matérielle n'apparaît pas pertinent, dont elle a conservé le contrôle dès lors qu'elle en assure la gestion et l'entretien.

La base d'imposition à la CFE de chaque membre de la SCM sera en conséquence égale à la valeur locative des seuls locaux dont il a la jouissance exclusive.

- Sont au demeurant **expressément exclus**, comme en matière de TP, les **biens détruits ou cédés au cours de la période de référence** ou qui ont **cessé d'être pris en location** durant cette même période.

D'une manière générale, il convient de **se placer soit au 31/12/N-2**, soit à la **date de clôture de l'exercice de 12 mois clos en N-2**. En contrepartie, **aucune réduction prorata temporis** ne peut être **pratiquée** sur la **valeur locative des immobilisations** entrées dans l'actif ou prises en location au cours de la période de référence et qui demeurent à la disposition du redevable à la fin de cette même période.

#### LA CONDITION LIEE A L'AFFECTATION A L'USAGE PROFESSIONNEL

##### Les principes

- Comme c'était le cas s'agissant de la TP, la **valeur locative d'un bien** n'est retenue dans la base d'imposition que si ce **bien est affecté à un usage professionnel**, c'est-à-dire s'il est susceptible d'être utilisé comme **instrument de travail**.

### Les redevables de la CFE exerçant conjointement une activité imposable et une activité exonérée

▪ Les **règles** qui existaient en matière de **TP** sont **reprises** pour l'application de la **CFE**. A titre de rappel, il convient de **distinguer** selon que :

- les **deux activités** sont exercées dans des **locaux distincts** : la **CFE** ne porte que sur les **locaux où est exercée l'activité imposable**,
- les **deux activités** sont exercées dans les **mêmes locaux**, les **locaux** peuvent être **utilisés** :
  - **successivement** : dans cette hypothèse, il convient de **retenir seulement une fraction de la valeur locative des terrains et bâtiments**. Cette **fraction** est **calculée**, en principe, au **prorata des temps d'utilisation**, soit :

$$\frac{\text{valeur locative totale} \times \text{durée d'utilisation se rapportant à l'activité imposable}}{\text{durée d'utilisation se rapportant aux deux activités (exonérée et imposable)}}$$

- ou **simultanément** : le **contribuable** doit alors **estimer**, sous sa propre responsabilité, dans **quelles proportions** le **local** est **affecté à l'activité imposable**. Le **service** devra cependant **s'assurer** de la **cohérence** entre cette **estimation** et celle qui a pu être faite en **matière d'imposition des bénéficiaires**.

### LA DETERMINATION DE LA VALEUR LOCATIVE

#### LE CAS GENERAL

▪ La **valeur locative** des biens passibles d'une taxe foncière est **calculée suivant les règles fixées** pour l'établissement de cette **taxe foncière**.

La **base imposable de CFE** est donc **déterminée à partir de la valeur locative des biens**, calculée comme en matière de taxe foncière sur les propriétés bâties et de taxe foncière sur les propriétés non bâties, **mais** :

- **sans tenir compte** de l'**actualisation des valeurs locatives opérée en 1980** conformément au [III.] de l'**article 1518**,
- **et sans déduction de l'abattement de 50 % ou de 20 %** appliqué pour le calcul du **revenu cadastral** servant de base respectivement à la **taxe foncière sur les propriétés bâties** et à la **taxe foncière sur les propriétés non bâties**.

En revanche, les **revalorisations forfaitaires annuelles** prévues à l'**article 1518 bis** sont **applicables**.

#### LES CAS DES ETABLISSEMENTS INDUSTRIELS

▪ La **valeur locative** des **immobilisations industrielles** visées à l'**article 1499**, c'est-à-dire la **valeur locative des bâtiments et terrains évalués selon la méthode comptable**, est **diminuée de 30 %**.

Conformément au **1<sup>er</sup> alinéa** de l'**article 1499**, la **valeur locative** des **immobilisations industrielles** passibles de la **taxe foncière sur les propriétés bâties** est **déterminée** en appliquant au **prix de revient** de leurs différents éléments, **revalorisé** à l'aide des **coefficients** qui avaient été **prévus pour la révision des bilans**, des **taux d'intérêt fixés par décret** en Conseil d'État.

La **jurisprudence** est venue **préciser le champ d'application** de cette mesure.

Ainsi, le **Conseil d'État** considère que revêtent un **caractère industriel**, au sens de l'**article 1499**, les **établissements** dont l'**activité** nécessite d'**importants moyens techniques**, non seulement lorsque cette activité consiste dans la **fabrication** ou la **transformation de biens corporels mobiliers**, mais aussi lorsque le **rôle** des **installations techniques, matériels et outillages** mis en œuvre est **prépondérant** (arrêts du Conseil d'État du 27 juillet 2005 n° 261899 et 273663, Sté des Pétroles Miroline).

L'**abattement de 30 %** s'applique à la détermination de la **base d'imposition à la CFE** et non à la **taxe foncière**.

Cet **abattement** s'applique **après les dispositions de l'article 1518 B** et **préalablement à tout autre abattement, réduction ou exonération**.

### La valeur locative « plancher »

La **valeur locative retenue** dans la base d'imposition à la **taxe foncière (TF)** et à la **CFE** est, pour **certains biens**, déterminée à partir de leur **prix de revient**. Cette valeur locative se trouve donc **modifiée** lorsque ces **biens** sont **cédés à un autre redevable**.

L'**article 1518 B** a pour objet d'éviter qu'à l'**occasion de ces cessions**, les **collectivités territoriales** ne subissent des **pertes de matière imposable trop importantes**, alors même que la **cession des biens** est **sans incidence sur l'activité** de l'établissement cédé.

Cet **article** est **antérieur à la réforme de la TP** et s'appliquait en matière de **TF** et de **TP**. Pour **plus de précisions**, il est renvoyé à la **DB 6 E-2223** et au **BOI 6 E-5-05**.

Avant les **modifications** issues de la **LF pour 2010**, la **valeur locative** pour l'imposition à la **TF** et à la **TP** des **immobilisations corporelles acquises** à la suite d'**apports**, de **scissions**, de **fusions de sociétés** ou de **cessions d'établissements** ne pouvait pas être **inférieure** aux **4/5<sup>ème</sup>** de son **montant avant l'opération**.

Par **exception**, la **valeur locative** ne pouvait pas être **inférieure** à :

- **90 %** de son **montant avant l'opération** pour les **opérations entre sociétés membres d'un groupe** au sens de l'**article 223 A** ;
  - **50 %** de son **montant avant l'opération** pour les **opérations de reprise d'immobilisations** prévue par un **plan de cession** ou **comprises dans une cession d'actifs en sauvegarde, en redressement ou en liquidation judiciaire**, jusqu'à la **2<sup>ème</sup> année** suivant celle du **jugement** ordonnant la cession ou autorisant la cession d'actifs en cours de période d'observation.
- Les **articles 2** de la **LF 2010** et l'**article 108** de la **LF 2011** ont **maintenu le dispositif de valeur locative « plancher »** prévu par l'**article 1518 B** et en ont **élargi le champ**.

### Les modalités de calcul de la valeur locative « plancher » en 2010

Pour l'**application** de l'**article 1518 B** en **2010**, la **valeur locative** des immobilisations corporelles retenue l'**année précédant** l'une des **opérations** mentionnées à cet article s'entend de la **valeur locative retenue pour le calcul de la TP** des **seuls biens passibles de taxe foncière**, à l'**exclusion** des **biens exonérés** de taxe foncière sur les propriétés bâties en application des **[11°]** et **[12°]** de l'**article 1382**.

### Les modifications du dispositif

#### **L'inclusion de nouvelles opérations éligibles**

Les transmissions universelles du patrimoine

Le **champ d'application** de l'**article 1518 B** est **étendu** aux opérations de **transmissions universelles du patrimoine** mentionnées à l'**article 1844-5**, du **code civil** et **réalisées à compter du 1er janvier 2010**, pour la valeur locative des seules immobilisations corporelles directement concernées par ces opérations.

Les cessions d'immobilisations corporelles isolées

La **valeur locative plancher** prévue à l'**article 1518 B** s'applique aux **opérations de cessions d'immobilisations corporelles** réalisées à **compter du 1er janvier 2011**, lorsque **deux conditions** sont **simultanément réunies** :

- les **immobilisations** sont **rattachées au même établissement** avant et après la cession ;
- **directement ou indirectement**, l'**entreprise cessionnaire** doit **contrôler l'entreprise cédante** ou être **contrôlée par elle** ou lorsque ces **deux entreprises** sont **contrôlées par la même entreprise**.

Sur la **notion de contrôle** et l'**appréciation de la durée du contrôle**, il est renvoyé au **BOI 6 E-5-05**. Ces **dispositions** sont **applicables** aux **opérations réalisées à compter du 1er janvier 2011**.

Par **exception**, s'agissant de la **seule CFE**, les **cessions d'immobilisations corporelles isolées** sont **soumises** aux dispositions de l'**article 1518 B** à **compter du 1er janvier 2010**.

### L'inclusion d'un nouveau seuil

- L'article 1518 B, dans sa rédaction antérieure à l'article 108 de la LF pour 2011 prévoit de maintenir une valeur locative plancher à hauteur de 80 %, 90 % ou 50 %.
  - A compter du 1er janvier 2011, la valeur locative ne peut pas être inférieure à 100 % de son montant avant l'opération lorsque, directement ou indirectement, l'entreprise cessionnaire ou bénéficiaire de l'apport contrôle l'entreprise cédante, apportée ou scindée ou est contrôlée par elle, ou ces deux entreprises sont contrôlées par la même entreprise dans deux catégories d'opérations :
    - les opérations à l'occasion desquelles l'article 1518 B est susceptible de s'appliquer : notamment les apports et les fusions,
    - les cessions isolées d'immobilisations corporelles.
- Pour plus de précisions sur le contrôle (notion et durée), il est renvoyé au BOI 6 E-5-05.
- Ces dispositions sont applicables aux opérations réalisées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011.
- Par exception, s'agissant de la seule CFE, le seuil de 100 % s'applique à compter du 1er janvier 2010.

### L'ETABLISSEMENT DE LA CFE AU NOM DES PERSONNES QUI EXERCENT L'ACTIVITE IMPOSABLE OU DU GERANT OU DU FIDUCIAIRE

[article 1476 du CGI]

- [I.] La cotisation foncière des entreprises est établie au nom des personnes qui exercent l'activité imposable, dans les conditions prévues en matière de contributions directes, sous les mêmes sanctions ou recours.
- [II.] Par exception aux dispositions du [I.] la cotisation foncière des entreprises est établie :
  - [a] lorsque l'activité est exercée par des sociétés non dotées de la personnalité morale, au nom du ou des gérants,
  - [b] lorsque l'activité est exercée en vertu d'un contrat de fiducie, au nom du fiduciaire.

### LA REPARTITION ENTRE LES COMMUNES DES VALEURS LOCATIVES DES OUVRAGES HYDRO-ELECTRIQUES CONCEDES OU D'UNE PUISSANCE SUPERIEURE A 500 KILOWATTS

[article 1475 du CGI]

- Les valeurs locatives des ouvrages hydro-électriques concédés ou d'une puissance supérieure à 500 kilowatts sont réparties entre les communes sur le territoire desquelles coulent les cours d'eau utilisés ou existent des ouvrages de génie civil, compte tenu de l'importance de ces derniers, de l'existence éventuelle de retenues d'eau et de la puissance hydraulique moyenne devenue indisponible dans la limite de chaque commune, du fait de l'usine.  
Les pourcentages fixant cette répartition sont déterminés par l'acte d'autorisation ou de concession.
- Un décret rendu sur la proposition du ministre de l'économie et des finances, du ministre de l'intérieur et du ministre de l'industrie précise le mode de détermination des pourcentages prévus au 1<sup>er</sup> alinéa ainsi que les conditions d'application de cet alinéa (annexe III, article 323).

### LE CHAMP D'APPLICATION DE LA CFE

[article 1447 du CGI]

#### LES PERSONNES ET ACTIVITES IMPOSABLES A LA CFE

- [I.] La cotisation foncière des entreprises est due chaque année par les personnes physiques ou morales ou par les sociétés non dotées de la personnalité morale ou les fiduciaires pour leur activité exercée en vertu d'un contrat de fiducie qui exercent à titre habituel une activité professionnelle non salariée.

☞ Le champ des redevables est explicitement étendu (comme la doctrine applicable à la TP) aux sociétés non dotées de la personnalité morale (ex : régies municipales non dotées de la personnalité morale, indivisions, sociétés de fait).

#### LES ACTIVITES DE LOCATION OU DE SOUS-LOCATION D'IMMEUBLES

- Pour l'établissement de la CFE, les activités de location ou de sous-location d'immeubles (autres que les activités de location ou sous-location d'immeubles nus à usage d'habitation) sont réputées exercées à titre professionnel.

Toutefois, la CFE n'est pas due lorsque l'activité de location ou de sous-location d'immeubles nus est exercée par des personnes qui, au cours de la période de référence (définie à l'article 1467 A) en retirent :

- des recettes brutes hors-taxes (au sens de l'article 29) inférieures à 100.000 euros,
- ou un chiffre d'affaires, au sens du [I. 1.] de l'article 1586 sexies, inférieur à 100.000 euros.

#### LES MODALITES D'APPLICATION EN CAS DE PERIODE DE REFERENCE INFERIEURE OU EGALE A 12 MOIS

- Lorsque la période de référence ne correspond pas à une période de 12 mois, le montant des recettes ou du chiffre d'affaires est ramené ou porté, selon le cas, à 12 mois.

#### LES CAS DE NON-SOUMISSION A LA CFE

- [II.] La CFE n'est pas due par les organismes mentionnés au 1<sup>er</sup> alinéa du [I bis.] de l'article 206 qui remplissent les trois conditions fixées par ce même alinéa (*associations non soumises à l'impôt sur les sociétés*).
- [III.] Les personnes et sociétés mentionnées au [I.] ne sont pas soumises à la CFE à raison de leurs activités qui ne sont assujetties ni à l'impôt sur les sociétés ni à l'impôt sur le revenu en raison des règles de territorialité propres à ces impôts.

### L'ANNUALITE DE LA CFE

[article 1478 du CGI]

#### LA PERIODE D'ACTIVITE POUR LAQUELLE EST DUE LA CFE

- [I.] La CFE (comme la TP) est due pour l'année entière par le redevable qui exerce l'activité le 1<sup>er</sup> janvier.
- Toutefois, le contribuable qui cesse toute activité dans un établissement n'est pas redevable de la CFE pour les mois restant à courir, sauf :
  - en cas de cession de l'activité exercée dans l'établissement,
  - ou en cas de transfert d'activité.

#### LES CONSEQUENCES D'UNE EMISSION AU TITRE D'UN AUTRE CONTRIBUABLE

- Lorsqu'au titre d'une année une CFE a été émise au nom d'une personne autre que le redevable légal de l'impôt, l'imposition de ce dernier, au titre de la même année, est établie au profit de l'Etat dans la limite du dégrèvement accordé au contribuable imposé à tort.

#### L'EXONERATION L'ANNEE DE CREATION D'UN ETABLISSEMENT

- [II.] En cas de création d'un établissement autre que ceux mentionnés au [III.], la CFE n'est pas due pour l'année de la création.

#### LA BASE D'IMPOSITION POUR LES 2 ANNEES SUIVANT LA CREATION

- Pour les 2 années suivant celle de la création, la base d'imposition est calculée d'après les biens passibles de taxe foncière dont le redevable a disposé au 31 décembre de la 1<sup>ère</sup> année d'activité.

#### LA REDUCTION DE MOITIE DE LA BASE EN CAS DE CREATION D'ETABLISSEMENT

- En cas de création d'établissement, la base du nouvel exploitant est réduite de moitié pour la 1<sup>ère</sup> année d'imposition.

☞ Le sous-amendement n° 413 (AN) à l'origine de cette modification, constatant que l'avantage accordé la 1<sup>ère</sup> année en cas de création d'établissement (réduction de moitié de la taxe professionnelle) n'était pas repris, a rétabli cette réduction, en estimant que « rien ne justifie de remettre en cause les mesures en faveur de la création d'entreprises et d'établissements, en particulier dans le contexte économique actuel.

En vertu du [11.] de l'article 2 de la LF 2010, il est institué un prélèvement sur les recettes de l'État compensant les pertes de recettes résultant, pour les communes et les EPCI à fiscalité propre, des dispositions du dernier alinéa du [II.] de l'article 1478 du code général des impôts.

## LES PERSONNES PASSIBLES DE LA COTISATION FONCIÈRE DES ENTREPRISES

[extraits de l'instruction de la DGFIP n° 6 E-7-11]

- La CFE est due chaque année par les **personnes physiques ou morales**, les **sociétés non dotées de la personnalité morale** ou les **fiduciaires** pour leur activité exercée en vertu d'un contrat de fiducie qui exercent une **activité passible de la CFE**.
- Par ailleurs, en application de l'article 1586 ter, l'**assujetti à la CVAE se définit** selon les **mêmes principes** que l'**assujetti à la CFE**.

### LES PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES

- Sous réserve des précisions relatives aux SCP et SCM données ci-après, la CFE est **due**, comme la TP, par **toute personne physique ou morale** exerçant une **activité passible de la CFE**, quels que soient :
  - son **statut juridique** (entrepreneur individuel, société, association, fondation, personne morale de droit public.),
  - la **nature** de son **activité** (industrielle, commerciale, non commerciale...),
  - sa **situation** au regard de la TVA et de l'**impôt sur les bénéfices** (cf. toutefois les règles de territorialité).

### LES ORGANISMES NON DOTES DE LA PERSONNALITE MORALE

- Sous réserve des précisions relatives aux SCP et SCM données ci-après, lorsque l'**activité** est **exercée** par un **organisme non doté de la personnalité morale**, il convient de **distinguer** selon qu'il s'agit ou **non** d'une **société**.

#### LE CAS OU L'ORGANISME NON DOTE DE LA PERSONNALITE MORALE N'EST PAS UNE SOCIETE

- Lorsque l'**organisme** non doté de la personnalité morale n'est **pas** une **société**, la CFE est **due**, comme l'était la TP :
  - **par la personne morale dont émane** cet **organisme** (exemples : *régies municipales non dotées de la personnalité morale, fondations universitaires régies par les articles L. 719-12 et suivants du code de l'éducation*),
  - **par le fiduciaire** lorsque l'activité est exercée en vertu d'un **contrat de fiducie** (4<sup>ème</sup> alinéa de l'article 1476 et, à compter des impositions établies au titre de 2011, du [l.] de l'article 1447).

#### LE CAS OU L'ORGANISME NON DOTE DE LA PERSONNALITE MORALE EST UNE SOCIETE

- La CFE est **due** par les **sociétés non dotées de la personnalité morale**. Il s'agit des sociétés **de fait** et des sociétés **en participation**.
- Pour autant, l'**imposition** est **libellée au nom** :
  - du ou des **associés connus des tiers** pour les impositions de CFE dues au titre de **2010** ;
  - du ou des **gérants à compter** des impositions de CFE dues au titre de **2011**.

### LE CAS DES SOCIETES CIVILES PROFESSIONNELLES, DES SOCIETES CIVILES DE MOYENS ET DES GROUPEMENTS REUNISSANT DES MEMBRES DE PROFESSIONS LIBERALES DOTES OU NON DE LA PERSONNALITE MORALE

- Pour les **sociétés civiles professionnelles (SCP)**, **sociétés civiles de moyens (SCM)** et **groupements** réunissant des membres de **professions libérales** dotés ou non de la personnalité morale, **jusqu'aux impositions** dues au titre de **2010**, l'**imposition** à la CFE était **établie** au nom de **chacun des membres** comme c'était le cas **en matière de TP**.
- **A compter des impositions dues au titre de 2011**, ces **structures** sont **imposables en leur nom propre** dans les **conditions de droit commun**.
- Les **SCM** sont **imposées** à la CFE **en leur nom propre** à compter des impositions établies au titre de 2011 pour leur **activité de groupement de moyens**.
- Il convient de préciser que les **associés des SCM** sont **imposables** à la CFE **en leur nom propre** dès lors qu'ils exercent une **activité imposable**.

## LES ACTIVITES PASSIBLES DE LA CFE

[extraits de l'instruction de la DGFIP n° 6 E-7-11]

- Au titre de l'article 1447, pour être **passible** de la CFE, une **activité** doit :
  - être **exercée**, dans les limites du **territoire national**, à **titre habituel**,
  - et revêtir un **caractère professionnel non salarié**.

L'article 1447 est **modifié** sur deux points :

- certaines **activités de location ou sous-location d'immeubles nus** entrent dans le **champ de la CFE**,
- les **règles de territorialité de l'impôt** sont **précisées**.

## LES CARACTERISTIQUES DES ACTIVITES IMPOSABLES

- Le **champ de la CFE** est **identique** à celui de la TP, à l'**exception** de l'**extension du champ d'application** de la CFE aux **activités de location ou de sous-location d'immeubles nus à usage autre que l'habitation** et procurant :
  - des **recettes brutes hors taxes** au sens de l'article 29 **supérieures ou égales à 100.000 €**,
  - ou un **chiffre d'affaires** au sens du [I.] de l'article 1586 **sexies supérieur ou égal à 100.000 €**.

### L'ACTIVITE PROFESSIONNELLE NON SALARIEE EXERCEE A TITRE HABITUEL

- Les **caractéristiques** des **activités imposables** de la CFE sont **identiques** à celles de la TP :
  - l'activité doit présenter un **caractère habituel** ;
  - elle doit être **exercée à titre professionnel**, ce qui exclut les personnes qui se bornent à gérer leur patrimoine privé (*sur le cas particulier de certaines locations nues, voir plus loin*) et les activités sans but lucratif ;
  - elle ne doit **pas** être **rémunérée par un salaire**.

#### Le caractère habituel

- Cette **première condition** est considérée comme **satisfaite** lorsque les **actes** qui caractérisent l'activité imposable sont **effectués de manière répétitive**.

#### Le caractère professionnel

- Une **activité** même effectuée à titre habituel ne peut revêtir un **caractère professionnel** que si :
  - elle est **exercée dans un but lucratif**,
  - et si elle n'est **pas limitée à la gestion d'un patrimoine privé**, sous réserve des développements ci-après concernant les activités de location et de sous-location d'immeubles nus.

Concernant plus particulièrement les **activités relevant de la gestion d'un patrimoine privé**, le **Conseil d'État**, dans sa **décision du 25 octobre 2010** (n° 309473, *Société Thomson Licensing*), précise que l'**exercice** d'une **activité professionnelle non salariée**, au sens des dispositions de l'article 1447, n'est **caractérisé** que **si** l'**activité** :

- est **régulière**,
- et repose sur la **mise en œuvre de moyens matériels et humains**.

Lorsque l'**exploitation d'une activité** est **concedée à un tiers**, les **revenus** que la **société concédante** en tire sont le **fruit d'une activité professionnelle**, au sens de ces mêmes dispositions :

- dès lors que cette **activité se rattache** à son **objet statutaire**, pour lequel elle met en œuvre **de manière régulière des moyens matériels et humains**,
- ou, **si tel n'est pas le cas**, si elle **partage** avec le **concessionnaire** les **risques de l'exploitation**.

#### L'activité non salariée

- **Comme** en matière de TP, les **titulaires de traitements et salaires** au sens de l'impôt sur le revenu ne sont **pas passibles de la CFE**.

D'une manière générale, les **salariés** s'entendent des **personnes placées dans un état de subordination** vis-à-vis de leur **employeur**.

Par ailleurs, l'**option** pour le **régime fiscal des salariés** exercée par des personnes exerçant une **activité non commerciale** au sens de l'article 92 demeure **sans incidence sur le champ de la CFE**. Ces **personnes** ne sont en effet **pas placées** dans un **état de subordination** vis-à-vis d'un employeur.

## L'ACTIVITE DE LOCATION OU DE SOUS LOCATION D'IMMEUBLES NUS A USAGE AUTRE QUE L'HABITATION

- Le **champ de la CFE** diffère de celui de la **TP** s'agissant des **locations d'immeubles nus**. En effet :
  - sont **réputées exercées à titre professionnel** les **activités de location ou de sous-location d'immeubles**, autres que les activités de location ou de sous-location d'immeubles nus à usage d'habitation ;
  - la **CFE** n'est toutefois **pas due** lorsque l'**activité de location ou de sous-location d'immeubles nus** est exercée par **des personnes** qui, au cours de la **période de référence**, en retirent des **recettes brutes hors taxes** au sens de l'**article 29** ou un **chiffre d'affaires** au sens du [I.1.] de l'**article 1586 sexies** pour un montant inférieur à **100 000 €**.

### L'imposition des activités de location ou de sous-location de locaux meublés

- Comme en matière de **TP**, la **location** ou la **sous-location** de **locaux meublés** constitue par nature une **activité professionnelle passible de la CFE**.

Toutefois, ne constitue **pas** l'exercice d'une **activité professionnelle impliquant la mise en œuvre de moyens matériels ou intellectuels** le fait de **donner à bail commercial de longue durée** un **logement garni de meubles à un preneur** afin que celui-ci **exerce lui-même**, en le **sous-louant** à des tiers et pour son propre compte, une **activité d'hébergement**, à raison de laquelle il est redevable de la CFE (CE du 24 mars 2006, n° 269716, M. Denis).

Il est précisé que la **loi** prévoit des **cas d'exonération** en faveur de **certaines locations ou sous-locations meublées à usage d'habitation**, rendues applicables à la CFE, sans modification de fond.

☞ *Le [3°b.] de l'article 1459 est actualisé : à la référence à l'article 58 de la loi n° 65-997 du 29 novembre 1965, abrogé, est substituée la référence à l'article L.324-1 du code du tourisme.*

### Les nouvelles règles relatives à la location ou la sous-location d'immeubles nus

- En matière de **TP**, les **activités de location ou de sous-location** portant sur des **immeubles nus** étaient, en principe :
  - considérées comme **relevant de la gestion d'un patrimoine privé**,
  - et placées, à ce titre, **hors du champ d'application de l'impôt**.
- Au regard de la **CFE**, l'**ensemble des activités de location et de sous-location d'immeubles**, à l'**exception** de celles afférentes à des **immeubles nus à usage d'habitation**, entre dans le **champ d'application de la CFE**.

Toutefois, les **activités de location ou de sous-location d'immeubles nus à usage autre que l'habitation** n'entrent effectivement dans le **champ de la CFE** que lorsqu'un **montant minimum de 100 000 €** soit de **recettes brutes hors taxes** au sens de l'**article 29**, soit de **chiffre d'affaires** au sens du [I.1.] de l'**article 1586 sexies** est tiré de cette activité.

- Le fait que les **activités de location ou de sous-location d'immeubles nus** soient opérées à **titre principal ou secondaire** est **sans incidence** sur les **conditions d'imposition à la CFE** de ces activités.

### Exemple

Une **entreprise** dont l'**activité principale** consiste à effectuer des **prestations de conseil en ressources humaines** et qui réalise, à **titre secondaire**, des **activités de location ou de sous-location nue** pour un **montant** de chiffre d'affaires **égal ou supérieur à 100 000 €**, réalise une activité de location entrant dans le **champ d'application de la CFE**.

### Les opérations imposables à la CFE

- Sont **imposables à la CFE** les **activités de location et de sous-location**. Ainsi, sous réserve du montant de recettes ou de chiffre d'affaires, est **imposable à la CFE** :
  - le **propriétaire du bien, bailleur** ;
  - le cas échéant, le **locataire intermédiaire**.

En cas de **conventions en cascade**, l'**activité de chaque bailleur**, propriétaire ou locataire intermédiaire, est **imposable**.

De même, un **crédit-preneur, locataire des biens** qu'il prend en **crédit-bail** conformément à l'**article L. 313-7 du code monétaire et financier**, qui donne en **sous-location** les biens immobiliers à usage professionnel dont il est **crédit-preneur** est **susceptible d'être imposé à la CFE**.

Pour autant, **seul le contribuable qui dispose de l'immeuble doit le prendre en compte dans sa base d'imposition.**

Si le **baillieur** ne dispose d'**aucun immeuble**, il sera **soumis à la cotisation minimum.**

- L'**activité** de location ou de sous-location doit **porter sur des locaux à usage autre que l'habitation.**

En conséquence, l'**activité de location** n'est **pas réputée professionnelle** au sens de la CFE :

- lorsque le **bien donné en location** est un **garage** ou **emplacement de stationnement** constituant une **dépendance de l'habitation** au sens de la taxe d'habitation (**article 1409** et **instruction DB 6 D-1112**),
- et que la **location**, conclue pour une **durée suffisante**, ne s'accompagne **pas de prestation de services.**

**Les modalités d'appréciation des recettes ou du chiffre d'affaires tirés de l'activité de location ou de sous-location d'immeubles nus à usage autre que l'habitation**

- L'**activité de location ou de sous-location d'immeubles nus à usage autre que l'habitation** entre dans le **champ de la CFE** lorsqu'elle est **exercée par des personnes** qui, au cours de la **période de référence**, en retirent :

- des **recettes brutes** au sens de l'**article 29**,
- ou, à compter de 2011, un **chiffre d'affaires** au sens du [I.1.] de l'**article 1586 sexies** d'un **montant supérieur ou égal à 100 000 €.**

En **deçà** de ce seuil, l'**activité** demeure placée **hors du champ de la CFE.**

- Les **recettes** et le **chiffre d'affaires** s'entendent **hors taxes** : le montant de **100 000 €** s'entend du montant hors taxes des **recettes** ou du **chiffre d'affaires** se rapportant à l'**activité de location ou de sous-location d'immeubles nus.**
- Les **recettes** et le **chiffre d'affaires** sont pris en compte pour leur **montant brut** : **aucune charge n'est admise en déduction des loyers** reçus par le bailleur pour apprécier le seuil de 100 000 €.

**A compter des impositions** établies au titre de l'année **2011**, le **seuil de 100 000 € s'apprécie** :

- pour les **entreprises** relevant des **régimes de valeur ajoutée** des **titulaires de revenus fonciers** et des **titulaires de bénéfices non commerciaux** n'exerçant **pas** l'**option** mentionnée à l'**article 93 A**, en fonction des **recettes**,
- pour les **autres entreprises**, en fonction du **chiffre d'affaires.**

- Les **titulaires de revenus fonciers** et les **titulaires de bénéfices non commerciaux** n'exerçant **pas** l'**option** mentionnée à l'**article 93 A**, visés respectivement au [I.2. et 3.] de l'**article 1586 sexies** retiennent leurs **recettes brutes** pour déterminer le **montant du seuil de 100 000 €.**

**A compter des impositions** de CFE de **2011**, le **seuil de 100 000 €** est apprécié sur la **base du chiffre d'affaires** des **autres entreprises** relevant du régime de valeur ajoutée de droit commun.

☞ *En ce qui concerne les SCI non imposées à l'impôt sur les sociétés et composées uniquement d'associés à l'impôt sur le revenu, le seuil de 100 000 € s'apprécie au regard des recettes, c'est-à-dire des sommes effectivement encaissées, pour les SCI.*

*Pour les autres SCI, le seuil s'apprécie au regard de leur chiffre d'affaires constitué par leurs créances acquises.*

Il s'agit des **mêmes règles** prévues en **CVAE** pour le **calcul du chiffre d'affaires et de la valeur ajoutée.**

- Les **recettes** s'entendent des **recettes** visées à l'**article 29** et, à compter de 2011, le **chiffre d'affaires** s'entend du chiffre d'affaires visé au [I.1.] de l'**article 1586 sexies**

Les **recettes** visées à l'**article 29** à retenir **s'entendent** :

- du montant des **loyers** ;
- du montant des **dépenses incombant normalement à l'assujetti** (propriétaire ou locataire), mais **mises par convention à la charge des locataires** ;
- des **subventions et indemnités** destinées à **financer des charges déductibles de l'impôt sur le revenu** ;
- des **recettes** provenant de la **location du droit d'affichage** ou du **droit de chasse**, de la **concession du droit d'exploitation des carrières**, de **redevances tréfoncières** ou **autres redevances analogues** ayant leur **origine dans le droit de propriété ou d'usufruit.**

**Les modalités d'appréciation des recettes ou du chiffre d'affaires  
des entreprises relevant du régime général**

- **A compter des impositions** de CFE de 2011, le **chiffre d'affaires** des entreprises relevant du **régime général de valeur ajoutée de droit commun** (régime visé au [I.1.] de l'article 1586 **sexies**) est égal à la **somme** :
  - des **ventes de produits fabriqués, prestations de services et marchandises** ;
  - des **redevances pour concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires** ;
  - des **plus-values de cession d'immobilisations** corporelles et incorporelles, lorsqu'elles se rapportent à une **activité normale et courante** ;
  - des **facturations de frais** inscrites au **compte de transfert de charges**.
- Les **recettes** et le **chiffre d'affaires** s'apprécient **au niveau du redevable de la CFE**.

Le **seuil** s'apprécie **au niveau du redevable de la CFE**, indépendamment du nombre d'établissements ou d'immeubles loués.

- Les **recettes à prendre en compte** sont celles **perçues** et le **chiffre d'affaires** est celui **réalisé** au cours de la **période de référence**
- Les **recettes** ou le **chiffre d'affaires à prendre en compte** pour l'appréciation du **seuil de 100 000 €** sont celles **perçues** ou celui **réalisé** au cours de la **période de référence**.
- **A compter des impositions** établies au titre de 2011, lorsque la **période de référence** ne correspond **pas** à une **période de 12 mois**, le **montant des recettes** ou du **chiffre d'affaires** est **ramené ou porté**, selon le cas, à **12 mois**.
  - ☞ *Ni l'entrée dans le champ d'application de la CFE d'une structure existant au 1er janvier 2010 et exerçant l'activité de location ou sous-location d'immeubles nus à usage autre que l'habitation, ni le dépassement du seuil d'assujettissement ne constituent une création d'établissement. Dans ces situations, il n'y a donc pas lieu :*
    - *d'appliquer la réduction de base de moitié pour création d'établissement prévue au 3ème alinéa du II de l'article 1478 ;*
    - *de déposer une déclaration 1447 C, mais une déclaration 1447 M.*
- L'**imposition** de ces activités à la **CVAE** fait l'objet d'une **mesure transitoire** pour les années d'imposition de **2010 à 2018**.

**LA TERRITORIALITE**

- Les **règles de territorialité** de la CFE sont **précisées** au [III.] de l'article 1447 aux termes duquel les **personnes** ou **sociétés** ne peuvent **pas** être **soumises à la CFE à raison de leurs activités** qui ne sont **assujetties ni à l'impôt sur le revenu, ni à l'impôt sur les sociétés** en raison des **règles de territorialité** propres à ces impôts.
- Ainsi, une **personne** :
  - n'entre **pas** dans le **champ de la CFE** dès lors qu'elle n'est **assujettie ni à l'impôt sur le revenu, ni à l'impôt sur les sociétés** en raison des **règles de territorialité** applicables à ces impôts, nonobstant la circonstance qu'elle exercerait une activité dans le champ de la CFE en application du [I.] de l'article 1447 ;
  - exerçant une **activité imposable en France à l'impôt sur le revenu** ou à l'**impôt sur les sociétés** en raison des **règles de territorialité** n'est **imposable à la CFE** que si cette **activité** entre dans le **champ de la CFE** en application du [I.] de l'**article 1447**, indépendamment des biens susceptibles d'être compris dans sa base d'imposition à la CFE.
- ☞ *Une personne étrangère imposable en France à l'impôt sur le revenu ou à l'impôt sur les bénéfices en raison des règles de territorialité propres à ces impôts est imposable à la CFE au titre de cette activité dès lors qu'elle entre dans le champ de la CFE en application du I de l'article 1447, nonobstant la circonstance que cette personne ne disposerait pas d'un établissement au sens de la CFE.*
- Ainsi, une société étrangère donnant en location des immeubles en France est imposable à l'impôt sur les sociétés à raison des revenus tirés de ces immeubles en application du [I.] de l'article 209, sous réserve de l'application d'une convention internationale qui ne permettrait pas à la France d'imposer un tel revenu. Par voie de conséquence, cette société sera imposable à la CFE, quand bien même l'immeuble ne serait pas compris dans sa base d'imposition. Elle sera en pratique imposée à la cotisation minimum.*

## LA PÉRIODE DE RÉFÉRENCE

[extraits de l'instruction de la DGFIP n° 6 E-7-11]

- La **période de référence à retenir** pour déterminer les **bases de la CFE** est la **même** que celle qui était **retenue en matière de TP** et est toujours **définie** aux **articles 1467 A et 1478**.

Elle est **différente** de la **période de référence** applicable à la **CVAE** prévue à l'**article 1586 quinquies**.

De même, **toutes les règles** prévues en matière de **création**, de **changement d'exploitant** et de **transfert d'activité** sont **identiques** à celles qui étaient applicables **en matière de TP**.

### LE CAS GENERAL

- La **période de référence** est constituée par l'**avant-dernière année civile (N-2) précédant** celle de l'**imposition** ou le **dernier exercice de 12 mois clos** au cours de cette **même année** lorsque cet exercice ne coïncide pas avec l'année civile (**article 1467 A**).

Ainsi, **trois situations** peuvent se présenter :

- soit l'**exercice social de 12 mois clos en N-2 coïncide** avec l'**année civile** : on apprécie les **biens au 31/12/N-2**,
- soit l'**exercice social de 12 mois clos en N-2 ne coïncide pas** avec l'**année civile** : on apprécie les biens à la **date de clôture de l'exercice**,
- soit il n'y a **pas d'exercice social de 12 mois clos en N-2** : on retient la date du **31/12/N-2**.

### LE CAS DE LA CREATION D'UN ETABLISSEMENT

- La **CFE n'est pas due** au titre de l'**année de création (article 1478-II)**, sauf s'il s'agit d'un **établissement produisant de l'énergie électrique**.

S'agissant des **établissements produisant de l'énergie électrique**, ils sont **imposables à compter de leur raccordement au réseau**, comme c'était le cas en matière de **TP (article 1478-III)**.

- Pour les **2 années** suivant celle de la **création**, la **période de référence** est constituée par l'**année de création** : la **base à la CFE** est constituée des **biens dont le redevable a disposé au 31 décembre** de la **1<sup>ère</sup> année d'activité**.

Pour la **1<sup>ère</sup> année d'imposition**, c'est-à-dire, dans le cas général, la **2<sup>ème</sup> année d'activité de l'établissement** et dans le cas des **établissements produisant de l'énergie électrique**, l'**année du raccordement au réseau**, la **base d'imposition** du nouvel exploitant est **réduite de moitié**, comme c'était le cas en matière de **TP** (cf. réduction pour **création d'établissement** prévue à l'**article 1478-II**).

### LE CAS DU CHANGEMENT D'EXPLOITANT

- Pour l'**année du changement (article 1478-IV)** :
  - si le **changement** intervient **en cours d'année**, le **cedant** reste **imposé pour l'année entière** et le **cessionnaire n'est pas imposable**,
  - si le **changement** prend **effet le 1er janvier**, le **nouvel exploitant** est **imposé** sur les **bases** relatives à l'**activité** de son **prédécesseur** ; toutefois, lorsque le **changement** ne porte que sur une **partie de l'activité exercée** et dès lors que les **éléments cédés** constituent un **établissement** au sens de l'**article 310 HA de l'annexe II** :
    - le **nouvel exploitant** n'est **imposé** que sur les **bases correspondant aux éléments acquis**,
    - et le **cedant**, sauf cessation complète, reste **imposable** sur les **éléments de l'activité poursuivie**.
- Pour les **2 années** suivant l'année du **changement**, le **nouvel exploitant** est **imposé** dans les **mêmes conditions qu'en cas de création** : la **base à la CFE** est donc **constituée des biens dont le redevable a disposé au 31 décembre** de la **1<sup>ère</sup> année d'activité**.

[suite article 1478 du CGI]

#### L'ASSUJETTISSEMENT DES ETABLISSEMENTS PRODUISANT DE L'ENERGIE ELECTRIQUE

- [III.] Pour les établissements produisant de l'énergie électrique, la CFE est due à compter du raccordement au réseau.

Ces établissements sont imposés, au titre de l'année du raccordement au réseau, d'après la valeur locative de cette année, corrigée en fonction de la période d'activité.

Pour les 2 années suivant celle du raccordement, leurs bases d'imposition sont calculées dans les conditions définies au 2<sup>ème</sup> alinéa du [II.].

#### LA BASE D'IMPOSITION EN CAS DE CHANGEMENT D'ETABLISSEMENT

- [IV.] En cas de changement d'exploitant, la base d'imposition est calculée pour les 2 années suivant celle du changement, dans les conditions définies au 2<sup>ème</sup> alinéa du [II.].
- Si le changement d'exploitant prend effet le 1<sup>er</sup> janvier, le nouvel exploitant est imposé pour l'année du changement sur les bases relatives à l'activité de son prédécesseur.

#### LA CORRECTION DE LA BASE EN CAS D'ACTIVITE SAISONNIERE

- [V.] La valeur locative est corrigée en fonction de la période d'activité :
  - pour les exploitants d'hôtels de tourisme saisonniers classés dans les conditions fixées par le ministre chargé du tourisme,
  - les restaurants, les cafés, les discothèques, les établissements de spectacles ou de jeux,
  - ainsi que les établissements thermaux, exerçant une activité à caractère saisonnier, telle que définie par décret.
- Sur décision de l'organe délibérant de la commune et de l'EPCI, cette disposition s'applique également aux parcs d'attractions et de loisirs exerçant une activité saisonnière.

DEL

*L'Assemblée Nationale avait voté en LFR 2010 un amendement afin d'aligner le régime fiscal des parcs d'attractions sur celui des hôtels, restaurants, cafés, discothèques, établissements de spectacles, de jeux ou thermaux qui bénéficient d'une correction de leur valeur locative s'ils exercent une activité saisonnière. Le Sénat puis la Commission mixte paritaire ont validé cette disposition, tout en précisant qu'elle ne s'appliquerait que sur décision du conseil municipal ou de l'organe délibérant de l'EPCI, afin de laisser le choix à ceux-ci d'accorder ou non la réduction d'assiette.*

#### LES CONDITIONS D'ASSUJETTISSEMENT DES ASSOCIATIONS DEVENANT REDEVABLES DE L'I.S.

- [VI.] Les organismes mentionnés au [II.] de l'article 1447 deviennent imposables dans les conditions prévues au [II-], à compter de l'année au cours de laquelle l'une des 3 conditions prévues au 1<sup>er</sup> alinéa du [1 bis] de l'article 206 n'est plus remplie.

Lorsque l'organisme se livrait à une activité lucrative l'année précédant celle au cours de laquelle il devient imposable, la réduction de base prévue au 3<sup>ème</sup> alinéa du [II] n'est pas applicable.

- Sous réserve des dispositions du 2<sup>ème</sup> alinéa du [I], l'organisme reste redevable de la CFE au titre de l'année au cours de laquelle il remplit les conditions prévues au 1<sup>er</sup> alinéa du [1 bis] de l'article 206, lorsqu'il ne les remplissait pas l'année précédente.

#### LES EXONERATIONS DE LA CFE AU BENEFICE DES OUVRIERS, TRAVAILLANT A FAÇON OU POUR LEUR COMPTE

[article 1452 du CGI]

- Sont exonérés de la cotisation foncière des entreprises :
  - [1°] les ouvriers :
    - qui travaillent soit à façon pour les particuliers, soit pour leur compte et avec des matières leur appartenant
    - qu'ils aient ou non une enseigne ou une boutique,
    - lorsqu'ils n'utilisent que le concours d'un ou plusieurs apprentis âgés de 20 ans au plus au début de l'apprentissage et munis d'un contrat d'apprentissage passé dans les conditions prévues par les articles L. 6221-1. à L.6225-8 du code du travail.
  - [2°] la veuve qui continue avec l'aide d'un seul ouvrier et d'un ou plusieurs apprentis satisfaisant aux mêmes conditions qu'au [1°], la profession précédemment exercée par son mari.

- Les **personnes** mentionnées aux [1°] et [2°] peuvent, sans perdre le bénéfice de l'exonération prévue au présent article, **se faire aider** :
  - de leur **conjoint**, du **partenaire** auquel elles sont liées par un **pacte civil de solidarité (PACS)**,
  - et de leurs **enfants**.
- Ces **dispositions** sont **applicables** aux **sociétés** imposées dans les **conditions** prévues au [4°] de l'article 8.
  - ☞ *Il s'agit de l'associé unique d'une société à responsabilité limitée, lorsque cet associé est une personne physique.*
- Pour l'**appréciation** du nombre de **salariés**, la **période de référence** est l'**année** mentionnée à l'article 1467 A.
  - ☞ *Il s'agit de l'avant dernière année précédant celle de l'imposition (donc l'année n-1).*

#### L'EXONERATION DE CFE EN FAVEUR DES ACTIVITES LIEES A LA PRESSE

##### [article 1458 du CGI]

- Sont **exonérés** de **cotisation foncière des entreprises (CFE)** :
    - [1°] les **éditeurs de feuilles périodiques**, et les **sociétés** dont ils détiennent **majoritairement le capital**, et auxquelles ils confient l'**exécution d'opérations de groupage et de distribution**,
    - [1°bis] les **sociétés coopératives de messageries de presse**, et les **sociétés** dont le **capital** est **détenu majoritairement** par des **sociétés coopératives de messageries de presse** qui leur confient l'**exécution d'opérations de groupage et de distribution** en application de l'article 4 de la loi n° 47-585 du 2 avril 1947,
    - [1°ter] les **services de presse en ligne**, reconnus au 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'imposition dans les **conditions** précisées par le **décret** prévu au 3<sup>ème</sup> alinéa de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 86-897 du 1<sup>er</sup> août 1986,
    - [2°] les **agences de presse**, qui figurent sur la **liste** établie en application de l'article 8 bis de l'ordonnance n° 45-2646 du 2 novembre 1945 modifiée, en raison de l'**activité** qu'elles exercent dans le cadre de l'article 1<sup>er</sup> modifié de ladite ordonnance, tant qu'elles n'ont **pas cessé** de remplir les **conditions** déterminées par cette ordonnance.
    - [3°] les **correspondants locaux de la presse régionale ou départementale** en raison de l'**activité** qu'ils exercent conformément aux dispositions de l'article 10 de la loi n° 87-39 du 27 janvier 1987 portant diverses mesures d'ordre social,
    - [4°] les **vendeurs-colporteurs de presse** en raison de l'**activité** qu'ils exercent conformément au [I.] de l'article 22 de la loi n° 91-1 du 3 janvier 1991 (tendant au développement de l'emploi par la formation dans les entreprises, l'aide à l'insertion sociale et professionnelle et l'aménagement du temps de travail, pour l'application du 3<sup>ème</sup> plan pour l'emploi).
  - ☞ *L'amendement (Assemblée Nationale) à l'origine de cette disposition :*
    - *codifie une situation de fait, prévue par l'instruction fiscale « DB-6E-1356 » de la DGFIP,*
    - *et clarifie le droit applicable en rassemblant dans un même article (1458) les activités de presse exonérées de CFE.*
- Les « vendeurs-colporteurs » de presse (ou « vendeurs ambulants de journaux », selon les termes de l'instruction) étaient déjà exonérés de taxe professionnelle, de même que les filiales de portage (porteurs salariés).*

#### L'EXONERATION DE CFE, PENDANT 2 ANS, APPLICABLE A L'ENSEMBLE DES AUTO-ENTREPRENEURS

##### [article 1464 K du CGI]

- Les **contribuables** ayant opté pour le **régime prévu** à l'article L.133-6-8 du code de la sécurité sociale sont **exonérés** de la **cotisation foncière des entreprises** pour une période de **2 ans à compter de l'année qui suit** celle de la **création** de leur **entreprise**.
- L'**exploitant**, son **conjoint**, le **partenaire** auquel il est lié par un **pacte civil de solidarité**, ses **ascendants** et **descendants** ne doivent **pas avoir exercé**, au cours des **3 années qui précèdent** la **création**, une **activité similaire** à celle de l'entreprise nouvellement créée.
- Pour **bénéficier** de l'exonération, l'**option** pour le **régime prévu** à l'article L.133-6-8 doit être **exercée** :
  - **au plus tard le 31 décembre** de l'**année de création** de l'entreprise,
  - ou, en cas de **création après le 1<sup>er</sup> octobre**, dans un **délai de 3 mois** à compter de la **date de création** de l'entreprise.
- ☞ *Ainsi, l'exonération de 2 ans s'applique à tous les contribuables soumis au régime micro BIC ou micro BNC :*
  - *ayant opté pour le régime micro-social simplifié,*
  - *qu'ils aient ou non opté pour le versement libératoire de l'impôt.*

*Cette disposition s'applique à compter des impositions de CFE établies au titre de 2010.*

*Les auto-entrepreneurs qui n'avaient pas opté pour le versement libératoire de l'impôt sur le revenu (et qui ont ainsi été assujettis à la CFE en 2010) ont pu bénéficier d'un remboursement des sommes versées, en formulant une réclamation avant la fin de l'année 2011.*

## LES AUTRES EXONERATIONS CATEGORIELLES, DE PLEIN DROIT, DE LA COTISATION FONCIERE DES ENTREPRISES

### [divers articles du CGI]

- Les **nombreuses activités** bénéficiant d'une **exonération de taxe professionnelle** (sans compensation de l'Etat), de plein droit et sans limitation de durée) continuent à **s'appliquer à la cotisation foncière des entreprises**.

☞ *A l'occasion des travaux de la commission Fouquet, il avait été estimé que ces exonérations catégorielles, qui amputaient le champ d'application de la taxe professionnelle d'environ 1 million de redevables, couvraient (en 2004) environ 6,7 milliards d'euros de bases brutes, soit environ 5,8 % des bases brutes nationales (environ 115 milliards d'euros).*

- Sont ainsi **cités les articles** suivants du **CGI** :
  - **1450** : exonération des exploitants agricoles,
  - **1453** : exonération des transporteurs de personnes propriétaires d'une ou deux voitures, tels que les taxis et les ambulanciers,
  - **1455** : exonération de certains pêcheurs, inscrits maritimes et coopératives maritimes,
  - **1456** : exonération de certaines coopératives ouvrières de production,
  - **1459** : exonération générale de certaines activités de location meublée (location accidentelle ou location d'une partie de résidence principale) et exonération, sauf délibération contraire, d'autres activités de location meublée),
  - **1462** : exonération de groupements d'emprunts de sinistrés et de certaines associations de mutilés de guerre et d'anciens combattants,
  - **1463** : exonération des concessionnaires de mines, y compris des mines de pétrole et de gaz combustibles, titulaires d'un titre minier (imposés à la redevance des mines).

## LES REDUCTIONS DE BASE DE CFE

### [article 1468 du CGI]

- **[I.] La base de CFE est réduite** :
  - **[I.1°]** pour les **sociétés coopératives** et **unions de coopératives agricoles**, et les **sociétés d'intérêt collectif agricole** (réduction de **50 %**, identique à la disposition actuelle).  
Cette réduction **ne s'applique pas aux** :
    - [I.1°a.] sociétés coopératives agricoles**, leurs **unions** et les **sociétés d'intérêt collectif agricole** dont les **parts** sont **admises aux négociations** sur un **marché réglementé** ou **offertes au public** sur un **système multilatéral de négociation** qui se soumet aux dispositions législatives ou réglementaires visant à **protéger les investisseurs** contre les opérations d'initiés, les manipulations de cours et la diffusion de fausses informations ou dont le **capital est détenu** à concurrence de **20 %** au moins par des **associés non coopérateurs** au sens du **[I quinquies.]** de l'**article 207** et des **titulaires de certificats coopératifs d'investissement** lorsque les statuts prévoient qu'ils peuvent être rémunérés,
    - [I.1°b.] sociétés d'intérêt collectif agricole** dont plus de **50 %** du **capital** ou des **voix** sont **détenus** directement ou par l'intermédiaire de filiales par des **associés autres** que ceux visés aux **[1°, 2° et 3°]** de l'**article L. 522-I** du **Code rural**.
  - **[I.2°]** pour les **chefs d'entreprises** immatriculés au **répertoire des métiers**, ainsi que les **personnes physiques** exerçant une **activité artisanale à titre principal ou complémentaire** dispensées de l'**obligation d'immatriculation au RM**, qui effectuent principalement des **travaux de fabrication**, de **transformation**, de **réparation** ou des **prestations de services** et pour lesquels la **rémunération du travail** représente **plus de 50 %** du chiffre d'affaires global, tous droits et taxes compris, ainsi que pour les **entreprises** inscrites au **registre de la chambre nationale de la batellerie artisanale**, la **réduction** correspondante est :
    - des **trois quarts**, lorsque les bénéficiaires emploient **1 salarié**,
    - de la **moitié**, lorsqu'ils emploient **2 salariés**,
    - d'un **quart**, lorsqu'ils emploient **3 salariés**.Les **apprentis sous contrat** ne sont **pas comptés** au nombre des salariés.  
La **rémunération du travail** s'entend de la **somme du bénéfice**, des **salaires versés** et des **cotisations sociales** y afférentes.  
Pour l'appréciation des **conditions** relatives au **nombre de salariés** et au **chiffre d'affaires**, la **période de référence** à retenir est celle mentionnée à l'**article 1467 A** (ci-dessus).
  - **[I.3°]** pour les **sociétés coopératives** et **unions de sociétés coopératives d'artisans**, les **sociétés coopératives** et **unions de sociétés coopératives** de **patrons-bateliers** et les **sociétés coopératives maritimes**, la **réduction** correspondante est de **moitié**, lorsque leur **capital** est détenu à concurrence de **20 % au moins et 50 % au plus** par des **associés non coopérateurs** au sens du **[I quinquies.]** de l'**article 207** et des **titulaires de certificats coopératifs d'investissement** lorsque les statuts prévoient qu'ils peuvent être rémunérés.

## LES RÉDUCTIONS DE LA BASE D'IMPOSITION

[extraits de l'instruction de la DGFIP n° 6 E-7-11]

- Les **réductions** et les **abattements** portant sur la **base d'imposition** qui s'appliquaient à la **TP** sont **repris** en matière de **CFE**, à l'**exclusion** de ceux qui concernaient les **équipements et biens mobiliers (EBM)**.

Par ailleurs, l'**abattement général à la base** est **intégré dans les taux** et la **réduction de valeur locative d'un tiers** en faveur des **usines nucléaires** est **supprimée**.

### LES REDUCTIONS ET ABATTEMENTS MAINTENUS

#### L'ACTUALISATION ET LA CLARIFICATION DE LA REDUCTION DE LA BASE D'IMPOSITION APPLICABLE AUX ARTISANS

- La **réduction de la base d'imposition** prévue au [2°] de l'**article 1468** en faveur des **artisans** est rendue **applicable à la CFE** sous les **mêmes conditions**.

#### Les chefs d'entreprises immatriculés ou dispensés d'immatriculation au répertoire des métiers

- La **réduction de la base** est rendue **applicable à la CFE** sous les **mêmes conditions** concernant la **nature des activités** exercées (nature des travaux principalement effectués et nature véritablement artisanale de l'activité) et le **nombre de salariés** (emploi au plus de **3 salariés**).

- La **référence aux artisans** est **actualisée**. Ainsi, les **artisans susceptibles de bénéficier de la réduction** prévue au [2°] de l'**article 1468** s'entendent :

- des **chefs d'entreprise, personnes physiques ou morales**, immatriculés au **répertoire des métiers** ;
- ainsi que des **personnes physiques** exerçant une **activité artisanale** à titre principal ou complémentaire **dispensées de l'obligation d'immatriculation au répertoire des métiers** en application des **dispositions** du [V.] de l'**article 19** de la **loi n° 96-603** du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat, (*de manière générale, les obligations relatives à l'immatriculation au répertoire des métiers, ou au registre des entreprises des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, sont régies par l'article 19 de la loi du 5 juillet 1996 précitée et le décret n° 98-247 du 2 avril 1998 relatif à la qualification artisanale et au répertoire des métiers*).

Il est précisé que les **personnes physiques dispensées de l'obligation d'immatriculation** en application du [V.] de l'**article 19** de la **loi du 5 juillet 1996** précité sont les **personnes bénéficiant du régime micro-social** prévu à l'**article L. 133-6-8** du **code de la sécurité sociale** (volet social du régime des **auto-entrepreneurs**) et exerçant à **titre principal ou complémentaire** une **activité artisanale**.

Toutefois, pour les **entreprises créées à compter du 1<sup>er</sup> avril 2010**, la **dispense d'immatriculation** ne concerne que les **personnes** qui, bénéficiant du **régime micro-social**, exercent une **activité artisanale complémentaire**. Lorsque ces personnes exercent une **activité artisanale à titre principal**, elles sont **soumises à l'obligation d'immatriculation** en application du [I.] de l'**article 19** de la loi du 5 juillet 1996 précitée (*article 67 de la LFR 2009 modifiant notamment le V de l'article 19 de la loi du 5 juillet 1996*).

#### Les entreprises inscrites au registre de la batellerie artisanale

- Les **entreprises, personnes morales ou physiques**, inscrites au registre de la **chambre nationale de la batellerie artisanale** peuvent également bénéficier de la **réduction** prévue par le [2°] de l'**article 1468**, dès lors que les **2 conditions** suivantes sont réunies :

- être **immatriculées au registre de la batellerie artisanale** ;
- employer au plus **3 salariés**.

☞ Ces conditions sont commentées à la **DB 6 E-2415** et dans le **BOI 6 E-3-01**.

## LES REDUCTIONS ET ABATTEMENTS MAINTENUS

### Les réductions et abattements de plein droit

▪ Les **réductions et abattements de plein droit** portant sur la **base d'imposition** qui existaient en matière de **TP** et qui sont **maintenus à l'identique** pour l'imposition à la **CFE** sont les suivants :

- la réduction en faveur des **coopératives agricoles (article 1468-1°)** et **autres coopératives (article 1468-3°)** ;
- l'abattement en faveur des **entreprises situées en Corse (article 1472 A ter)**,
- la réduction pour **création d'établissement (article 1478-II)**,
- la réduction **prorata temporis** en faveur de **certaines entreprises saisonnières (article 1478-V)**,
- la réduction d'un **tiers de la valeur locative des aéroports (article 1518 A, 1<sup>er</sup> alinéa)**. En revanche, la réduction ne s'applique **plus aux usines nucléaires**,
- la réduction de **moitié de la valeur locative des installations destinées à lutter contre la pollution des eaux et de l'atmosphère** ainsi que des **matériels destinés à économiser l'énergie ou à réduire le bruit (article 1518 A, 2<sup>ème</sup> à 4<sup>ème</sup> alinéas)**, étant précisé que la réduction peut être portée à **100 % sur délibération des communes ou EPCI**,
- la réduction **dégressive de la valeur locative de certains biens spécifiques de manutention portuaire (article 1518 A bis)**, étant précisé que ce dispositif entre en vigueur à une date fixée par **décret** et au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2011 (article 60 de la LFR pour 2009). Le bénéfice de la réduction est subordonné au **respect du règlement (CE) n° 1998/2006** de la Commission du 15 décembre 2006 concernant l'**application des articles 87 et 88 du traité aux aides de minimis** (article 36 de la LFR pour 2010).

☞ *Les biens cédés ou ayant fait l'objet d'une cession de droits réels dans les conditions prévues aux articles 7, 8 et 9 de la loi n° 2008-660 du 4 juillet 2008 portant réforme portuaire à un opérateur exploitant un terminal font l'objet d'une réduction égale à 100 % pour les deux premières années au titre desquelles les biens cédés entrent dans la base d'imposition de cet opérateur ; cette réduction est ramenée à 75 %, 50 % et 25 % respectivement pour chacune des 3 années suivantes),*

▪ L'**article 40 de la LFR pour 2010** a étendu le **champ du [V.] de l'article 1478**. Il prévoit que la **réduction prorata temporis** s'applique également aux **parcs d'attractions et de loisirs exerçant une activité saisonnière**. Pour que cette mesure soit applicable, la **commune ou l'EPCI à fiscalité propre doit délibérer en ce sens avant le 1<sup>er</sup> octobre d'une année** pour être applicable l'année suivante (**article 1639 A bis**).

☞ *Cette mesure s'applique à compter des impositions de CFE établies au titre de 2012.*

### Les réductions et abattements facultatifs

▪ Les **réductions et abattements facultatifs** portant sur la **base d'imposition** qui sont **maintenus en l'état** sont les suivants :

- la **réduction portée à 100 % de la valeur locative des installations destinées à lutter contre la pollution de l'eau et de l'atmosphère** ainsi que des **matériels destinés à économiser l'énergie ou à réduire le bruit (article 1518 A, 5<sup>ème</sup> alinéa)**;
- l'**abattement en faveur des diffuseurs de presse (article 1469 A quater)**.

## LES REDUCTIONS ET ABATTEMENTS SUPPRIMES

### LES REDUCTIONS, ABATTEMENTS ET EXONERATIONS PORTANT SUR LES EQUIPEMENTS ET BIENS MOBILIERS (EBM)

- Les **réductions, abattements et exonérations** portant sur les **EBM** sont, par hypothèse, **supprimés**. Il s'agit :
- de la réduction d'un tiers de la valeur locative de **certaines matériels agricoles (article 1469-3° ter)**,
  - de l'exonération des **œuvres d'art acquises par les entreprises** dans le cadre des **articles 238 bis AB et 238 bis-0 AB (article 1469-5°)** et des **pièces de rechange et de sécurité (article 1469-6°)**,
  - de l'**abattement fixe de 3.800 € (article 1469-4°)**,
  - de l'**abattement dégressif (article 1469 B)**,
  - des **règles particulières** prévues s'agissant des **entreprises** qui exercent une **partie de leur activité en dehors du territoire national (article 1471)**,
  - du dispositif d'**écrêtement des bases d'imposition (article 1472 A)**.

### L'ABATTEMENT GENERAL A LA BASE DE 16 % SUPPRIME (ARTICLE 1472 A BIS)

- L'abattement général à la base de 16 % est supprimé à compter de 2010. Les taux de référence sont réduits à due concurrence, en étant multipliés par un coefficient de 0,84.

### LA REDUCTION D'UN TIERS DE LA VALEUR LOCATIVE DES USINES NUCLEAIRES SUPPRIMEE

- La réduction d'un tiers de la valeur locative dont bénéficiaient les usines nucléaires en application du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 1518 A est supprimée pour déterminer l'assiette de la CFE comme celle de la taxe foncière.

## LES MODALITES DE DECLARATION DES ELEMENTS SERVANT A L'ETABLISSEMENT DE LA CFE

### [article 1477 du CGI]

- [I.] Les contribuables doivent déclarer les éléments servant à l'établissement de la CFE l'année précédant celle de l'imposition :
    - jusqu'à une date fixée par décret et au plus tard le 2<sup>ème</sup> jour ouvré suivant le 1er mai,
    - ou, en cas de création d'établissement ou de changement d'exploitant ou d'activité en cours d'année, l'année suivant celle de la création ou du changement jusqu'à une date fixée par décret et au plus tard le 2<sup>ème</sup> jour ouvré suivant le 1er mai.
- ☞ Une déclaration spécifique devra être effectuée par les redevables qui deviennent imposables du fait des modifications figurant au [I.A.] de l'article 108 de la LF 2011 (chiffres d'affaires hors-taxe, prorata temporis, fiduciaires).
- [II.a.] En cas de création d'établissement ou de changement d'exploitant ou d'activité en cours d'année, une déclaration provisoire doit être fournie avant le 1er janvier de l'année suivant celle de la création ou du changement.
  - [II.b.] En cas de changement d'exploitant, l'ancien exploitant est tenu d'en faire la déclaration au service des impôts :
    - avant le 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivant celle du changement lorsque le changement intervient en cours d'année,
    - ou avant le 1<sup>er</sup> janvier de l'année du changement lorsque celui-ci prend effet au 1<sup>er</sup> janvier.

Lorsque le changement ne porte que sur une partie de l'établissement, il est tenu de souscrire dans les mêmes délais une déclaration rectificative de ses bases de CFE.

- [III.] abrogé.
- [IV.] Les contribuables qui n'emploient aucun salarié en France et qui n'y disposent d'aucun établissement mais qui y exercent une activité de location d'immeubles ou de vente d'immeubles, doivent déposer leurs déclarations au lieu de situation de l'immeuble dont la valeur locative foncière est la plus élevée au 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'imposition.

## LES EXONERATIONS APPLICABLES EN ZONES URBAINES, BER ET ZRD

### [article 1466 A du CGI]

### L'EXONERATION FACULTATIVE DANS LES ZONES URBAINES SENSIBLES (ZUS)

- DEL
- [I.] Les communes sur le territoire desquelles sont situés un ou plusieurs quartiers classés en zones urbaines sensibles définies au [3] de l'article 42 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 ou leurs EPCI à fiscalité propre peuvent exonérer de la cotisation foncière des entreprises par délibération prise dans les conditions de l'article 1639 A bis les créations ou extensions d'établissement réalisées dans une ou plusieurs de ces zones urbaines sensibles, dans la limite d'un montant de base nette imposable fixé pour 2011 à 27.413 € et actualisé chaque année en fonction de la variation des prix.

Seuls les établissements employant moins de 150 salariés peuvent bénéficier de cette mesure.

- L'exonération s'applique aux entreprises qui ont employé moins de 250 salariés au cours de la période de référence retenue pour le calcul de la base d'imposition et dont :
  - soit le chiffre d'affaires annuel réalisé au cours de la même période n'excède pas 50 millions d'euros,
  - soit le total de bilan, au terme de la même période, n'excède pas 43 millions d'euros.

L'effectif à retenir est apprécié par référence au nombre moyen de salariés au cours de la période.

## L'ACTUALISATION DES PLAFONDS D'EXONERATIONS TEMPORAIRES DE CFE APPLICABLES EN ZUS, ZRU ET ZFU

[extrait de l'instruction DGFIP n° 6 E-8-11 du 30 septembre 2011]

### INTRODUCTION

Conformément aux dispositions de l'article 1466 A du CGI, différentes exonérations temporaires de cotisation foncière des entreprises (CFE) sont prévues au bénéfice des établissements situés dans les zones urbaines en difficulté.

Les plafonds de ces exonérations ont été fixés pour l'année 2011 par les [G.] et [T.] du [I.] de l'article 108 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 :

- à 26.955 euros dans les zones urbaines sensibles (ZUS) et les zones de redynamisation urbaine (ZRU),
- et à 72.709 euros dans les zones franches urbaines (ZFU).

Ils sont actualisés chaque année en fonction de la variation des prix.

L'actualisation, qui doit être appliquée au titre de chaque année depuis la fixation des plafonds par la loi, correspond à la variation de l'indice des prix à la consommation hors tabac constaté par l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques (INSEE) pour l'année de référence définie à l'article 1467 A du CGI.

Les exonérations et abattements de CFE prévus aux [I.] ter, [I.] quater et [I.] quinquies de l'article 1466 A du CGI dans leurs rédactions en vigueur au 31 décembre 2009 sont applicables dans les conditions prévues au [II.] du [5.3.2.] de l'article 2 de la loi de finances pour 2010.

### LES ZONES URBAINES SENSIBLES ET LES ZONES DE REDYNAMISATION URBAINE (ARTICLES 1466 A I ET I TER DU CGI)

Le plafond d'exonération de CFE applicable aux créations ou extensions d'établissements réalisées dans les zones urbaines sensibles (ZUS) et les ZRU ainsi qu'aux changements d'exploitant intervenus dans les ZRU issues du pacte de relance pour la ville est fixé pour 2012, après actualisation en fonction de la variation des prix, à un montant de 27.413 euros de base nette imposable.

### LES ZONES FRANCHES URBAINES (ARTICLES 1466 A I QUATER, I QUINQUIES ET I SEXIES DU CGI)

Le plafond d'exonération de CFE applicable aux créations ou extensions d'établissements ainsi qu'aux changements d'exploitant dans les ZFU est fixé pour 2012, après actualisation en fonction de la variation des prix, à un montant de 73.945 euros de base nette imposable.

#### [suite article 1466 A du CGI]

Le chiffre d'affaires à prendre en compte :

- est éventuellement corrigé pour correspondre à une année pleine,
- et, pour une société mère d'un groupe mentionné à l'article 223 A, s'entend de la somme des chiffres d'affaires de chacune des sociétés membres de ce groupe.

L'exonération prévue n'est pas applicable aux entreprises dont 25 % ou plus du capital ou des droits de vote sont contrôlés, directement ou indirectement, par une ou plusieurs entreprises ne répondant pas aux conditions fixées par le précédent alinéa.

Pour la détermination de ce pourcentage, les participations des sociétés de capital-risque, des fonds communs de placement à risques, des sociétés de développement régional, des sociétés financières d'innovation et des sociétés unipersonnelles d'investissement à risque ne sont pas prises en compte, à la condition qu'il n'existe pas de lien de dépendance au sens du [12] de l'article 39 entre la société en cause et ces dernières sociétés ou ces fonds.

La délibération fixe :

- le taux d'exonération,
- sa durée,
- ainsi que la ou les zones urbaines sensibles concernées.

La délibération porte sur la totalité de la part revenant à chaque commune ou EPCI à fiscalité propre.

Elle ne peut pas avoir pour effet de reporter de plus de 5 ans l'application du régime d'imposition de droit commun.

#### L'EXONERATION DE DROIT, SAUF DELIBERATION CONTRAIRE, DANS LES BASSINS D'EMPLOI A REDYNAMISER (BER)

- DEL**
- **[I quinquies A.]** Sauf délibération contraire de la commune ou de l'EPCI à fiscalité propre prise dans les conditions prévues au [I] de l'article 1639 A bis, les entreprises sont exonérées de cotisation foncière des entreprises pour les créations et extensions d'établissements qu'elles réalisent entre le 1<sup>er</sup> janvier 2007 et le 31 décembre 2011 dans les bassins d'emploi à redynamiser définis au [3 bis.] de l'article 42 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995.
  - Les exonérations prévues au 1<sup>er</sup> alinéa portent pendant 5 ans à compter de l'année qui suit la création ou, en cas d'extension d'établissement, à compter de la 2<sup>ème</sup> année qui suit celle-ci, sur la totalité de la part revenant à chaque commune ou EPCI à fiscalité propre.
  - En cas de changement d'exploitant au cours de la période d'exonération, celle-ci est maintenue pour la période restant à courir et dans les conditions prévues pour le prédécesseur.
  - Pour l'application des dispositions ci-dessus, les délibérations des communes et de leurs EPCI à fiscalité propre ne peuvent porter que sur l'ensemble des établissements créés ou étendus.
  - Le bénéfice des exonérations est subordonné au respect du règlement (CE) n° 1998 / 2006 de la Commission du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité des aides de minimis.

Toutefois, sur option des entreprises qui procèdent aux opérations mentionnées au 1<sup>er</sup> alinéa dans les zones d'aide à finalité régionale, le bénéfice des exonérations est subordonné au respect de l'article 13 du règlement (CE) n° 800 / 2008 de la Commission du 6 août 2008 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché commun en application des articles 87 et 88 du traité (Règlement général d'exemption par catégorie).

- L'option mentionnée au 5<sup>ème</sup> alinéa (ci-dessus) est irrévocable pour la durée de l'exonération.

Elle doit être exercée, selon le cas, dans le délai prévu pour le dépôt :

- de la déclaration annuelle afférente à la 1<sup>ère</sup> année au titre de laquelle l'exonération prend effet,
- ou de la déclaration provisoire de cotisation foncière des entreprises visée à l'article 1477.

#### L'EXONERATION FACULTATIVE DANS LES ZONES DE RESTRUCTURATION DE LA DEFENSE (ZRD)

- DEL**
- **[I quinquies B.]** Les communes et les EPCI à fiscalité propre peuvent, par une délibération prise dans les conditions prévues au [I.] de l'article 1639 A bis, exonérer de cotisation foncière des entreprises les entreprises pour les créations et extensions d'établissements situés dans le périmètre des zones de restructuration de la défense mentionnées aux [1°] et [2°] du [3 ter.] de l'article 42 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 qui sont réalisées pendant une période de 3 ans débutant :
    - à la date de publication de l'arrêté prévu au dernier alinéa du même [3 ter.],
    - ou, si cette seconde date est postérieure, au 1<sup>er</sup> janvier de l'année précédant celle au titre de laquelle le territoire est reconnu comme zone de restructuration de la défense par cet arrêté.
  - L'exonération prévue au 1<sup>er</sup> alinéa porte, pendant 5 ans :
    - à compter de l'année qui suit la création,
    - ou, en cas d'extension d'établissement, à compter de la 2<sup>ème</sup> année qui suit celle-ci, sur la totalité de la part revenant à chaque commune ou EPCI à fiscalité propre.
  - En cas de changement d'exploitant au cours de la période d'exonération, celle-ci est maintenue pour la période restant à courir et dans les conditions prévues pour le prédécesseur.
  - Pour l'application du présent [I quinquies B.], les délibérations des communes et de leurs EPCI à fiscalité propre ne peuvent porter que sur l'ensemble des établissements créés ou étendus.
  - Le bénéfice de l'exonération prévue au 1<sup>er</sup> alinéa est subordonné au respect du règlement (CE) n° 1998 / 2006 de la Commission du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité des aides de minimis.

Toutefois, sur option des entreprises qui procèdent aux opérations mentionnées au 1<sup>er</sup> alinéa dans les zones d'aide à finalité régionale, le bénéfice de l'exonération prévue au 1<sup>er</sup> alinéa est subordonné au respect de l'article 13 du règlement (CE) n° 800 / 2008 de la Commission du 6 août 2008 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché commun en application des articles 87 et 88 du traité (Règlement général d'exemption par catégorie).

- L'option mentionnée au 5<sup>ème</sup> alinéa (ci-dessus) est irrévocable pour la durée de l'exonération.

Elle doit être exercée, selon le cas, dans le délai prévu pour le dépôt :

- de la déclaration annuelle afférente à la 1<sup>ère</sup> année au titre de laquelle l'exonération prend effet,
- ou de la déclaration provisoire de cotisation foncière des entreprises visée à l'article 1477.

DEL

**[I sexes.] Sauf délibération contraire** de la commune ou de l'EPCI à fiscalité propre, les établissements qui font l'objet d'une création ou d'une extension entre le 1er janvier 2006 et le 31 décembre 2014 dans les zones franches urbaines mentionnées à l'article 1383 C bis, ainsi que les établissements existant au 1er janvier 2006 dans les zones franches urbaines mentionnées au 2<sup>ème</sup> alinéa du [3. B.] de l'article 42 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 sont exonérés de cotisation foncière des entreprises dans la limite du montant de base nette imposable fixé, pour 2012, à 73.945 € et actualisé chaque année en fonction de la variation de l'indice des prix. Les exonérations s'appliquent lorsque les conditions suivantes sont remplies :

*☞ Cette « conversion » en CFE (et en CVAE) de plafonds applicables en matière de TP est évidemment arbitraire, aucune équivalence ne pouvant être définie entre les assiettes des trois impôts (la part des EBM dans l'assiette totale de TP variait naturellement d'un contribuable à l'autre et il n'est pas davantage possible d'établir de corrélation entre les VLF et la VA).*

*La commission des finances de l'Assemblée Nationale a estimé que la solution proposée par le Gouvernement présente probablement le mérite d'être relativement protectrice des finances publiques. Il est vraisemblable que la part des EBM dans l'assiette totale de TP des redevables des zones relevant des politiques de la ville ait été, en moyenne, inférieure à 80 %, la moyenne nationale étant tirée par la grande industrie. Le plafond applicable en matière de CFE est donc probablement plus rigoureux que le plafond antérieur de TP, mais il est « doublé » par la création d'un second plafond au titre de la CVA, fixé au même niveau (mais au titre d'un impôt dont le taux est évidemment très inférieur...).*

- **[1°] l'entreprise** doit employer au plus 50 salariés au 1er janvier 2006 ou à la date de sa création ou de son implantation si elle est postérieure :
  - et, soit avoir réalisé un chiffre d'affaires inférieur à 10 millions d'euros au cours de la période de référence,
  - soit avoir un total de bilan inférieur à 10 millions d'euros.
- **[2°] son capital** ou ses droits de vote ne doivent pas être détenus, directement ou indirectement, à concurrence de 25 % ou plus par une entreprise ou conjointement par plusieurs entreprises dont l'effectif dépasse 250 salariés et dont le chiffre d'affaires annuel hors taxes excède 50 millions d'euros ou le total du bilan annuel excède 43 millions d'euros.

Pour la détermination de ce pourcentage, les participations des sociétés de capital-risque, des fonds communs de placement à risques, des sociétés de développement régional, des sociétés financières d'innovation et des sociétés unipersonnelles d'investissement à risque ne sont pas prises en compte, à la condition qu'il n'existe pas de lien de dépendance au sens du [12.] de l'article 39 entre la société en cause et ces dernières sociétés ou ces fonds.

- Pour l'application du [1°] et du [2°], le chiffre d'affaires doit être ramené ou porté le cas échéant à 12 mois.

Les seuils s'appliquent :

- pour les établissements existants, à la date de délimitation de la zone,
- et, pour les créations et extensions postérieures, à la date de l'implantation dans la zone.

L'effectif de l'entreprise est apprécié par référence au nombre moyen de salariés employés au cours de cet exercice.

Pour la société mère d'un groupe mentionné à l'article 223 A, le chiffre d'affaires est apprécié en faisant la somme des chiffres d'affaires de chacune des sociétés membres de ce groupe.

- Pour les établissements existant au 1er janvier 2006 mentionnés au 1<sup>er</sup> alinéa, la base exonérée comprend, le cas échéant, dans la limite prévue à cet alinéa, les éléments d'imposition correspondant aux extensions d'établissement intervenues pendant l'année 2005.
- L'exonération porte pendant 5 ans à compter de 2006 pour les établissements existant à cette date mentionnés au 1<sup>er</sup> alinéa ou, en cas de création d'établissement, à compter de l'année qui suit la création ou, en cas d'extension d'établissement, à compter de la 2<sup>ème</sup> année qui suit celle-ci, sur la totalité de la part revenant à chaque commune ou EPCI à fiscalité propre.

Elle s'applique dans les conditions prévues, dans la rédaction du présent code en vigueur au 31 décembre 2009 :

- au 7<sup>ème</sup> alinéa du [I ter.],
- aux 3 dernières phrases du 1<sup>er</sup> alinéa, et aux 9<sup>ème</sup>, 10<sup>ème</sup> et 11<sup>ème</sup> alinéas du [I quater.],
- à la dernière phrase du 3<sup>ème</sup> alinéa, et au 6<sup>ème</sup> alinéa du [I quinquies.].

Le bénéfice des exonérations prenant effet en 2006 dans les zones mentionnées au 2<sup>ème</sup> alinéa du [3.B.] de l'article 42 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 précitée et de celles prenant effet à compter de 2013 dans les zones franches urbaines définies au même [3.B.] est subordonné au respect du règlement (CE) n° 1998 / 2006 de la Commission du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité des aides de minimis.

#### L'OBLIGATION DE DECLARATION ANNUELLE DES ELEMENTS ENTRANT DANS LE CHAMP DE L'EXONERATION

- [II.] Pour **bénéficier** des **exonérations** prévues aux [I.], [I. *quinquies* A], [I. *quinquies* B] et [I. *sexies*] les **contribuables déclarent, chaque année**, dans les **conditions** prévues à l'article 1477, les **éléments** entrant dans le **champ d'application** de l'exonération.

#### L'OPTION, IRREVOCABLE, POUR L'UN DES REGIMES D'EXONERATION

- Lorsqu'un **établissement** remplit les **conditions** requises pour **bénéficier** de l'une des **exonérations** prévues aux **articles 1464 A, 1464 B, 1464 D, 1464 I, 1465, 1465 A, 1465 B, 1466 C, 1466 D ou 1466 E** et de celles prévues aux [I.], [I. *quinquies* A], [I. *quinquies* B] ou [I. *sexies*] le **contribuable doit opter** pour l'un ou l'autre de ces **régimes**.

L'**option**, qui est **irrévocable**, doit être **exercée** dans le **déla** prévu pour le **dépôt de la déclaration** afférente à la **1<sup>ère</sup> année** au titre de laquelle l'exonération prend effet.

#### LES MODALITES D'APPLICATION DES EXONERATIONS

- Pour l'application des [I.], [I. *quinquies* A.], [I. *quinquies* B.] et [I. *sexies.*] :
- [a.] **deux périodes d'exonération** ne peuvent **pas courir simultanément**,
- [b.] l'**extension d'établissement** s'entend de l'**augmentation nette des bases** par rapport à celles de l'**année précédente multipliées** par la **variation des prix à la consommation hors tabac** constatée par l'**INSEE** pour l'**année de référence** définie à l'article 1467 A ,
- [c.] le **montant des bases exonérées** ne peut **pas excéder** chaque année, pour un **même établissement**, le **montant prévu** aux [I.], [I. *quinquies* A.] ou [I. *quinquies* B.],
- [d.] pour l'**appréciation** de la **condition d'exonération** fixée au [I.] concernant le **nombre de salariés**, la **période de référence** à retenir est l'**année** mentionnée à l'article 1467 A.

#### LA FIXATION PAR DECRET DES OBLIGATIONS DECLARATIVES

- [IV.] Les **obligations déclaratives** relatives aux **exonérations** prévues au présent article sont **fixées par décret**.

#### LES LIMITES DE VALEUR AJOUTEE PAR ETABLISSEMENT POUR POUVOIR BENEFICIER DES EXONERATIONS ET ABATTEMENTS DE L'ARTICLE 1466-A [article 108-II-G de la LF 2011]

- Les **exonérations** et **abattements** de **CVAE** en application des [I *ter*], [I *quater*] et [I *quinquies*] de l'article 1466 A dans leur **rédaction** en vigueur au **31 décembre 2009** et applicables dans les **conditions** prévues au [II.] du [5. 3. 2.] de l'article 2 de la LF 2010 s'appliquent dans la **limite de valeur ajoutée par établissement** fixée, pour 2011, à :
  - **133.775 €**, s'agissant des **exonérations** et **abattements** prévus au [I *ter*.] de l'article 1466 A,
  - **363.549 €**, s'agissant des **exonérations** et **abattements** prévus au [I *quater*.] ou au [I *quinquies*.] du même article.
- Cette **limite** est **actualisée** chaque année en fonction de la **variation** de l'**indice des prix à la consommation (HT)**.

## LA PROROGATION DES EXONERATIONS DE TFB, DE CFE ET DE CVAE POUR LES ENTREPRISES IMPLANTEES EN ZFU

[extraits de l'instruction de la DGFIP n° 4 A-7-12 du 17 avril 2012]

### INTRODUCTION

- Les **zones franches urbaines (ZFU)** ont été **créées en trois vagues successives** :
  - d'abord, la **loi n° 96-987** du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du **pacte de relance pour la ville** a **créé 44 ZFU en France métropolitaine** et dans les **départements d'outre-mer**. Ces zones de « **1<sup>ère</sup> génération** » sont ouvertes depuis le **1er janvier 1997**,
  - ensuite, la **loi n° 2003-710** du 1<sup>er</sup> août 2003 d'**orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine** a **créé 41 autres ZFU**. Ces zones de « **2<sup>ème</sup> génération** » sont ouvertes depuis le **1er janvier 2004**,
  - enfin, la **loi n° 2006-396** du 31 mars 2006 pour **l'égalité des chances** a créé **15 nouvelles ZFU** dites de « **3<sup>ème</sup> génération** ».

▪ Les **ZFU** sont **définies** au **[3.B.]** de **l'article 42** de la **loi n° 95-115** du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire.

Les **ZFU** de **3<sup>ème</sup> génération** sont définies au **2<sup>ème</sup> alinéa** du **[3.B.]** de **l'article 42** de la **même loi**.

- **L'article 157** de la **loi n° 2011-1977 de finances pour 2012** :
  - **proroge le dispositif d'allègements fiscaux** applicable dans les **ZFU** pour une durée de **3 ans** soit **jusqu'au 31 décembre 2014**,
  - et **subordonne l'octroi de l'exonération d'impôt sur les bénéfices** à une **nouvelle condition d'application**.

▪ **L'exonération d'impôt sur les bénéfices** prévue à **l'article 44 octies A** du CGI s'applique désormais aux **entreprises** qui **créent des activités** entre le **1er janvier 2012** et le **31 décembre 2014** dans les **ZFU**.

Toutefois, pour les **contribuables** employant **au moins un salarié** au cours de l'exercice ou de la période d'imposition au titre desquels l'exonération s'applique, le **bénéfice** de l'**exonération** est **subordonné** à la **condition** que **l'entreprise** ait bénéficié de l'**exonération sociale** prévue à **l'article 12** de la **loi n° 96-987** du 14 novembre 1996 relative à la **mise en œuvre du pacte de relance pour la ville**.

▪ Les **exonérations d'impôts directs locaux** sont, elles, **prorogées** mais **sans** qu'il soit fait application de cette **condition supplémentaire**.

▪ Par ailleurs, pour les **contribuables** qui **créent des activités en ZFU** à compter du **1er janvier 2012**, le **bénéfice** de l'**exonération d'impôt sur les bénéfices** est **subordonné** au respect du règlement (CE) n° 1998/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 concernant **l'application des articles 87 et 88** du traité aux **aides de minimis**.

En matière d'**impôts directs locaux**, le **bénéfice** des **exonérations de CET et de TFPB** prenant effet à compter de **2013** dans les **ZFU** est également **subordonné** au respect du **même règlement communautaire**.

### L'EXONERATION DE CET : CFE ET CVAE

▪ Le **régime d'exonération de CFE** prévue à **l'article 1466 A I sexies** en vigueur au 31 décembre 2011 est **prorogé** pour une durée de **3 ans sans condition supplémentaire**.

▪ Ainsi, conformément aux **dispositions** de **l'article 1466 A I sexies**, **sauf délibération contraire** de la **commune** ou de **l'EPCI** doté d'une **fiscalité propre**, sont désormais **exonérés de CFE** dans la limite d'un **montant de base imposable revalorisé chaque année** les établissements qui font l'objet d'une **création** ou d'une **extension** entre le **1er janvier 2012** et le **31 décembre 2014** dans les **trois générations de ZFU**.

Le **plafond d'exonération de CFE** applicable aux **créations** ou **extensions d'établissements** dans les **ZFU** est fixé pour **2012** à un montant de **73 945 € de base nette imposable**.

▪ Cette **exonération de CFE** est **totale** pendant **5 ans**, puis **partielle** pendant **3 ans** pour les **entreprises d'au moins 5 salariés** ou **9 ans** pour les **entreprises de moins de 5 salariés**.

▪ Par ailleurs, conformément aux dispositions du **[III.]** de **l'article 1586 nonies**, les **entreprises** bénéficiant de cette **exonération de CFE** peuvent **démander** à bénéficier également d'une **exonération de CVAE**.

Les **collectivités territoriales** et leurs **EPCI** dotés d'une **fiscalité propre** ont la **faculté** de **supprimer** les **exonérations de CFE** ou de **CVAE** en prenant une **délibération contraire** dans les conditions prévues par **l'article 1639 A bis**.

Pour plus de précisions, il convient de se reporter au **BOI 6 E-1-09** qui commente le **dispositif ZFU** en matière de **taxe professionnelle**.

## L'EXONERATION DE TFPB

- Le dispositif d'**exonération de TFPB** prévu à l'**article 1383 C bis** (commenté dans le BOI 6 C-1-09) est **prorogé** dans les **mêmes conditions** pour une durée de **3 ans**.
- Cette **exonération de TFPB** d'une durée de **5 ans** s'applique également aux **immeubles** :
  - **situés** au 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'imposition dans le **périmètre** d'une des **3 générations de ZFU**,
  - et **rattachés**, entre le 1<sup>er</sup> janvier 2012 et le 31 décembre 2014, à un **établissement** remplissant les **conditions** pour bénéficier de l'**exonération de CFE** prévue à l'**article 1466 A I sexies**.
- Les **collectivités territoriales** et leurs **EPCI dotés d'une fiscalité propre** ont la **faculté de supprimer** l'exonération en prenant une **délibération contraire** dans les **conditions** prévues par l'**article 1639 A bis**.

## L'ENCADREMENT DES EXONERATIONS

- L'**article 157** de la **LFI pour 2012** prévoit désormais que le **bénéfice** des **exonérations fiscales** applicables dans les **ZFU** est subordonné au **respect** du **règlement (CE) n°1998/2006** de la **Commission du 15 décembre 2006** concernant l'application des **articles 87 et 88** du traité aux **aides de minimis**.

Le **règlement « de minimis »** prévoit que les **aides perçues** par une **même entreprise** ne doivent **pas excéder** un **plafond global de 200.000 €** apprécié de manière **glissante** sur une période de **3 exercices fiscaux**.

Ce **plafond** comprend, le cas échéant, l'**ensemble** des **exonérations d'impôts** et, plus généralement, **toutes les aides publiques** placées sous ce **régime « de minimis »** dont l'entreprise bénéficie ou a bénéficié au cours de cette même période.

Par ailleurs, l'**article 44 octies A** prévoit un **plafonnement** du **bénéfice exonéré d'impôt sur les bénéfices**.

- Les **exonérations de TFPB** et de **CFE** prévues respectivement aux **articles 1383 C bis** et **1466 A I sexies** prenant effet **à compter de 2013** dans les **ZFU** ne sont **accordées** que si les **aides octroyées** respectent le **règlement « de minimis »**. Lorsque l'entreprise bénéficiant de l'**exonération de CFE** prévue à l'**article 1466 A I sexies** demande à bénéficier de l'**exonération de CVAE**, le bénéfice de l'exonération de CVAE est **subordonné** également au **respect** du **même règlement « de minimis »** [cf. BOI 6 E-4-12, dans volet 3].
- Il est donc fait **application** du **même encadrement communautaire** que pour les **exonérations d'impôts directs locaux** applicables aux **établissements existants** au **1<sup>er</sup> janvier 2006** dans les **ZFU** de **3<sup>ème</sup> génération**.
- En revanche, les **établissements créés ou étendus** entre le **1<sup>er</sup> janvier 2006** et le **31 décembre 2011** dans les **ZFU** et qui ont **commencé à bénéficier** de l'**exonération de CFE**, **continuent à en bénéficier**, sous réserve de remplir **toutes les conditions d'éligibilité**, sans se voir appliquer le **plafond « de minimis »**.
- De la même façon, le **bénéfice** de l'**exonération de TFPB** prévue à l'**article 1383 C bis** n'est **pas subordonné** au **respect** du **règlement « de minimis »** pour les **immeubles rattachés** entre le **1<sup>er</sup> janvier 2006** et le **31 décembre 2011** à un **établissement** remplissant les **conditions** pour bénéficier de l'**exonération de CFE** prévue à l'**article 1466 A I sexies**.

## LES OBLIGATIONS DECLARATIVES EN MATIERE DE CET

- Pour **bénéficier** de l'**exonération de CFE** prévue à l'**article 1466 A I sexies**, les **contribuables** doivent en **faire la demande, pour chaque établissement exonéré**, au service des impôts des entreprises dont relève l'établissement :
  - **au plus tard le 31 décembre** de l'année de la **création** ou de la **reprise d'établissement** sur la **déclaration initiale de CFE** (imprimé n° 1447-C-SD),
  - **ou au plus tard le 2<sup>ème</sup> jour ouvré qui suit le 1<sup>er</sup> mai** de l'année suivant celle de l'**extension de l'établissement** sur la **déclaration modificative** (imprimé n° 1447-M-SD).

Les **demandes d'exonération** relatives à la **CVAE** sont également à porter sur les **déclarations n° 1447-C-SD** et **1447-M-SD**.

Les **divers changements** susceptibles de **remettre en cause l'exonération**, tels que le **changement d'activité principale** de l'établissement ou le **dépassement du pourcentage de détention du capital**, doivent être **portés à la connaissance** du **service des impôts des entreprises** territorialement compétent **avant le 1<sup>er</sup> mai** de l'année qui suit la **réalisation du changement**.

## LA DATE D'ENTREE EN VIGUEUR DU DISPOSITIF

- Les **dispositions** de l'**article 157** de la **LFI pour 2012** entrent en vigueur au **1<sup>er</sup> janvier 2012**.

**TABLEAU DES EXONERATIONS FISCALES EN ZFU - REGIME UNIFIE (ARTICLES 44 OCTIES A, 1383 C BIS ET 1466 A I SEXIES DU CGI)**

		IR/IS (art. 44 octies A)		TP/CFE (art. 1466 A I sexies) (1)			TFPB (art. 1383 C bis)	Encadrement communautaire "de minimis" (4)
		Exonération totale de 5 ans Suivie d'une exonération partielle de 9 ans	Plafond de bénéfice exonéré de 100 000 € majoré le cas échéant de 5 000 €	Exonération fiscale subordonnée à l'exonération sociale (2)	Exonération totale de 5 ans	Exonération partielle de 3 ans pour les entreprises d'au moins 5 salariés et de 9 ans pour les entreprises de moins de 5 salariés	Plafond en base (3)	
Activités déjà implantées au 1er janvier 2006	ZFU 1	Les entreprises implantées dans les ZFU 1 et 2 au 1er janvier 2006 sont régies par les dispositions de l'article 44 octies (cf. BOI 4 A-8-04)						
	ZFU 2							
	ZFU 3							
Activités créées entre le 1er janvier 2006 et le 31 décembre 2011	ZFU 1	oui (5)						
	ZFU 2							
	ZFU 3							
Activités créées en ZFU à compter du 1er janvier 2012 jusqu'au 31 décembre 2014	ZFU 1	oui						
	ZFU 2							
	ZFU 3							

(1) Les entreprises exonérées de CFE peuvent demander à être exonérées de CVAE (cf. article 1586 nonies).

(2) Les entreprises créées dans les ZFU entre le 1er janvier 2006 et le 31 décembre 2011 ne sont pas soumises à cette nouvelle condition..

(3) Plafond de base de 72 709 € en 2011 et de 73 945 € en 2012.

(4) Comme pour les activités déjà existantes au 1er janvier 2006 dans les ZFU 3, l'encadrement communautaire « de minimis » s'applique, dans les trois générations de ZFU, aux exonérations d'IR/IS pour les activités créées entre le 1er janvier 2012 et le 31 décembre 2014 et aux exonérations de CFE et de TFPB prenant effet à compter de 2013.

Les entreprises créées entre le 1er janvier et le 2 avril 2006 inclus pouvaient choisir de se placer sous le régime de l'article 44 octies ou sous le régime de l'article 44 octies A (cf. BOI 4 A-1-07, n° 95).

**MODELE DE FICHE DE CALCUL A JOINDRE A LA DECLARATION DE RESULTAT DE LA PERIODE D'IMPOSITION**

L'entreprise a bénéficié de l'exonération sociale pendant la période d'imposition oui  non

Si oui, nombre de mois pendant lesquels l'entreprise a bénéficié de l'exonération sociale .....

**TABLEAU A COMPLETER EN CAS DE PLURALITE D'ETABLISSEMENTS EN ZFU**

	établissement A	établissement B	total entreprise
nombre de salariés	a	b	a + b = c
nombre de mois pendant lesquels l'entreprise a bénéficié de l'exonération sociale	d	e	
calcul de la moyenne pondérée de mois en fonction du nombre de salariés	d x a = f	e x b = g	(f + g) / c = h
bénéfice exonéré			bénéfice réalisé x h/12 = bénéfice exonéré

## LES EXONÉRATIONS DE CFE

[extraits de l'instruction de la DGFIP n° 6 E-7-11]

- **Toutes les exonérations applicables à la TP deviennent applicables à la CFE, à l'exception :**
  - des **exonérations facultatives** qui s'appliquaient **exclusivement aux équipements et biens mobiliers (EBM)**,
  - et de celles qui, **parvenues à leur terme, sont abrogées.**

### LES MESURES D'EXONERATIONS DE PLEIN DROIT DE CFE

- Sont dénommées « **exonérations de plein droit** » les **mesures qui exonèrent de CFE les redevables sans intervention d'une décision des collectivités territoriales.** Ces exonérations peuvent être **permanentes ou temporaires.**

#### LES EXONERATIONS DE PLEIN DROIT PERMANENTES

##### Les exonérations de TP transposées à la CFE

- **Étaient exonérés de TP et sont exonérés de CFE de plein droit et de manière permanente sous réserve, le cas échéant, de respecter un certain nombre de conditions :**
  - les **collectivités territoriales, les établissements publics et les organismes de l'État**, pour leurs **activités de caractère essentiellement culturel, éducatif, sanitaire, social, sportif ou touristique**, quelle que soit leur situation à l'égard de la taxe sur la valeur ajoutée (**article 1449-1°**) ;
  - les **grands ports maritimes, les ports autonomes**, ainsi que les **ports gérés par des collectivités territoriales, des établissements publics ou des sociétés d'économie mixte**, à l'exception des **ports de plaisance (article 1449-2°)** ;
  - les **exploitants agricoles**, y compris les propriétaires ou fermiers de marais salants, **certains groupements d'employeurs et certains groupements d'intérêt économique (article 1450)** ;
  - **certaines sociétés coopératives agricoles et leurs unions, sociétés d'intérêt collectif agricole, certains organismes susceptibles d'adhérer aux caisses de crédit agricole mutuel ainsi que certaines caisses locales d'assurances mutuelles agricoles (article 1451)** ;
  - les « **artisans** » (**article 1452**) ;
  - les **chauffeurs de taxis ou d'ambulances (article 1453)** ;
  - les **sociétés coopératives et unions de sociétés coopératives d'artisans**, de même que les **sociétés coopératives et unions de sociétés coopératives de patrons bateliers, les sociétés coopératives maritimes (art. 1454 et 1455)** ;
  - certains **pêcheurs, sociétés de pêche artisanale et inscrits maritimes (article 1455)** ;
  - les **sociétés coopératives ouvrières de production (article 1456)** ;
  - certains **marchands ambulants** ainsi que les **vendeurs à domicile indépendants (article 1457)** ;
  - certaines **activités de presse (article 1458)** ;
  - certaines **activités de location meublée (article 1459)**, étant précisé que dans les cas visés au [3°] de l'**article 1459**, les activités sont exonérées **sauf délibération contraire** (il s'agit alors d'une exonération facultative permanente) ;
  - certaines **activités non commerciales (article 1460) : activités d'enseignement, artistiques, sportives ou diverses** comme les **sages-femmes et les garde-malades** ; étant précisé que l'exonération prévue en faveur des **avocats débutants** prévue au [8°] de l'**article 1460** est **temporaire** ;
  - des **organismes divers** tels que les **sociétés de bains-douches et les sociétés de jardins ouvriers et les organismes de jardins familiaux (article 1461)** ;
  - les **groupements d'emprunts de sinistrés et les associations de mutilés de guerre et d'anciens combattants (article 1462)** ;
  - les **exploitants de mines (article 1463).**

##### Les modifications apportées à certaines de ces exonérations

- Sont **présentées ci-après uniquement les modifications apportées à certaines exonérations de plein droit par la LF pour 2010, la LFR pour 2009, la LF pour 2011 et la LFR pour 2010.**

☞ *Pour les autres exonérations, il convient de se reporter aux règles qui étaient applicables en matière de TP. L'avis d'imposition de CFE affiche le cas échéant le montant des bases exonérées correspondant à l'une des exonérations mentionnées sur les déclarations n<sup>os</sup> 1447 M, 1447 C et 1465 lorsque la demande d'exonération a été portée à la connaissance de l'administration.*

### L'exonération en faveur des grands ports maritimes

- L'exonération prévue au [2°] de l'article 1449 concernant les **ports autonomes**, les **ports gérés par des collectivités territoriales**, des **établissements publics** ou des **sociétés d'économie mixte**, à l'exception des **ports de plaisance**, est rendue **applicable à la CFE**, actualisée de la mention des **grands ports maritimes**.

Les **grands ports maritimes, nouvelle catégorie de ports** créée par la loi n° 2008-660 du 4 juillet 2008 portant réforme portuaire sont des **établissements publics** résultant de la transformation de **ports autonomes maritimes**.

D'une manière générale, les **textes applicables aux ports autonomes maritimes s'appliquent aux grands ports maritimes** (article L. 106-2 du code des ports maritimes)

Cet ajout ne constitue **pas** une **extension du champ d'application** de l'exonération prévue au [2°] de l'article 1449.

### L'exonération en faveur des « artisans »

- L'exonération prévue à l'article 1452 en faveur des « **ouvriers** » travaillant soit à **façon pour des particuliers**, soit pour leur **propre compte** avec des **matières premières leur appartenant**, dite **exonération « artisan »**, est rendue **applicable à la CFE**, sous réserve des **modifications suivantes** concernant certains **concours autorisés**.

En effet, les **concours autorisés** sont **actualisés** :

- sont **supprimées** les **possibilités** de recourir aux **services** d'un **compagnon** pendant la durée du **service militaire du fils** avec lequel l'artisan travaillait antérieurement (devenue **sans objet**), ou d'un **simple manoeuvre** dont le concours est indispensable à l'exercice de la profession ;
- en revanche, l'**artisan** a désormais la **possibilité** de **se faire aider**, sans perdre le droit à l'exonération, non plus seulement de ses enfants et de son conjoint mais aussi de son **partenaire** auquel il est lié par un **pacte civil de solidarité**.

### L'exonération des « petits métiers »

- L'article 1457 prévoyait, en matière de TP, des **exonérations** en faveur :
  - de **divers « petits métiers »** (*vendeurs en ambulance dans les rues, les lieux de passage, les marchés, des fleurs, de l'amadou, des balais, des statues et figures en plâtre, des fruits, des légumes, des poissons, du beurre, des œufs, du fromage et autres menus comestibles ; chiffonniers au crochet, rémouleurs ambulants*),
  - des **vendeurs à domicile indépendants**.

- A des fins d'**actualisation**, les **références** à ces « **petits métiers** » aujourd'hui disparus sont **supprimées**.

☞ Toutefois, dans l'hypothèse où des personnes exerceraient encore ces métiers, elles continueront à bénéficier de l'exonération dans les mêmes conditions qu'en matière de TP, telles que portées à la DB 6 E-1356.

### L'exonération en faveur des membres du corps de réserve sanitaire

- L'**activité des membres du corps de réserve sanitaire** est **exonérée** (article 1460-9°). Il s'agit d'une nouveauté par rapport à la TP.

☞ Il s'agit des **membres du corps de réserve sanitaire** constitué dans les conditions prévues au titre III du livre Ier de la troisième partie du code de la santé publique.

En application de l'article L. 3132-1 du **code de la santé publique**, en vue de **répondre aux situations de catastrophe, d'urgence ou de menaces sanitaires graves** sur le territoire national, il est institué un **corps de réserve sanitaire** ayant pour objet de **compléter**, en cas d'**événements excédant leurs moyens habituels**, ceux **mis en œuvre** dans le cadre de leurs missions par les services de l'État, des **collectivités territoriales** et des **autres personnes** participant à des **missions de sécurité civile**.

Ce corps de réserve est constitué de **professionnels** et **anciens professionnels de santé** et d'**autres personnes** répondant à des **conditions d'activité, d'expérience professionnelle ou de niveau de formation** fixées, en tant que de besoin, par **arrêté des ministres** chargés de la santé et de la sécurité civile.

La réserve sanitaire comprend une **réserve d'intervention** et une **réserve de renfort**.

### L'extension de l'exonération des organismes d'habitations à loyer modéré (HLM)

- En matière de **TP**, l'**exonération** bénéficiant aux **organismes d'HLM** était prévue aux [2°] et [3°] de l'**article 1461** consacrés respectivement aux **sociétés d'HLM** et aux **offices publics de l'habitat**.
- L'**exonération** bénéficiait ainsi aux **organismes d'HLM** énumérés à l'**article L. 411-2** du **code de la construction et de l'habitation**, à savoir :
  - les **offices publics de l'habitat** ;
  - les **sociétés anonymes d'HLM** ;
  - les **sociétés anonymes coopératives de production** et les **sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif d'HLM** ;
  - les **fondations d'HLM**.
- L'**article 2** de la **LF pour 2010** rend l'**exonération** prévue en faveur des **organismes d'HLM** applicable à la **CFE** et l'**article 15** de la **LF pour 2009** étend le bénéfice de l'**exonération** aux **structures regroupant ces organismes** pour la **réalisation d'opérations communes**.

Ainsi, sont **désormais exonérés de CFE** en application du [2°] de l'**article 1461** (le 3° de l'article 1461 devenu sans objet est *corrélativement abrogé*) :

- les **sociétés de coordination entre organismes d'HLM** mentionnées à l'**article L. 423-1-1** du **code de la construction et de l'habitation** : **sociétés anonymes** soumises aux dispositions applicables aux sociétés d'HLM, elles sont **constituées entre organismes d'HLM** et ont pour objet de **favoriser la coopération entre ses membres** dans le cadre de **projets menés en commun** ;
- les **sociétés civiles immobilières (SCI)** ayant pour objet la **vente d'immeubles** mentionnées à l'**article 239 ter** et les **groupements d'intérêt économique (GIE)**, régis par les **articles L. 251-1 et suivants** du **code de commerce**, mentionnés à l'**article 239 quater**, dès lors que ces structures satisfont à la **double condition** d'être **constituées exclusivement** par des **organismes d'HLM** et d'**exercer des activités identiques** à celles de leurs membres.

L'**identité des activités** s'entend des **activités qui seraient exercées par les organismes d'HLM membres** eux-mêmes, conformément à leur **statut**, en l'absence de création d'une structure commune.

Par **exemple**, la **réalisation d'immeubles d'habitation** destinés à des **accédants** dont les **ressources** n'excèdent **pas certains plafonds** peut aussi bien être **opérée** par des **organismes d'HLM** que par des **SCI** constituées entre eux (à cet égard, cf. le 10° de l'article L. 421-1 du **code de la construction et de l'habitat** et le 7<sup>ème</sup> alinéa de l'article L. 422-2 du même code).

De même, les **activités des GIE se rattachant à l'activité des organismes d'HLM** qui en sont **membres exclusifs** et **réalisées au profit de leurs seuls membres** sont des **activités** qui seraient **réalisés par les organismes d'HLM eux-mêmes** en l'absence de constitution d'un GIE.

### **LES EXONERATIONS DE PLEIN DROIT TEMPORAIRES**

#### Les exonérations de TP transposées à la CFE

- Étaient **exonérés de TP** et sont **exonérés de CFE de plein droit** et de **manière temporaire sous réserve**, le cas échéant, de **respecter** un certain nombre de **conditions** :
  - les **jeunes avocats** (article 1460-8°), ce dispositif étant maintenu à l'**identique** ;
  - les **auto-entrepreneurs** (article 1464 K), sous réserve des **modifications** ci-après.

#### Les modifications apportées à l'exonération en faveur des auto-entrepreneurs

- L'**exonération** prévue à l'**article 1464 K** en faveur des **auto-entrepreneurs** durant les **deux années suivant celle de la création de leur entreprise** concerne ceux qui ont **opté** pour le **régime micro-social** prévu à l'**article L. 133-6-8** du **code de la sécurité sociale**.

De plus, cette **exonération** est **complétée** d'une **mesure** destinée à **éviter de prolonger la durée de l'exonération** par des **cessions à soi-même** ou à un **membre de son entourage**.

### L'option pour le micro-social

- L'article 137 de la LF pour 2011 a assoupli le régime applicable aux auto-entrepreneurs.

Alors qu'auparavant l'exonération prévue à l'article 1464 K, commentée dans le BOI 6 E-4-09, était applicable aux contribuables qui avaient opté pour le versement libératoire prévu à l'article 151-0, à compter des impositions dues au titre de 2010, cette exonération s'applique aux contribuables ayant opté pour le régime du micro-social simplifié prévu à l'article L. 133-6-8 du code de la sécurité sociale.

Les dispositions relatives à l'option pour le versement libératoire de l'impôt sur le revenu commentées dans le BOI 6 E-4-09 précité sont donc rapportées.

Les micro-entreprises qui n'ont pas opté pour le versement libératoire de l'impôt sur le revenu et ont, en conséquence, acquitté la CFE au titre de l'année 2010 pourront obtenir le remboursement des sommes versées en formant une réclamation au plus tard le 31 décembre 2011.

### L'exclusion de certaines opérations

- Le bénéfice de l'exonération est exclu lorsque l'exploitant, son conjoint, le partenaire auquel il est lié par un pacte civil de solidarité, ses ascendants ou ses descendants ont exercé, au cours des 3 années qui précèdent la création, une activité similaire à celle de l'entreprise nouvellement créée.

Cette disposition vise les situations où l'entrepreneur ou son entourage a exercé une activité similaire dans le cadre d'une entreprise cessée ou cédée à la date de la création de la nouvelle entreprise.

Elle ne vise pas des situations d'exercice concomitant par des membres de l'entourage de l'auto-entrepreneur d'une activité similaire dans le cadre d'entreprise individuelle, que celle-ci soit éligible ou non à l'exonération de CFE en faveur des auto-entrepreneurs.

Cette mesure s'applique à compter des impositions établies au titre de 2010.

#### ***Les personnes visées***

- Les personnes visées s'entendent :
  - de l'exploitant ;
  - des personnes ayant un lien de parenté avec le cédant par alliance (mariage ou pacte civil de solidarité) ;
  - des personnes ayant un lien de parenté avec le cédant, son conjoint ou son partenaire, par le sang ou par l'adoption (ascendants et descendants).

#### ***La période visée***

- Aucune des personnes ainsi visées ne doit avoir exercé, conjointement ou séparément, une activité similaire à celle de l'entreprise nouvellement créée prétendant au bénéfice de l'exonération prévue à l'article 1464 K, durant une période de 3 ans précédant la création de cette entreprise.

- Cette période s'apprécie de jour à jour.

*Il est précisé que la nouvelle disposition entre en vigueur à compter des impositions établies au titre de 2010. En conséquence, elle est susceptible de s'appliquer aux entreprises créées en 2009 et la période de 3 ans précédant la création court à compter de la 3<sup>ème</sup> année précédant celle de la création, soit l'année 2006 s'agissant des créations 2009.*

#### ***Le caractère similaire des activités***

- La notion d'activité similaire ou complémentaire s'entend au sens du [2°] de l'article 885 O bis (cf. DB 7 S-3323).
- La similitude s'apprécie en comparant la nature des activités exercées et l'objet auquel elles se rapportent.

#### **Exemple n° 1**

M. X exploite une entreprise individuelle de vente de fruits et légumes qu'il cesse le 30 mai 2010.  
Mme X, épouse de M. X, crée le 15 mai 2011 une entreprise individuelle de vente de fruits et légumes.  
L'activité de Mme X est similaire à celle que son époux a précédemment exercée dans une période de 3 années précédant la création de l'entreprise de Mme X.  
Par conséquent, Mme X ne peut pas prétendre au bénéfice de l'exonération auto-entrepreneur.

### Exemple n° 2

**M. Y** exploite une **entreprise individuelle de menuiserie** (mais ne bénéficie pas de l'exonération prévue en faveur des artisans) qu'il **cède à sa fille le 3 septembre 2009**.

La **fille de M. Y** ne pourra **pas bénéficier** de l'exonération auto-entrepreneur au titre de l'entreprise que son père lui a cédée.

### La nouvelle exonération de taxe pour frais de chambres de métiers et de l'artisanat

- L'article 67 de la LFR pour 2009 a instauré une exonération temporaire de taxe pour frais de chambres de métiers et de l'artisanat prévue à l'article 1601 en faveur des chefs d'entreprises individuelles exerçant une activité artisanale à titre principal et ayant opté pour le régime du micro-social simplifié prévu à l'article L. 133-6-8 du code de la sécurité sociale.

Cette exonération s'applique aux entreprises créées à compter du 1er avril 2010.

### LES MESURES D'EXONERATIONS OU D'ABATTEMENTS FACULTATIFS

- Les entreprises qui exploitent un ou plusieurs établissements ou qui réalisent certaines activités (*voire qui disposent de certains biens*) peuvent bénéficier d'exonérations ou d'abattements de CFE dits « facultatifs », car accordés sur décision ou en l'absence de délibération contraire des collectivités territoriales.

#### LES GENERALITES

### Les anciennes mesures d'exonérations ou d'abattements facultatifs reprises en matière de CFE

- Les exonérations et abattements facultatifs de CFE peuvent être :
  - soit **permanents** : dans cette hypothèse, ils s'appliquent tant que la **délibération** de la collectivité territoriale concernée le permet ;
  - soit **temporaires** : ils s'appliquent alors pour une durée limitée (*prévue, selon le texte, par le texte ou par la délibération de la collectivité*).

### Les mesures d'exonérations ou d'abattements facultatifs permanents

- Des mesures d'exonérations ou abattements facultatifs permanents sont prévues en faveur :
  - des loueurs en meublé ([3°] de l'article 1459) ;
  - des caisses de crédit municipal (article 1464) ;
  - des entreprises de spectacles vivants et des établissements cinématographiques (article 1464 A) ;
  - des services d'activités industrielles et commerciales gestionnaires des activités des établissements publics administratifs d'enseignement supérieur ou de recherche (article 1464 H) ;
  - des établissements bénéficiant du label de librairie indépendante de référence (article 1464 I).
- Des réductions de base d'imposition peuvent aussi être décidées sur délibération :
  - réduction portée à 100 % de valeur locative des installations destinées à la lutte contre la pollution des eaux et de l'atmosphère ainsi que des matériels destinés à économiser l'énergie ou à réduire le bruit (article 1518 A) ;
  - abattement en faveur des personnes physiques ou morales qui vendent au public des écrits périodiques en qualité de mandataires inscrits au Conseil supérieur des messageries de presse, dit abattement en faveur des diffuseurs de presse (article 1469 A quater).
- S'agissant des établissements qui bénéficiaient de dispositifs d'exonération ou d'abattement permanents en 2009, ces dispositions sont susceptibles de continuer à s'appliquer si la collectivité territoriale n'en décide pas autrement (*toutefois, pour 2010, maintien de la situation existant en 2009*).

### Les mesures d'exonérations ou abattements facultatifs temporaires

▪ Des mesures d'**exonérations** ou **abattements facultatifs temporaires** sont prévues en faveur des **établissements exploités** :

- par des **entreprises nouvelles** (article 1464 B) ;
- par des **médecins et auxiliaires médicaux** (article 1464 D) ;
- dans des **zones d'aide à finalité régionale (AFR)**, des **zones de revitalisation rurale (ZRR)** ou des **zones d'aide à l'investissement des PME** (articles 1465, 1465 A et 1465 B) ;
- dans des **zones urbaines sensibles (ZUS)** ou des **zones franches urbaines (ZFU)** (articles 1466 A-I et A-I sexies) ;
- dans les **bassins d'emploi à redynamiser (BER)** (article 1466 A I *quinquies* A) ;
- dans les **zones de restructuration de la défense (ZRD)** (article 1466 A I *quinquies* B) ;
- en **Corse** (article 1466 C) ;
- par des **jeunes entreprises innovantes (JEI)** (article 1466 D) ;
- par des **entreprises** implantées dans des **zones de recherche et de développement** ou « **pôles de compétitivité** » (article 1466 E) ;
  - ☞ *La suppression de l'exonération d'impôt sur les bénéfices par l'article 59 de la LFR pour 2009 est sans incidence sur la mesure prévue en matière de CFE* ;
- dans les **départements d'Outre-mer (DOM)** (article 1466 F).

▪ Il convient de **distinguer** selon que l'**établissement** qui a bénéficié d'une **exonération** ou d'un **abattement facultatif** qui était **applicable en matière de TP** :

- en a **bénéficié** pour la **1<sup>ère</sup> fois en 2010** : ces **exonérations** et **abattements** ont été **repris en matière de CFE** (*sous réserve, bien entendu, qu'ils ne s'appliquaient pas exclusivement à des équipements et biens mobiliers*) ;
- en a **bénéficié en 2009**, pour la **1<sup>ère</sup> fois ou non** : lorsque le **terme n'est pas atteint**, l'**établissement** continue à en **bénéficier**, pour la **période d'exonération ou d'abattement restant à courir** et **sous réserve** que les **conditions** prévues dans les dispositifs applicables (*dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2009*) **demeurent satisfaites**.

### Les cas d'exonération partielle de CFE

- L'**exonération de CFE** peut être **partielle** dans les **3 situations** suivantes :
  - la **collectivité territoriale** ou l'**EPCI** est **autorisé par la loi** à prendre une **délibération partielle**, c'est-à-dire soit dans la **limite** d'un **certain montant** (exemple : exonération dans les **zones AFR** prévue à l'**article 1465**) soit **en deçà de 100 %** (exemple : exonération des **établissements de spectacles** prévue à l'**article 1464 A**) ;
  - l'exonération sollicitée par l'entreprise est **plafonnée en base** (exemple : exonération dans les **ZFU** prévue à l'**article 1466 A I sexies**) ;
  - une période de **sortie en sifflet** s'applique à l'issue d'une période d'exonération totale (exemple : exonération dans les **ZFU** prévue à l'**article 1466 A I sexies**).

### Le maintien des délibérations prises avant 2010

▪ Les **délibérations** prises (*conformément aux articles 1464 C, 1466 et 1639 A bis*) par les **conseils municipaux**, les **organes délibérants des EPCI à fiscalité propre**, les **conseils généraux** et les **conseils régionaux**, applicables pour les impositions à la TP établies **au titre de l'année 2009**, s'appliquent à **compter de l'année 2010** aux impositions de CFE.

Sont concernées les **délibérations prises au plus tard le 1er octobre 2008** ou, pour les exonérations prévues à l'**article 1464 A**, le **31 décembre 2008**, ou encore, pour l'exonération prévue à l'**article 1466 F**, dans les **2 mois** de la publication de la loi dite « **LODEOM** », soit **avant le 28 juillet 2009**.

- Ainsi, les **délibérations de TP** relatives aux **exonérations** ou **abattements** prises **régulièrement en 2009** par les **collectivités territoriales** et les **EPCI à fiscalité propre** et qui auraient dû trouver à s'appliquer en 2010, ne sont **pas transposées à la CFE**.

De même, ces **délibérations prises régulièrement en 2009** et qui auraient dû trouver à s'appliquer à compter de 2011 ne sont **pas non plus transposées à la CFE**.

La **commune** ou l'**EPCI** qui souhaite **appliquer l'exonération** en cause devait donc prendre une **nouvelle délibération en 2010**.

*L'article 108 de la LF pour 2011 prévoit que les délibérations prises en 2009 pour l'application des exonérations de CFE prévues en faveur des librairies indépendantes de référence (LIR) et des entreprises établies dans les ZRD, prévues respectivement aux articles 1464 I et 1466 A I quinquies B, s'appliquent à compter de l'année 2010 aux impositions de CFE et de CVAE.*

#### LA MODIFICATION DE CERTAINES MESURES D'EXONERATIONS OU D'ABATTEMENTS FACULTATIFS

##### L'exonération facultative en faveur des établissements de spectacles cinématographiques

###### Les règles applicables à l'imposition de CFE établie au titre de 2010

- L'**exonération facultative** prévue à l'**article 1464 A** en faveur notamment des **établissements de spectacles cinématographiques** qui était applicable en matière de TP a été **reprise telle quelle**.

A titre de rappel, les communes et les **EPCI dotés d'une fiscalité propre** pouvaient, **sur délibération**, **exonérer de CFE** les **établissements de spectacles cinématographiques** dans la limite de :

- **100 %**, lorsqu'ils réalisent en moyenne hebdomadaire **moins de 7.500 entrées** et bénéficient d'un classement « **art et essai** » ;
  - **66 %**, lorsqu'ils sont situés dans les **communes de moins de 100.000 habitants** et réalisent **moins de 2.000 entrées** en moyenne hebdomadaire ;
  - **33 %**, s'agissant des **autres établissements**.
- ☞ *Il convient d'apporter deux précisions.*
- *le nombre de salles est dans tous les cas indifférent ;*
  - *le nombre d'entrées et le classement « art et essai » s'apprécient au cours de la période de référence.*

- La **délibération** a une **portée générale**. Elle fixe la **quotité d'exonération** applicable à tous les établissements qui sont dans une des trois catégories visées.

☞ *Pour plus de précisions sur ce dispositif, il conviendra de se reporter à la DB 6 E-1352 et aux BOI 6 E-3-99, 6 E-10-99 et 6 E-2-02.*

###### Les règles applicables aux impositions de CFE établies à compter de 2011

- L'**article 50** de la **LFR pour 2009** a **modifié**, à compter des impositions établies au titre de 2011, les cas d'application des [3°] et [4°] de l'**article 1464 A**.

Ainsi, seule l'**exonération** prévue en faveur des **établissements de spectacles cinématographiques** est **modifiée**. L'**exonération** prévue au [1°] de l'**article 1464 A** en faveur des **entreprises de spectacles vivants** est **inchangée**.

- Pour les **impositions établies à compter de 2011**, les **communes** ou les **EPCI à fiscalité propre** peuvent, par une **délibération** prise dans les conditions prévues au [I.] de l'**article 1639 A bis** (*pour être applicable en 2011, la délibération devait être prise avant le 1<sup>er</sup> octobre 2010*), **exonérer de CFE** les **établissements de spectacles cinématographiques** :
  - dans la limite de **100 %** :
    - lorsqu'ils ont réalisé un **nombre d'entrées annuel inférieur à 450.000** au cours de l'année précédant celle de l'imposition à la CFE ;
    - lorsqu'ils ont réalisé un **nombre d'entrées annuel inférieur à 450.000** au cours de l'année précédant celle de l'imposition à la CFE et qui, au cours de la période de référence, bénéficient d'un classement « **art et essai** » ;
  - dans la limite de **33 %**, les **autres établissements de spectacles cinématographiques**.

Par conséquent, les **communes** ou **EPCI à fiscalité propre** ont la **possibilité** soit :

- d'**exonérer** pour une **quotité supérieure à 33 %** les exploitants qui réalisent un **nombre d'entrées annuel inférieur à 450.000**,
  - soit de **réserver ce taux majoré d'exonération** aux établissements satisfaisant à la fois à cette **condition d'entrées** et à un **classement « art et essai »**,
  - soit encore d'**instaurer deux taux majorés**, l'un pour les établissements satisfaisant seulement à la **condition du nombre d'entrées**, l'autre, nécessairement **supérieur**, pour les établissements satisfaisant aux **deux conditions**.
- Dès lors que le **dispositif** a été **substantiellement modifié**, les délibérations prises par les **communes** et les **EPCI à fiscalité propre** sous l'empire de l'ancienne législation **ne s'appliquent pas à compter des impositions établies au titre de 2011**.

En conséquence, pour que l'**exonération** prévue en faveur des **établissements de spectacles cinématographiques** s'applique aux **impositions** établies au titre de **2011**, la **commune** ou l'**EPCI à fiscalité propre** devait **délibérer** en ce sens **avant le 1er octobre 2010** (art. 1639 A bis).

#### **L'exonération facultative en faveur des entreprises nouvelles**

En **application** des **dispositions** des **articles 1464 B et 1464 C**, les **communes** et leurs **EPCI** peuvent **décider**, sur **délibération**, d'**exonérer de CFE** les **entreprises nouvelles** qui bénéficient notamment de l'**exonération d'impôt sur les bénéfices** prévue à l'**article 44 sexies**, pour les **établissements** qu'elles ont **créés**, à compter de l'année suivant celle de leur création.

- Cette **exonération** est **temporaire**. En effet, les **délibérations** fixent la **durée de l'exonération**, qui ne peut être **ni inférieure à 2 ans**, **ni supérieure à 5 ans**.
- L'**article 62** de la **LFR pour 2009** a **prorogé pour 1 an** la **période d'ouverture du régime d'allègement d'impôt sur les bénéfices** en faveur des **entreprises nouvelles** créées dans les **zones d'aménagement du territoire** prévu à l'**article 44 sexies**.

L'**article 129** de la **LF pour 2011** prévoit, de plus, **deux nouvelles mesures** :

- il **proroge jusqu'au 31 décembre 2013** la **période d'ouverture du régime de faveur** prévu à l'**article 44 sexies** mais uniquement pour les **seules zones AFR**. Cette prorogation a pour effet de **proroger également la période d'ouverture de l'exonération facultative de CFE** prévue à l'**article 1464 B** en faveur des entreprises qui bénéficient du régime prévu à l'**article 44 sexies** ;
- il crée un **régime autonome** en faveur des **entreprises qui se créent ou sont reprises en ZRR entre le 1er janvier 2011 et le 31 décembre 2013**.

☞ Cette dernière mesure sera commentée dans une instruction administrative à paraître. Les entreprises qui bénéficient de ce nouveau régime pourront également être exonérées de CFE sur **délibération des communes et des EPCI**, conformément à l'**article 1464 B**.

#### **L'exonération facultative en faveur des caisses de crédit municipal**

- Alors que l'**article 1464** prévoyait que les **communes** pouvaient **exonérer de CFE** les **caisses de crédit municipal**, l'**article 108** de la **LF pour 2011** **étend cette possibilité aux EPCI à fiscalité propre**.
- Pour que cette mesure soit applicable, la **commune** ou l'**EPCI à fiscalité propre** doit **délibérer** en ce sens **avant le 1er octobre** d'une année pour être applicable l'année suivante (**article 1639 A bis**).

Ce faisant, s'agissant des **délibérations prises par les EPCI**, elles ne s'appliqueront qu'à **compter des impositions de CFE** établies au titre de **2012**

En revanche, s'agissant des **délibérations prises par les communes applicables** sous l'empire de la **TP** au titre de **2009**, celles-ci **continuent de s'appliquer à compter de 2010** en matière de **CFE** sans qu'il soit **nécessaire** pour les communes souhaitant le maintien de l'exonération de prendre une **nouvelle délibération**.

## LE MAINTIEN DES EXONERATIONS ET DES ABATTEMENTS EN COURS

### Les mesures visées

- La loi (point [5.3.2]. de l'article 2 de la LF pour 2010) prévoit expressément un **maintien de toutes les exonérations ou abattements en cours** dès lors qu'il s'agit d'**exonérations ou d'abattements temporaires** dont, par hypothèse, le **terme n'est pas atteint**.

Ainsi, l'**exonération** ou l'**abattement** est **maintenu** pour la **durée** de la période d'exonération ou d'abattement **restant à courir**, sous réserve que les **conditions** fixées, selon le cas, par les **articles 1464 B à 1464 D et 1465 à 1466 F** dans leur **rédaction en vigueur au 31 décembre 2009** demeurent **satisfaites**.

- Le **maintien** des dispositifs d'**exonérations ou abattements de TP en cours** s'applique aux **entreprises** qui exploitent des **établissements** qui bénéficiaient d'un des dispositifs précités, qu'ils soient **transposés ou non en matière de CFE**.

**Quatre régimes** ne sont **pas applicables en CFE**, sauf lorsque l'**exonération** ou l'**abattement** est **en cours** ; il s'agit des **régimes** prévus aux **articles** :

- **1466 A I ter** en faveur des établissements implantés dans les **zones de redynamisation urbaine (ZRU)** ;
- **1466 A I quater** et **I quinquies** en faveur des **établissements implantés dans les ZFU de « 1<sup>ère</sup> génération »** ou de « **2<sup>ème</sup> génération** ». L'article **1466 A I sexies** est en effet un régime qui s'applique également dans les **ZFU de 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> générations** ;
- **1466 B bis** en faveur des établissements implantés en **Corse**, étant précisé que le régime d'**« aide à l'investissement »** en Corse **demeure (article 1466 C)**.
- Il convient de **distinguer** selon que les **établissements** ont **bénéficié** d'une **exonération** ou d'un **abattement de TP** :
  - soit au titre de la **part perçue par une commune ou un EPCI doté d'une fiscalité propre** : ils bénéficient d'une **exonération ou d'un abattement de CFE** ;
  - soit au titre de la **seule part perçue par un département ou une région** : ils ne bénéficient **pas** d'une **exonération** ou d'un **abattement de CFE**.

### Les conditions d'application du maintien et portée

#### Les principes

- Les **conditions** pour que l'**exonération** ou l'**abattement** continue à **produire ses effets** sont les suivantes :
  - l'**établissement** concerné doit avoir **commencé à en bénéficier au plus tard au titre** de l'année d'imposition **2009**,
  - les **conditions prévues par la loi** à la date du **31 décembre 2009** et qui devaient être **respectées pendant toute la durée d'exonération de TP** doivent **continuer d'être satisfaites** pendant **toute la durée d'application** de l'exonération ou de l'abattement (sous réserve des modifications des montants des plafonds).

Si les **conditions** pour l'application de ces dispositifs sont **modifiées à compter de 2010**, les **nouvelles conditions** n'emporteront **pas de conséquence** sur ces **exonérations et abattements en cours**.

La **durée restant à courir** s'entend de la **durée d'exonération ou d'abattement prévue par la loi ou par la délibération** lorsque la loi laisse la faculté aux collectivités de fixer la durée de l'exonération (cas de l'exonération prévue à l'**article 1464 B** ou à l'**article 1466 C** notamment).

- Il convient donc de **figer la situation** qui était celle **applicable en 2009**, selon que l'**établissement** était **exonéré de TP** pour la **part communale** ou non.

#### Exemple

Une **entreprise à établissement unique** bénéficie de l'**exonération de TP** prévue en faveur des **entreprises nouvelles (articles 1466 B et C)** depuis **2008** pour la part revenant à la commune.

Cette exonération est prévue pour une **durée de 5 ans**.

Dès lors que les **conditions prévues par la loi en 2009** continuent d'être **satisfaites** jusqu'au terme des **5 années** (jusqu'en 2012), l'**établissement** pourra **bénéficier de l'exonération de CFE**.

### Une précision

- Le **bénéfice des exonérations** et des **abattements de CFE** est, le cas échéant, **subordonné** au respect du même **règlement communautaire** que celui appliqué pour l'**exonération de TP** dont l'établissement bénéficie au **31 décembre 2009**.

#### LE CAS DES EXONERATIONS OU ABATTEMENTS PLAFONNES EN BASE

- L'**article 108** de la **LF pour 2011** diminue le **montant du plafond applicable** aux **exonérations** prévues aux **articles** :
  - **1466 A I** en faveur des **créations et extensions d'établissement** réalisées dans les **ZUS**,
  - et **1466 A I sexies** en faveur des **créations et extensions** réalisées en **ZFU**.

Cette **diminution** s'explique par la **disparition des équipements et biens mobiliers** dans la base d'imposition à la **CFE**. Désormais, les **plafonds de CFE** représentent **20 %** des **anciens plafonds de TP**.

- Les **nouveaux plafonds** sont ainsi **ramenés pour 2011** à :
  - **26 955 €** pour l'**exonération** applicable dans les **ZUS (article 1466 A I)** ;
  - **72 709 €** pour l'**exonération** applicable dans les **ZFU (article 1466 A I sexies)**.

L'**article 108** de la **LF pour 2011** prévoit également que les **exonérations et abattements de CFE**, prévus aux **[I ter]**, **[I quater]** et **[I quinquies]** de l'**article 1466 A** dans leur **rédaction** en vigueur au **31 décembre 2009**, c'est-à-dire **abrogés à compter de 2010** mais susceptibles de continuer à s'appliquer, s'appliquent, **pour 2011**, dans les **limites** suivantes :

- **26 955 €** s'agissant des **exonérations et abattements** prévus au **[I ter]** de l'**article 1466 A (entreprises en ZRU)** ;
- **72 709 €** s'agissant des **exonérations et abattements** prévus au **[I quater]** ou au **[I quinquies]** de l'**article 1466 A** en faveur des **entreprises** implantées en **ZFU** de **1<sup>ère</sup>** et **2<sup>ème</sup>** **catégories**.

L'**ensemble de ces montants** est **actualisé chaque année** en fonction de la **variation de l'indice des prix à la consommation hors tabac**.

#### LA SUPPRESSION DE L'ABATTEMENT D'UN TIERS APPLICABLE AUX VALEURS LOCATIVES DES USINES NUCLEAIRES

##### [article 1518 A du CGI]

- L'**abattement** d'un tiers applicable aux **valeurs locatives des usines nucléaires**, est **supprimé**.

**Le rendement de cette mesure est estimé à environ 90 millions d'euros (dont 75 à la charge d'EDF).**

##### [extrait de l'instruction DGFIP n° 6 A-2-11 du 19 avril 2011]

- Les **usines nucléaires** sont définies comme l'**ensemble des usines** qui **traitent** ou qui **utilisent un combustible nucléaire** (*usines de séparation des isotopes ; centrales nucléaires ; usines de retraitement des combustibles irradiés*).
- La **valeur locative** des immobilisations des usines nucléaires est **calculée** en appliquant la **méthode comptable** réservée aux **établissements industriels**, définie à l'**article 1499** du CGI.
- Ainsi, est appliqué au **prix de revient des différents éléments** un **taux d'intérêt** déterminé par la **nature des biens** et leur **date d'acquisition ou de construction**. Pour rappel, le **prix de revient** s'entend de la **valeur d'origine - 1<sup>er</sup> janvier 1970** - pour laquelle les **immobilisations** doivent être **inscrites au bilan**.
- Pour les **sols** et les **terrains**, le **taux d'intérêt** à appliquer au **prix de revient corrigé** (par l'application d'une **majoration spéciale** de la **valeur d'origine** et, le cas échéant, par un **coefficient de révision des bilans** (*résultant de la réévaluation légale de 1959 - coefficient prévu à l'article 21 de l'annexe III au CGI -* *Il n'est pas tenu compte des réévaluations ultérieures éventuelles*), est de **8 %**.
- Pour les **constructions et installations foncières**, le **taux** à appliquer est de **12 %**, mais la **valeur locative** obtenue est **diminuée** :
  - d'un **abattement forfaitaire de 25 %** si le **bien** a été acquis ou construit **avant le 1<sup>er</sup> janvier 1976**,
  - ou d'un **tiers** si le **bien** a été acquis ou construit **à partir de cette date**, ce qui ramène le **taux applicable** à respectivement **9 %** et **8 %**.
- **Jusqu'en 2009** et en application de l'**article 1518 A** du CGI, la **valeur locative** des usines nucléaires ainsi calculée faisait l'objet d'un **abattement d'un tiers** pour l'établissement de la **taxe foncière sur les propriétés bâties** et de la **taxe professionnelle**.
- Le **point [3.7.]** de l'**article 2** de la **LF 2010** **supprime cet abattement**. Cette suppression est mise en œuvre **dès l'année 2010** et le **produit de CFE** correspondant constitue un **supplément de recettes** pour le **bloc communal**.

[article 1647 C *quinquies* C du CGI]

LES CONDITIONS D'OBTENTION DU DEGREVEMENT

- [I.] Sur demande du contribuable effectuée dans le **délai légal de réclamation prévu** pour la **cotisation foncière des entreprises** (c'est-à-dire au plus tard le 31 décembre de l'année suivant celle de la mise en recouvrement du rôle - article R.196-2 du LPF -), la **CFE due par les entreprises** au titre des **années 2010 et 2011**, pour le **montant émis au profit des syndicats de communes**, fait l'objet d'un **dégrèvement** lorsque :

contribution économique territoriale  
+  
taxe pour frais de chambres  
de commerce et d'industrie  
+  
taxe pour frais de chambre  
de métiers et de l'artisanat  
+  
imposition forfaitaire  
sur les entreprises de réseaux  
dues par les entreprises au titre de 2010



cotisation de taxe professionnelle  
+  
taxe pour frais de chambre  
de commerce et d'industrie  
+  
taxe pour frais de chambre  
de métiers et de l'artisanat  
  
qui auraient été dues au titre de 2010  
en application des dispositions du CGI  
en vigueur au 31 décembre 2009, à l'exception  
des coefficients forfaitaires déterminés  
en application de l'article 1518 bis, qui sont,  
dans tous les cas ceux fixés au titre de 2010

LES MODALITES DE CALCUL DU DEGREVEMENT

- Le **dégrèvement** est égal à la **différence**, lorsqu'elle est **positive**, entre :

montant de la CFE émis au profit des syndicats de communes dû au titre de 2010	-	montant de la TP émis au profit des syndicats de communes qui aurait été dû au titre de 2010 (en application du CGI en vigueur au 31 décembre 2009), - avec application des coefficients forfaitaires fixés au titre de 2010 -
---	---	--

- Les **montants mentionnés** au 1<sup>er</sup>, 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> alinéas (*ci-dessus*) s'apprécient, après prise en compte :
  - des **frais de dégrèvement, d'assiette et de recouvrement**,
  - ainsi que l'**ensemble des dégrèvements et des crédits d'impôts**, à l'exception du **dégrèvement transitoire (2010-2013)** prévu à l'article 1647 C *quinquies* B.

LES MODALITES D'ORDONNANCEMENT, DE REVERSEMENT, DE RECLAMATION ET D'INFORMATION

- [II.] Les **dégrèvements** résultant de l'**application du présent article** sont **ordonnés dans les 6 mois** suivant celui du **dépôt de la demande**.
- [III.] Le **reversement des sommes indûment restituées** est demandé selon les **mêmes règles de procédure** et sous les **mêmes sanctions** qu'en matière de **cotisation foncière des entreprises**.

Les **réclamations** sont **présentées, instruites et jugées** selon les **mêmes règles de procédure** applicables en matière de **cotisation foncière des entreprises**.

- [IV.] Pour les **impositions dues au titre de 2010**, le **dégrèvement** institué par le présent article peut être **demandé dans les 6 mois** suivant la **promulgation de la loi de finances rectificative pour 2011**.
- [V.] L'**administration informe** les **contribuables susceptibles de bénéficier** du **dégrèvement** prévu au présent article.

## LE DEGREVEMENT TEMPORAIRE DE CFE EN FAVEUR DES CONTRIBUABLES AYANT SUBI DES HAUSSES DE COTISATIONS AU PROFIT DES SYNDICATS A CONTRIBUTIONS FISCALISEES

[extraits de l'instruction DGFIP n° 6 E-1-12 du 27 janvier 2012]

### INTRODUCTION

Le [II.] de l'article 21 de la loi n° 2011-900 du 29 juillet 2011 de finances rectificative pour 2011 institue, pour les impositions établies au titre des années 2010 et 2011, un **dégrèvement temporaire de cotisation foncière des entreprises**, codifié à l'article 1647 C *quinquies* C du code général des impôts, en faveur de **certain contribuable**s ayant subi des **hausse**s de cotisation au profit des **syndicats de communes**.

Ce **dégrèvement** est **égal** à la **différence**, lorsqu'elle est **positive**, entre :

- d'une part, le **montant** de la **cotisation foncière des entreprises** émis au profit des **syndicats de communes**, dû au titre de l'**année 2010**,
- et, d'autre part, le **montant** de **taxe professionnelle** émis au profit des **syndicats de communes qui aurait été dû au titre de l'année 2010** en l'absence de réforme de la taxe professionnelle.

Le nouveau **dégrèvement** est **accordé sur demande des redevables**.

### LE CHAMP D'APPLICATION DU DEGREVEMENT TEMPORAIRE

Le **dégrèvement temporaire** est **susceptible de bénéficier** à toutes les **personnes physiques ou morales**, ainsi qu'aux **sociétés non dotées de la personnalité morale, assujetties à la CFE** et qui satisfont aux **conditions** posées ci-après.

Le **dégrèvement temporaire** ne concerne que les **entreprises effectivement redevables**, même partiellement, de la **CFE au titre de l'année d'imposition 2010**.

Ainsi, les **entreprises** qui, au **titre de l'année d'imposition 2010**, sont placées en **totalité hors du champ d'application** de cet **impôt** ou qui en sont **totale**ment **exonérées, de plein droit** ou de **manière facultative**, ne peuvent **pas bénéficier** du **dégrèvement temporaire**, ni au titre de **2010**, ni au titre de **2011**, même si elles sont redevables de la CFE au titre de cette dernière année.

Le **dégrèvement temporaire** ne peut **pas** être « **transmis** » en cas de **restructurations**. Le **principe** selon lequel **seules les entreprises redevables en 2010 de la CFE** bénéficient du **dégrèvement temporaire** trouve les **conséquences suivantes** en cas de **restructuration** réalisée en **2010** :

Opération réalisée en 2010	Conséquences sur le dégrèvement temporaire au titre de l'année 2011
<b>Absorption</b> d'une entreprise <b>A</b> bénéficiant du dégrèvement temporaire au titre de 2010 par une entreprise <b>B</b> ne bénéficiant pas du dégrèvement temporaire au titre de 2010.	<b>B</b> ne peut pas bénéficier du dégrèvement temporaire de <b>A</b> , qui a disparu.
<b>Absorption</b> d'une entreprise <b>A</b> ne bénéficiant pas du dégrèvement temporaire au titre de 2010 par une entreprise <b>B</b> bénéficiant du dégrèvement temporaire au titre de 2010.	Pas de conséquence : le droit au dégrèvement temporaire de <b>B</b> n'est pas modifié.
<b>Fusion</b> de deux entreprises <b>A</b> et <b>B</b> bénéficiant du dégrèvement temporaire au titre de 2010 par création d'une personne morale nouvelle <b>C</b> .	<b>C</b> ne peut pas bénéficier du dégrèvement temporaire.
<b>Apport partiel d'actifs</b> réalisé par <b>A</b> , qui bénéficie du dégrèvement temporaire au titre de 2010, au profit de <b>B</b> , qui ne bénéficie pas du dégrèvement temporaire au titre de 2010.	Si <b>A</b> continue d'exister, elle peut bénéficier de son dégrèvement temporaire.

- De plus, seules sont **susceptibles de bénéficier du dégrèvement temporaire** les entreprises dont la somme de la CET, des taxes pour frais de chambres de commerce et d'industrie et pour frais de chambres de métiers et de l'artisanat et de l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER) due au titre de l'année 2010 est supérieure à la somme des cotisations de TP et des taxes pour frais de chambres de commerce et d'industrie et pour frais de chambres de métiers et de l'artisanat qui auraient été dues au titre de 2010 en application du code général des impôts en vigueur au 31 décembre 2009, à l'exception des coefficients forfaitaires déterminés en application de l'article 1518 bis qui sont, dans tous les cas, ceux fixés au titre de 2010.

Les modalités de détermination de ces deux sommes sont énoncées dans l'instruction 6 E-4-11 du 10 mai 2011 (BOI du 18 mai 2011), auxquels il convient de se reporter.

- Il est précisé :
  - que la 1<sup>ère</sup> somme est déterminée sans tenir compte du dégrèvement temporaire objet de la présente instruction, ni du dégrèvement transitoire prévu à l'article 1647 C quinquies B,
  - que, à l'inverse de ce qui est effectué pour la détermination du dégrèvement transitoire prévu à l'article 1647 C quinquies B, la 2<sup>ème</sup> somme n'a pas à être majorée de 10 % ;
  - qu'une entreprise est susceptible de bénéficier du dégrèvement temporaire dès que la différence entre ces 2 sommes est positive, quel que soit son montant.

## LES MODALITES D'APPLICATION DU DEGREVEMENT TEMPORAIRE

### LES PRINCIPES

- Le dégrèvement temporaire est égal à la différence positive entre les 2 termes suivants :
  - d'une part, les cotisations de CFE réelles émises au profit des syndicats de communes dues au titre de l'année 2010 (ces cotisations sont dénommées dans la suite de l'instruction « cotisations syndicales réelles 2010 »),
  - d'autre part, les cotisations émises au profit des syndicats de communes qui auraient été dues au titre de 2010 en application du code général des impôts en vigueur au 31 décembre 2009 (ces cotisations sont dénommées dans la suite de l'instruction « cotisations syndicales théoriques 2010 »).
- Le dégrèvement temporaire ne peut pas être accordé que si la différence entre ces 2 termes est positive.

Cette différence n'est calculée qu'une seule fois ; ainsi, le montant retenu pour le dégrèvement temporaire au titre de l'année 2011 est celui retenu pour le dégrèvement temporaire au titre de l'année 2010.

### LE CALCUL DU DEGREVEMENT TEMPORAIRE

- Le dégrèvement temporaire est égal à la différence positive entre :
  - les cotisations syndicales réelles 2010,
  - et les cotisations syndicales théoriques 2010.

#### Les cotisations retenues pour le calcul de la différence

##### Le premier terme de la différence

- Les cotisations syndicales réelles 2010 s'entendent de celles que l'entreprise doit effectivement acquitter au titre de 2010 et sur lesquelles le dégrèvement accordé au titre de la même année est susceptible de s'imputer.

Il doit être tenu compte, pour déterminer le montant de ces cotisations :

- des frais de dégrèvement, d'assiette et de recouvrement (dénommés par la suite « frais de gestion »),
- ainsi que de l'ensemble des dégrèvements et des crédits d'impôt, à l'exception du dégrèvement transitoire prévu à l'article 1647 C quinquies B.

Les frais de gestion, dégrèvements et crédits d'impôt ne sont pris en compte que pour leur seule part se rapportant aux cotisations de CFE émises au profit des syndicats de communes.

- En pratique, le montant des cotisations syndicales réelles 2010 est déterminé comme suit :
  - [1°] pour chaque avis d'imposition à la CFE mis en recouvrement au titre de l'année 2010 est calculé le montant de la cotisation syndicale réelle brute par l'application au montant des bases nettes taxables figurant dans la colonne « syndicats de communes » du taux syndical fixé au titre de l'année 2010 et mentionné dans la même colonne.

**Exemple :** Le montant des **bases nettes** figurant dans la **colonne « syndicats de communes »** de l'avis d'imposition à la CFE 2010 d'un établissement est égal à **1.995 euros** et le **taux syndical** mentionné dans la même colonne est de **10 %**.

Le montant de la **cotisation syndicale réelle brute** de cet établissement s'élève à :

$$1.995 \text{ euros} \times 10 \% = 199,50 \text{ euros, arrondis à } 200 \text{ euros}$$

- [2°] au **montant de la cotisation syndicale réelle brute** ainsi calculé sont ensuite **ajoutés les frais de gestion y afférents**.

Le **taux de ces frais de gestion** est de **8 %**, conformément aux dispositions de l'**article 1641**.

**Suite de l'exemple :** le montant de la **cotisation syndicale réelle brute après prise en compte des frais de gestion** s'élève à :

$$200 \text{ euros} + (200 \text{ euros} \times 8 \%) = 216 \text{ euros}$$

- [3°] enfin, sont **pris en compte**, le cas échéant, les **dégrèvements** et **crédits d'impôt** obtenus par l'entreprise, à l'**exception du dégrèvement transitoire** prévu à l'**article 1647 C quinquies B**, pour leur **part relative à la cotisation syndicale réelle brute majorée des frais de gestion**.

**Fin de l'exemple :** l'**établissement** a fait l'objet d'une **fermeture définitive** le **30 septembre 2010** et l'entreprise a obtenu en conséquence un **dégrèvement prorata temporis** des **3/12<sup>ème</sup>** du montant de la **CFE** due au titre de **2010** relative à cet établissement.

**Aucun autre dégrèvement** ou **crédit d'impôt** n'a été **obtenu** par l'entreprise au titre de **2010**.

Le **montant de la cotisation syndicale réelle nette** de cet établissement est donc **égal à :**

$$216 \text{ euros} - (216 \text{ euros} \times 3/12^{\text{ème}}) = 162 \text{ euros}$$

☞ *En cas de dégrèvement calculé au niveau d'un établissement, la cotisation syndicale réelle brute de cet établissement, majorée des frais de gestion, est diminuée d'un montant égal à celui du dégrèvement multiplié par le rapport existant entre le montant de la cotisation syndicale réelle brute de l'établissement, majorée des frais de gestion, et le montant total de la CFE de l'établissement, également majorée des frais de gestion (voir la fin de l'exemple précédent). En cas de dégrèvement calculé au niveau d'une entreprise, la cotisation syndicale réelle brute de cette entreprise, majorée des frais de gestion, est diminuée d'un montant égal à celui du dégrèvement multiplié par le rapport existant entre le montant de la cotisation syndicale réelle brute de l'entreprise, majorée des frais de gestion, et le montant total de la CFE de l'entreprise, également majorée des frais de gestion (voir l'exemple ci-après).*

**Exemple :** une **entreprise** est imposée à la **CFE** au lieu des **2 établissements (A et B)** qu'elle exploite.

Au titre de **2010**, le **montant de la CFE de l'établissement A** est **égal**, frais de gestion inclus, à **1.500 euros**, dont **300 euros** sont **émis** au profit d'un **syndicat de communes**.

Au titre de **2010**, la **CFE de l'établissement B**, frais de gestion inclus, s'élève à **900 euros** et ne comprend **aucune part émise** au profit d'un **syndicat de communes**.

L'**entreprise** bénéficie, au titre de **2010**, d'un **plafonnement** en fonction de la **valeur ajoutée (PVA)** égal à **600 euros**.

Le **montant de la cotisation syndicale réelle nette** de l'**établissement A** est **égal à :**

$$300 \text{ euros} - \left[ 600 \text{ euros} \times \frac{300 \text{ euros}}{(1.500 \text{ euros} + 900 \text{ euros})} \right] = 225 \text{ euros}$$

- Les **cotisations syndicales réelles** à prendre en compte sont **minorées** ou **majorées** des éventuels correctifs (*par exemple, un rôle supplémentaire de CFE*) établis au titre de l'année **2010**.

Le **dégrèvement temporaire** peut donc être **minoré** en cas de **diminution** de ces **cotisations** ; à l'inverse, à la **demande du redevable**, le **dégrèvement temporaire** peut être **majoré** en cas d'**augmentation** de ces **cotisations**.

#### Le second terme de la différence

- Les **cotisations syndicales théoriques 2010** sont celles qui **auraient été dues** au titre de **2010** si la **législation** applicable en **2009** avait été **maintenue**, à l'**exception** toutefois des **coefficients forfaitaires** déterminés en application de l'**article 1518 bis** qui sont ceux **fixés** au titre de **2010**.

Il est **tenu compte**, pour déterminer le **montant** de ces **cotisations**, des **frais de gestion** ainsi que de l'ensemble des **dégrèvements** et des **crédits d'impôt** prévus par la **législation** applicable en **2009**, pour leur **seule part** se rapportant aux **cotisations de TP** qui auraient été **émises** au profit des **syndicats de communes**.

Il est également **tenu compte**, selon les **mêmes modalités**, des **exonérations, réductions et abattements de TP**.

☞ Les diminutions d'abattement ou d'exonération qu'auraient connues les entreprises en 2010 si la législation applicable en 2009 avait été maintenue doivent être prises en compte (voir notamment les dispositifs prévus par les articles 1464 A à 1464 C, 1465 à 1465 B, 1466 A et 1478 dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2009). Pour davantage de précisions, il est renvoyé à l'instruction 6 E-4-11.

▪ En pratique, le **montant des cotisations syndicales théoriques 2010** est **déterminé** de la **même façon** que le **montant des cotisations syndicales réelles 2010**, en utilisant cependant non pas les **données des avis d'imposition de CFE 2010**, mais les **données des fiches de calcul TP** jointes à ces avis.

Le **taux des frais de gestion** afférents aux **cotisations syndicales théoriques** est de **8 %**, conformément aux dispositions de l'**article 1641** dans sa rédaction **en vigueur au 31 décembre 2009**.

#### Les exemples de calcul

##### Le cas d'une entreprise mono-établissement

▪ Une **entreprise** exploitant un **établissement unique** est, s'agissant de la **CET** due au titre de **2010**, **redevable uniquement** de la **CFE** et de la **taxe pour frais de chambres de commerce et d'industrie (TACFE ou TCCI en ce qui concerne la cotisation théorique)**.

Les **montants de cotisation** indiqués dans le tableau ci-dessous **comprennent les frais de gestion** :

	<b>Montant (frais de gestion inclus)</b>
CFE réelle 2010 (TACFE incluse)	750 €
<b>Cotisation syndicale réelle 2010</b>	<b>200 €</b>
Cotisation théorique 2010 (TCCI incluse)	600 €
<b>Cotisation syndicale théorique 2010</b>	<b>65 €</b>
Dégrèvements ou crédits d'impôt 2010	Néant

Le **montant** de la **CFE réelle (750 euros)** est **supérieur** à celui de la **cotisation théorique (600 euros)**.

Le **montant** de la **cotisation syndicale réelle (200 euros)** **excède** également celui de la **cotisation syndicale théorique (65 euros)**.

L'**entreprise** peut donc **demander** le bénéfice du **dégrèvement temporaire**.

Le **montant** de ce **dégrèvement** s'élève, au titre de **2010** et de **2011**, à : 200 euros - 65 euros = **135 euros**.

##### Le cas d'une entreprise multi-établissements

▪ Une **entreprise** exploitant **3 établissements** est, s'agissant de la **CET** due au titre de **2010**, **redevable** de la **CFE** et de la **taxe pour frais de chambres de commerce et d'industrie (TACFE ou TCCI en ce qui concerne la cotisation théorique)** et de la **CVAE** ; elle bénéficie d'un **PVA** (les montants de cotisation indiqués dans le tableau ci-dessous comprennent les frais de gestion) :

	<b>Ets A</b>	<b>Ets B</b>	<b>Ets C (princ.)</b>	<b>Total</b>
CFE réelle 2010 (TACFE incluse)	2.000 €	4.200 €	3.000 €	9.200 €
<b>Cotisation syndicale réelle 2010</b>	<b>400 €</b>	<b>390 €</b>	<b>600 €</b>	<b>1.390 €</b>
Cotisation théorique 2010 (TCCI incluse)	4.000 €	6.000 €	7.000 €	17.000 €
<b>Cotisation syndicale théorique 2010</b>	<b>200 €</b>	<b>400 €</b>	<b>400 €</b>	<b>1.000 €</b>
CVAE 2010				8.000 €
PVA réel 2010				150 €
PVA théorique 2010				Néant

Le **montant** de la **CET** due au titre de **2010** (9.200 euros + 8.000 euros - 150 euros = **17.050 euros**) est **supérieur** à celui de la **cotisation théorique 2010 (17.000 euros)**.

La **part** du **PVA réel 2010** se rapportant aux **cotisations syndicales réelles 2010** est égale à : 150 euros x 1.390 euros / 9.200 euros = **23 euros**.

Le **montant total** des **cotisations syndicales réelles 2010** après imputation de la part du PVA s'y rapportant (1.390 euros - 23 euros = **1.367 euros**) **excède** par conséquent celui des **cotisations syndicales théoriques 2010 (1.000 euros)**.

L'**entreprise** peut donc **demander** le bénéfice du **dégrèvement temporaire**.

Le **montant** de ce **dégrèvement** s'élève, au titre de **2010** et de **2011**, à : 1.367 euros - 1.000 euros = **367 euros**.

#### L'IMPUTATION DU DEGREVEMENT TEMPORAIRE SUR LES COTISATIONS ELIGIBLES

- Le **dégrèvement temporaire s'impute** sur la **part émise** au profit des **syndicats de communes** des **cotisations de CFE effectivement dues**. Il s'agit des **cotisations syndicales réelles**.
- Si l'**entreprise bénéficiaire**, exploitant **plusieurs établissements**, est **redevable** de **plusieurs cotisations syndicales**, l'**imputation du dégrèvement temporaire** est **effectuée**, sauf indication particulière de l'entreprise, **prioritairement** sur la **cotisation syndicale de l'établissement principal**, puis, le cas échéant, sur les autres cotisations syndicales, par ordre décroissant de leur montant.
- L'**imputation du dégrèvement temporaire** ne peut être **effectuée** que sur des **cotisations syndicales**. Au titre de l'année **2011**, le **dégrèvement temporaire**, qui ne constitue **pas un crédit d'impôt**, **peut donc être plafonné** au montant de la **somme des cotisations syndicales dues** au titre de cette **même année**.

**Exemple : le dégrèvement temporaire** accordé à une **entreprise mono-établissement** au titre de l'année **2010** est **égal à 135 euros**.

Au titre de **2011**, le **montant** de la **cotisation syndicale due** par cette entreprise n'est que de **110 euros**.

Le **montant du dégrèvement temporaire** accordé à l'entreprise au titre de **2011** est donc **limité à 110 euros**.

- Le **dégrèvement** peut **s'imputer**, le cas échéant, sur la **part émise** au profit d'un **syndicat de communes** de la **cotisation minimum de CFE** établie au lieu du **principal établissement** et prévue à l'**article 1647 D**.

Dans ce cas, le **montant** de la **CFE** finalement **due par le redevable** pour cet établissement est, après ordonnancement du dégrèvement temporaire, **inférieur au montant de la cotisation minimum**.

- Les **soldes de CFE** dus au titre de l'année **2011** **peuvent être réduits**, sous la **responsabilité des redevables**, du **montant du dégrèvement temporaire attendu** au titre de cette même année.

Toutefois, en cas d'**erreur de plus de 10 %**, la **majoration de 10 %** prévue au [1.] de l'**article 1730** s'applique à la **CFE non payée dans les délais**, après ordonnancement du dégrèvement temporaire.

#### L'ARTICULATION DU DEGREVEMENT TEMPORAIRE AVEC LE CREDIT D'IMPOT DANS LES ZONES DE RESTRUCTURATION DE LA DEFENSE ET LES AUTRES DEGREVEMENTS

- Le **dégrèvement temporaire s'applique**, le cas échéant, **avant application** du **dégrèvement transitoire** (art. **1647 C quinquies B**), mais **après application** des **dispositifs** suivants :
  - **crédit de CFE** dans les **zones de restructuration de la défense** (art. **1647 C septies**) ;
  - **dégrèvement de CFE** pour **réduction d'activité** (art. **1647 bis**) ;
  - **PVA** (art. **1647 B sexies**).
- Les **cotisations de CFE** sur lesquelles le **dégrèvement temporaire** est **susceptible de s'imputer** s'entendent donc des **cotisations après application** du **crédit d'impôt** et des **dégrèvements** susmentionnés, à l'exception du dégrèvement transitoire.
- En conséquence, les **cotisations à retenir** pour le **calcul du dégrèvement de CFE pour réduction d'activité** et pour le **calcul du PVA** s'entendent **avant application** du **dégrèvement temporaire**.
- Par suite, la **cotisation des entreprises** servant au **calcul du PVA** s'entend de la **somme** de la **CFE** et de la **CVAE effectivement dues**, diminuée le cas échéant de l'**ensemble des réductions et dégrèvements**, à l'exception du **dégrèvement transitoire**, du **dégrèvement temporaire** et du **crédit d'impôt** en faveur des **entreprises implantées** dans des **zones de restructuration de la défense**, mentionnés respectivement aux **articles 1647 C quinquies B, 1647 C quinquies C et 1647 C septies**.
- Dans le cas où l'**entreprise**, au titre d'une **même année**, bénéficie du **dégrèvement temporaire** avant que le **PVA** ait pu lui être **accordé**, le **montant du dégrèvement temporaire** doit être **recalculé** puisqu'il convient, pour sa détermination, de **prendre en compte le montant du PVA**.

- Enfin, les **cotisations à retenir** pour le **calcul du dégrèvement transitoire** prévu à l'**article 1647 C quinquies B** s'entendent **après application du dégrèvement temporaire**. Ce dernier dégrèvement, prévu à l'**article 1647 C quinquies C**, est donc **ajouté** à la liste des **dispositifs de CET** dressée dans l'instruction 6 E-4-11.
- Dans le **cas où l'entreprise**, au titre d'une **même année**, **bénéficie du dégrèvement transitoire** avant que le **dégrèvement temporaire** ait pu lui être **accordé**, le **montant du dégrèvement transitoire** doit être **recalculé** puisqu'il convient, pour sa détermination, de **prendre en compte le montant du dégrèvement temporaire**.

#### LES OBLIGATIONS DECLARATIVES

- Le **dégrèvement temporaire** est **accordé sur demande du contribuable** effectuée dans le **délaï légal de réclamation** prévu pour la **CFE** (*cf. articles R. 196-1 ou R. 196-2 et, le cas échéant, R. 196-3 du livre des procédures fiscales*).

**A titre exceptionnel**, pour la **CFE** établie au titre de l'**année 2010**, qui est perçue **au profit du budget général de l'État** en application des dispositions de l'**article 1640 B**, le **délaï général de réclamation** est celui prévu par l'**article R. 196-1** du **livre des procédures fiscales** (*pour les rôles émis en 2010, le délaï expire donc le 31 décembre 2012*).

Le **délaï général de réclamation** pour la **CFE** établie au titre de l'**année 2011** est celui prévu par l'**article R. 196-2** du **livre des procédures fiscales**, soit **jusqu'au 31 décembre 2012**.

- La **loi n° 2011-900** du 29 juillet 2011 prévoit que le **dégrèvement temporaire** au titre de l'**année 2010** peut être **demandé** dans les **6 mois** suivant sa **promulgation**, soit au plus tard le **29 janvier 2012**.

Toutefois, les **demandes de dégrèvement temporaire** au titre de l'**année 2010** déposées **entre le 30 janvier 2012 et le 31 décembre 2012** ne seront **pas rejetées** en raison de leur **caractère tardif**.

- Pour **bénéficier du dégrèvement temporaire**, les **redevables** doivent en **faire la demande** pour l'**année 2010** et pour l'**année 2011** dans un **imprimé** prévu à cet effet (*imprimé n° 1332-DET-CET-SD pour les redevables relevant du régime du bénéfice réel et imprimé n° 1332-S-DET-CET-SD pour les redevables relevant des régimes « micro-entreprises » ou « déclaratif spécial »*). Ils doivent notamment **indiquer** :

- le **montant des cotisations syndicales** dues au titre de l'**année 2010** ;
- le **montant des cotisations syndicales qui auraient été dues** au titre de **2010** en application de la **législation en vigueur en 2009**, mais en tenant compte de la **revalorisation annuelle** prévue par l'**article 1518 bis** pour 2010.

- La **demande de dégrèvement temporaire** doit être **déposée** auprès du **service des impôts** dont relève le **principal établissement** de l'entreprise.

- Les **redevables** dont une **part de la CFE due** au titre de l'**année 2010** a été **émise au profit d'un syndicat de communes** sont **informés** de l'institution du **dégrèvement temporaire** par un **message** inséré dans leur **avis d'imposition à la CFE** au titre de l'**année 2011**.

- Le **dégrèvement temporaire**, lorsqu'il est accordé, est **ordonné** par l'administration **dans les 6 mois** suivant la **date de dépôt de la demande**.

- Si des **sommes** sont **indûment restituées** au titre du **dégrèvement temporaire**, leur **reversement** est **demandé** selon les **mêmes règles de procédure** et sous les **mêmes sanctions** qu'en matière de **CFE**.

#### L'ENTREE EN VIGUEUR

- Le **dégrèvement temporaire** s'applique au titre des **années d'imposition 2010 et 2011**.

### [suite article 1647 C quinquies C du CGI]

☞ La réforme de la TP avait introduit une distorsion de la charge fiscale entre les entreprises, selon qu'elles sont localisées sur un territoire où le syndicat est financé par une « contribution fiscalisée » ou non.

Afin de bien appréhender le problème, il convient de l'illustrer par l'exemple suivant.

Une commune fait valoir que, lorsqu'une entreprise verse 10.000 euros de TP au titre du budget communal, elle verse également 8.400 euros pour le syndicat de communes, soit une charge fiscale totale de 18.400 euros.

L'ensemble des bases représente 100.000 euros en 2009 avant réforme.

Dans le cas 1, le syndicat est financé par « contribution budgétaire » et, dans le cas 2, par une « contribution fiscalisée ».

Base TP 2009 = 100.000 euros	
Cas 1 : contribution budgétaire	Cas 2 : contribution fiscalisée
<ul style="list-style-type: none"><li>- la commune vote un taux de <b>18,40 %</b></li><li>- elle perçoit <b>18.400 euros</b> de recettes fiscales, dont <b>8.400 euros</b> sont rétrocédés au syndicat</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>- la commune vote un taux de <b>10 %</b> et collecte <b>10.000 euros</b></li><li>- le syndicat fixe la contribution à <b>8.400 euros</b></li><li>- il convient d'ajouter <b>8,40 %</b> au taux décidé par la commune</li></ul>

☞ Les deux situations sont rigoureusement équivalentes, tant pour la commune et le syndicat, en termes de ressources collectées, que pour les entreprises, en termes de charge fiscale.

Avec la réforme de la TP, les « équipements et biens mobiliers » (EBM) sortent de l'assiette. Ils représentaient 80 % de la base totale. La base de CFE est donc égale à 20.000 euros.

Base CFE 2010 = 20.000 euros	
Cas 1 : contribution budgétaire	Cas 2 : contribution fiscalisée
<ul style="list-style-type: none"><li>- la commune n'augmente pas son taux (<b>18,40 %</b>)</li><li>- elle perçoit <b>3.680 euros</b> de recettes fiscales et <b>14.720 euros</b> de compensation par l'État (ou par le biais des nouveaux impôts transférés)</li><li>- elle reverse <b>8.400 euros</b> au syndicat</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>- la commune n'augmente pas son taux (<b>10 %</b>)</li><li>- elle perçoit <b>2.000 euros</b> de recettes fiscales et <b>8.000 euros</b> de compensation par l'État</li><li>- le syndicat ne modifie pas la contribution qu'il demande, soit <b>8.400 euros</b></li><li>- compte tenu de la diminution importante des bases, le <b>taux syndical</b> s'établit désormais à <b>42 %</b>, ce qui correspond à une <b>cotisation syndicale</b> de <b>8.400 euros</b></li></ul>

☞ On constate que la diminution de la charge fiscale pour les entreprises n'est pas la même dans le cas 1 et dans le cas 2.

Dans le cas 1, la recette de l'impôt diminue de 18.400 à 3.680 euros, soit une baisse de 80 %.

Dans le cas 2, la recette de l'impôt diminue de 18.400 à 10.400 euros (2.000 + 8.400), soit une baisse de 43,48 %.

Il ne s'agit là que d'une approche au niveau macro-économique. En effet, les entreprises dont la base fiscale ne comprenait que peu d'EBM connaissent une augmentation encore plus importante de leur fiscalité.

Leur base n'a donc pas ou peu diminué entre 2009 et 2010. L'augmentation du taux de la « contribution fiscalisée » n'est pas compensée par la diminution de la base. Ainsi, toutes les entreprises disposant de peu d'EBM et localisées sur le territoire d'un syndicat de communes à « contributions fiscalisées » ont vu leur charge fiscale augmenter.

Cette situation apparaissait inéquitable. En effet, si le syndicat se finançait par le biais d'une contribution budgétaire, la charge fiscale de la même entreprise serait restée neutre ou aurait légèrement diminué, l'État (ou le FNGIR) prenant de facto en charge une partie de la contribution communale au syndicat.

Le mode de financement du syndicat influait donc sur le montant de l'impôt acquitté.

En conséquence, lors de l'examen de la 1<sup>ère</sup> LFR 2011, la commission des finances du Sénat a proposé un amendement, légèrement modifié en commission mixte paritaire, dont l'objet était double :

- traiter le problème par le biais d'une compensation intégrale en 2012, et dégressive en 2013 et 2014,
- instituer un dégrèvement de CFE au titre des années 2010 et 2011, faute de pouvoir établir la compensation rétroactivement au 1<sup>er</sup> janvier 2010.

## Exemples d'application

- En 2009, le redevable avait une **base d'imposition** égale à **100.000 euros** (EBM : 80.000 euros et VL foncière : 20.000 euros).

Avec un **taux syndical** de **8,40 %**, celui-ci paie au syndicat une **cotisation** de **8.400 euros**.

- En 2010, la **base de CFE** du redevable est **égale à 20.000 euros**.

Le **syndicat maintient** la **contribution** correspondante aux activités économiques **égale (8.400 euros)**.

Le **taux syndical** est porté mécaniquement à **42,00 %**.

- En conséquence, le **redevable** est soumis à une **cotisation syndicale** égale à **8.400 euros** (20.000 euros x 42,00 %).
- La **différence** entre les montants de **CFE 2010 (8.400 euros)** et la **cotisation théorique TP 2010** (8.400 euros + indexation) est **nulle**.
- Ce **contribuable** ne peut donc **pas bénéficier** d'un **dégrèvement au titre des contributions fiscalisées** (même si la cotisation aurait dû diminuer de 80 %, compte-tenu de la réforme TP).
- Si, avec les **autres cotisations** (CVAE et IFER), le **total à payer** est **supérieur de plus de 10 %** et de **plus de 500 euros** à la **cotisation TP 2009**, il peut bénéficier du **dégrèvement temporaire et dégressif** prévu à l'**article 1647 C quinquies B**.

### Exemple 1

(pour une entreprise qui disposait de peu d'EBM en 2009 et qui paie une cotisation à un syndicat qui n'a pas augmenté en 2010 sa contribution globale par rapport à 2009)

- En 2009, le redevable avait une **base d'imposition** égale à **10.000 euros** :
  - **base « équipements et biens mobiliers » (EBM) : 3.000 euros,**
  - **base valeur locative foncière : 7.000 euros,**
- Avec un **taux syndical** de **8,40 %**, celui-ci paie au syndicat une **cotisation TP** de **840 euros**.
- En 2010, la **base de CFE** du redevable est **égale à 7.000 euros**.

Le **syndicat maintient** la **cotisation totale** correspondant aux activités économiques.

Compte tenu que la **majorité des entreprises** a bénéficié d'une **baisse de 80 %** de leur **base imposable**, le **taux** de la **cotisation syndicale** est **fixé** par les services de la DGFIP à **38,00 %**.

En conséquence, le **redevable** paie une **cotisation 2010** égale à **2.660 euros** (7.000 euros x 38,00 %).

- Ainsi, la **différence** entre les montants de **CFE 2010 (2.660 euros)** et la **cotisation théorique TP 2010** (840 euros + indexation) est **égale** à environ **1.820 euros**.
- Ce **contribuable** peut donc **bénéficier**, sur sa **demande**, d'un **dégrèvement spécifique** « contributions fiscalisées » **égal à :**

$$\begin{array}{|c|} \hline 2.660 \text{ euros} \\ \hline \text{(CFE 2010)} \\ \hline \end{array} - \begin{array}{|c|} \hline 840 \text{ euros} \\ \hline \text{(cotisation théorique TP 2010)} \\ \hline \end{array} = \begin{array}{|c|} \hline 1.820 \text{ euros} \\ \hline \end{array}$$

- Au total, l'**entreprise** acquitte une **cotisation syndicale** égale à **840 euros** (2.660 euros - dégrèvement de 1.820 euros).

**Exemple 2**  
**(pour une entreprise qui disposait de peu d'EBM en 2009**  
**et qui paie une cotisation à un syndicat qui a augmenté en 2010 sa contribution globale par rapport à 2009)**

- En 2010, le syndicat a décidé d'augmenter la contribution à payer. En conséquence, le taux syndical est fixé à 40 %.

L'ancien taux syndical additionnel à la TP est quant à lui porté à un taux théorique de 9,00 % (en fonction des dispositions du CGI en vigueur au 31 décembre 2009).

- Le dégrèvement accordé au redevable sur sa demande sera égal à :

40,00 % (taux CFE 2010)	x	7.000 € (base CFE 2010)	-	9,00 % (taux 2010 calculé en fonction du CGI 2009)	x	10.000 € (base TP 2009)	soit	2.800 €	-	900 €	=	1.900 €
----------------------------	---	----------------------------	---	--	---	-------------------------------	------	---------	---	-------	---	---------

- Au total, l'entreprise acquitte une cotisation syndicale égale à 900 euros (2.800 euros - dégrèvement de 1.900 euros).

**LES COTISATIONS MINIMUM DE CFE, DONT LES BASES PEUVENT ETRE FIXEES**  
**PAR LE CONSEIL MUNICIPAL OU COMMUNAUTAIRE**

[article 1647 D du CGI]

**LES DEUX BASES DE COTISATIONS MINIMUM APPLICABLES**

- [I.1.] Tous les redevables de la cotisation foncière des entreprises (CFE) sont assujettis à une cotisation minimum, établie au lieu de leur principal établissement.**

Cette cotisation est établie à partir d'une base dont le montant, fixé par le conseil municipal, doit être compris :

- **entre 206 et 2.065 euros**, pour les contribuables dont le montant du chiffre d'affaires ou des recettes hors-taxes (au cours de la période de référence définie à l'article 1467 A) est inférieur à 100.000 euros,
- **entre 206 et 6.102 euros**, pour les autres contribuables (ceux dont le montant du chiffre d'affaires ou des recettes hors taxes au cours de la période de référence définie à l'article 1467-A est égal ou supérieur à 100.000 euros).

Lorsque la période de référence ne correspond pas à une période de 12 mois, le montant des recettes ou du chiffre d'affaires est ramené ou porté, selon le cas, à 12 mois.

**LES TROIS POSSIBILITES DE REDUCTION DE MOITIE DES MONTANTS DE BASE MINIMUM**

Les conseils municipaux ont la faculté de réduire ce montant, ou le montant de la base minimum déterminé dans les conditions définies au [I.2.], de moitié au plus :

- pour les assujettis n'exerçant leur activité professionnelle :
  - qu'à temps partiel,
  - ou pendant moins de 9 mois de l'année,
- et pour les assujettis dont le montant hors taxes des recettes ou du chiffre d'affaires au cours de la période de référence définie à l'article 1467 A est inférieur à 10 000 euros.  
 Pour ces derniers assujettis, lorsque la période de référence ne correspond pas à une période de 12 mois, le montant des recettes ou du chiffre d'affaires est ramené ou porté, selon le cas, à 12 mois.

**LA POSSIBILITE DE DELIBERER AVANT LE 15 FEVRIER 2012 POUR UNE APPLICATION DES 2012**

- Les nouvelles dispositions (figurant en rouge ci-dessus et au dernier alinéa du [I.1.] relatif à la revalorisation annuelle ci-après) s'appliquent à compter des impositions dues au titre de 2013.

Toutefois, si la délibération concernant les assujettis dont le montant HT des recettes ou du CA est inférieur à 10.000 euros a été prise avant le 15 février 2012, elle s'applique aux impositions dues au titre de l'année 2012.

#### LA FIXATION DE BASES MINIMUM PAR UN EPCI A FPU OU A FPZ

- Lorsqu'un **EPCI, soumis à l'article 1609 nonies C (fiscalité professionnelle unique)** a été **constitué**, il **fixe**, en lieu et place des communes membres, le **montant de la base minimum**, dans les **limites** fixées au **1<sup>er</sup> alinéa**.
- Lorsqu'un **EPCI fait application du [I.] de l'article 1609 quinquies C (fiscalité professionnelle de zone)**, il **fixe**, en lieu et place des communes membres, le **montant de la base minimum applicable** dans la **zone d'activités économiques** concernée, dans les **limites** fixées au **1<sup>er</sup> alinéa**.

#### LA REVALORISATION ANNUELLE DES MONTANTS PRIS EN COMPTE POUR LE CALCUL DE LA BASE MINIMUM

- Sont, **à compter de l'année suivante celle au titre de laquelle ils s'appliquent pour la 1<sup>ère</sup> fois**, revalorisés chaque **année** comme le **taux prévisionnel** (associé au PLF de l'année) d'**évolution des prix** à la **consommation des ménages**, hors tabac, pour la **même année** :
  - les **montants** mentionnés au **1<sup>er</sup> alinéa (à l'exception des montants de 100 000 euros et 10.000 euros - chiffre d'affaire ou recettes pris en compte -)**,
  - les **montants** résultant de **délibérations**,
  - et le **montant mentionné au 1<sup>er</sup> alinéa du [I.2.] (base minimum de TP appliqué en 2009)**.

#### L'APPLICATION DU MONTANT DE LA BASE MINIMUM DE TP 2009 EN CAS D'ABSENCE DE DELIBERATION

- **[I.2.] À défaut de délibération pour les 2 premières catégories de redevables** définies au **1<sup>er</sup> alinéa du [I.1.]** ou pour **l'une d'entre elles** seulement, le **montant de la base minimum** est **égal au montant de la base minimum de TP appliqué en 2009**, en vertu des **dispositions du présent article en vigueur au 31 décembre 2009**, selon le cas :
  - soit dans la **commune**,
  - soit dans l'**EPCI**,
  - soit dans la **zone d'activité économique**.

#### LA POSSIBILITE, JUSQU'AU 31 DECEMBRE, DE REDUIRE LE MONTANT DE LA BASE MINIMUM

- Toutefois, lorsque le **montant de la base minimum de CFE déterminée** dans les **conditions** définies à l'**alinéa précédent** du présent **[I.2.] (base minimum de TP appliqué en 2009)** est **supérieur aux plafonds** définis au **[I.1.] (2.030 ou 6.000 euros)**, pour les **2 premières catégories de redevables** ou pour **l'une d'entre elles** seulement, les **communes et les EPCI peuvent**, par une **délibération** prise dans les **conditions** prévues au **[I.] de l'article 1639 A bis (jusqu'au 31 décembre)**, **réduire le montant de la base minimum**.
- Le **[I.2.] s'applique à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012**.

☞ Ces modifications (issues de l'article 51 de la 4<sup>ème</sup> LFR 2011) autorisent l'organe délibérant à réduire de moitié au plus le montant de la base minimum des contribuables réalisant moins de 10.000 euros de CA ou de recettes. Cette disposition est applicable pour la CFE acquittée au titre de l'année 2012 pour autant que la délibération intervenue est intervenue avant le 15 février 2012. Dans le cas contraire, elle ne prend effet qu'à compter des impositions dues au titre de 2013.

Il est précisé que les montants de 10 000 euros et de 100 000 euros ne sont pas revalorisés chaque année pour tenir compte de l'inflation, au contraire des montants de base minimum votés par la commune qui sont automatiquement revalorisés.

Il est également inséré un [I.2.] de l'article 1647 D qui prévoit que, à défaut de délibération, le montant de base minimum de CFE retenu est celui en vigueur pour la cotisation minimum de TP. En cela, le droit applicable demeure inchangé. En revanche, il dispose que, dans ce cas, lorsque le montant de la base minimum de CFE est supérieur à 2 030 euros ou 6.000 euros, les communes et les EPCI peuvent réduire le montant de la base minimum.

La nouvelle disposition permet aux communes et EPCI de mieux appréhender les capacités contributives des petits redevables sans devoir diminuer le montant de la base minimum pour l'ensemble d'entre eux.

Par ailleurs, pour les communes et les EPCI dont le montant de base minimum est supérieur à 2 030 euros, il leur offre une possibilité de convergence vers ce plafond en les autorisant à réduire le montant applicable sans qu'ils soient nécessairement obligés de le fixer, au plus, à 2 030 euros.

La mise en œuvre de cette disposition, qui permet de corriger la situation de redevables acquittant une CFE sans rapport avec leur chiffre d'affaires ou leurs recettes - ce qui réduit les recettes de la collectivité - reste une faculté laissée à la discrétion des organes délibérants des communes ou des EPCI.

Ces dispositions s'appliquent à compter des impositions dues au titre de l'année 2013, afin de laisser le temps aux communes de délibérer.

Toutefois, à titre transitoire, les collectivités territoriales qui le souhaitaient pouvaient délibérer jusqu'au 15 février 2012 pour que la réduction de la base minimum des redevables réalisant moins de 10 000 euros de recettes ou de chiffre d'affaires s'applique dès les impositions dues au titre de l'année 2012. Le montant des réductions ainsi accordées ne pouvait toutefois pas figurer parmi les informations communiquées aux collectivités territoriales sur l'état 1259 de l'année 2012.

**L'ASSUJETTISSEMENT A LA COTISATION MINIMUM DE CERTAINS REDEVABLES**

- **[II.] Sont redevables de la cotisation minimum**, quand ils ne disposent d'**aucun local ou terrain** :
- **[II.1.] les redevables domiciliés** en application d'un **contrat de domiciliation commerciale** ou d'une **autre disposition contractuelle** (la cotisation minimum est **établie** au lieu de leur **domiciliation**),
  - ☞ *Cette précision a été rendue nécessaire compte tenu de l'arrêt de la CAA de Paris du 18/12/2008, qui considère que les bases doivent être imposables chez la domiciliante, au motif qu'elle a le contrôle.*
- **[II.2.] Les redevables non sédentaires** sont **redevables de la cotisation minimum** établie :
  - au lieu de la **commune de rattachement** mentionné sur le **récépissé de consignation** prévu à l'**article 302 octies** ;
  - **ou, à défaut de ce récépissé, au lieu de leur habitation principale.**
  - ☞ *Ainsi est prévu que les contribuables non sédentaires disposant d'une habitation principale sont assujettis à la cotisation minimum à leur lieu de résidence.*
- **[II. 3.] les redevables situés à l'étranger** qui réalisent une **activité de location ou de vente** portant sur un ou plusieurs **immeubles situés en France** (la **cotisation minimum** est **établie** au lieu de situation de l'**immeuble** dont la **valeur locative foncière** est la **plus élevée** au **1<sup>er</sup> janvier** de l'année d'imposition).

Il est indispensable de pouvoir réaliser des simulations sur la baisse de la cotisation minimum car, si les enjeux financiers sont relativement faibles, les enjeux politiques sont réels.

Les collectivités peuvent recevoir, à leur demande, l'état 1081 A (qui récapitule les bases prévisionnelles de CFE), mais cet état n'a pas été disponible avant le 15 février 2012 (date limite pour instituer cette cotisation minimum dès 2012).

Pour la prochaine délibération, dont la date limite est ramenée au 31 décembre, les collectivités pourront disposer notamment du nombre d'auto-entrepreneurs. Cette communication sera ensuite organisée de façon récurrente.

[voir état 1081 A à la fin du présent volet 2]

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL [OU COMMUNAUTAIRE]  
RELATIVE A LA REDUCTION, DE MOITIE AU PLUS,  
DE LA BASE MINIMUM DE COTISATION FONCIERE DES ENTREPRISES  
DES REDEVABLES REALISANT MOINS DE 10.000 EUROS  
DE RECETTES OU DE CHIFFRE D'AFFAIRES**

[délibération pouvant être prise jusqu'au 31 décembre pour une application à compter de l'année suivante]

Le Maire [Le Président] expose à l'assemblée que l'article 1647 D du code général des impôts prévoit que les redevables à la cotisation foncière des entreprises (CFE) sont assujettis à une cotisation minimum, à l'instar de ce qui existait déjà en matière de taxe professionnelle.

La base d'imposition minimum se substitue à la base réelle du principal établissement lorsque celle-ci est inférieure. La cotisation minimum résulte du produit de la base minimum par le taux local de CFE.

Il précise que le montant de la base minimum peut être fixé par le conseil municipal [l'organe délibérant de la communauté]. Dans ce cas, il doit être compris :

- entre 206 et 2.065 euros, pour les contribuables dont le montant du chiffre d'affaires ou des recettes hors-taxes (au cours de la période de référence définie à l'article 1467 A) est inférieur à 100.000 euros,
- entre 206 et 6.102 euros, pour les autres contribuables (ceux dont le montant du chiffre d'affaires ou des recettes hors taxes au cours de la période de référence définie à l'article 1467 A) est égal ou supérieur à 100.000 euros.

À défaut de délibération pour les 2 premières catégories de redevables ou pour l'une d'entre elles seulement, le montant de la base minimum est égal au montant de la base minimum de TP appliqué en 2009. Toutefois, lorsque le montant de la base minimum de CFE est supérieur aux plafonds de 2.030 ou de 6.000 euros pour ces 2 catégories de redevables ou pour l'une d'entre elles seulement, les communes et les EPCI peuvent réduire le montant de la base minimum.

Pour certains contribuables (ceux dont le chiffre d'affaires ou les recettes sont faibles, voire très faibles), la cotisation minimum peut constituer une charge non négligeable. Mais, si la commune [la communauté] décide de fixer le montant de la base minimum à un niveau très faible, celle-ci s'appliquerait à tous les contribuables concernés par la cotisation minimum, ce qui entraînerait une perte de recettes fiscales non négligeable.

En vertu du [I.1.] de l'article 1647 D du CGI, la commune [la communauté] a la faculté de réduire le montant des bases minimum de CFE qu'elle a fixé (ou celui calculé à partir de la base minimum de TP appliqué en 2009), de moitié au plus :

- pour les assujettis n'exerçant leur activité professionnelle qu'à temps partiel ou pendant moins de 9 mois de l'année,
- et pour les assujettis dont le montant HT des recettes ou du chiffre d'affaires est inférieur à 10 000 euros.

Le conseil municipal [Le conseil communautaire] décide d'appliquer une **réduction de** % <sup>(1)</sup> à la base de la cotisation minimum de la CFE applicable :

- aux assujettis n'exerçant leur activité professionnelle qu'à temps partiel ou pendant moins de 9 mois de l'année,
- aux assujettis dont le montant annuel hors-taxes des recettes ou du chiffre d'affaires est inférieur à 10.000 euros.

Cette décision, dans la mesure où elle est prise avant le 1<sup>er</sup> janvier, s'appliquera aux impositions dues au titre de l'année prochaine et des années suivantes.

Il charge le Maire [le Président] de notifier cette décision aux services préfectoraux.

---

<sup>(1)</sup> préciser le taux de réduction, égal au maximum à 50 %

## L'EX-COTISATION DE PÉRÉQUATION DE LA TP ET LA COTISATION MINIMUM DE CFE

[extraits de l'instruction de la DGFIP n° 6 E-7-11]

### LA COTISATION DE PEREQUATION DE LA TP (ABROGEE)

- La cotisation de péréquation de la taxe professionnelle mentionnée à l'article 1648 D est abrogée.

### LA COTISATION MINIMUM

#### LES PRINCIPES

- Tous les redevables de la CFE sont susceptibles d'être assujettis, au lieu de leur principal établissement, à une cotisation minimum.
- Toutefois, la cotisation minimum n'est pas due par :
  - les personnes qui ne sont pas dans le champ d'application de la CFE prévu par l'article 1447,
  - les personnes qui, bien qu'étant dans le champ d'application susvisé, bénéficient pour leur principal établissement d'une exonération totale de CFE, de plein droit ou facultative (articles 1449 à 1466 E et 1518 A),
  - les personnes dont l'établissement principal est exonéré de CFE pour l'année de la création en application du [I.] de l'article 1478.

#### LA NOTION DE PRINCIPAL ETABLISSEMENT

- La cotisation minimum d'une entreprise exploitant un établissement unique est due au lieu de cet établissement, lequel constitue le principal établissement de l'entreprise.

La cotisation minimum d'une entreprise exerçant son activité dans plusieurs communes ou dans une seule commune au sein de laquelle elle dispose de plusieurs établissements est due au lieu de son établissement principal, ce lieu étant celui de dépôt de la déclaration annuelle de résultats.

Par conséquent, une entreprise ne peut être redevable que d'une seule cotisation minimum, quel que soit le nombre de ses établissements.

- Quand ils ne disposent d'aucun établissement :
  - les redevables de la CFE domiciliés en application d'un contrat de domiciliation commerciale ou d'une autre disposition contractuelle sont redevables de la cotisation minimum au lieu de leur domiciliation ; en présence de contrats multiples, la cotisation minimum est établie au lieu de dépôt de la déclaration annuelle de résultats,
  - les redevables de la CFE non sédentaires sont redevables de la cotisation minimum établie au lieu de la commune de rattachement mentionné sur le récépissé de consignation prévu à l'article 302 octies. Ainsi, les commerçants totalement non sédentaires ne sont pas imposables sur leur emplacement de marché,
  - les entreprises situées à l'étranger ne disposant d'aucun établissement en France mais qui y exercent une activité de location ou de vente d'immeubles sont imposées au lieu de situation de l'immeuble dont la valeur locative foncière est la plus élevée au 1er janvier de l'année d'imposition.

#### LE CALCUL DE LA COTISATION MINIMUM

- A compter du 1er janvier 2010, la cotisation minimum est établie à partir d'une base dont le montant est fixé par le conseil municipal ou l'EPCI qui s'y substitue. Ce montant doit être compris :
  - entre 200 € et 2 000 € (203 € et 2.030 € pour 2012) pour les contribuables dont le montant du chiffre d'affaires ou des recettes hors taxes au cours de la période de référence est inférieur à 100.000 €,
  - et, pour les autres contribuables, entre 200 € et 6 000 € (entre 203 € et 6.000 € pour 2012).

Ces montants sont revalorisés chaque année en fonction de l'évolution des prix à la consommation des ménages hors tabac.

- Toutefois, à défaut de délibération prise par le conseil municipal ou l'EPCI qui s'y substitue applicable à compter des impositions établies au titre de 2010, le montant de la base minimum applicable à compter des impositions de 2010 est égal au montant de la base minimum de TP appliqué en 2009 dans la commune (s'agissant du mode de calcul de la base minimum de TP, cf. DB 6 E-4124).

Les conseils municipaux ou les organes délibérants des EPCI ont la faculté de réduire le montant de la base minimum de moitié au plus pour les assujettis n'exerçant leur activité professionnelle qu'à temps partiel ou pendant moins de 9 mois dans l'année (cf. DB 6 E-4121, transposable à la CFE).

## LE DEGREVEMENT DE LA CFE EN CAS DE DIMINUTION DES BASES DE CFE

[article 1647 bis du CGI]

### LES MODALITES DE CALCUL DU DEGREVEMENT

- Les **redevables** dont les bases d'imposition à la CFE diminuent bénéficient, sur leur **demande**, d'un **dégrèvement** correspondant à la **différence** entre :
  - les **bases** de l'**avant-dernière année**,
  - et les **bases** de la **dernière année précédant l'année d'imposition**.

Ce dégrèvement est **pris en charge** par le **Trésor** au titre des **articles 1641 à 1644**.

- La **diminution des bases** résultant d'une **modification** des **règles d'assiette** décidée par le **législateur** est **sans incidence** sur le **montant** du **dégrèvement**.

### L'APPLICATION DU DEGREVEMENT EN 2010

[6.1.30 de l'article 2 de la LF 2010]

- Pour l'**application** de l'**article 1647 bis** en **2010**, les **bases d'imposition** [6. 1-30 de l'article 2 de la LF 2010] prises en compte sont les **bases** retenues pour le calcul de la **taxe professionnelle**, **diminuées** de la **valeur locative** des **équipements et biens mobiliers**.

### L'APPLICATION DU DEGREVEMENT EN 2011

- Pour l'application de l'**article 1647 bis** en **2011**, la **base d'imposition** prise en compte au titre de **2009** est la **base d'imposition** retenue selon les **modalités** prévues à l'**alinéa ci-dessus**.

La **base d'imposition** prise en compte au titre de **2010** est la **base d'imposition** retenue pour le calcul de la CFE.

## LE CREDIT D'IMPOT (750 EUROS PAR SALARIE) « ZONE DE RESTRUCTURATION DE LA DEFENSE »

[article 1647 C septies]

### LES BENEFICIAIRES DU CREDIT D'IMPOT

- [I.] Les **redevables** de la **cotisation foncière des entreprises** et les **entreprises temporairement exonérées** de cet impôt au titre de l'un ou plusieurs de leurs établissements en application des **articles 1464 B à 1464 D, 1464 I, 1464 K, 1466 A et 1466 C à 1466 E** peuvent bénéficier d'un **crédit d'impôt** :
  - pris en charge par l'**État**,
  - et égal à **750 euros par salarié employé depuis au moins un an** au 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'imposition dans l'établissement au titre duquel le crédit d'impôt est demandé.

### LES CONDITIONS D'OBTENTION DU CREDIT D'IMPOT

- Les **conditions** suivantes doivent être **réunies** :
  - [1°] l'**établissement** relève d'une **micro-entreprise** au sens de l'**article 2** de l'**annexe I** au **règlement (CE) n° 800 / 2008** de la Commission du 6 août 2008 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché commun en application des articles 87 et 88 du traité (**Règlement général d'exemption par catégorie**),
  - [2°] l'**établissement** réalise, à **titre principal**, une **activité commerciale ou artisanale** au sens de l'**article 34**,
  - [3°] l'**établissement** est **situé**, au 1<sup>er</sup> janvier de l'année au titre de laquelle le crédit d'impôt est demandé pour la 1<sup>ère</sup> fois, dans une commune définie au [3 ter. 2°] de l'**article 42** de la **loi n° 95-115** du 4 février 1995.

### L'APPLICATION DU CREDIT D'IMPOT PENDANT 3 ANS

- [II.] Le **crédit d'impôt** s'applique pendant **3 ans** à compter du 1<sup>er</sup> janvier de l'année au titre de laquelle la commune est reconnue comme **zone de restructuration de la défense**.
- En cas de **changement d'exploitant**, le **nouvel exploitant** peut **démander** le **bénéfice du crédit d'impôt** pour la **période restant à courir** et dans les **conditions** prévues pour son **prédécesseur**.

### LA DECLARATION DU NOMBRE DE SALARIES

- [III.] Pour **bénéficier** du **crédit d'impôt**, les **redevables** indiquent **chaque année** sur la **déclaration** et **dans le délai** prévu au [I.] de l'**article 1477** le **nombre de salariés employés depuis au moins un an** au 1<sup>er</sup> janvier de l'année du dépôt de cette déclaration.

☞ Ainsi, a été supprimée la déclaration spécifique du nombre de salariés, jugée inutile par l'administration.

De plus, le montant du crédit d'impôt excédant le montant de la CFE peut être imputé sur les éventuels IFR (dans un souci de simplification). Cet excédent reste, en tout état de cause, remboursable.

#### L'IMPUTATION DU CREDIT D'IMPOT SUR L'AVIS D'IMPOSITION DE CFE

[IV.] Le **crédit d'impôt** s'impute sur la **totalité des cotisations** figurant sur l'**avis d'imposition de cotisation foncière des entreprises** mises à la charge du redevable.

S'il lui est **supérieur**, la **différence** est due au redevable.

#### LES MODALITES D'APPLICATION ET L'EVENTUEL REVERSEMENT

- [V.] Si, pendant la **période d'application du crédit d'impôt** ou dans les **5 années suivant** la fin de celle-ci, le **redevable transfère hors de l'Espace économique européen les emplois** ayant ouvert droit au **crédit d'impôt**, il est tenu de **reverser les sommes dont il a bénéficié à ce titre**.
- [VI.] Les **emplois transférés** à partir d'un **autre établissement** de l'entreprise situé dans une zone autre que celles visées au [3 ter.] de l'**article 42** de la **loi n° 95-115** du 4 février 1995 précitée **n'ouvrent pas droit au crédit d'impôt**.
- [VII.] Le **bénéfice du crédit d'impôt** est **subordonné** au **respect du règlement (CE) n° 1998 / 2006** de la Commission du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux **aides de minimis**.

#### L'APPLICATION DU CREDIT D'IMPOT EN 2010

- Pour l'**application du présent article**, les **montants** de la **CET** et des **taxes consulaires 2010**, de la **TP** et des **taxes consulaires théoriques 2010** (en application du CGI en vigueur au 31 décembre 2009), s'apprécient **après prise en compte** :
  - des **frais de dégrèvement, d'assiette et de recouvrement**,
  - le cas échéant, de la **cotisation minimale de TP** (prévue à l'**article 1647 E**) qui aurait été due au titre de **2010** en application du CGI en vigueur au 31 décembre 2009,
  - et de l'ensemble des **dégrèvements** et des **crédits d'impôts** dont ces cotisations font l'objet.

#### L'ORDONNANCEMENT, LA REDUCTION POSSIBLE DES SOLDES A PAYER, L'IMPUTATION ET, LE CAS ECHEANT, LA RESTITUTION DU DEGREVEMENT

- Les **dégrèvements** résultant de l'application du présent article sont **ordonnés dans les 6 mois** suivant celui du **dépôt de la demande**.
- Le **dégrèvement** s'impute :
  - **en priorité** sur la **cotisation foncière des entreprises (CFE)**,
  - puis sur la **cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)** de l'**année** au titre de laquelle le **dégrèvement** est demandé.

Les **soldes** de ces **impôts** peuvent être **réduits**, sous la **responsabilité des redevables**, du **montant du dégrèvement attendu**.

La **majoration** prévue au [1.] de l'**article 1730** s'applique lorsque, à la suite de l'ordonnancement du dégrèvement, les **versements** sont **inexact** de **plus du dixième**.

- Le **reversement** des **sommes indûment restituées** est **demandé** selon les **mêmes règles** de procédure et sous les **mêmes conditions** qu'en matière de **CFE**.

Les **réclamations** sont **présentées, instruites et jugées** selon les **règles de procédure** applicables en matière de **CFE**.

☞ Ces dispositions s'appliquent à compter des impositions établies au titre de 2010.

## LES RÉDUCTIONS DE CFE

[extraits de l'instruction de la DGFIP n° 6 E-7-11]

### L'AJUSTEMENT, LES DEGREVEMENTS ET LE CREDIT D'IMPOT APPLICABLES EN CFE

#### L'AJUSTEMENT EN CAS DE CESSATION D'ACTIVITE

- En vertu du [I.] de l'article 1478, le contribuable qui cesse toute activité dans un établissement n'est pas redevable de la CFE pour les mois restant à courir, sauf :
  - en cas de cession de l'activité exercée dans l'établissement,
  - ou en cas de transfert d'activité.

Lorsque l'imposition de CFE a déjà été établie, le redevable qui cesse toute activité dans un établissement peut prétendre, sauf en cas de cession ou de transfert de l'activité, à un dégrèvement pour cessation d'activité en cours d'année.

Il convient de se reporter au BOI 6 E-11-98 actualisant la DB 6 E-431.

*Il est rappelé que la suspension d'activité dans un établissement pendant au moins 12 mois consécutifs s'analyse en une cessation suivie d'une création (article 310 HT de l'annexe II).*

#### LE CREDIT DE CFE DANS LES ZONES DE RESTRUCTURATION DE LA DEFENSE (ZRD)

- Le crédit prévu à l'article 1647 C septies en faveur des entreprises implantées dans les ZRD est rendu applicable à la CFE, sans modification.

#### LE DEGREVEMENT EN CAS DE DIMINUTION DES BASES D'IMPOSITION (OU « DRA »)

- Le dégrèvement en cas de diminution des bases d'imposition, dit également « dégrèvement pour réduction d'activité » (DRA) prévu à l'article 1647 bis est rendu applicable à la CFE, sans modification majeure et ses modalités d'application à la CFE établie au titre des années 2010 et 2011 sont précisées.

##### Les généralités

- Le DRA correspond à la différence entre les bases de l'avant-dernière année et celles de la dernière année précédant l'année d'imposition.

A titre de règle pratique, le DRA peut être ainsi calculé :

$$\text{DRA année N} = \text{CFE année N} - \text{CFE année N} \times \frac{\text{base N - 1}}{\text{base N - 2}}$$

- Il est rappelé que le DRA se calcule au niveau de l'entreprise et non pas par établissement.

En conséquence, il convient de comparer les bases N-1 et N-2 afférentes aux seuls établissements maintenus en activité au 1er janvier de l'année N au titre de laquelle le DRA est demandé, y compris celles afférentes à des activités ayant seulement fait l'objet d'un transfert dans une autre commune au cours de l'année N-1.

##### L'absence d'incidence des modifications d'assiette décidées par le législateur

##### La validation de la règle de l'absence d'incidence des modifications d'assiette décidées par le législateur

- L'article 1647 bis prévoit explicitement que les diminutions de bases dues à une modification des règles d'assiette décidée par le législateur sont sans incidence sur le montant du dégrèvement.

*En matière de TP, l'article 1647 bis et la doctrine (DB 6 E-432 n° 5) prévoyaient déjà respectivement deux principaux cas d'absence d'incidence et la règle générale.*

Cette règle s'inscrit dans la **logique du DRA** : le **DRA demandé** pour l'impôt établi au titre d'une année N doit être **déterminé** en appliquant aux **éléments de la période de référence N-2 et N-1** la législation en vigueur au **1er janvier de l'année N**, date du fait générateur de l'impôt.

Ainsi, par exemple, la **majoration forfaitaire annuelle** prévue à l'article **1518 bis** ne doit **pas être appliquée** pour la **détermination des valeurs locatives foncières** prises en compte pour le **calcul du DRA**.

- Dans le même sens, il convient de **faire abstraction** pour le **calcul du DRA** demandé au titre des **années 2010 et 2011**, des **EBM** et de la **fraction des recettes** mentionnée au [2°] de l'article **1467** en vigueur jusqu'au **31 décembre 2009**

#### Les modalités d'application à la CFE établie au titre des années 2010 et 2011

- L'article **2** de la **LF pour 2010** précise les **modalités d'application** du **DRA** à la **CFE** établie au titre des **années 2010 et 2011** corrélatives à la **suppression des EBM**.

Pour l'**application** du **DRA** à la **CFE** établie au titre de ces deux années, seules les **valeurs locatives foncières** doivent être **prises en compte**.

En conséquence, les **bases TP** utiles au **calcul du DRA** au titre des **années 2010 et 2011** doivent être diminuées des **EBM** et de la fraction imposable des recettes.

☞ *En vertu du point 6.1.30 de l'article 2 de la LF pour 2010. Les EBM s'entendent de tous les biens qui étaient imposés à la TP en tant que tels, c'est-à-dire les biens mentionnés aux 2° et 3° de l'article 1469 en vigueur jusqu'au 31 décembre 2009, ainsi que ceux mentionnés au deuxième alinéa du 1° du même article.*

#### **L'application du DRA à la CFE 2010**

- Pour le **DRA** portant sur la **CFE** établie au titre de l'année **2010**, les **bases TP** de la **période de référence 2008** et celles de la **période de référence 2009** doivent être **diminuées** de la **valeur locative des EBM** et de la **fraction imposable des recettes**, afin de ne comparer que les **seules valeurs locatives foncières**.

#### **L'application du DRA à la CFE 2011**

- Pour le **DRA** portant sur la **CFE** établie au titre de l'année **2011**, les **bases TP** de la **période de référence 2009** doivent également être **diminuées** de la **valeur locative des EBM** et de la **fraction imposable des recettes**.

#### L'articulation avec les dégrèvements de CET

- Le **DRA** s'applique **préalablement** au **dégrèvement** résultant du **plafonnement** en fonction de la valeur ajoutée (article **1647 B sexies**) et au **dégrèvement transitoire de CET** (article **1647 C quinquies B**).

#### **LES DEGREVEMENTS ET LE CREDIT D'IMPOT ABROGES**

- Sont **abrogés** tous les **dégrèvements** qui trouvaient leur **principale raison d'être** dans les **EBM** ainsi que le **crédit d'impôt** en faveur des **entreprises** implantées dans les **zones d'emploi en grande difficulté**.

Sont ainsi **abrogés** à compter des **impositions** établies au titre de **2010** :

- le **dégrèvement** en faveur des **entreprises disposant de véhicules routiers, d'autocars ou de bateaux** affectés à la navigation intérieure (article **1647 C**),
- le **dégrèvement** en faveur des **entreprises de transport sanitaire terrestre** (article **1647 C bis**),
- le **dégrèvement** en faveur des **armateurs** (article **1647 C ter**),
- le **dégrèvement** au titre des **immobilisations affectées à la recherche** (article **1647 C quater**),
- le **dégrèvement** au titre des **investissements nouveaux** (article **1647 C quinquies**),
- le **dégrèvement permanent** et le **dégrèvement spécifique complémentaire** (articles **1647 C quinquies A** et **1647 B nonies**),
- le **crédit d'impôt** en faveur des **entreprises** implantées dans les **zones d'emploi en grande difficulté** (article **1647 C sexies**), y compris s'agissant de la **clause de garantie** qui était prévue au **2<sup>ème</sup> alinéa** du [II. 2°] de l'article **1647 C sexies**

☞ *Il est précisé qu'en tout état de cause l'année 2009 était la dernière année au titre de laquelle les zones d'emploi étaient reconnues en difficulté.*

## LE RECOUVREMENT DE LA CFE ET DES TAXES ADDITIONNELLES

[article 1679 *quinquies* du CGI]

### LE RECOUVREMENT PAR VOIE DE ROLE

- La **cotisation foncière des entreprises** et les **taxes additionnelles** sont **recouvrées par voie de rôles** suivant les **modalités** et sous les **garanties** et sanctions **prévues en matière de contributions directes**.

### LE VERSEMENT OBLIGATOIRE D'UN ACOMPTE DE 50 %

- Elles donnent lieu au **versement d'un acompte**, égal à **50 %** du montant des **taxes mises en recouvrement** au titre de **l'année précédente**, **avant le 1er avril** de l'année courante.

L'**acompte** n'est pas dû si ce montant est **inférieur à 3 000 euros**.

- L'**acompte** est **exigible le 31 mai** et il est fait application des dispositions du [2.] et du [3.] de l'**article 1664** pour son **recouvrement** et celui du **solde de la taxe**.

Cet **acompte** est **arrondi à l'euro le plus proche**, la **fraction d'euro égale à 0,50** est comptée pour 1.

### LES CONDITIONS ET MODALITES DE REDUCTION DE L'ACOMPTE

- Le **redevable** qui estime que sa **base d'imposition** sera **réduite d'au moins 25 %** ou qui **prévoit la cessation** de son **activité en cours d'année**, au sens du [1.] de l'**article 1478**, **peut réduire** le montant de son **acompte** en remettant au **comptable public**, chargé du recouvrement de la **CFE** du lieu d'imposition, **15 jours** avant la **date d'exigibilité** de l'acompte, une **déclaration datée et signée**.

### LE VERSEMENT DU SOLDE

- Le **versement du solde** ne sera **exigible qu'à partir du 1er décembre**.
- Les **redevables** peuvent, **sous leur responsabilité**, **réduire** le montant du **solde de CFE** du montant du **dégrèvement attendu** du **plafonnement** de la **CET due au titre de la même année**, en remettant au **comptable public** chargé du recouvrement de la **CFE** une **déclaration datée et signée**.

## LA NON APPLICATION D'INTERETS DE RETARD, EN CAS D'ERREUR DE L'ADMINISTRATION ET SI LE CONTRIBUABLE EST DE BONNE FOI

[article 1727 [II. 2 *ter*] du CGI]

- **Aucun intérêt de retard** n'est dû si :
  - la **cause** du **rehaussement** poursuivi par l'**administration** est un **différend** sur la **valeur locative** des biens mentionnés :
    - au [I.] de l'**article 1496** (*activité professionnelle non commerciale*),
    - et à l'**article 1498** (*locaux commerciaux et biens divers*),
  - et s'il est **démontré** :
    - que le **contribuable de bonne foi** a acquitté l'**imposition** sur la base du **rôle** établi par l'**administration**,
    - et que celui-ci ne résultait **ni d'un défaut**, **ni d'une inexactitude de déclaration**.

☞ Le sous-amendement n° 184 (AN) à l'origine de ce nouvel article est motivé par le fait que, lorsque l'évaluation opérée par l'administration est inexacte, sans que cette inexactitude ne résulte d'une manœuvre ou d'une erreur d'un contribuable de bonne foi (mais qu'elle découle d'une erreur de l'administration), cette erreur ne doit pas faire l'objet d'intérêts de retard.

## LES OBLIGATIONS DECLARATIVES, LE PAIEMENT ET LE CONTENTIEUX DE LA CFE

[extraits de l'instruction de la DGFIP n° 6 E-7-11]

### LES OBLIGATIONS DECLARATIVES

- A la différence de la TP, les redevables de la CFE ne sont pas tenus de déclarer chaque année leurs bases d'imposition à la CFE.
- Pour l'imposition à la CFE, 2 catégories de situations donnent lieu au dépôt d'une déclaration :
  - 1447 C, en cas de création ou changement d'exploitant,
  - 1447 M, en cas de variation de la consistance des locaux ou de modification d'un quelconque des éléments de la déclaration précédemment déposée, s'agissant de la CFE, de la CVAE ou de l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER).

#### LA DECLARATION 1447 C

- Pour les établissements créés ou ayant fait l'objet d'un changement d'exploitant au cours d'une année N, une déclaration (1447 C) doit être déposée au plus tard avant le 1<sup>er</sup> janvier suivant l'année de création ou du changement d'exploitant, c'est-à-dire au plus tard le 31 décembre de l'année de création N.
- Ainsi, pour les établissements créés ou repris en 2010, la déclaration 1447 C doit être déposée au plus tard le 31 décembre 2010.
- Lorsque le redevable concerné peut prétendre à un dispositif d'exonération, d'abattement ou de réduction facultatif de CVAE dès la 1<sup>ère</sup> année suivant la création de l'établissement, il doit en faire la demande dans la déclaration 1447 C (et non dans la déclaration 1447 M).

#### LA DECLARATION 1447 M

#### Les obligations déclaratives à remplir à compter de 2011 (impositions établies au titre de 2012)

- La CFE est calculée selon les éléments :
  - soit déclarés sur l'imprimé 1447 C ou 1447 M,
  - soit connus de l'administration au 1<sup>er</sup> janvier 2010.
- Les années ultérieures, les entreprises ne sont tenues au dépôt d'aucune déclaration spécifique, à l'exception, dans certains cas expressément limités, du dépôt :
  - de la déclaration modificative 1447 M,
  - ou de la déclaration 1465.
- L'obligation de déposer une déclaration modificative 1447 M ne vise que les cas où, au cours de la période de référence, soit la consistance des locaux a varié, soit un des éléments de la déclaration a été modifié, c'est-à-dire essentiellement :
  - si la surface du ou des locaux imposés est modifiée,
  - si le redevable demande le bénéfice d'une exonération facultative (ex : aménagement du territoire, pôle de compétitivité, etc.),
  - si le redevable dispose d'éoliennes terrestres ou d'installations photovoltaïques ou hydrauliques dont la puissance électrique installée est au moins égale à 100 kW et que ces installations font l'objet d'un changement de puissance de nature à modifier le montant de l'IFER (cf. instruction 6 E-2-11 du 1<sup>er</sup> avril 2011 relative à l'IFER),
  - si le prorata de la base imposable, en cas d'exercice conjoint d'une activité imposable et d'une activité non imposable, est modifié.
- La déclaration 1447 M doit être déposée au plus tard le 2<sup>ème</sup> jour ouvré suivant le 1<sup>er</sup> mai :
  - de l'année précédant celle de l'imposition à la CFE,
  - ou de l'année de l'imposition pour l'imposition à l'IFER.

## LE PAIEMENT

▪ L'exigibilité et le paiement de la CFE sont régis par les mêmes dispositions qu'en matière de TP. Ainsi, la CFE et les taxes additionnelles sont recouvrées par voie de rôles, suivant les modalités et sous les garanties et sanctions prévues en matière de contributions directes (article 1679 *quinquies*).

Ces cotisations donnent lieu au versement d'un acompte par les redevables les plus importants.

▪ La CFE est due, au plus tard, au 15 décembre de l'année d'imposition.

Les redevables reçoivent alors un avis d'imposition.

### LE VERSEMENT D'UN ACOMPTÉ

▪ La CFE donne lieu au versement d'un acompte lorsque :

- la cotisation de l'année précédente est au moins égale à 3.000 €,
- et que le redevable n'a pas demandé le paiement mensualisé prévu à l'article 1681 *quater A*.

#### Le montant de l'acompte

▪ L'acompte est égal à 50 % du montant de la CFE et des taxes additionnelles mis en recouvrement au titre de l'année précédente.

#### La réduction du montant de l'acompte

▪ Le redevable peut, sous sa responsabilité, diminuer le montant de l'acompte :

- s'il estime que sa base d'imposition sera réduite d'au moins 25 % par rapport à l'année précédente,
- ou s'il prévoit la cessation de son activité en cours d'année au sens du [I.] de l'article 1478.

▪ Le redevable est également autorisé à réduire le montant de son acompte lorsqu'il a demandé le plafonnement de la CET en fonction de la valeur ajoutée de l'année précédente.

Les redevables doivent, dans ces deux cas, remettre au comptable public chargé du recouvrement de la CFE du lieu d'imposition, une déclaration datée et signée (article 1679 *quinquies*).

#### La date du paiement de l'acompte

▪ L'acompte, exigible le 31 mai, est dû au plus tard le 15 juin de l'année d'imposition.

Les redevables reçoivent préalablement un avis d'acompte.

L'article 108 de la LF 2011 a supprimé le dernier alinéa de l'article 1679 *quinquies* qui prévoyait un délai d'1 mois minimum, avant l'échéance, d'envoi par l'administration de l'avis d'acompte.

### L'OPTION POUR LE PRELEVEMENT MENSUEL

▪ A la demande du redevable, le paiement de la CFE et des taxes additionnelles peut être effectué par voie de prélèvements mensuels, en application des articles 1681 D et 1681 *quater A* rendus applicables à la CFE.

### LE SOLDE

▪ Le solde, exigible à compter du 1<sup>er</sup> décembre de l'année d'imposition, est dû au plus tard le 15 décembre de la même année.

▪ Le montant du solde de CFE peut, comme l'était celui de la TP, être réduit, sous la responsabilité du redevable, du montant du dégrèvement attendu du plafonnement de la CET en fonction de la valeur ajoutée (PVA) au titre de la même année, en remettant au comptable public chargé du recouvrement de la CFE une déclaration datée et signée.

De plus, le montant du solde de CFE peut, conformément à l'article 1647 C *quinquies B*, être réduit du dégrèvement transitoire.

## LES MODES DE PAIEMENT

- **A compter du 1er octobre 2011**, le paiement de la CFE par virement n'est plus autorisé.

Ainsi, conformément au [3.] de l'article 1681 *sexies*, les entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 230.000 € doivent **obligatoirement acquitter** la CFE par **télépaiement** ou par **prélèvement** soit **mensuel**, soit à l'échéance.

Les **autres entreprises** continuent à utiliser le **télépaiement** et les **autres moyens traditionnels**, à l'exclusion du virement.

En revanche, la **possibilité de payer la CFE par virement** est maintenue dans certains cas :

- pour les **contribuables non résidents** (*par exemple les loueurs de locaux nus passibles de la CFE, entreprises étrangères concernées par le matériel roulant utilisé sur le réseau ferré national pour des opérations de transport de voyageurs qui n'ont pas d'établissement stable en France*),
- et pour les **entreprises relevant de la DGE** uniquement dans les **cas suivants** :
  - à la suite d'un **plan de règlement octroyé** par le **comptable de la DGE** ou une **Commission des Chefs de Services Financiers**,
  - à la suite d'une **procédure collective** avec **désignation d'un mandataire**,
  - pour une **société absorbée** dans le cadre d'une **transmission universelle du patrimoine** au moment de la **réception de la facture**,
  - à la suite d'un **contentieux**.

## LA MAJORATION POUR DECLARATIONS OU PAIEMENTS TARDIFS OU INSUFFISANTS

- Les **pénalités** pour **omissions** ou **insuffisances de déclaration** prévues aux **articles 1728 à 1729 A** sont **applicables à la CFE**.

Pour le **retard de paiement** relatif aux **rôles généraux de CFE** émis au titre de l'**année 2011** et des **années suivantes** et des **rôles supplémentaires** de CFE et de TP mis en recouvrement à compter du **30 novembre 2011**, il convient d'appliquer la **majoration** prévue à l'article 1731 B.

- L'**intérêt de retard**, qui ne présente pas le caractère d'une sanction, **reste applicable** dans les **conditions de droit commun**.

## LES RECLAMATIONS

- La CFE répond en **matière contentieuse et gracieuse**, aux **mêmes règles** que celles **applicables** aux **autres impôts directs locaux**.
- Les **réclamations** doivent être **adressées**, **avant l'expiration du délai de réclamation** prévu à l'article R. 196-2 du **livre des procédures fiscales**, ou le cas échéant à l'article R. 196-3 du même livre, au **service des impôts** dont relève l'établissement.

## LE DROIT DE CONTROLE ET DE REPRISE

- Les **erreurs** ou **omissions** peuvent être **réparées par l'administration jusqu'au 31 décembre** de la **3<sup>ème</sup> année** qui suit celle au titre de laquelle l'**imposition** a été établie.

Par **exception**, le **droit de reprise** de l'administration s'exerce **jusqu'au 31 décembre** de la **10<sup>ème</sup> année** suivant celle au titre de laquelle l'**imposition** a été établie lorsque l'administration a dressé un **procès-verbal de flagrante fiscale** ou en cas d'**activité occulte** (article L. 174 du livre des procédures fiscales).

- La **procédure de rectification contradictoire** prévue à l'article L. 56 du livre des procédures fiscales n'est **pas applicable** en matière de CFE.

## L'EXONERATION FACULTATIVE DE CFE POUR LES ETABLISSEMENTS DE SPECTACLES CINEMATOGRAPHIQUES

### [article 1464 A du CGI]

- DEL** ■ Les **communes** et leurs **EPCI** dotés d'une **fiscalité propre** peuvent, par une **délibération de portée générale** prise dans les **conditions** définies à l'**article 1639 A bis** (avant le 1<sup>er</sup> octobre), **exonérer de cotisation foncière des entreprises** :
- [1°] dans la limite de **100 %**, les **entreprises de spectacles vivants** relevant des **catégories** ci-après :
    - [a.] les **théâtres nationaux** ;
    - [b.] les **autres théâtres fixes** ;
    - [c.] les **tournées théâtrales** et les **théâtres démontables** exclusivement consacrés à des **spectacles d'art dramatique, lyrique ou chorégraphique** ;
    - [d.] les **concerts symphoniques** et autres, les **orchestres divers** et les **chorales** ;
    - [e.] les **théâtres de marionnettes**, les **cabarets artistiques**, les **café-concerts**, les **music-halls** et **cirques**,
    - [f.] les **spectacles musicaux et de variétés**.
  - [3°] dans la limite de **100 %**, les **établissements de spectacles cinématographiques** qui ont réalisé un **nombre d'entrées inférieur à 450.000** au cours de l'**année** précédant celle de l'imposition ;
  - [3° bis] dans la limite de **100 %**, les **établissements de spectacles cinématographiques** qui ont réalisé un **nombre d'entrées inférieur à 450.000** au cours de l'**année** précédant celle de l'imposition et qui bénéficient d'un **classement "art et essai"** au titre de l'**année** de référence ;
  - [4°] dans la limite de **33 %**, les **autres établissements de spectacles cinématographiques**.

### LA PORTEE DES DELIBERATIONS PRISES EN 2009 PAR LES COMMUNES ET EPCI RELATIVES AUX EXONERATIONS EN FAVEUR DES LIBRAIRIES INDEPENDANTES DE REFERENCE ET DES ETABLISSEMENTS IMPLANTES DANS LES ZONES DE RESTRUCTURATION DE LA DEFENSE

#### [article 108-VII-1<sup>er</sup> alinéa de la LF 2011]

■ En vertu de l'**article 108-VII-1<sup>er</sup> alinéa** de la **LF 2011**, les **délibérations** prises **avant le 1<sup>er</sup> octobre 2009**, conformément à l'**article 1639 A bis**, par les **conseils municipaux** et les **organes délibérants des EPCI à fiscalité propre**, pour l'application des **exonérations** prévues à l'**article 1464 I** (**exonération de CFE en faveur des établissements réalisant une activité de vente de livres neufs au détail disposant du label de librairie indépendante de référence**) et au **[I quinquies B]** de l'**article 1466 A** (**exonération pendant 5 ans de CFE en faveur des entreprises, pour les créations et extensions d'établissements situés dans des zones de restructuration de la défense**), **s'appliquent à compter de l'année 2010** :

- aux impositions de **cotisation foncière des entreprises (CFE)**,
- et, dans les **conditions** prévues à l'**article 1586 nonies**, aux impositions de **CVAE**.

☞ L'exonération de CVAE, pour les entreprises exonérées de CFE, s'applique à la demande de l'entreprise.

Ces **délibérations** peuvent être **rapportées**, dans les **conditions** prévues au **[I.]** de l'**article 1639 A bis**, pour les **impositions** établies au titre de **2011** (soit avant le 1<sup>er</sup> octobre 2010).

### LA PORTEE DES DELIBERATIONS PRISES EN 2009 PAR LES CONSEILS GENERAUX ET LES CONSEILS REGIONAUX RELATIVES AUX EXONERATIONS EN FAVEUR DES LIBRAIRIES INDEPENDANTES DE REFERENCE ET DES ETABLISSEMENTS IMPLANTES DANS LES ZONES DE RESTRUCTURATION DE LA DEFENSE

#### [article 108-VII-2<sup>ème</sup> alinéa de la LF 2011]

■ En vertu de l'**article 108-VII-2<sup>ème</sup> alinéa** de la **LF 2011**, **s'appliquent à compter de l'année 2010** aux impositions de **cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)**, dans les **conditions** prévues à l'**article 1586 nonies**. les **délibérations** prises **avant le 1<sup>er</sup> octobre 2009**, conformément à l'**article 1639 A bis**, par les **conseils généraux** et les **conseils régionaux**, pour l'application des **exonérations** prévues :

- à l'**article 1464-I** (**exonération de CFE en faveur des établissements réalisant une activité de vente de livres neufs au détail disposant au 1<sup>er</sup> janvier du label de librairie indépendante de référence**),
- et au **[I quinquies B]** de l'**article 1466 A** (**exonération pendant 5 ans de CFE en faveur des entreprises, pour les créations et extensions d'établissements situés dans le périmètre des zones de restructuration de la défense**),

☞ L'exonération de CVAE, pour les entreprises bénéficiant de l'exonération de CFE, s'applique à la demande de l'entreprise.

Ces **délibérations** peuvent être **rapportées**, dans les **conditions** prévues au **[I.]** de l'**article 1639 A**, pour les **impositions** établies au titre de **2011** (soit avant le 1<sup>er</sup> octobre 2010).

**LA REVALORISATION FORFAITAIRE DES VALEURS LOCATIVES FONCIERES EN 2012**

**[article 1518 bis du CGI]**

- Au titre de **2012**, les **valeurs locatives foncières** (propriétés non bâties et bâties, industrielles ou non) sont **revalorisées forfaitairement de + 1,80 %**.
- L'**application** du **coefficient de revalorisation** de **1,018** aura, en fonction du **choix de taux** effectué par les assemblées délibérantes, les **conséquences** suivantes **sur les contribuables** (hors dégrèvement, abattement ou variation physique) :

Coefficient de variation choisi (appliqué au taux 2011)	Variation pour le contribuable en 2012	Coefficient de variation choisi (appliqué au taux 2011)	Variation pour le contribuable en 2012
1,0000	+ 1,80 %	0,9921	+ 1,00 %
0,9627	- 2,00 %	0,9971	+ 1,50 %
0,9725	- 1,00 %	1,0120	+ 3,00 %
0,9823	0,00 %	1,0220	+ 4,00 %

**Exemple** : si l'assemblée délibérante applique aux taux 2011 un **coefficient de « variation »** de **1,000**, le contribuable verra son **imposition augmenter** de **+ 1,80 %**. Pour que le contribuable paie le **même montant** qu'en **2011**, il conviendrait d'appliquer un **coefficient** de **0,9804** au **taux 2011**.

Rappel des revalorisations précédentes			
2011	+ 2,00 %	2008	+ 1,60 %
2010	+ 1,20 %	2007	+ 1,80 %
2009 (bâti)	+ 2,50 %	2006	+ 1,80 %
2009 (non bâti)	+ 1,50 %	2005	+ 1,80 %

## LA TRANSMISSION PAR LA DGFIP DES DONNÉES FISCALES RELATIVES À LA CFE ET AUX IFER

### LE FONDEMENT LEGAL DE LA TRANSMISSION DES INFORMATIONS COMMUNIQUEES AUX COLLECTIVITES LOCALES

- Aux termes de l'article L.135 du livre des procédures fiscales (LPF), la DGFIP transmet chaque année aux collectivités locales les rôles généraux des impôts directs locaux comportant les impositions émises à leur profit.

### LES SUPPORTS DE TRANSMISSION DES INFORMATIONS INDIVIDUALISEES AUX COLLECTIVITES AFFECTATAIRES

#### LE CEDEROM VISUDGFIP CFE ET IFER

- Le cédérom VisuDGFiP version CFE et IFER est un outil de visualisation de la DGFiP des données du rôle des cotisations foncières des entreprises et des impositions forfaitaires des entreprises de réseaux. Il permet la visualisation des bases et des cotisations individuelles des redevables selon les collectivités affectataires.

Il s'agit donc d'un outil de consultation, dont les données ne sont accessibles qu'en visualisation et ne sont pas modifiables.

- Ce support est délivré aux services :
  - la 1<sup>ère</sup> quinzaine de décembre,
  - et fin décembre/début janvier pour les communes dont la taxation a été différée.

#### LE CEDEROM FICHER CFE ET IFER

- Le cédérom Fichier CFE et IFER est un cédérom constitué des mêmes informations (éléments d'assiette et cotisations) du rôle des cotisations foncières des entreprises et des composantes de l'imposition forfaitaire des entreprises de réseaux. Au moyen d'un logiciel externe, il est possible :

- de restituer les données,
- et d'effectuer, le cas échéant, des requêtes.

- Avant l'envoi de cédérom fichier, les services de la DGFiP transmettent un tracé des données individuelles contexté en fonction de la collectivité bénéficiaire. Il existe 3 types de tracé :

- un tracé à destination des communes et EPCI ;
- un tracé à destination des départements ;
- un tracé à destination des régions.

Chaque tracé présente le nom des données ainsi que les libellés leur correspondant :

- 1 article de tête listant l'imposition, l'année d'imposition, la collectivité,
- 1 article par commune listant des données relatives au numéro de rôles, taux,...
- 2 articles C1 et C2 listant les données individuelles de chaque entreprise : identification, adresse d'imposition, et montant des cotisations dues par l'entreprise,
- 3 articles P1, P2 et P3 listant les éléments d'imposition (ex : valeur locative foncière, puissance, frais de gestion...)

- Les services de la DGFIP transmettent les cédérom en fonction des options formulées en juin par les collectivités locales. A défaut de réponse à cette date, le cédérom Visudgfip CFE-IFER est transmis aux collectivités locales.

Toutes les communes et EPCI souhaitant disposer du cédérom fichier CFE et IFER, permettant d'effectuer des requêtes, doivent impérativement en faire la demande aux services de la DGFiP avant la fin du mois de juin.

période	informations transmises en 2012
janvier	rappel du montant de la CFE issue du rôle général versée au titre de 2011
février-mars	notification des bases prévisionnelles 2012 de la CFE
septembre	transmission des bases de CFE simulées sur 2012 des établissements dominants : <ul style="list-style-type: none"> <li>- aux collectivités plus importantes,</li> <li>- ou, sur demande, aux autres communes ou EPCI</li> </ul>
4 <sup>ème</sup> trimestre	transmission des rôles de CFE



ETAT RECAPITULATIF DES BASES PREVISIONNELLES N° 1081 A CFE ANNEE 2012										
DIRECTION :										
EPCI										
BASES EXONEREES SUR DELIBERATION AVANT ABAT DE 25% POUR LA CORSE	EXO 1: DEV. REGIONAL		EXO 2: ENT. NOUVELLES		EXO 3-4: ENT. SPEC., CINEMAS		EXO 5: MEDEC., AUX. MEDICAUX		EXO 6: C. C. MUNICIPAL	
	MONTANT	NOMBRE	MONTANT	NOMBRE	MONTANT	NOMBRE	MONTANT	NOMBRE	MONTANT	NOMBRE
A1 – COMMUNE										
A2 – EPCI FPA										
A3 – EPCI FPU										
A4 – T.C.C.I.										
A5 – T.C.M.A.										
A6 – SYNDICATS										
BASES EXONEREES SUR DELIBERATION AVANT ABAT DE 25% POUR LA CORSE	EXO 7: HABITAT DEGRADE		EXO 10: ANTIPOLLUTION		EXO 11: MEUBLES		EXO 13 : J. ENT. INNOV.		EXO 14 : SAIC (1)	
	MONTANT	NOMBRE	MONTANT	NOMBRE	MONTANT	NOMBRE	MONTANT	NOMBRE	MONTANT	NOMBRE
B1 – COMMUNE										
B2 – EPCI FPA										
B3 – EPCI FPU										
B4 – SYNDICATS										
BASES EXONEREES SUR DELIBERATION AVANT ABAT DE 25% POUR LA CORSE	EXO 15 : PÔLE DE COMPET.		EXO 17 : LIBRAIRIES IND		EXO 18 : ZRD		EXO PR : Abt Dif. Presse (2)			
	MONTANT	NOMBRE	MONTANT	NOMBRE	MONTANT	NOMBRE	MONTANT	NOMBRE		
C1 – COMMUNE										
C2 – EPCI FPA										
C3 – EPCI FPU										
C4 – SYNDICATS										

1) Service d'activité industrielle et commerciale des établissements publics à caractères scientifique, culturel et professionnel

2) Exonération PR : Bases exonérées APRES abattement de 25% pour la Corse

ETAT RECAPITULATIF DES BASES PREVISIONNELLES N° 1081 A CFE ANNEE 2012										
DIRECTION :										
EPCI										
BASES EXONEREES DE DROIT AVANT ABAT DE 26% POUR LA CORSE	EXO 21A : ZRR à/o 1988		EXO 21C : ZRR		EXO 21 : ZRR		EXO 38 : ZRU		EXO 48 B : ZFU III à/o 2008	
	MONTANT	NOMBRE	MONTANT	NOMBRE	MONTANT	NOMBRE	MONTANT	NOMBRE	MONTANT	NOMBRE
D1 – COMMUNE										
D2 - EPCI FPA.										
D3 – EPCI FPU										
D4 – SYNDICATS										
BASES EXONEREES DE DROIT AVANT ABAT DE 26% POUR LA CORSE	EXO 48 C ZFU III à/o 2008		EXO 48 D : ZFU III à/o 2008		EXO 48 E ZFU III à/o 2008		EXO 48 E F ZFU à/o 2002		EXO 48 E : ZFU II à/o 2004	
	MONTANT	NOMBRE	MONTANT	NOMBRE	MONTANT	NOMBRE	MONTANT	NOMBRE	MONTANT	NOMBRE
E1 – COMMUNE										
E2 - EPCI FPA.										
E3 – EPCI FPU										
E4 – SYNDICATS										
BASES EXONEREES DE DROIT AVANT ABAT DE 26% POUR LA CORSE	EXO 50 BER à/o 2007		SORTIE EXO ZRU		SORTIE EXO ZFU I ET II 3 ans		SORTIE EXO ZFU I ET II 8 ans		SORTIE EXO ZFU III	
	MONTANT	NOMBRE	MONTANT	NOMBRE	MONTANT	NOMBRE	MONTANT	NOMBRE	MONTANT	NOMBRE
F1 – COMMUNE										
F2 - EPCI FPA.										
F3 – EPCI FPU										
F4 – SYNDICATS										
BASES EXONEREES DE DROIT AVANT ABAT DE 26% POUR LA CORSE	EXO 18 AUTO-ENTREPRENEURS (AE)		EXO 20 : AVOCATS		EXO 61 : DOM		EXO 67 : Aide Invest. PME			
	MONTANT	NOMBRE	MONTANT	NOMBRE	MONTANT	NOMBRE	MONTANT	NOMBRE		
G1 – COMMUNE										
G2 - EPCI FPA.										
G3 – EPCI FPU										
G4 – T.C.M.A.										
G5 – SYNDICATS										

**ETAT RECAPITULATIF DES BASES PREVISIONNELLES N° 1081 A CFE ANNEE 2012**

**Bases spécifiques de France TELECOM**

DIRECTION : LOIRE ATLANTIQUE

EPCI

	BASES TAXABLES CFE FRANCE TELECOM (APRES 25 % EN CORSE)			MONTANT DES COTISATIONS CFE FRANCE TELECOM		
	LIGNE	MONTANT	NOMBRE	LIGNE	MONTANT	NOMBRE
TOTAL COMMUNE SEULE	25			36		
TOTAL SYNDICATS SEULS	26			37		
TOTAL EPCI A FISCALITE ADDITIONNELLE	27			38		
TOTAL EPCI A FISCALITE UNIQUE	28			39		
TAXE SPECIALE D'EQUIPEMENT	30			41		
TAXE POUR FRAIS DE CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE	31 + 32			42 + 43		

COLLECTIVITES	BASES EXONEREES AVANT ABATTEMENT DE 25% POUR LA CORSE									
	EXO 1 : DEV. REG. ART. 1485 CGI		EXO 7 : HABITAT DEGRADE		EXO 15 : Z. R. D.		EXO 21 : Z. R. R.		EXO 35 : Z. R. U.	
	MONTANT	NOMBRE	MONTANT	NOMBRE	MONTANT	NOMBRE	MONTANT	NOMBRE	MONTANT	NOMBRE
A1 - COMMUNE										
A2 - EPCI FPA										
A3 - EPCI FPU										
A4 - SYNDICATS										
	EXO 56 : B. E. R.		EXO 67 : AIDE INVEST. CORSE							
	MONTANT	NOMBRE	MONTANT	NOMBRE						
B1 - COMMUNE										
B2 - EPCI FPA										
B3 - EPCI FPU										
B4 - SYNDICATS										

MONTANT DES COTISATIONS IFR 1519 H FRANCE TELECOM					
	LIGNE	MONTANT		LIGNE	NOMBRE
TOTAL COMMUNE SEULE	57		STATIONS DE DROIT COMMUN	60	
TOTAL EPCI FPU	58		STATIONS « ZONE BLANCHE »	61	
TOTAL DEPARTEMENT	59		STATIONS LOI 86-1067	62	
			STATIONS EN FRANCHISE	63	

MONTANT CONTRIBUTION ADDITIONNELLE A L'IFR 1519 H FRANCE TELECOM					
	LIGNE	MONTANT		LIGNE	MONTANT
TOTAL AGENCES*	64		COTISATION IFR 1519 H RETENUS	65	

MONTANT DES COTISATIONS IFR 1599 QUATER B FRANCE TELECOM					
	LIGNE	MONTANT		LIGNE	NOMBRE
TOTAL REGION	66		LIGNES EN SERVICE	67	
			RACCORDEME	68	
			CARTES D'ABONNES	69	

\* AGENCE NATIONALE DE SECURITE SANITAIRE DE L'ALIMENTATION, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU TRAVAIL ET/OU AGENCE DES SERVICES ET DE PAIEMENT